

LA  
RÉPUBLIQUE ARGENTINE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

THÈSE PRÉSENTÉE

à la Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel  
(Section des Sciences commerciales)  
pour obtenir le grade de Docteur ès sciences  
commerciales et économiques

PAR

RENATO CATTANEO

LICENCIÉ ÈS SCIENCES COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES  
DE L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

---

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>ie</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

1926

Tous droits réservés

La Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel, Section des sciences commerciales, sur le rapport de M. le prof. P. E. Bonjour, autorise la publication de la présente thèse de M. Renato Cattaneo, ayant pour titre : « La République Argentine », étude économique et financière. Elle ne donne ni approbation, ni improbation aux opinions émises, ces opinions devant être considérées comme propres à l'auteur.

Neuchâtel, le 15 juillet 1926.

*Le Doyen de la Faculté de Droit,*

CARL OTT.

A MES PARENTS

## BIBLIOGRAPHIE

---

- La République Argentine, Pierre DENIS, Paris 1920. Librairie Armand Colin.
- En Argentine. De Buenos-Aires au Gran Chaco, Jules HURET, Paris, 1911. Bibliothèque Charpentier.
- En Argentine. De La Plata à la Cordillère des Andes, Jules HURET, Paris, 1913. Bibliothèque Charpentier.
- L'Argentine Economique. Marquis DE SAINT-LÉGER, Paris, 1913. J. RUEFF, éditeur, Paris.
- L'Argentine pour tous, Louis CROS, Paris. Michel, éditeur, Paris.
- En Amérique latine, Henri TUROT, Paris, 1908. Vuibert et Nancy, éditeurs.
- République Argentine. Port de Rosario, Georges HERSENT, Paris, 1904. Durand, éditeur, Paris.
- Technique générale des Affaires en Marchandises, J. ECKELS et P. BENIEST, Anvers 1912. M. Missoorten, 90, rue des Peintres.
- Le Commerce International des Grains, Paul VAN HISSENHOVEN, 2<sup>e</sup> édition, Société d'Éditions géographiques Maritimes et Coloniales, 27, rue Jacob, Paris, 1923.
- Situation des Affaires en Argentine, Rapports d'avril, de juillet et d'octobre 1925 de la Banque Ernesto TORNUST et Co. Buenos-Aires. 501 Bmè Mitre esq. S. Martin.
- Revista de Eronomia Argentina, Tome XIV, Buenos-Aires, 1925. Administration : Galeria Gral Güemes 403. Buenos-Aires 1925.
- Informe de la Direccion General de Estadistica de la Nacion, divers Numéros parus de 1923-1925. Calle Azopardo 350 Buenos-Aires.
- Los Problemas Economicos del Presente, Alejandro E. BUNGE, Buenos-Aires, 1920.
- Las Industrias del Norte, Alejandro. E. BUNGE, Buenos-Aires, 1922.

- El Desarrollo Económico de la República Argentina en los últimos cincuenta años, Ernesto TORNUIST et C<sup>la</sup> Limitada, Buenos-Aires, 1920.
- La Colonización Argentina y las Industrias Agropecuarias, Florencio T. MOLINAS, Buenos-Aires, 1940. Imprenta A. Molinari, Talcalmano 4236, Buenos-Aires.
- La República Argentina, su escenario, su raza y su riqueza, Dr. Eduardo A. Diaz, Buenos-Aires, 1924. El Atenco bordoha 2099.
- Nozioni Generali sulla Repubblica Argentina, Buenos-Aires, 1913. Tipografia dell'Ufficio Meteorologico Argentino.
- República Argentina, Nociones útiles, Buenos-Aires, 1923. Talleres Graficos del Ministerio de Agricultura de la Nación.
- Estadística Minera de La República, Bulletin N° 14, Buenos-Aires, 1919.
- Comercio Internacional Argentino, sus principales cifras, Buenos-Aires, 1919. Talleres Graficas del Ministerio de Agricultura de la Nación.
- Report on the financial, commercial and economic conditions of the Argentine Republic, H. O. CHALKLEY, Londres 1924. Published by his majesty's Stationery Office London.
- El Cronista Comercial, Noviembre 1923, Buenos-Aires.
- The Times, supplément du 17 août 1923.
- El Diario, número especial, 1923.
- Bulletin de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Italo-Argentine, Gênes, 1924.
- Rapport et Mémoire du 37<sup>e</sup> exercice correspondant à l'année 1922 de la Banque Hypothécaire Nationale, Buenos-Aires, 1923.
- El Comercio exterior argentino en 1924 y 1923 y estadísticas retrospectivas, bulletin n° 193, Buenos-Aires, 1925.
- Geografía Económica Argentina, Dr. Laurentino OLASCOAGA, Buenos-Aires, 1923. Estabe. Grafico a De Martiño.
- Revue « Caras y Caretas, Numero extraordinario dedicado a los principales factores de la riqueza nacional.

# LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

## ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

---

Plan général :

- CHAPITRE PREMIER. — Introduction.
- CHAPITRE II. — La Production.
- CHAPITRE III. — Voies de communication et centres de trafic
- CHAPITRE IV. — Le commerce des céréales et les règlements de comptes.
- CHAPITRE V. — Le commerce argentin en général.
- CHAPITRE VI. — Questions financières.
- CHAPITRE VII. — La politique d'exportation.
- CONCLUSION.
-

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>Introduction.</i> . . . . .	1
Section 1. — Situation géographique . . . . .	1
Section 2. — Le climat. . . . .	2
Section 3. — Notice historique . . . . .	3
Section 4. — Population . . . . .	5
Section 5. — Immigration. . . . .	8
Section 6. — Régime politique . . . . .	14
CHAPITRE II. — <i>La production.</i> . . . . .	17
Section 1. — Sources de richesse. . . . .	17
Section 2. — Agriculture . . . . .	17
§ 1. — Les plantes alimentaires. . . . .	21
§ 2. — Les grandes cultures industrielles . . . . .	27
Section 3. — Elevage . . . . .	33
§ 1. — Généralités. . . . .	33
§ 2. — Le mouton. . . . .	37
§ 3. — La race bovine. . . . .	41
Section 4. — Les forêts. . . . .	46
Section 5. — Les mines. . . . .	48
Section 6. — Les industries . . . . .	50
§ 1. — Industries dérivées de l'élevage. . . . .	52
§ 2. — Industries dérivées de l'agriculture. . . . .	55
§ 3. — Industries minières . . . . .	56
§ 4. — Industries forestières . . . . .	56

	Pages
Section 7. — La colonisation . . . . .	57
Section 8. — Régime de la propriété. . . . .	64
Section 9. — Formes de l'exploitation agricole . . . . .	67
Section 10. — La valorisation de la terre . . . . .	72
Section 11. — La propriété rurale : transactions et hypothèques. . . . .	77
CHAPITRE III. — <i>Voies de communication et centres de trafic.</i>	81
Section 1. — Les routes . . . . .	81
Section 2. — Les chemins de fer. . . . .	86
Section 3. — Les voies fluviales . . . . .	96
Section 4. — Les centres de trafic . . . . .	103
Section 5. — Compagnies de navigation faisant actuellement le service d'outre-mer et des flottes entre l'Argentine et l'extérieur. . . . .	118
Section 6. — Aviation civile . . . . .	124
CHAPITRE IV. — <i>Le commerce des céréales et les règlements de comptes . . . . .</i>	129
Section 1. — Objets de ce commerce . . . . .	129
Section 2. — Opérations internes. . . . .	130
Section 3. — Opérations externes. . . . .	144
§ 1. — Les contrats . . . . .	145
§ 2. — Modalités des ventes . . . . .	149
Section 4. — Les règlements de comptes . . . . .	164
CHAPITRE V. — <i>Questions financières.</i> . . . .	171
Section 1. — Monnaie et circulation monétaire . . . . .	171
Section 2. — La grande crise de 1890 . . . . .	175
Section 3. — Les tentatives de réforme du système monétaire argentin. . . . .	180
Section 4. — Institutions de commerce et de crédit . . . . .	187
§ 1. — La Bourse de Commerce de Buenos-Aires. . . . .	187
§ 2. — La Bourse des Céréales de Buenos-Aires . . . . .	192
§ 3. — Les Banques : . . . . .	196
A. La Banque de la Nation. . . . .	197
B. Banques privées . . . . .	200
§ 4. — Les sociétés anonymes . . . . .	203

	Pages
Section 5. — La balance des paiements de l'année économique 1922-1923 . . . . .	205
Section 6. — Les finances publiques. . . . .	209
§ 1. — Le budget . . . . .	209
§ 2. — La dette publique . . . . .	212
CHAPITRE VI. — <i>Le commerce argentin en général.</i> . . . .	217
Section 1. — La capacité économique de l'Argentine. . . . .	217
Section 2. — Le commerce extérieur argentin. . . . .	221
§ 1. — Notice historique . . . . .	221
§ 2. — Les quatre périodes de l'histoire du commerce argentin . . . . .	222
§ 3. — Quantités, prix et valeurs des importations et des exportations de 1910 à 1924 . . . . .	225
§ 4. — Notice sommaire sur le commerce extérieur de 1910 à 1925 . . . . .	239
§ 5. — Les relations commerciales de l'Argentine avec l'Angleterre durant les derniers 100 ans . . . . .	243
§ 6. — Conséquences de la guerre sur le commerce argentin . . . . .	246
§ 7. — Le commerce extérieur pendant les cinq dernières années. . . . .	248
Section 3. — Le commerce intérieur argentin. . . . .	258
CHAPITRE VII. — <i>La politique d'exportation</i> . . . . .	262
Section 1. — Les problèmes actuels. . . . .	262
§ 1. — Les prix des importations et les prix des exportations . . . . .	263
§ 2. — Régime différentiel des prix de consommation et des prix d'exportation. . . . .	270
§ 3. — Service du passif économique national . . . . .	271
§ 4. — La question sociale . . . . .	272
§ 5. — Le coût de la vie . . . . .	274
§ 6. — L'organisation du travail. . . . .	277
Section 2. — La politique du commerce extérieur. . . . .	279
§ 1. — La politique actuelle . . . . .	279

	Pages
§ 2. — Nécessité d'obtenir des soldes favorables dans le commerce extérieur . . . . .	283
§ 3. — Nécessité et possibilité de réduire les impor- tations. . . . .	284
Section 3. — L'heure industrielle. . . . .	290
CONCLUSION . . . . .	301

---

## CHAPITRE PREMIER

### INTROOUCTION

Les notes qui snivent ont pour but de donner quelques renseignements sur l'Argentine, sa situation géographique, son histoire, sa population et son système politique. Nous ne nous étendrons pas sur ces questions générales, bien qu'importantes et intéressantes, nous bornant à un exposé sommaire qui donnera un aperçu d'ensemble du pays, aidant à la compréhension des questions spéciales qui constitueront la matière des chapitres ultérieurs.

### SECTION I

#### Situation géographique.

La République Argentine comprend la partie méridionale de l'Amérique du Sud ; c'est le pays qui s'étend le plus au sud dans l'Océan Atlantique. Sa superficie est de près de 3 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire que l'Argentine est à peu près 70 fois plus grande que la Suisse ; c'est 6 fois la France, et elle peut contenir sans peine la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie et l'Autriche-Hongrie.

Les frontières représentent des lignes géographiques bien définies ; le territoire est limité par l'Océan Atlantique, des fleuves et la chaîne de la Cordillère. Les frontières ont une longueur de 10.200 kilomètres ainsi répartis : 2.600 kilomètres de côte, 4.800 kilomètres de Cordillère, et au nord 1.600 kilomètres de fleuves non navigables et 1.200 kilomètres de fleuves navigables.

La configuration du territoire est allongée du nord au sud, et cette situation exceptionnelle vaut à l'Argentine des avantages naturels tant au point de vue géographique qu'au point de vue climatérique. Elle a un seul littoral océanique, mais étendu et baigné par l'Atlantique où circulent les navires de toutes les grandes puissances commerciales.

Les trois aspects essentiels du paysage argentin sont : la montagne appelée « puna », la plaine et les fleuves. Le Parana est à lui seul toute une région naturelle avec ses bras, ses îles et la plaine sans cesse remaniée où s'étalent ses crues. Dans l'ensemble des plaines argentines, il faut mettre à part la région comprise entre le Parana et l'Uruguay, appelée Mésopotamie. Le défaut d'eaux courantes est un des traits caractéristiques de la plaine pampéenne.

## SECTION II

### Le climat.

Ce qui distingue l'Argentine, comme le Chili, des autres contrées de l'Amérique du Sud, c'est la variété de son

climat. Tandis que les provinces du nord ont une zone tropicale et subtropicale, l'extrême sud plonge dans les eaux du pôle antarctique ; l'ouest argentin occupé par le rempart des Andes, jouit d'un climat tempéré avec grands écarts de température ; la région pampéenne qui s'étend au centre de l'Argentine, depuis les Andes jusqu'au littoral du Parana et de l'Atlantique, constitue la zone tempérée. C'est le climat d'Avignon ou de Nice.

Une telle étendue et une telle diversité de climats impliquent une variété infinie de productions.

### SECTION III

#### Notice historique.

Les Conquistadores espagnols venant du Pérou apparaissent en Argentine au début du xvi<sup>e</sup> siècle et la dénomination du Rio de la Plata (fleuve de l'Argent), indique ce qu'ils venaient y faire.

Le premier Gouverneur du roi d'Espagne fut Don Pedro de Mendoza, qui fonda la ville de Buenos-Aires en 1535. À partir de 1776, Buenos-Aires devint la plus importante des vice-royautés instituées par l'empire espagnol. Les conquérants se réservèrent toutes les fonctions publiques et se partagèrent les terres. Onze vice-rois se succédèrent de 1776 à 1810.

La première période de l'histoire argentine peut être qualifiée de période militaire. En voici les traits principaux :

Les Espagnols font une guerre affreuse aux Indiens, et les colons brutalisent les aborigènes ; les Portugais sont chassés de leur colonie de Sacramento. En 1806 les Anglais, par surprise, s'emparent de Buenos-Aires, mais le peuple reconquiert la ville aussitôt après ; une seconde tentative échoua en 1807. Ces faits héroïques révélèrent à la population sa force, et préparèrent les grands événements qui eurent lieu trois ans plus tard.

Les créoles opprimés se révoltent le 25 mai 1810, et le mouvement révolutionnaire se propage immédiatement dans toute l'Amérique latine ; les deux grandes figures de cette libération sont les généraux San Martin et Bolivar. L'indépendance de l'Argentine fut proclamée le 9 juillet 1816, mais la République ne fut définitivement fondée qu'en 1826. Les débuts du nouvel Etat accusent des tendances unitaires, mais les provinces, jalouses de Buenos-Aires, manifestent leur préférence pour l'idée fédéraliste. Et c'est de 1810 à 1850, une suite de querelles intestines où les provinces luttent pour leur autonomie.

En 1827 le triomphe des fédéralistes conduit au pouvoir le tyran Rosas, qui maintint un régime despotique jusqu'en 1852. Cette dictature constitue une des pages les plus sanglantes de l'histoire de la République ; les unitaires furent massacrés en masse, et à la suite de mesures vexatoires prises à l'égard des étrangers, le gouvernement français envoya en 1838 une flotte bloquer Buenos-Aires.

Pendant cette longue période d'anarchie, les territoires qui formaient la vice-royauté de Buenos-Aires et qui auraient dû logiquement contribuer à la formation du

nouveau pays, se démembrèrent. C'est ainsi que la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay se constituèrent en nations indépendantes.

Le général Urquiza, chef du mouvement réactionnaire, réussit à vaincre Rosas. Aussitôt la Constitution Nationale fut promulguée, consacrant le régime républicain représentatif et fédératif. L'Etat de Buenos-Aires toutefois continua la lutte pour l'idée unitaire et l'ère des guerres civiles ne fut close qu'en 1862.

L'Argentine conclut en 1865 un traité avec le Brésil et le Chili en vue de réprimer les troubles dangereux du Paraguay où l'ordre fut rétabli par une campagne militaire de la Triplice. Les Indiens de la Pampa furent soumis définitivement vers 1880 et c'est au cours de cette même année que Buenos-Aires devint la capitale du pays.

Depuis 1890, le pays est entré dans une période de calme et de progrès continu.

#### SECTION IV

##### La population.

On peut la classer comme suit :

1. descendants d'immigrants espagnols et des Conquistadores ;
2. descendants d'immigrants étrangers d'autres nationalités ;
3. gauchos argentins, c'est-à-dire les métis issus d'Espagnols et d'autres étrangers ayant épousé des Indiennes.

Les gauchos forment le fond de la population des campagnes ;

4. aborigènes de la Patagonie et du Chaco ;

5. enfants des sujets étrangers ; le fait que ces enfants sont nés dans le pays leur en confère directement la nationalité.

Les indigènes furent des Indiens proprement dits ; l'accès des villes leur était défendu par des ordonnances royales et ils devaient vivre à part (cette mesure était dans leur intérêt, afin que les Espagnols ne puissent pas les réduire en esclavage). Les lois étaient bienveillantes à leur égard, mais en réalité ils furent traités comme des bêtes de somme, surtout par les religieux. La plus grande partie disparut ; une portion restreinte vécut, et mêlée à la race espagnole, créa ces types de métis qui forment le fond de la population pauvre des provinces.

Dans la période de colonisation qui suivit celle de la conquête, des femmes arrivèrent d'Espagne et le type blanc se développa, qui prédomina par la suite et constituant les classes riches et bourgeoises de la population des villes, forma une sorte d'aristocratie fière de la pureté de son sang.

Mais en définitive, nous nous trouvons devant une nation européenne transplantée sous un autre climat, mêlée en partie infime à des autochtones indiens et dans laquelle l'élément noir a totalement disparu, tué par la tuberculose ou fondu avec les métis d'Indiens.

La société est celle des pays neufs en général ; on y mène une vie d'affaires et le chiffre de sa fortune classe un homme. Toutefois on va vers la fusion plus que vers

la sélection. L'échelle des valeurs morales ou intellectuelles n'est pas graduée comme en Europe. Le goût de la culture intellectuelle commence à se développer et il faut rendre hommage aux efforts du Gouvernement pour répandre l'instruction publique.

On a dit que l'Argentine est « une mosaïque anglo-franco-germano-hispano-italienne », mais en dépit de ces multiples éléments, il existe un fort sentiment patriotique.

Cet immense pays qui représente environ 70 fois la Suisse, n'est peuplé que par 10 millions d'habitants, alors qu'il pourrait en contenir et en nourrir de 200 à 300 millions. Les régions de l'est ou littoral sont assez peuplées, mais la densité de la population diminue à mesure qu'on avance vers l'ouest.

L'élément européen représente à lui seul les 2/3 de la population ; en 1914, les étrangers sont dans la proportion de 30 0/0. Le phénomène de l'immigration a joué dans la République Argentine un rôle très important.

*Croissance de la population depuis la fin  
du XVIII<sup>e</sup> siècle.*

Années	Habitants
1797 . . . . .	340.628
1818 . . . . .	de 554.000 à 588.000
1837 . . . . .	de 600.000 à 675.000
1860 . . . . .	1.480.000
1869 . . . . .	1.737.076
1893 . . . . .	3.954.914
1914 . . . . .	7.883.237
1918 . . . . .	8.416.483
1924 . . . . .	9.839.431

## SECTION V

## L'immigration.

Jusqu'en 1810 l'Argentine fut exclusivement peuplée d'Espagnols en partie restés purs, en partie mêlés aux populations indiennes. Au temps de la traite des noirs, des esclaves furent introduits, mais le climat argentin ne se prêtant pas à la prospérité d'un bloc noir, ces quelques individus se mêlèrent à la population, formant ce qu'on appelle les sambos.

L'immigration étrangère fut interdite sous la domination espagnole. L'indépendance ayant été proclamée, le nouveau Gouvernement fit aussitôt appel aux immigrants. De cette époque date l'essor du pays.

Ce ne fut toutefois que vers 1852 que se dessina un sérieux mouvement d'immigration. De 1854 à 1916 le territoire argentin a reçu un peu plus de 6 millions d'immigrants : de 1857 à 1910 le chiffre s'éleva à 4 millions. L'élément latin est prépondérant avec 3.205.200 immigrants contre un total de 493.600 Anglo-Saxons, Germains, Suisses et Belges.

On a dit que ce sont les capitaux anglais et la main-d'œuvre italienne qui ont fait l'Argentine. En effet, les Italiens tiennent la tête de l'immigration. C'est un élément de premier ordre et par Italiens il faut surtout comprendre les gens énergiques de la Lombardie et du Piémont. Ce sont en majeure partie des ouvriers agricoles

et viticoles ; ils s'occupent du petit commerce dans les villes, une partie de la navigation fluviale sur le Parana et presque toute la pêche côtière est faite par eux.

Depuis 1890 environ, moment à partir duquel les récoltes exigèrent une nombreuse main-d'œuvre, il s'établit des courants migratoires périodiques entre l'Italie et l'Argentine. Ces immigrations temporaires ont été comparées aux migrations des hirondelles.

Les Espagnols occupent la seconde place, mais cet élément n'a pas la valeur économique du précédent. Les premiers efforts des Espagnols tendirent surtout à détruire et à pressurer. Les créoles sont presque tous d'origine espagnole ; on les désigne par le terme de « fils du pays » et en général ce sont gens indolents, cultivant le goût de l'oisiveté et inconstants dans l'effort.

Depuis une cinquantaine d'années il existe un important courant migratoire d'Italiens du Nord, d'Anglais, de Français, d'Allemands, de Basques, tous apportant leurs bras vigoureux et leur caractère entreprenant. Actuellement, c'est le sang de l'Italien du Nord qui domine.

Cette question de l'immigration est intimement liée à celle de la colonisation, dont nous parlerons plus loin.

L'histoire de l'immigration peut être divisée en 4 périodes :

1. immigration normale de 1870 à 1891, avec un excédent annuel moyen de 51.864 en faveur du pays ;
2. immigration insuffisante de 1892 à 1904, avec un solde annuel moyen de 47.788 ;
3. excédent d'immigration de 1905 à 1913, avec des

soldes annuels dépassant parfois 200.000 et avec une moyenne de 163.447 pour la période ;

4. immigration pendant les 5 ans de guerre, avec un solde moyen annuel de 42.640 en défaveur du pays.

La guerre a exercé une influence considérable sur la population, en imprimant de nouvelles directions à l'immigration. Il se produisit un phénomène inverse de celui des années précédentes ; l'émigration excéda l'immigration.

Cet excédent de sorties a eu, entre autres conséquences, celle de faire disparaître le chômage extraordinaire qui avait commencé en 1913 pour atteindre sa plus grande intensité en 1916.

L'émigration qui eut son point de départ en 1914, n'est pas due aux réservistes appelés sous les drapeaux, mais à des causes économiques provenant de l'excès d'immigration ; la guerre n'a fait qu'accentuer des faits dont l'existence est antérieure à 1914.

La population a augmenté comme suit pendant cette dernière période, chiffre de la croissance et soldes des mouvements migratoires combinés :

1914.	. . . . .	403.780
1915.	. . . . .	92.299
1916.	. . . . .	409.809
1917.	. . . . .	414.861
1918.	. . . . .	437.413

Dans les années antérieures à 1914 il y avait environ 288.000 naissances et 94.000 décès, de sorte que la population indigène augmentait de 194.000 têtes annuelle-

ment. Comptant le nombre des immigrants à 170.000 et les décès à 29.000, l'augmentation de population étrangère serait de 141.000. Les coefficients de croissance étaient respectivement de 3,5 0/0 et de 6 0/0.

De 1914 à 1918 le pays a perdu 188.000 étrangers par l'émigration et environ 138.000 pour cause de mort, au total 326.000. Sur les 2.358.000 étrangers existant en 1914, la diminution est de 14 0/0.

La composition de la population a donc varié. En 1914 la population d'un effectif de 7.885.237 était formée de 5.527.235 Argentins et de 2.357.952 étrangers, soit une proportion de 30 0/0. En 1918 la population comprenait environ 8.416.435 habitants dont 6.391.294 Argentins et 2.025.191 étrangers, avec un pourcentage de 24 0/0. Tandis que dans ce court espace de temps la population étrangère a diminué de 326.000 âmes, le peuple argentin a augmenté de 906.000 habitants. Il y a actuellement moins d'étrangers dans la République qu'il y a dix ans ; en 1914, on en comptait 2.300.000 et en 1925, 2.200.000.

En 1918, on comptait :

6.045.000 Argentins, fils d'Européens,

2.017.000 étrangers, en majeure partie Italiens et Espagnols,

1.000.000 de mulâtres,

200.000 gauchos,

50.000 Indiens civilisés,

18.000 Indiens de population autochtone et presque pas de nègres.

Depuis 1918 les chiffres de l'immigration et de l'émigration en Argentine sont les suivants :

Années	Immigrants	Emigrants	Soldes en plus
1919. . . . .	148.754	136.584	12.170
1920. . . . .	188.688	148.907	39.781
1921. . . . .	210.523	144.770	65.753
1922. . . . .	299.200	195.807	103.393
1923. . . . .	344.713	183.914	160.799
1924. . . . .	273.500	159.447	114.053

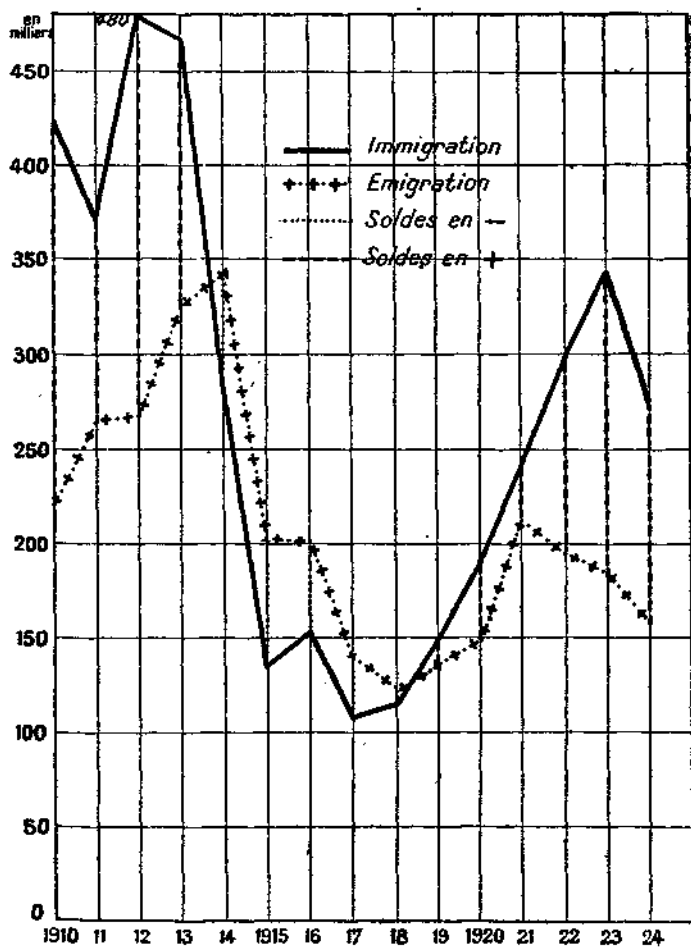
L'immigration reprend donc son caractère normal et l'état actuel de l'immigration dans les deux Amériques donne la première place aux États-Unis et la seconde à l'Argentine. Toutefois les restrictions imposées par les États-Unis pour la stricte limitation des contingents d'immigrants empêchent le courant de s'intensifier de ce côté et il est permis de se demander si ce pays conservera encore longtemps la première place. L'Argentine peut offrir de nombreuses occasions de travail; c'est encore un immense champ ouvert à de multiples activités.

La grande affluence d'immigrants italiens et espagnols qui, en chiffres ronds, comptent 1 million de chaque nationalité, est en train de former un nouveau type argentin qui réunira deux qualités caractéristiques : l'honorabilité de l'Espagnol, la capacité de travail et d'économie de l'Italien.

Depuis 1910, l'immigration est de mauvaise qualité et la politique actuelle en cette matière est de trouver des occupations pour les étrangers et de chercher à les enraciner dans le pays, mais en veillant à ce qu'il n'arrive pas d'éléments indésirables susceptibles de rabaisser le niveau ethnique et le degré de culture du pays.

La langue officielle est l'espagnol, mais concurremment

GRAPHIQUE INDICANT LES MOUVEMENTS DE L'IMMIGRATION  
 ET DE L'ÉMIGRATION DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE  
 DURANT LES ANNÉES DE 1910 A 1924.



les langues italienne, française, allemande, etc., se parlent et possèdent leurs publications particulières.

## SECTION VI

### Régime politique.

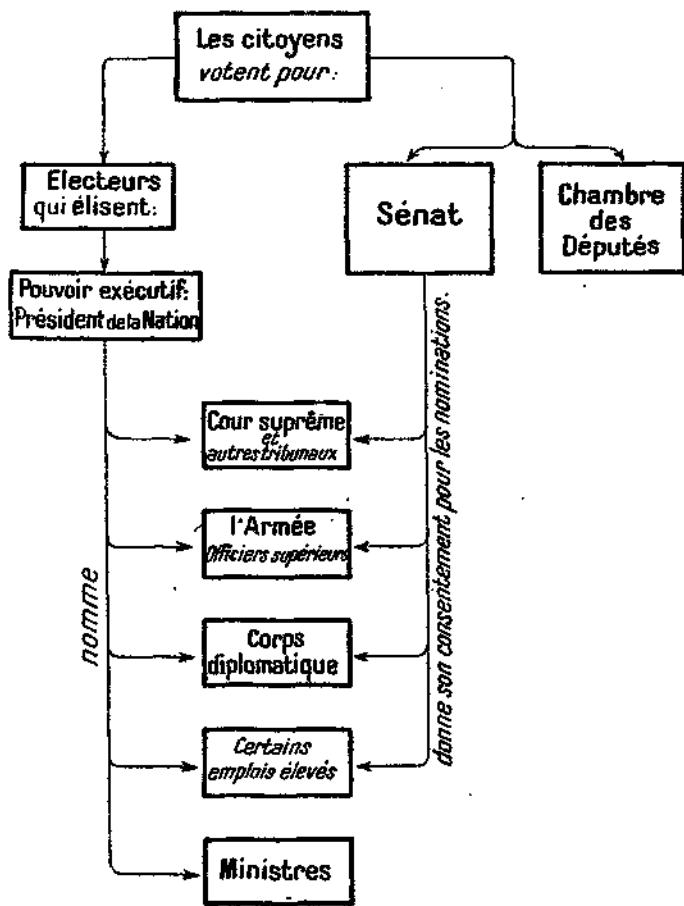
La République Argentine naquit vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle; sa vie proprement dite date de 1853, au moment où fut élaborée sa charte constitutionnelle.

La République est une démocratie indirecte, le peuple ne gouvernant pas par lui-même. La majorité élit les autorités par voie de vote. C'est une République fédérative, car les parties intégrantes de son territoire appelées provinces, se gouvernent par elles-mêmes; elles élisent leurs gouvernements et leurs représentants législatifs, nomment leurs juges, mais forment un tout ou fédération qui a ses autorités générales: le Président de la République qui est le chef suprême de la nation, le Congrès national composé du Sénat et de la Chambre des députés. Le Sénat se compose de deux sénateurs de chaque province qui représentent son autonomie, et élus à la pluralité des votes, et de deux sénateurs du District fédéral. Les députés sont élus directement par le peuple de la province et de la capitale fédérale.

Les tribunaux fédéraux appliquent le droit fédéral qui dérive de la constitution nationale, les lois du Congrès national non codifiées et les traités avec les pays étrangers. La Cour suprême nationale est le tribunal chargé de

veiller sur l'application des lois lorsque les provinces auraient une tendance à ne pas les observer.

SCHÉMA DONNANT UNE IDÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION  
POLITIQUE DU PAYS



DIVISION POLITIQUE. — Le pays est constitué par 14 provinces, un district fédéral et 10 territoires nationaux ou fiscaux.

Le district fédéral est le territoire de Buenos-Aires, capitale de la République. Son chef est le Président de la République ; la municipalité est gérée par un intendant nommé par le Président avec ratification du Sénat et du Conseil délibérant : corps législatif élu par les citoyens et les étrangers de conditions déterminées. Comme nous l'avons vu, le district fédéral est représenté au Congrès national par des députés et deux sénateurs.

Les territoires nationaux ne sont pas autonomes ; ils sont administrés par des gouverneurs nommés par le Président de la République et le Sénat. La Constitution nationale leur attribue le titre de province lorsque leur population atteint 60.000 habitants, et la loi d'organisation des territoires nationaux leur accorde le droit d'élire un parlement local quand la population atteint 30.000 habitants ; cela a pour but de les initier à la vie constitutionnelle. En 1923, les parlements du Chaco, des Misiones et de la Pampa furent créés sur cette base.

---

## CHAPITRE II

### LA PRODUCTION

#### SECTION I

##### Sources de richesses.

Jusqu'à présent l'Argentine a été purement un pays agricole et pastoral et les deux principales richesses sont conséquemment l'agriculture et l'élevage. D'autres richesses, pour le moment accessoires, seront certainement appelées à prendre une place importante dans la vie économique du pays ; ce sont les mines et surtout les industries encore à l'état de naissance.

#### SECTION II

##### Agriculture.

Les premières céréales de culture entrèrent dans le pays avec les colons espagnols.

Le développement respectif de la culture et de l'élevage ne suit pas la même courbe. L'élevage a précédé

l'agriculture. Malgré les nombreuses terres fertiles, l'agriculture exigeait un travail et des soins stables et quotidiens ; or, dans les débuts de la colonisation, les pillages des Indiens rendaient précaire toute tentative d'installation. Au moment où commença la colonisation, on admettait que l'agriculture représentait une forme d'exploitation supérieure et que la Pampa passerait, dans un cycle plus ou moins long, de la période pastorale à la période agricole. Cette idée était erronée : la seule région où les faits paraissent actuellement la confirmer est la région du maïs. La règle générale est au contraire que le progrès de la colonisation développe un type d'exploitation mixte où l'agriculture et l'élevage sont représentés, soit que l'une alterne avec l'autre en une sorte de rotation périodique, comme dans la région des luzernières, soit que l'association soit plus étroite encore et que les agriculteurs fassent à l'élevage une place dans leurs occupations, comme dans la région des colonies de Santa Fé ou dans la région du blé, au sud de la province de Buenos-Aires.

Cependant, certains facteurs agissent pour la persistance de la séparation en général de l'agriculture et de l'élevage. Ces deux sources de production ne souffrent pas la même forme d'exploitation et en outre, éleveurs et agriculteurs représentent deux catégories de personnes bien distinctes. La combinaison de l'élevage et de la culture n'en est pas moins la plus grande transformation qui s'opère actuellement dans les grandes propriétés, car elle procure l'avantage d'un double rapport de la terre. Les établissements de ce genre sont appelés « agropécuaires ».

Au xviii<sup>e</sup> siècle, l'agriculture se développa aux environs

de Buenos-Aires, où l'on cultivait surtout du blé. Elle prospéra ensuite dans la province de Santa Fé et aujourd'hui ces deux provinces sont, avec Cordoba, les grands centres agricoles de la République.

La culture moderne débuta au xix<sup>e</sup> siècle ; les premières années furent difficiles et les colonies ne prirent un essor rapide qu'après 1870. En 1872, la superficie emblavée à Santa-Fé était de 102.000 hectares, et en 1882 elle était quadruplée. Et la colonisation s'étendit rapidement, réalisée tantôt par de petits propriétaires, tantôt par des fermiers et des métayers (On lira plus loin les grands traits de l'histoire de la colonisation dans l'Argentine).

La culture extensive est le système généralement adopté, et la raison en est la richesse de la terre qui ne demande pas d'amendements et peu de bras, mais des pluies. La culture intensive se fait sur des parcelles réduites, où la terre s'est valorisée. Ce mode de culture exige l'attention continuelle de l'agriculteur ; les dépenses de l'exploitation sont plus grandes ; le rendement est plus sûr et meilleur : c'est la culture maraîchère. Le *dry farming* se pratique dans les régions sèches.

La superficie de l'Argentine peut être divisée *grosso modo* comme suit :

100 millions d'hectares de terres cultivables immédiatement ou en état de l'être ;

100 millions d'hectares de terres destinées à l'élevage ;

100 millions d'hectares composés de fleuves, lacs, montagnes, forêts, villes, etc.

À remarquer que la plupart des terrains considérés comme uniquement propres à des pâturages peuvent

aussi servir à la production agricole, et que beaucoup de régions regardées comme improductives seront rentables après certains amendements. Mais bref, des 100 millions d'hectares parfaitement cultivables, 24 millions seulement sont actuellement affectés à la production.

La culture extensive domine, et grâce à la facilité d'adaptation du machinisme moderne, le pays a été soumis à l'industrialisation de l'agriculture. Vu le peu de population, la production est extraordinaire, et il faut bien conclure à une grande fertilité unie à une excellente organisation, puisque l'Argentine produit actuellement les céréales au plus bas prix.

Les grandes régions de culture sont réparties comme suit :

les plantations de cannes à sucre réussissent dans le nord, et le tabac, le coton, le riz, le jute, à peine cultivés jusqu'ici, pourraient s'y développer ;

à l'ouest se trouve la région andine, stérile, mais qu'un système d'irrigation peut conquérir à la fertilité et qui jusqu'à présent s'est uniquement vouée à la viticulture ;

au sud, les provinces patagoniennes se livrent surtout à l'élevage du mouton, à cause des basses températures ;

enfin, la région centrale et littorale est la région proprement dite des céréales.

La crise de l'élevage des années 1921-1922 a eu pour effet de donner une grande impulsion à l'agriculture. Les terrains ensemencés suivent une progression régulière et l'exportation des produits agricoles tend à subvenir pour une part de plus en plus grande aux besoins de l'univers

en céréales et en graines oléagineuses. L'Argentine est un des principaux greniers du monde.

Les cultures ont à souffrir de deux grands fléaux : souvent les sauterelles, et quelquefois la sécheresse. Cela n'enlève pas à la richesse sa solidité ; la sécheresse n'est jamais générale en raison de la situation géographique du pays ; le blé, le maïs, l'avoine et le lin ne poussent pas à la même époque, et quant aux sauterelles, elles ne peuvent être partout en même temps. D'une manière générale, ces plaies ont une certaine localisation : la sauterelle est l'ennemie des provinces du nord, et la sécheresse affecte le sud. La lutte pour réduire leurs néfastes effets est activement menée par le Gouvernement argentin.

La grande culture s'attache principalement à 4 produits : le blé, le maïs, le lin et la luzerne.

#### § 1. — Les plantes alimentaires.

LE BLÉ. — La surface emblavée a considérablement progressé dans le cours des années :

en 1888 . . . . .	815.438 hectares environ
en 1893 . . . . .	2.000.000 » »
en 1910 . . . . .	6.493.744 » »
en 1920 . . . . .	7.045.000 » »
en 1923 . . . . .	6.430.625 » »
en 1924 . . . . .	7.000.000 » »

Il y a une cinquantaine d'années, le blé des Etats-Unis venait suppléer à la production indigène pour nourrir les habitants et, aujourd'hui on assiste à une situation

inverse : les contingents de blé argentin commencent à participer à l'alimentation des États-Unis.

Les terres noires du littoral et de la plus grande partie de la région orientale de la zone centrale du pays ont des conditions excellentes pour la culture du blé. L'Argentine occupe la septième place pour la production annuelle et dispute le premier rang comme pays exportateur aux États-Unis, au Canada, à l'Inde et à la Russie.

La production est loin d'atteindre toute son intensité ; outre les immenses étendues de terre de réserve, le rendement pourrait aussi être amélioré :

La Belgique produit 2.400 kilogrammes à l'hectare.

Le Canada » 1.700 » » »

L'Argentine » 776 » » »

On estime que le rendement actuel pourrait être doublé et, comme les 5 millions de tonnes de production normale valent 600 millions de pesos m/n (1), la richesse de cette culture a de belles perspectives.

L'emploi de la « moissonneuse-batteuse », machine qui fauche et bat le grain, s'est généralisé. Outre l'opération mécanique de l'égrenage, les machines en usage possèdent des jeux de cribles doubles pour la ventilation et le nettoyage des céréales ; on obtient ainsi un produit immédiatement exportable, sans qu'il doive être soumis aux manipulations des élévateurs.

Le climat favorable au blé et au maïs produit l'association de ces deux cultures ; la récolte du maïs étant meilleure lorsque l'été est humide, celle du blé, lorsque l'été

(1) Le peso m/n (monnaie nationale) vaut au pair fr. 2.20.

est sec, les cultures se succèdent et se complètent sur les mêmes terres en une véritable rotation.

Quintaux métriques	1910 à 1914 moyenne	1920	1921	1922
Production :	40.023.358	59.043.750	42.492.870	51.985.560
Exportation :	24.249.756	31.723.420	16.334.570	37.372.140
		1923	1924	
		31.450.000	70.579.490	
		37.387.774	45.531.240	

**LE MAÏS.** — La culture a été étendue et généralisée par les Espagnols de très bonne heure, et l'exportation de cette céréale a précédé celle du blé. Le maïs de la Plata est traité en quantités très considérables en Europe, où il jouit d'une faveur ininterrompue depuis plusieurs années ; le grain est de dimensions moyennes, d'ordinaire jaune, mais on traite également les variétés blanches et rouges, ainsi qu'un peu de maïs très petit, vendu sous le nom de « cinquantino ». Les grandes exportations en Europe débutent en 1895.

L'aire de culture a suivi le développement suivant :

1881 . . . . .	100.000 hectares environ
1895 . . . . .	1.000.000 d'hectares »
1909 . . . . .	3.000.000 » »
1914 . . . . .	4.203.000 hectares environ

Pendant la guerre il y a diminution :

1916-1923 . . . . .	3.000.000 d'hectares environ
1924 . . . . .	4.000.000 » »

Le maïs est cultivé surtout en vue de l'exportation, mais la consommation intérieure s'accroît rapidement du fait de son emploi dans l'alimentation et l'engraissement du bétail.

La production normale est de 5 millions de tonnes, et l'Argentine tient le premier rang pour les exportations de maïs.

Quintaux métriques	1910 à 1914 moyenne	1920	1921	1922
Production :	48.694.000	65.740.000	58.530.000	44.750.000
Exportation :	29.402.018	44.107.470	28.348.730	27.713.230
		1923	1924	
		44.732.620	70.300.000	
		28.591.150	48.266.600	

L'AVOINE. — La superficie en culture en 1924 est de 1.200.000 hectares environ, et la production de 800.000 tonnes. Depuis quelques années, l'exportation a augmenté dans des conditions notables ; elle se fait par Bahia-Blanca, depuis 1906.

LE SEIGLE. — Toujours dans la même année, on note une étendue de culture de 300.000 hectares et une récolte de 200.000 tonnes ; cette céréale intervient aussi dans l'exportation.

LE RIZ. — La culture a commencé à se développer après la guerre et a un énorme avenir ; en 1924, la surface cultivée n'était encore que de 10.000 hectares fournissant une production de 18.000 tonnes. La consommation atteint le

chiffre de 50.000 tonnes, et pour favoriser le développement, les producteurs de riz demandent une loi de protection analogue à celle du sucre.

Un grand avenir attend la culture du riz, car de grandes surfaces dans le delta du Parana et la plupart des provinces du nord et de l'est, sont aptes à cette production. Les premières expériences ont été entreprises en 1924 et ont donné de bons résultats ; 12.000 hectares sont immédiatement propres à la culture du riz dans le delta.

**LES OLIVES.** — C'est une culture pleine d'avenir ; actuellement 1.000 hectares sont plantés d'oliviers.

**LE YERBA MATE.** — L'Argentine consomme 100 millions de kilogrammes, sous forme de thé qui est la boisson nationale ; les bois naturels étant dévastés par une exploitation irrationnelle, le pays est tributaire du Paraguay. L'organisation nouvelle de cette production est appelée à la prospérité ; les plantations couvrent actuellement une superficie de 5.000 hectares, dans la province de Misiones, et donnent une récolte de 3 millions de kilogrammes.

**LA LUZERNE.** — La surface couverte de cet excellent fourrage artificiel comprenait :

en 1890 . . . . .	600.000 hectares environ
en 1900 . . . . .	1.500.000 » »
en 1910 . . . . .	3.400.500 » »
en 1912 . . . . .	6.000.000 » »
en 1914 . . . . .	7.373.400 » »
en 1924 . . . . .	8.000.000 » »

Les progrès sont donc extraordinaires. Cette culture

répond à un double but : l'engraissement du bétail et l'exportation sous forme de foin de luzerne. L'étendue des luzernières atteint souvent d'immenses proportions : on en cite de 15 à 20.000 hectares. Cette culture est de grand rendement, et l'enluzernage a joué un grand rôle dans la valorisation des terres. La luzerne remplace le maïs pour l'engraissement du bétail destiné à donner la viande frigorifiée. On évalue à 60, même à 80 millions d'hectares, la surface susceptible de se transformer en luzernières. La luzerne est actuellement semée d'une façon plus particulière dans la province de Cordoba, afin de créer des prairies artificielles pour l'élevage et l'engraissement du bétail. Dans les autres provinces la semence est recueillie et la graine exportée.

FRUITS. — Le climat doux rend propices à la production fruitière de nombreuses provinces ; l'inversion des saisons réserve une grande prospérité à cette production et déjà actuellement, on trouve des fruits d'Argentine sur les grands marchés européens. La production comprend toute la gamme des fruits et nombreuses sont déjà les fabriques de conserves et de confitures.

En sus de la culture de la vigne, il y a en Argentine un commerce de fruits qui ne répond pas seulement aux besoins du pays, mais donnera lieu à de grandes exportations. Outre les environs de Buenos-Aires et de Mendoza, la production sera prospère dans la province de Chubut, dans la vallée du Rio Negro et à Santa-Cruz.

Il existe un trafic régulier de fruits entre l'Argentine et New-York, réalisé au moyen de bateaux possédant des

installations pour la production du froid. La demande est illimitée lorsque les fruits arrivent en Amérique du Nord pendant la saison où les sources habituelles de l'ouest et de l'Amérique Centrale ne peuvent produire. Des cargaisons de fruits arrivent en Angleterre pendant la saison fruitière en Argentine, qui va de janvier à mai.

### § 2. — Les grandes cultures industrielles.

LA CANNE A SUCRE ET LA VIGNE. — La canne à sucre et la vigne ont renouvelé le paysage de Tucuman et de Mendoza à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et déterminé un afflux de richesse et de population. Ces deux villes sont en effet les grands centres de cultures industrielles. Le sucre est la plus importante des industries indigènes.

L'ancienne ville de Tucuman constituait un excellent type de ville routière, car elle était le centre de bifurcation des routes du Pérou, du Chili et de la Bolivie. La route y accumula un premier noyau de capitaux disponibles qui, employés à l'industrie sucrière, ont été centuplés. Les provinces voisines ont fourni le complément de main-d'œuvre nécessaire, de sorte que la population est essentiellement créole.

Par contre, le nombre des immigrants installés à Mendoza, est élevé; la prospérité de cette ville est liée à l'industrie vinicole. La culture de la vigne est possible sur la plus grande partie du territoire argentin; mais la zone des productions vinicoles est limitée à San Juan, à San Rafael et surtout à Mendoza.

Le trait le plus original de l'organisation de l'industrie

sucrière est le maintien, à côté des usiniers, d'une classe indépendante de cultivateurs : les câneros. La persistance d'une petite et d'une moyenne propriété est un fait particulier dont on ne trouve pas d'autre exemple dans l'Amérique tropicale. Cela s'explique par ce que Tucuman n'a pas connu le stade de fabrication domestique ; l'industrie s'est improvisée de toute pièce, les uns consacrant leurs capitaux à la construction des usines tandis que les autres étendaient les cultures.

A Mendoza, les plantations furent faites d'abord par des ouvriers créoles payés à la journée ; puis l'immigration étrangère se dessinant, l'usage des contrats à long terme se répandit ; les colons recevaient la terre nue et s'engageaient à la rendre au bout de 3 ou 4 ans, plantée de vignes, ou bien vendaient à leur profit tout ou partie des premières récoltes. Grâce à ces contrats, le nombre des étrangers fut toujours particulièrement élevé dans les zones où le vignoble était en formation. Le développement du vignoble date de 1885, c'est-à-dire de l'achèvement du chemin de fer. Mendoza compte environ 75.000 habitants et en sus de la vigne, doit son développement à la production d'une grande variété de fruits ; 72.000 hectares sont actuellement plantés de vigne produisant annuellement 524 millions de kilogrammes de raisin ; transformé en vin, ils donnent 4 millions d'hectolitres d'une valeur d'environ 120 millions de pesos m/n. Aujourd'hui, il n'y a pas moins de 1.500 bodegas ou établissements pour la fabrication du vin, dans la province de Mendoza.

L'Argentine est la première nation viticole des deux Amériques et la quatrième productrice de vin dans le

monde ; elle exporte du raisin en Angleterre, aux États-Unis, en Uruguay et au Brésil. On joue sur le raisin comme sur le blé et le coton. Haussiers et baissiers se disputent le marché ; si les haussiers l'emportent, les vinaïteros s'enrichissent.

Le vin, et plus particulièrement le sucre sont deux produits qui s'illustrent d'une histoire animée dans le commerce argentin. D'une manière générale, ils dépendent du marché intérieur.

La superficie cultivée en cannes à sucre passe de 2.200 hectares en 1876 à 14.800 hectares en 1886. La production sucrière triple en quatre ans, de 1876 à 1880 et l'industrie sucrière progresse rapidement : de 1891 à 1895 la superficie cultivée s'élève de 14.200 à 40.700 hectares et la production de 31.000 à 135.000 tonnes. A mesure que la production du vin et du sucre s'accroît, l'importation étrangère diminue. Dès 1885, Tucuman suffit à la consommation du pays et à partir de 1888 l'importation s'interrompt pour ne reprendre qu'à longs intervalles, après les récoltes déficitaires. La production normale est de 250.000 tonnes actuellement, qui couvrent la consommation du pays et permettent l'exportation de l'excédent éventuel en Uruguay et au Chili. Les producteurs cherchent à éviter la surproduction ; celle-ci renchérit les prix de la récolte en raison des frais supplémentaires qu'elle engendre, et rend meilleur marché le produit par la surabondance.

L'importation des vins ordinaires étrangers continue à s'accroître jusqu'en 1890 (800.000 hectolitres). Elle a régulièrement décliné à partir de cette date et en 1913,

300.000 hectolitres ne représentant que le 7 0/0 de la production nationale, proviennent de l'étranger. Pendant la guerre, les vins de l'Argentine sont demandés sur les marchés européens, particulièrement en France où les bras manquaient pour la culture des vignes, et l'exportation porta sur des quantités très importantes.

L'élimination des vins et des sucres étrangers et le développement de Mendoza et de Tucuman se sont réalisés à l'abri d'un régime protectionniste. La nécessité d'une protection résulte avant tout de l'éloignement des centres de production du marché consommateur. Les frets perçus par les chemins de fer sont élevés; pour les vins de Mendoza à Buenos-Aires, on comptait presque le double du fret maritime normal des vins européens. Les frais de transport absorbent ainsi environ le 1/6 de la valeur totale de la production.

Malgré cette charge commune, la nécessité de protection n'est pas égale pour Tucuman et Mendoza. La production régulière et le marché des vins présentent une grande stabilité, c'est pourquoi le régime de protection est resté fixe.

Par contre la courbe de production du sucre est très accidentée. La récolte sucrière réussit ou échoue suivant le temps, et même dans les bonnes années le coûteux outillage des usines n'est actif que pendant 3 mois: juillet à septembre, octobre. Cette irrégularité rend la protection indispensable et en complique extrêmement la pratique. Tantôt la récolte est insuffisante et il faut autoriser l'importation; tantôt elle surpasse les besoins du pays et les fabricants sont réduits à exporter l'excédent afin que

les prix ne s'effondrent pas sur le marché intérieur encombré.

Pour satisfaire à ces situations diverses, le régime protecteur a dû être modifié continuellement et est compliqué. Les droits sur les sucres étrangers ont été établis par degrés entre 1883 et 1891, des mesures spéciales étant prises en faveur de la raffinerie dès 1895. L'exportation à perte fut d'abord organisée par une association de producteurs, pour dégager le marché national obstrué par la première surproduction de 1895. Mais à partir de 1897, le Gouvernement argentin la développa en instituant des primes à l'exportation. La période des exportations dure de 1897 à 1904. La dernière loi, datant de 1912, laisse au Gouvernement le droit de suspendre temporairement les droits d'importation et d'autoriser l'entrée du sucre étranger. L'alternance des mauvaises années et des récoltes excessives fait foisonner les lois improvisées, modifiant les bases de la perception des taxes, réglant la production des usines et limitant la superficie des cultures.

LE LIN. — La culture du lin date seulement de 1900, et les champs de lin ont occupé progressivement les surfaces suivantes :

- en 1901, 782.000 hectares,
- en 1913, 1.779.350 hectares,
- de 1914 à 1923, situation inchangée,
- en 1923, 1.800.000 hectares,
- en 1924, 2.000.000 d'hectares.

Jusqu'en 1906 le lin était cultivé surtout en vue de la graine pour l'exportation et la semence pour les huiles

siccatives. Des essais de variétés propres à l'industrie textile donnèrent alors des résultats concluant à un changement de direction de la production.

On pratique la culture extensive, c'est pourquoi ces belles perspectives n'ont pas eu de suite; en effet, cette forme d'exploitation requiert beaucoup de bras et ceux-ci font défaut. D'autre part, le lin est coupé à la machine et égrené dans les machines à battre le blé, ce qui rompt la fibre et la rend impropre à l'industrie textile. Le lin est encore semé en vue de récolter sa graine oléagineuse pour l'exportation.

En 1924 la récolte a produit 1 million 1/2 de tonnes, soit le 50 0/0 de la production mondiale. L'Argentine détient ainsi le premier rang des pays exportateurs et l'évaluation portant à 10 millions d'hectares la superficie propre à la culture du lin, un développement magnifique est réservé à cette culture.

LE COTON. — Vu la diminution de production aux États-Unis, cette culture pourra prendre de l'extension si l'Argentine arrive à vendre son coton meilleur marché. Les terres des États-Unis sont épuisées par un demi-siècle d'exploitation et exigent le sacrifice de grands capitaux pour le maintien de cette culture. En outre, le fermage est si cher qu'avec ce qu'on paie pour une année, le Chaco tout entier pourrait être acheté (province au nord qui touche le Paraguay).

Le coton de l'Argentine pourra un jour égaler le blé en importance. La région cultivable est énorme; la production a commencé dans le Chaco où 80.000 hectares donnent une récolte de 45.000 tonnes.

LE TABAC. — La production annuelle est de 25.000 tonnes, de qualité médiocre et qui suffit à peu près à la consommation du pays. L'aire de culture en 1925 dépasse de 40 0/0 celle de 1924.

### SECTION III

#### L'élevage.

##### § 1. — Généralités.

L'élevage extensif a été la première forme de colonisation blanche dans la Pampa; le mot élevage n'est pas parfaitement propre à caractériser une industrie qui tenait surtout de la chasse. Tout le troupeau argentin est de souche européenne et il a suffi que quelques individus fussent introduits dans le territoire de l'Argentine pour que leur multiplication se fit dans des proportions étonnantes. La Pampa devint bientôt un riche terrain de chasse pour les Indiens, qui firent un commerce fructueux avec les Européens des chevaux et bœufs capturés; ils dirigeaient d'immenses troupeaux sur le Chili.

La richesse de la province de Buenos-Aires fut alors le commerce des peaux dont la demande augmenta surtout après 1878, lorsque le commerce fut autorisé avec l'Espagne. La chasse de ces réserves de bétail sauvage fut donc la première forme d'exploitation et de 1775 à la révolution, le Gouvernement se préoccupa de modérer les massacres de troupeaux. Les estancias se développèrent à

l'abri de cette législation, mais pendant longtemps le gaucho conserve les mœurs d'un chasseur plutôt que celles d'un véritable éleveur. Le travail consistait avant tout à empêcher le bétail de devenir sauvage en raison de défaut de limite fixe dans les plaines immenses. — La valeur d'un cheval ne représentait alors que le prix de son dressage, et le plus redoutable des dangers qui menaçaient la fragile discipline des troupeaux était la sécheresse.

L'importance du bétail fut un moment primordiale : c'était la seule marchandise transportable à de grandes distances. Le courant d'exportation de bœufs et de mules vers le Pérou est établi dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et à la fin du xviii<sup>e</sup>, on autorise la vente des chevaux et des mules au Brésil pour le service des mines. L'exportation des bœufs vers le Paraguay, avait une réelle importance économique ; avant la révolution, 200.000 têtes passaient annuellement de Corrientes au Paraguay, qui les payait en maté et en tabac. Le marché chilien s'est ouvert aux éleveurs argentins vers 1850. Au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, Cordoba exportait déjà au Pérou environ 30.000 mules annuellement et à la fin du xviii<sup>e</sup>, les statistiques signalent une exportation de 60.000 mules.

Le développement des chemins de fer diminua peu à peu l'importance de l'élevage de ces animaux. Le commerce du bétail fut longtemps un véritable troc ; les Argentins rapportaient du Pérou des marchandises européennes venues par Panama et le Pacifique. Les habitants de Santa-Maria rapportaient de Bolivie quelques sacs de coca et des lettres de change qu'ils négociaient à leur retour dans les banques de Salta. Leurs bénéfices étaient

dépensés au profit des commerçants de Salta, Catamarca et Jujuy qui se fournissaient de marchandises auprès des maisons d'importation de Buenos-Aires. C'est de cette manière que l'influence de cette ville se fit peu à peu sentir dans ces contrées ; elle en conquiert la clientèle avant d'en absorber la production.

L'essor de la vie pastorale est dû, en dehors des conditions générales, à la clôture artificielle et à l'importation de reproducteurs pur sang. L'élevage a l'énorme avantage de pouvoir se faire à l'air libre ; contrairement à l'agriculture, il se contente d'un personnel moins nombreux mais exige un capital plus considérable. Les latifundias sont une condition essentielle de son existence, chaque hectare supportant un certain nombre de têtes. L'élevage a donc un caractère extensif.

L'estancia est l'établissement qui produit à grande échelle. Suivant le but poursuivi, on en peut faire la distinction suivante :

- les estancias spécialisées dans l'élevage d'une seule race ;
- les estancias plus éclectiques, qui s'occupent de plusieurs races simultanément ;
- les estancias industrialisées, pour la production du lait, du beurre et du fromage.

Plus petite que l'estancia, la « granja » constitue l'établissement mixte où l'on mène de front sous forme de production intensive : l'agriculture, l'aviculture et l'élevage. Elle a une importance sociale par l'indépendance économique qu'elle assure à son propriétaire, indépendance qui se traduit dans l'ordre politique en un amour de la liberté, base des démocraties.

L'élevage est l'occupation préférée de l'Argentin : sur un total de 66.000 propriétaires d'estancias, 51.000 exploitent directement, d'après le recensement de 1914, et sur un total de 30.000 fermiers, 20.000 sont argentins. La valeur du bétail est évaluée à 3,2 milliards de pesos m/n, et la valeur de tout ce qui est appliqué à l'élevage représente 17 milliards.

Pendant longtemps les produits de l'élevage ont été la principale richesse de l'Argentine et constituaient la principale exportation. En 1895 ils représentaient le 59 0/0 de l'exportation totale, ceux de l'agriculture le 39 0/0 ; en 1903 l'élevage comptait encore pour 49 0/0 et l'agriculture pour 47 0/0. La proportion s'est renversée en 1904, où les produits de l'agriculture ont atteint le 57 0/0 et ceux de l'élevage le 39 0/0.

L'évolution des troupeaux, dans le sens de la restriction ou de l'accroissement et de l'amélioration des races, s'est opérée en suivant la loi du meilleur rendement. Les moutons accroissent d'emblée leur prospérité, mais par la suite l'exploitation des frigorifiques met la race bovine au premier rang. L'agriculture vient à son tour s'attribuer les meilleures terres, et les troupeaux, les moutons spécialement, sont peu à peu refoulés jusque dans les territoires pauvres.

L'Argentine est indiscutablement le pays produisant le bétail le plus fin, et l'existence d'un grand nombre d'établissements ne s'occupant que de bêtes de choix est une des caractéristiques de l'élevage argentin.

Suivant le recensement national du bétail du 31 décembre 1922, il y a en Argentine :

Espèces	Têtes
Bêtes à cornes . . . . .	37.064.850
Moutons . . . . .	36.208.981
Porcs . . . . .	1.437.000
Chevaux . . . . .	9.400.000
Mulets et ânes . . . . .	825.000
Chèvres. . . . .	4.670.000

### § 2. — Le mouton.

Les premiers perfectionnements de l'Industrie pastorale dans la Pampa sont liés au développement de l'élevage du mouton. Les bénéfices proviennent de deux sources principales : l'exportation des laines et la viande congelée. L'amélioration des pâturages a eu pour effet de permettre l'acclimation de bonnes races et l'amélioration progressive des laines.

Les exportations de laine débutent en 1840 et progressent rapidement à partir de 1855. De 1855 à 1890, le rendement économique de l'élevage du mouton fut très supérieur à celui de l'élevage du bœuf et pendant toute cette période, la multiplication des bergeries n'est limitée que par les ressources en main-d'œuvre. Le propriétaire établit les bergers comme métayers dans les « puestos » (postes extrêmes) sur la bordure de l'estancia, dont le centre est occupé par le gros bétail.

Longtemps la laine fut le seul produit du mouton qui donna lieu à des bénéfices. Mais à partir de 1866, on utilisa également les peaux et le suif, et dès 1867, les saladeros (établissements pour la préparation des viandes salées) établis bien avant pour abattre les bœufs, entre-

prire en grand l'abattage du mouton. Les produits obtenus étaient dirigés vers le Brésil et vers les Antilles.

Jusqu'alors l'élevage du mouton était concentré à l'est du Salado, au nord et au sud de Buenos-Aires. Après 1880, date de la pacification de la Pampa, l'expansion des bergeries court vers l'ouest ; mais à partir de 1895, le mouton est en recul dans certaines régions et l'élevage des bêtes à cornes lui est substitué de plus de plus. Ce fait s'explique ; nombre d'éleveurs, désireux de consacrer une partie de leur domaine à l'agriculture, se décident à sacrifier leurs moutons dont l'élevage n'est plus rémunérateur dans les régions agricoles et partout où il est possible de créer des prairies artificielles. C'est ainsi que la luzerne eut une influence sur l'élevage.

Donc, la diminution du cheptel provient d'abord de l'augmentation constante du prix des terres, qui oblige à refouler les troupeaux vers le sud, puisque les moutons ne « paient » plus que sur la terre bon marché ; elle provient ensuite du développement des cultures, et de l'accroissement de l'exportation de viande frigorifiée : on abat 3 millions de moutons annuellement pour les grill-rooms de Londres. Mais peut-être faut-il voir la raison principale de cette diminution dans la tendance qui va se généralisant, d'augmenter la valeur individuelle des animaux en vue de leur poids au frigorifique ; la quantité est ainsi sacrifiée à la qualité. Seuls l'Australie et les États-Unis dépassent la République Argentine pour le nombre des moutons.

L'exportation des laines diminue aussi rapidement ; la diminution s'explique par la réduction du cheptel et les

progrès réalisés dans l'industrie du tissage. La laine comporte trois grandes catégories : laines croisées Lincoln, laines Mérinos pour tous les tissus et laines brutes pour la fabrication de tapis et tissus ordinaires.

L'exportation de laine dans le premier semestre 1925 ne s'est pas effectuée d'une façon satisfaisante : les prix très élevés cotés ces derniers mois sur le marché des laines ont restreint exceptionnellement les achats des exportateurs, à tel point que les cours n'étaient en grande partie que nominaux. Quoique la production de la laine diminue, les prix élevés maintenus pendant un temps assez long ont entraîné une diminution au moins équivalente de la consommation, ce qui cause actuellement une réduction de prix.

Dans le semestre en question, les destinataires de l'exportation sont, par ordre d'importance : l'Allemagne avec 23.160 tonnes, l'Angleterre avec 18.300 tonnes, les Etats-Unis avec 10.710 tonnes et la France avec 13.450 tonnes.

La valeur de la production annuelle a augmenté progressivement, malgré la diminution de quantité, et a atteint des chiffres exceptionnels en 1917 et 1918.

L'exportation de la *laine lavée* prit de l'importance à partir de 1916. Cette industrie, née en 1913, est appelée à un rapide développement, et on peut prévoir que dans peu d'années, il sera question de soumettre toute la laine du pays au lavage avant de l'exporter. En 1918, 14 lavoirs fonctionnaient dans la République, opérant sur 4.500.000 kilogrammes de laine utilisée dans le pays, et sur 12.512.000 kilogrammes exportés. Leur total de 17.012.000 kilogrammes représentent 28.000.000 kilogrammes de

laine brute, c'est-à-dire le 20 0/0 de la production de 1918.

Années	Prix par tonne de laine brute pesos or	Tonnes produites	Valeur totale pesos or
1900 . . . . .	277	109.000	30.193.000
1905 . . . . .	337	203.000	68.411.000
1910 . . . . .	391	164.000	64.124.000
1914 . . . . .	401	130.000	52.130.000
1915 . . . . .	472	142.000	67.024.000
1916 . . . . .	546	147.000	80.262.000
1917 . . . . .	795	167.000	132.765.000
1918 . . . . .	974	132.000	128.568.000

*Exportation de laine brute à partir de 1918, en tonnes :*

1919. . . . .	140.193	1922. . . . .	188.316
1920. . . . .	94.383	1923. . . . .	131.615
1921. . . . .	162.673	1924. . . . .	113.270

La technique et l'organisation de cette industrie nouvelle ayant été étudiées, on a pu affirmer que le pays est en état d'entreprendre le lavage de la laine dans de si bonnes conditions que dans quelques années, il n'y aura plus un seul kilo de laine brute qui sera emballé.

*Laine lavée :*

Années	Pour la consommation interne	Pour exporter	Total
1913 . . . . .	2.900.000	—	2.900.000
1914 . . . . .	2.800.000	—	2.800.000
1915 . . . . .	3.000.000	—	3.000.000
1916 . . . . .	3.400.000	3.902.000	7.302.000
1917 . . . . .	3.900.000	8.089.000	11.989.000
1918 . . . . .	4.500.000	12.512.000	17.012.000

*Exportation de laine lavée depuis 1920 :*

Années	Kilos
1920 . . . . .	5.922.000
1921 . . . . .	5.222.000
1922 . . . . .	6.509.000
1923 . . . . .	4.646.000
1924 . . . . .	3.504.060

## § 3. — La race bovine.

L'élevage du bœuf souffrit longtemps de la difficulté d'écouler les produits : les cuirs seuls trouvaient facilement preneurs. La préparation pour l'exportation de la viande séchée date du xviii<sup>e</sup> siècle et c'est pour cette industrie que furent organisées les expéditions aux salines

de la Pampa et les voyages des saulniers à la côte de Patagonie.

De 1792 à 1796 on expédia du Rio de la Plata à la Havane 39.000 quintaux de viande sèche. Le marché de la viande salée fut toujours restreint et ne comprenait que les Antilles et le Brésil, de sorte que les saladeros n'utilisèrent jamais complètement la capacité de production du troupeau argentin.

L'introduction de reproducteurs de race fut entreprise vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, bien que le prix du bétail peu rémunérateur n'incitât pas à perfectionner l'élevage et que le saladero demandât seulement des animaux en bon point. Les premières améliorations du bétail commencèrent en 1848 par l'importation du premier taureau Durham. L'introduction de reproducteurs anglais a si bien amélioré la race créole et produit une telle quantité de viande qu'il fallut d'énormes débouchés. L'Argentine trouva dans l'Angleterre son meilleur client et les éleveurs de ce pays ne s'effraient pas de ces entrées de viande exotique. En effet, celle-ci eut pour conséquence d'augmenter le prix de la viande fraîche achetée par la classe riche et permit aux classes moyenne et pauvre de se nourrir à bon compte de viande frigorifiée.

Les races créoles représentaient le 50 0/0 du troupeau en 1895 ; en 1914 cette proportion était descendue à 3,5 0/0. Les races croisées améliorées augmentèrent pendant la même période de 49,2 0/0 à 93,9 0/0 et les races pures de 0,6 0/0 à 2,5 0/0.

Ces énormes progrès furent réalisés par l'importation de 18.078 reproducteurs représentant une valeur de

4.500.000 pesos or. Une autre conséquence de l'introduction de reproducteurs de race fut que l'effectif du troupeau bovin s'éleva rapidement. En 1875, on estimait à 5 millions de têtes le troupeau de la province de Buenos-Aires, et en 1889, à 8 millions.

Le recensement de 1895 donne le chiffre de 7.700.000 têtes.

Le recensement de 1889 donne le chiffre de 13.300.000 têtes.

Le recensement de 1914 donne le chiffre de 9.000.000 têtes.

Si en définitive, le nombre de têtes n'a pas varié de beaucoup, la valeur du troupeau s'est élevée rapidement. Les exportations de viande sur pied qui durèrent de 1889 à 1900, marquent le début de la hausse du bétail. Celle-ci s'accrut surtout à partir du jour où les frigorifiques n'abattent plus exclusivement des moutons et commencent à acheter des bœufs. Les exportations de viande de bœuf congelée ou refroidie s'intensifient depuis 1898; leur valeur s'élève à 10 millions de pesos or en 1904, au double de 1909 et à près du quadruple en 1914. La différence entre le prix payé par les frigorifiques pour les bêtes de race et le prix des animaux de sang créole, que consomme seulement le marché local, précipite la transformation du troupeau dans le sens de l'amélioration.

L'exportation de viande congelée est la principale source de bénéfice des éleveurs de gros bétail. Depuis 1906 l'introduction d'appareils frigorifiques perfectionnés a presque totalement fait disparaître l'industrie des sala-

deros. Toutefois la crise des saladeros a été antérieure à la date où commença la concurrence des frigorifiques.

L'Argentine est le plus grand exportateur de viandes ; elle a supplanté les Etats-Unis dans le commerce mondial. Avant 1895, les Etats-Unis exportaient le 70 0/0 des viandes ; l'Argentine est entrée en concurrence et a pris 15 ans plus tard la première place comme exportateur de bœuf.

*Bêtes bovines de 3-4 ans abattues dans les frigorifiques et les saladeros argentins :*

Années	Frigorifiques	Saladeros
1910. . . . .	963.993	415.800
1911. . . . .	1.251.604	386.000
1912. . . . .	1.351.538	382.800
1913. . . . .	1.344.319	261.200
1914. . . . .	1.422.964	153.000
1915. . . . .	1.522.652	170.000
1916. . . . .	1.923.074	171.000
1917. . . . .	2.224.086	201.800
1918. . . . .	3.069.269	214.000
1919. . . . .	2.225.898	196.700
1920. . . . .	1.673.894	57.300
1921. . . . .	1.470.629	87.000
1922. . . . .	1.942.025	241.600
1923. . . . .	2.988.438	376.700
1924. . . . .	3.789.129	447.700

Bien que lucrative, l'exportation de bétail sur pied aurait pu arriver à donner des bénéfices plus considérables si ce commerce ne se heurtait pas aux obstacles suscités par les pays importateurs. A la suite d'une épidémie

de fièvre aphteuse qui décima les troupeaux de la République en 1902/1903, les éleveurs virent interdire à leurs produits l'accès des ports européens. Cette interdiction subsiste encore, les privant ainsi d'un débouché important. Malgré les mesures prises par le Gouvernement et qui ont abouti à la disparition complète des cas de fièvre aphteuse, les marchés étrangers continuent à rester fermés, et cette interdiction comporte moins un souci de police agricole que le désir de protéger l'élevage national auquel les exportateurs argentins faisaient un tort considérable.

L'Argentine s'est d'ailleurs servie du même motif pour interdire l'entrée des bêtes provenant des pays où sévit la fièvre aphteuse, excepté l'Angleterre qui obtint ainsi un véritable monopole pour l'importation de bêtes fines. Cette politique se comprend puisque l'Angleterre est le principal consommateur des viandes argentines.

Les expéditions de bétail sur pied se sont maintenues uniquement avec l'Afrique du Sud et les Républiques voisines du Paraguay, de l'Uruguay et du Brésil. Le Chili même, dans le but de favoriser son propre élevage a mis des droits élevés à l'entrée du bétail argentin. Les statistiques accusent une diminution constante et alors qu'en 1898 l'exportation du bétail vivant atteignait une valeur de 10.133.868 pesos or, elle est tombée en 1904, après la fermeture des marchés européens à 4 millions et demi de pesos or.

Les chiffres qui s'étaient relevés en 1905 à plus de 5 millions 1/2, ont considérablement diminué en 1906 : l'exportation sur pied des animaux de race bovine qui

avait atteint en 1905 le chiffre de 262.681 têtes est tombée l'année suivante à 71.106 têtes. Le trafic de bêtes sur pied a néanmoins continué avec les pays limitrophes ; ce commerce se pratique surtout dans les provinces andines et porte sur des animaux créoles. En 1924, 149.606 bêtes à cornes ont ainsi quitté le pays et représentaient une valeur de 5.880.610 pesos or.

LE PORC. — Comparée au grand commerce du bétail à cornes, la production de porcs en Argentine est presque négligeable. Néanmoins il n'y a pas de raison pour que le pays ne devienne une des principales sources de production de viande de porc.

Les raisons de ce retard par rapport à l'extension du bœuf et du mouton sont les suivantes : tant que les États-Unis produisirent plus de viande de porc qu'ils n'en consommaient, il était difficile de concurrencer leur commerce d'exportation ; mais à présent que la demande a dépassé l'offre dans ce pays, l'occasion pour l'expansion de la production du porc en Argentine semble excellente. La cause interne du retard a été le manque d'organisation et la mauvaise direction qui ont présidé aux premiers efforts tentés pour l'élevé du porc.

#### SECTION IV

##### Les Forêts.

La richesse forestière de la République Argentine peut être qualifiée d'extraordinaire. La surface recouverte de

forêts dépasse 42 millions d'hectares, surpassant la plupart des pays du monde proportionnellement à la superficie totale.

*Exportation de Quebracho.*

Années	Extrait pesos or	Troncs pesos or
1905 . . . .	2.427.772	4.275.164
1910 . . . .	4.429.357	5.604.430
1915 . . . .	15.873.372	2.684.408
1918 . . . .	13.674.320	246.534
1919 . . . .	23.568.995	1.132.828
1920 . . . .	16.622.227	1.783.417
1921 . . . .	11.353.785	1.026.534
1922 . . . .	13.116.482	2.746.605
1923 . . . .	14.948.273	2.184.862
1924 . . . .	14.109.160	1.828.746

Les grandes forêts sont principalement dans la partie tropicale du nord : Chaco, Salta et Misiones, et l'espèce qui a donné jusqu'ici lieu à une véritable exploitation industrielle est le bois de quebracho. Il se prête à l'exportation sous forme de troncs et surtout sous celle d'extrait de quebracho : acide tannique. Le quebracho donne en effet un très fort pourcentage en tanin, ce qui lui a permis de concurrencer facilement les châtaigniers et surtout l'écorce de chêne qui fournissaient la matière nécessaire au tannage des cuirs. Les Américains du Nord et les Allemands sont devenus les meilleurs clients de l'Argentine pour le bois de quebracho et son extrait. Le marché de l'extrait de quebracho est contrôlé par un trust, « la Forestal Land Timbers and Railway Cy » ayant une

raison sociale et des capitaux anglais. Ce trust possède des bureaux de vente dans le monde entier ; c'est lui qui impose les prix aux centres producteurs. L'exportation commença tout d'abord uniquement avec les troncs dont les pays étrangers tiraient eux-mêmes l'acide tanique. Depuis 1895, des fabriques furent créées au sein même des immenses forêts et sont parvenues à un haut degré de prospérité.

## SECTION V

### Les Mines.

L'Argentine possède aussi un trésor sous forme de minéraux et d'eau pour la force motrice, et il est certain que ce facteur se manifesterá abondamment dans l'économie nationale de l'avenir. La plupart des industries pourront vivre sur le territoire argentin, dit-on.

Les gisements les plus variés et les plus riches sont situés dans la région précordillère et les montagnes pampéennes. Mais la sécheresse et la disposition du sol s'opposent à l'exploitation. Beaucoup d'entreprises commencées à grands frais ne tardèrent pas à être abandonnées.

L'existence de gisements de charbon est présumée, mais des découvertes d'importance n'ont pas encore été faites ; ce combustible n'est pas exploité dans le pays et il est difficile de prévoir si des résultats seront obtenus par la suite. On connaît bien quelques gisements, mais il s'agit d'en déterminer l'importance et les conditions d'exploitation. Le combustible est un des problèmes nationaux

qu'on est en train de résoudre partiellement par l'emploi en grand du bois et l'exploitation du pétrole qui commence à être importante.

*Production du pétrole dans la République.*

Années 1907-1924. Kilogrammes.

Années	Production des exploitations privées	Production des exploitations officielles	Total de la production
1907 . . . . .	—	14.784	14.784
1908 . . . . .	—	1.682.546	1.682.546
1909 . . . . .	—	2.762.040	2.762.040
1910 . . . . .	—	3.042.887	3.042.887
1911 . . . . .	—	1.924.193	1.924.193
1912 . . . . .	—	8.515.080	8.515.080
1913 . . . . .	—	18.432.600	18.432.600
1914 . . . . .	—	41.137.620	41.137.620
1915 . . . . .	—	76.335.330	76.335.330
1916 . . . . .	7.950.325	121.794.660	129.744.966
1917 . . . . .	11.601.782	168.984.720	180.586.502
1918 . . . . .	14.928.878	183.743.820	198.672.698
1919 . . . . .	21.126.336	173.794.747	194.924.083
1920 . . . . .	32.352.936	209.328.134	241.681.070
1921 . . . . .	44.912.180	254.662.495	299.574.675
1922 . . . . .	98.085.862	320.863.546	418.949.408
1923 . . . . .	114.833.002	331.866.400	446.701.402
1924 . . . . .	183.775.000	551.638.000	737.413.000

Les perspectives du pétrole semblent être très grandes. Actuellement on connaît quatre districts pétrolifères :

1° La région réduite et bien délimitée de Cachenta, dans la précordillère de Mendoza ;

2° La zone étendue de Mendoza et Neuquen ;

3° La zone de Comodoro Rivadavia, sur la côte de Patagonie ;

4° La zone andine, qui depuis la Bolivie pénètre dans les provinces de Salta et de Jujuy.

Le seul district réellement exploité est celui de Comodoro Rivadavia, découvert seulement en 1907. Les sondages déjà effectués ont révélé que c'est un des gisements les plus importants qui soient connus.

Ces quantités ne couvrent la consommation que partiellement. L'importation parfait les besoins du pays.

L'or. — Il existe de nombreux gisements d'or dans les Andes, qui furent autrefois l'objet d'une exploitation active ; aujourd'hui elle a presque partout cessé.

D'autres minéraux méritent d'être cités : ce sont l'argent, le plomb, le zinc, le cuivre, le wolfram et le manganèse.

## SECTION VI

### Les Industries

Trois phases se succèdent dans l'évolution économique de l'Argentine :

1. le pays vit entièrement de la vie pastorale ;

2. la colonisation, qui tend à donner à l'agriculture le pas sur l'élevage ;

3. la troisième phase vient de débiter et conduit à l'industrialisation du pays.

Le retard de cette activité par rapport à l'élevage et à l'agriculture s'explique par le fait que l'Argentine manque, ou du moins n'exploite pas encore, les produits essentiels au développement de toute industrie : le fer et le charbon.

Les principales industries se rattachent presque toutes à l'agriculture et à l'élevage. Le 65 0/0 des industries est aux mains des étrangers et le reste, 35 0/0, est détenu par des Argentins fils d'étrangers. Le pays ne possède pas d'expérience industrielle ; les fils d'étrangers abandonnent les industries fondées par leur père pour se tourner vers les professions libérales qui les émancipent d'une humble situation sociale.

Il n'existe pas de région naturellement industrielle en Argentine. La force hydraulique peut remplacer le charbon, mais la partie la plus peuplée en est dépourvue. La région andine et les Misiones seront le centre de l'industrie du bois.

Une merveilleuse chute sur le Parana, l'Iguazu, a un plus grand développement et une plus grande hauteur que les célèbres chutes du Niagara. C'est la plus grande chute du monde ; sa puissance est estimée à 10 millions de chevaux. La combinaison des forces de l'Iguazu et de l'Uruguay (Salta Grande), donnerait 260.000 chevaux d'énergie à Buenos-Aires, ce qui permettrait l'économie de 600.000 tonnes de charbon et de 400.000 tonnes de pétrole

annuellement. En outre, il y a dans le pays une réserve de 2.500.000 chevaux.

La région du littoral est le siège de l'industrie. Avellaneda, faubourg de Buenos-Aires, est le principal centre des industries de la viande et de la métallurgie. On trouve une grande variété d'industries dans la capitale fédérale. Rosario est le centre du blé, le marché des farines par excellence ; on y trouve aussi des raffineries de sucre. Mendoza et San Juan sont des centres isolés de l'industrie vinicole et des fruits, Tucuman et Jujuy de l'industrie sucrière, Santa-Fé et le Chaco du tanin et du quebracho.

#### § 1. — Industries dérivées de l'élevage.

INDUSTRIE DE LA VIANDE. — Les établissements frigorifiques viennent en première ligne, et la cause de leur succès fut la fermeture des ports européens au bétail vivant, en même temps que leurs procédés perfectionnés.

Dans les produits de cette industrie on distingue : le « frozen meat », viande refroidie au-dessous de zéro, et le « chilled beef », viande soumise à une température non inférieure à zéro ; cette dernière ne perd pas son jus comme la précédente et a une valeur de 30 0/0 supérieure. Le « chilled beef » doit être consommé dans les 45 jours de sa fabrication ; la République se trouve favorisée par rapport à certains pays concurrents pour qui ce laps de temps est trop restreint.

La viande conservée est stérilisée au moyen de la chaleur et en empêchant le contact de l'air. Les principales conserves sont : le « corned beef » ou viande cuite après

la salaison, le « boiled beef » ou bœuf bouilli, les langues de bœuf et de mouton et l'extrait de viande.

*Développement des frigorifiques.*

Années	Bœufs	Moutons	Porcs
1904. . .	307.000	—	—
1910. . .	1.360.000	4.000.000	14.000
1923. . .	2.000.000	4.800.000	300.000

Les saladeros, frigorifiques et abattoirs tuent annuellement 5 millions de bêtes bovines, 7 millions de moutons et 600 mille porcs.

Voici les chiffres récents de cette immense industrie :

*Nombre de têtes abattues en 1924.*

	Bœufs	Moutons	Porcs
Frigorifiques .	3.842.890	4.421.010	94 431
Saladeros . .	435.231	—	—
Fabriques . .	72.404	7.557	22.535
Totaux . . .	<u>4.320.525</u>	<u>4.428.567</u>	<u>116.966</u>

*Production de viande en 1924.*

	Bœufs tonnes	Moutons tonnes	Porcs tonnes
Frigorifiques .	883.510	78.443	5.299
Saladeros . .	90.623	—	—
Fabriques . .	15.965	162	1.427 1/2
Totaux. . .	<u>990.098</u>	<u>78.605</u>	<u>6.726 1/2</u>

De ce total de plus de 1 million de tonnes de viandes, 847.207 tonnes de bœuf, 75.122 tonnes de mouton et 1.422 tonnes de porc furent exportées.

Les grands établissements frigorifiques sont au nombre d'une trentaine. De nombreux sous-produits donnent lieu à une quantité d'industries subsidiaires.

LA PRODUCTION LAITIÈRE. — La laiterie en Argentine ne s'est développée que tout récemment. Les gauchos ne buvaient pas de lait, et les produits laitiers étaient pratiquement inconnus il y a 100 ans. Les premières offres de beurre sur le marché de Buenos-Aires n'eurent pas de succès ; la population peu accoutumée au beurre, employait de l'huile. Malgré ce début peu encourageant, l'industrie laitière s'est développée et il existe près de 500 crémeries et fromageries produisant 25.000 tonnes de fromage et 30.000 tonnes de beurre annuellement. Non seulement cette production suffit à la consommation du pays, mais elle laisse un excédent pour l'exportation.

*Exportation et importation du beurre.*

Années	Exportation kilos	Importation kilos
1911 . . . . .	1.395.633	68.119
1912 . . . . .	3.676.706	146.244
1913 . . . . .	3.784.395	5.672
1914 . . . . .	3.481.658	82.694
1915 . . . . .	4.622.676	362
1916 . . . . .	5.670.948	320
1917 . . . . .	9.830.154	363
1918 . . . . .	18.969.880	113
1919 . . . . .	20.358.000	4.500
1920 . . . . .	21.486.000	4.309
1921 . . . . .	25.812.000	2.980
1922 . . . . .	24.483.910	2.352
1923 . . . . .	32.812.542	2.835
1924 . . . . .	29.682.000	—

**INDUSTRIE DE LA LAINE.** — Elle est en plein développement bien qu'il n'existe pas de filatures comme industrie indépendante et capables de fournir du fil aux tissages. Nous avons signalé précédemment l'industrie pleine de promesses de la laine lavée.

**INDUSTRIE DU CUIR.** — Comme celles des filés et des tissages, l'industrie du tannage et de la préparation du cuir n'est pas en proportion avec la production. Bien que le pays possède peaux et tanin, il envoie les peaux à l'étranger pour leur tannage. Quelques branches de cette industrie qui sont en voie de prospérité sont : les fabriques de chaussures, la sellerie et les fabriques d'articles de voyage.

### § 2. — Industries dérivées de l'agriculture.

**INDUSTRIE FARINIÈRE.** — Elle est très développée et s'occupe de la mouture du blé et du maïs. Les minoteries de blé se trouvent surtout à Buenos-Aires et celles de maïs à Cordoba. On compte environ 400 moulins produisant 1 million de tonnes de farine de blé et 9.400 tonnes de farine de maïs. Les capitaux placés dans cette industrie sont d'un montant de 87 millions de pesos et la production est évaluée à 155 millions de pesos.

**INDUSTRIE SUCRIÈRE.** — Nous la citons pour mémoire, puisque nous en avons parlé plus haut au sujet de la production de la canne à sucre. Il en est de même pour

l'**INDUSTRIE VINICOLE** qui a été traitée avec la question de la culture de la vigne.

## § 3. — Industries minières.

Elles requièrent de l'eau et du combustible, et les principaux gisements sont situés justement dans les régions dépourvues de ces éléments. L'industrie consiste surtout à séparer les composants des minéraux, par exemple l'argent du plomb ou du zinc, l'or du quartz. Les frais de transport pour conduire ces matériaux aux centres qui auraient les moyens industriels, sont trop coûteux. On dit aussi que le manque de bonnes études techniques et économiques est la cause de l'insuccès des entreprises minières.

Le pétrole a donné naissance à l'industrie de la distillation, dont le centre est à Comodoro Rivadavia. On y fabrique du naphte, de la kéroséine, de la paraffine et de la benzine.

## § 4. — Industries forestières.

Les pays qui tannent leur cuir, les États-Unis, l'Allemagne, la France et l'Angleterre dépendent de l'Argentine pour le quehracho et son extrait. Les principaux établissements dotés de chemins de fer et de ports se trouvent dans le nord de Santa-Fé.

L'Argentine qui prodnit si abondamment les matières premières pourrait arriver à se passer de l'étranger. Mais actuellement, le pays ne produit que le 5 0/0 de la yerba maté qu'il consomme, le 10 0/0 du riz, environ le 5 0/0 du pétrole. Le fer et le charbon sont étrangers. L'Argentine envoie ses peaux à tanner à l'étranger, puis les fait

revenir pour son industrie des chaussures. Elle exporte le 50 0/0 de la production mondiale du lin et importe de l'huile de lin. Les vins fins sont importés parce que les vins du pays sont plutôt de qualité courante.

Ces faits nous démontrent que l'industrie en est à ses débuts, et il faudra une longue période pour son organisation. Les grandes industries immédiatement possibles sont : les textiles, les huiles végétales, les tissus de laine et de coton, la glucose, la céramique et d'autres encore.

*La pêche* est une source de richesse peu exploitée parce que les côtes ne se prêtent pas à l'établissement de colonies de pêcheurs. Le poisson est importé de Montevideo, du Chili et du Brésil ainsi que des conserves pour 7 millions de pesos m./n. Pour le moment, la chasse n'offre pas non plus de ressources très appréciables.

## SECTION VII

### La colonisation.

Aussitôt que dans la nouvelle République on eut conscience du rôle à jouer par l'Etat en vue de la prospérité économique future; on pensa que la richesse était dans l'immense étendue de ses terres; il suffirait donc de mettre en œuvre ces millions d'hectares fertiles pour obtenir de riches productions. Le grand problème était de trouver la main-d'œuvre qui mettrait en valeur les terres; l'immigration prit ici une place de première importance et comme toute la colonisation est son œuvre propre, les

deux facteurs colonisation et immigration sont connexes.

La première tentative de colonisation est due au docteur Brougues qui, en 1853, opéra le transport des premières familles européennes en Argentine. Il s'agissait en l'espèce d'une convention avec l'Etat; l'entreprise échoua en raison des difficultés que la petite colonie rencontra pour l'exportation de ses produits. En 1855, le Senor Castellanos allant sur les brisées du docteur Brougues, fit embarquer à Dunkerque 200 familles suisses, allemandes et savoyardes.

C'est ainsi que s'ouvrit la première période de colonisation, qui dura de 1853 à 1865; la colonisation était œuvre officielle et les entreprises étaient basées sur des propositions de particuliers qui se chargeaient de leur réalisation. Un contrat s'établissait entre l'Etat et l'entrepreneur de colonisation; celui-ci s'engageait à fonder une colonie dans un lieu déterminé contre paiement d'une certaine somme d'argent. Bien que la colonisation eût pris pied à Santa-Fé, très peu de résultats avaient été obtenus en 1865.

Dans la seconde période, la colonisation particulière se substitue à celle de l'Etat, et dès lors la colonisation est restée en général une affaire privée. Santa-Fé prend brusquement un énorme développement, et c'est grâce à l'activité particulière que l'œuvre de colonisation entre dans une ère de prospérité. La courbe de l'immigration prend tout à coup une direction accélérée :

Années	Immigrants
1860 . . . . .	4.656
1865 . . . . .	41.767
1870 . . . . .	39.967

En 1887, le Gouvernement de la Province de Buenos-Aires promulgue la Loi des Centres agricoles, dans l'intention de favoriser la colonisation en subdivisant les grandes propriétés en fractions ; celles-ci seraient acquises au laboureur et payables à long terme dans des conditions établies par la Banque Hypothécaire de la Province de Buenos-Aires. Aux termes de cette loi, les propriétaires qui déclaraient consacrer leurs terres à la colonisation recevaient une avance sur la valeur de ces terres sous la forme de cédulas hypothécaires, l'intérêt et l'amortissement des cédulas étant à la charge des colons.

Cette initiative officielle surgit malheureusement au moment où la spéculation était à son paroxysme, et l'abus des moyens de crédit mis en mains des propriétaires détourna la loi de son but. Soit en raison de la situation embarrassée du pays, soit négligence ou intention de quelques propriétaires, la tentative de créer l'exploitation agricole sur une vaste échelle et par des salariés, n'obtint pas de succès. Beaucoup de propriétaires profitèrent des avantages que leur offrait la loi, mais après un simulacre de colonisation, ils conservèrent la propriété de leurs terres. En définitive, les latifundias continuèrent à prédominer.

Toutefois, on a tenu compte de la petite propriété, qui soutient l'énergie du travailleur et contribue à l'amélioration des méthodes culturales. Au début de la colonisation à Santa-Fé et Entre Rios, comme on n'avait pas d'antécédents qui permettaient d'établir des calculs sur des hases certaines, on considéra que le terrain de 20 cuadras carrées (environ 84 hectares) assigné à chaque « chacra »,

serait suffisant si on ajoutait à l'agriculture d'autres facteurs de production pour mieux rémunérer le travail de l'agriculteur. Ainsi, outre le produit de sa chacra (lot de terre attribué à une famille), le colon pourrait tirer bénéfice de l'exploitation du bois.

Les premières années de colonisation furent une phase d'expérimentation ; en raison des difficultés que présentait la dispersion de la population et des exploitations, et du manque de points de repère de production dus aux fléaux compromettant les récoltes, il était difficile d'établir des calculs de rendement, même approximativement.

Au fur et à mesure des progrès réalisés par l'agriculture la concession de 20 cuadras carrées s'avéra insuffisante au développement de la somme de travail, d'autant plus que les machines permirent d'élever considérablement sa puissance et d'obtenir une production supérieure à un prix relativement bas. Cet état de choses dura jusqu'à ce que les impresarios de colonisation résolurent d'adopter la vente de 4, 6 concessions ou plus, à chaque famille, tout en fournissant les machines et éléments nécessaires à l'exploitation. Cela se passait vers 1880, où des chacras pouvaient atteindre 100 hectares.

La culture extensive s'implanta ainsi dans la colonisation nationale, conséquence du fait que l'agriculture manquait d'aptitudes pour exploiter intensivement et que les moyens à sa portée étaient rares et coûteux. Seule la terre était à bon marché, et sa fertilité unie à un climat bénin permettait l'exploitation en grand sans frais d'installation supérieurs.

On peut objecter que ce système de culture est en

opposition aux règles agronomiques, puisqu'il n'adopte pas les méthodes admises comme les plus rationnelles pour une bonne culture et un meilleur rendement de la terre. Mais la nécessité de créer rapidement des richesses en utilisant ce que le pays possédait de rentable, s'opposait comme raison supérieure à ces principes scientifiques.

A ce point de vue les choses se sont passées différemment au Canada, où la petite propriété domine en raison du climat froid et du manque d'extension; en Europe, ce régime domine par la force des choses. En Argentine, l'étendue de 100 à 200 hectares par agriculteur est une exigence de caractère économique dans l'état actuel de développement.

Une part des progrès de l'agriculture revient aux entrepreneurs de colonisation; ceux-ci prirent la tâche de subdiviser, vendre et administrer les propriétés rurales des particuliers. Cette opération avait pour but principal de valoriser la terre au moyen de la population et des autres facteurs économiques qui affluent nécessairement à ces centres, en faisant jouir de ces bénéfices les propriétaires et les colons.

Des centres se formèrent de cette façon dans les provinces les mieux appropriées à la culture; mais la colonisation vit ses limites brusquement étendues par les chemins de fer. En pleine crise (1891), au lieu de faire face aux échéances on se risqua à demander de nouveaux capitaux pour doter les services publics de 3.000 kilomètres de voies ferrées dans la même année; on comptait en outre arriver à 14.110 kilomètres d'extension de lignes

en 1895, représentant approximativement 500 millions de pesos or. Grâce à cet effort magnifique pour la poussée du rail, la superficie cultivée augmenta de 100 0/0 dans la période de 1888 à 1895. C'est au chemin de fer que l'Argentine doit sa vie économique.

Les effets du développement des chemins de fer furent la multiplication de la production, qui se traduisit par une augmentation formidable des exportations :

Années	Exportations
1872 . . . . .	98.000 pesos or
1880 . . . . .	791.000 » »
1895 . . . . .	41.430.000 » »

La construction des voies ferrées doit être considérée comme l'un des aspects de la mise en valeur du sol. Les Compagnies ont été amenées à intervenir directement dans le développement de la colonisation. Le Central Argentine reçut en 1863 du Gouvernement une bande de terrain large de 5 kilomètres de part et d'autre de la ligne en construction, entre Rosario et Cordoba, à charge de la coloniser. La Compagnie eut elle-même ses agences d'immigration et ses services de colonisation. Ce type de concession est cependant resté exceptionnel en Argentine. En revanche, la loi de 1909 sur l'irrigation charge les Compagnies d'exécuter, pour le compte du Gouvernement, les travaux nécessaires pour le développement de l'irrigation dans les zones desservies par elles, ces travaux ayant une répercussion immédiate sur l'accroissement de la population et du trafic. C'est ainsi que le chemin de fer du Sud

entreprit la construction de canaux, et que celui du Pacific établit de grands barrages.

L'expansion coloniale fut limitée vers 1904 par les frets que pouvaient supporter les céréales à une zone d'un rayon de 300 kilomètres environ autour des ports d'exportation. Elle fait alors une pause dont il reste une trace dans les tarifs paraboliques ; en principe des tarifs proportionnels étaient appliqués pour les distances jusqu'à 350 kilomètres et des tarifs dégressifs pour les distances au-dessus de cette limite. Les chemins de fer favorisèrent ainsi la conquête de l'ouest ; dans les années qui précédèrent 1912, les tarifs dégressifs eurent leur part dans l'expansion de la colonisation, en contribuant à masquer l'infériorité des terres nouvelles par rapport à celles plus favorisées de l'est.

Voici le développement successif de la colonisation de 1872 à 1924 :

Années	Hectares cultivés
1872 . . . . .	580.000
1900 . . . . .	7.300.000
1910 . . . . .	20.000.000
1923 . . . . .	23.700 000
1924 . . . . .	24.000.000

L'Argentine offre un exemple unique d'immense essor économique dans le court espace de 50 ans.

La première banque qui soutint le mouvement agricole fut la Banque de la Province de Buenos-Aires, qui eut des difficultés lors de la crise en 1890. La Banque Nationale suivit la même politique, mais avec plus de libéralité, et

en étendant son action sur le développement général du commerce. Elle s'effondra en 1891 et sur ses ruines s'édifia une institution nouvelle : la Banque Nationale actuelle créée sur la base d'une émission à cours forcé de 50 millions de pesos m/n.

La Banque Nationale qui fit en 1909, des avances pour environ 500 millions de pesos, possède une charte organique et un système administratif lui permettant de faire bénéficier directement du crédit l'agriculture. Ces avances sont faites avec 10 0/0 d'amortissement trimestriel : 22.700.000 pesos m/n furent accordés sous cette forme en 1909, et 280 millions avec amortissements supérieurs ou à plus bref remboursement, furent avancés par les succursales aux commerce et industries rurales servant d'intermédiaires à l'agriculture.

La banque privée, essentiellement commerciale et plus retenue pour le crédit personnel, essaie les emprunts directs à l'agriculture ; son influence se fait surtout sentir par les services qu'elle rend à l'époque des récoltes, où les besoins de l'agriculture exigent la disposition de quelque 300 millions de pesos.

## SECTION VIII

### Régime de la propriété.

Dire que l'Argentine est un pays de grande propriété, ce n'est pas assez. En Suisse, où l'on considère une ferme de 50 à 100 hectares comme un très grand domaine rural,

on doit se faire difficilement une idée de ces immenses établissements appelés « estancias » et où le même propriétaire fait valoir à lui seul des surfaces souvent équivalentes à celle d'un ou de plusieurs cantons. Plusieurs estancias occupent des superficies de 75.000 hectares ; il en est même qui arrivent jusqu'à 175.000 hectares, beaucoup sont situées seulement à quelques heures de Buenos-Aires et presque toutes se trouvent à proximité des centres urbains. Si l'on songe qu'en France la moyenne des exploitations est de 8 hectares  $1/2$ , la comparaison est assez éloquente.

Cette importance démesurée des exploitations agricoles ou d'élevage ne laisse pas d'avoir de grands inconvénients et constitue un des obstacles les plus sérieux au développement de la production. Tant que l'Argentine demeura un pays d'immigration restreinte où les nouveaux-venus trouvaient largement place, et où quelques lieues carrées n'importaient pas beaucoup, le système de constitution de la propriété pouvait paraître sans inconvénient. Le Gouvernement argentin commit une grave faute en abandonnant à des prix dérisoires à des spéculateurs et à de grands propriétaires, d'immenses superficies de terrain qui, demeurées stériles faute de soins, auraient dû fructifier en d'autres mains. C'est ainsi que dans les territoires nationaux il y avait en 1912 plus de 7 millions d'hectares exploitables et cultivables qui restaient aux mains de capitalistes indolents, au lieu d'être utilisés pour le développement de la population et de la production. Les pouvoirs publics ont pris des mesures en ce sens en interdisant notamment par une loi promulguée en 1903 l'acquisition,

au profit d'une seule personne de parcelles de plus de 2.500 hectares sur le domaine appartenant à l'Etat; d'autre part, de nombreux propriétaires ou sociétés de colonisation lotissent de grandes étendues par parcelles à superficies définies, et pratiquent la vente à tempérament permettant à l'acheteur de s'acquitter par annuités.

Une Loi des Terres existant depuis peu d'années, a pour base la gratuité de cession de lots déterminés sous réserve d'obligations à remplir :

1. la possession de la carte de naturalisation;
2. l'exploitation à son propre compte du lot concédé;
3. la construction d'une maison d'habitation, et
4. la limitation de la superficie, qui n'excèdera pas 100 hectares.

De sérieux progrès ont été ainsi accomplis dans la voie du morcellement de la propriété depuis quelques années sur tout le territoire de la République, sauf dans les régions du nord. Les propriétés se divisent ainsi en chiffres ronds :

81.900 propriétés ayant moins de . . .	625 hectares
11.540 » de . . . . .	625 à 1.250 »
9.280 » de . . . . .	1.251 à 2.500 »
4.790 » de . . . . .	2.501 à 5.000 »
3.290 » de . . . . .	5.001 à 12.500 »
1.060 » de . . . . .	12.501 à 25.000 »
213 » de . . . . .	25.001 à 37.500 »
108 » de . . . . .	37.501 à 50.000 »
146 » de . . . . .	50.001 hectares et plus.

## SECTION IX

## Formes de l'exploitation agricole.

Il y a trois systèmes d'exploitation :

1. L'exploitation directe, c'est-à-dire la mise en valeur de la terre par le propriétaire lui-même. Peu de propriétaires exploitent directement leurs domaines, ils ont recours à l'un ou l'autre des deux systèmes suivants.

2. L'affermage, dit « arrendamiento », qui est un contrat par lequel le propriétaire donne la jouissance de la terre au fermier pour un temps déterminé et contre un certain prix.

3. Le pourcentage, où le prix que le métayer doit payer au propriétaire consiste dans la moitié ou le tiers de la récolte.

Le premier système est le plus avantageux, personne n'ayant plus d'intérêt que le propriétaire à ce que la terre ne soit pas épuisée par des récoltes successives, tandis que le fermier ne voit dans la terre que son intérêt immédiat. Le dernier système peut être considéré comme un moyen terme.

Le 32 0/0 des propriétaires exploitent directement et le 55 0/0 des exploitations est aux mains des fermiers.

Nous avons donc affaire à différents colons, suivant les conditions auxquelles ils travaillent la terre et toujours d'après l'un des trois systèmes indiqués ci-dessus.

Dans le métayage il y a association entre le propriétaire

et le colon. L'estanciero fournit la terre, les semences, les machines et le bétail ; le colon fait apport de ses bras et la moisson effectuée, propriétaire et colon partagent de moitié ou sur la base du pourcentage adopté (en général du 10 au 20 0/0). Le colon doit remettre cette partie de la récolte en sacs à la station du chemin de fer ou au dépôt du propriétaire. Le système du tant 0/0 est surtout en pratique dans les colonies des provinces de Santa-Fé, Cordoba et San-Luis.

Le colon fermier disposant d'un peu d'argent, loue une terre et paie le loyer en espèces, avec ou sans abandon partiel de la récolte ; ce sont des contrats de trois à cinq ans. L'année rurale commence généralement le 1<sup>er</sup> mai. Dans la province de Buenos-Aires et au sud de celle de Santa-Fé, on loue des champs en lots de 50 à 100 hectares à un prix donné par hectare et par année.

Le colon libre acquiert la propriété d'un lot en profitant des conditions faites par les sociétés de colonisation ou par de riches estancieros qui vendent par parcelles.

Enfin, il y a les colons nationaux qui occupent des terres souvent très éloignées concédées par l'Etat, à des conditions déterminées.

L'immigrant qui débarque trouve à s'occuper comme ouvrier agricole. Lorsqu'il aura acquis une certaine expérience il pourra louer une propriété de 10 à 300 hectares où il travaillera en métayage et sur contrat, à des conditions nécessairement variables. Pour le colon qui a de l'argent la vente publique est de toutes les modalités d'acquisition la plus recommandable, car elle le met à l'abri de la spéculation.

Dans les provinces très fertiles et sillonnées de chemins de fer, il est difficile pour le colon de devenir propriétaire de la terre qu'il cultive. Le grand propriétaire loue généralement des lots importants de 10.000 à 20.000 hectares à un locataire principal qui, à son tour en sous-loue des parcelles de 200 à 500 hectares au colon. C'est ce locataire principal qui prête de l'argent au colon pour l'aider à acheter les chevaux, machines et semences nécessaires à l'exploitation. Ce même locataire possède le grand « almacén » (épicerie) de la région où le colon est obligé de s'approvisionner. Actuellement le colon n'a que peu d'indépendance et reste généralement fermier toute sa vie.

L'almacenero étant ainsi entrepreneur de colonisation, devient fréquemment l'intermédiaire entre le propriétaire et le colon, garantissant au premier une rente fixe de ses terres et recueillant du second un tant 0/0 de sa récolte. Cette organisation tend à disparaître lorsque la colonisation est plus ancienne, le colon réussissant peu à peu à conquérir son indépendance tant pour l'achat de son matériel agricole et de ses fournitures que pour la vente de ses récoltes.

Les agriculteurs essaient de se soustraire à la tutelle des capitalistes en constituant des coopératives pour l'achat en commun de machines agricoles et d'approvisionnements, ainsi que des coopératives pour la vente des récoltes directement aux grandes maisons d'exportation de Buenos-Aires. On peut prévoir que ce genre d'association dans l'intérêt des colons a toute chance de se généraliser. Il se forme aussi des sociétés mutuelles de banque de prêt,

Une latifundia est une grande extension de terre inculte, terre inexploitée qui n'apporte rien à la richesse nationale. Par équivoque on représente par ce mot les estancias, établissements livrés à l'élevage du hétéail, qui nécessitent plusieurs hectares de terrain (campo). L'élevage ne pourrait exister sur une grande échelle sans latifundias. Mais d'autre part l'estancia traditionnelle exploitée avec peu de travail et sans grands frais, est le plus grand adversaire de l'expansion agricole. Le propriétaire de latifundia ne cultive pas ses terres, c'est en général un spéculateur ; il achète à bas prix et lorsque les progrès arrivent sous forme de chemins de fer, population et agriculture, il vend en bénéficiant de la valorisation à laquelle son effort n'a pas contribué. C'est ainsi une pure spéculation, et latifundia et colonisation s'opposent l'un à l'autre. Mais les familles nombreuses étant la règle en Argentine, la petite propriété s'imposera à un moment donné par la loi fatale de succession.

Il n'existe pas que de grandes estancias, et les petites et moyennes propriétés ont aussi leur part. Dans les 5 provinces principales et les plus peuplées : Buenos-Aires, Santa-Fé, Cordoba, Entre Rios et la Pampa centrale, on compte 135.000 propriétés en chiffres ronds. N'y figurent pas les toutes petites propriétés qui vont de 1 à 10 hectares et que possède presque chaque habitant quand il a passé quelques années dans le pays.

Le régime légal de la terre publique est le suivant : Les lois sur la terre publique ont eu pour objet de diviser les latifundias et de les peupler. Celles antérieures à la loi de 1903 actuellement en vigueur, connurent l'insuccès à

cause de la nature inhérente à la terre ; ces lois la divisaient en lots de dimensions égales sans tenir compte de la fertilité variable du sol, de l'existence ou du défaut d'eau. La loi actuelle partage la terre suivant les conditions de productivité de chaque lot ; elle procède différemment si le lot est destiné à l'élevage, à l'agriculture ou à la coupe de bois. Elle oblige le concessionnaire à peupler et à travailler le lot et lui concède le titre de propriété au bout d'un certain temps. Le colon doit construire dans les deux années une maison d'habitation composée d'au moins une pièce et d'une cuisine, creuser un puits et cultiver 20 0/0 de la terre au minimum ; le paiement de la propriété doit se faire en 6 ans et le non-accomplissement de l'une des conditions stipulées permet au pouvoir exécutif de décréter la caducité de la concession sans aucune indemnité pour le colon.

La propriété foncière se présentait comme suit en 1919 :

	Hectares
Propriété fiscale ou bien foncier de l'Etat . . . . .	83.492.104
»       »       »       des provinces . . . . .	2.500.000
»       foncière privée. . . . .	<u>209.255.896</u>
Total . . . . .	<u>295.248.000</u>

Les gouvernements provinciaux n'ont plus de terres à distribuer. Par contre le Gouvernement fédéral est encore propriétaire de territoires fiscaux dans les contrées éloignées de Misiones, Formosa, Chaco, Pampa, Rio Negro, Chubut et Santa-Cruz. La loi des terres autorise le Gouvernement à vendre et à distribuer des lots de ces territoires.

On peut dire que la République a derrière elle la période intermédiaire qui a pu justifier les lois de cession gratuite des terres fiscales, de subsides à l'immigration, de garanties aux capitaux étrangers pour œuvres publiques et de toutes celles destinées à encourager le peuplement et la colonisation subventionnée. Les sources de production du pays par leur capacité actuelle et leurs propres moyens de développement sont assez puissantes pour attirer par elles-mêmes et rémunérer largement le capital et la main-d'œuvre qui viennent spontanément dans l'organisme national.

## SECTION X

### La valorisation de la terre.

Il n'est pas possible de donner une idée du prix des terres en Argentine, car on se heurte à des différences si considérables qu'il serait vain de chercher à fournir des chiffres d'ensemble. Mais un fait est certain : la plus-value constante du sol depuis 50 ans. Si l'on compare les chiffres des transactions opérées tant sur les territoires nationaux que sur les propriétés privées, on trouve des résultats réellement stupéfiants.

Par exemple, lorsqu'en 1879 le Gouvernement mit en vente une immense étendue de terrains pour faire face aux dépenses de l'expédition du général Roca contre les Indiens, il trouva difficilement acheteurs à 880 francs la lieue carrée (2.500 hectares), et les acquéreurs parlaient

de sacrifice d'argent pour œuvre patriotique. En 1910, ces terrains se vendaient 660.000 francs — et même 880.000 — la lieue carrée.

A partir de 1910 le mouvement de plus-value s'accroît dans des proportions invraisemblables ; tel champ valant aujourd'hui 60 francs l'hectare se vendra demain 80 francs, après-demain 100 francs ou davantage. Dans la même année les terrains triplent ou quadruplent de valeur, et tous les commerçants pouvant distraire de leurs affaires des capitaux liquides, s'empressaient d'en faire l'emploi en terres. Faut-il considérer cette hausse comme un accident économique devant aboutir fatalement à une crise ? Il ne semble pas.

Deux raisons expliquent et justifient la valorisation de la terre.

Aussi longtemps que le pays fut bouleversé par les agitations politiques et que la sécurité demeura incertaine, l'exploitation du sol s'effectua péniblement et sur des superficies restreintes ; l'Argentine souffrait d'une maladie de langueur à laquelle on finit par appliquer le remède spécifique : l'ordre et la sécurité. Aussitôt s'accroît le souci du développement de l'élevage et de l'agriculture, la terre produisit brusquement des bénéfices de plus en plus grands ; la richesse nationale augmenta soudainement dans l'espace de quelques années, ce qui se traduisit par de très grands soldes favorables de la balance du commerce. Dès lors il était bien naturel que la terre, source de cette richesse, attirât les capitalistes dont la concurrence provoqua une énorme plus-value.

En sus de cette considération d'ordre général, d'autres

plus spéciales contribuèrent à la hausse générale et expliquent comment des terres rapprochées sont cotées à des taux très différents.

Le premier élément de la valeur d'un champ est sa proximité plus ou moins immédiate d'une voie de communication le reliant aux ports d'exportation. La construction même des voies ferrées est l'un des aspects de la mise en valeur du sol. Une ligne nouvelle entraîne la colonisation de la région traversée, crée immédiatement des centres de population et attribue *ipso facto* une valeur à des terres qui auparavant n'en avaient pas intrinsèquement.

La faculté d'obtenir de l'eau en permanence pour l'irrigation est un autre facteur important. Une terre pourvue d'eau peut être cultivée en luzerne et les rendements de ce fourrage ont été si extraordinaires que les acheteurs attachent une grande importance à pouvoir la récolter. L'enluzernage constitue une amélioration ; une terre voit sa valeur décuplée dès qu'elle est semée en luzerne, qui sert à l'engraissement des animaux. Une luzernière peut être exploitée durant 10 ans, après quoi elle est généralement fatiguée ; le propriétaire peut alors louer sa terre pour 4 ans, à la condition que le fermier sèmera une année du maïs, une autre du blé, puis du lin et qu'à la dernière année il fera une semaille de luzerne. Le propriétaire obtient ainsi un pâturage neuf et gratuit pour une nouvelle décade.

Les terrains forestiers peuplés de quebracho sont aussi plus recherchés en raison des bénéfiques rémunérateurs de l'exploitation de cet arbre. Les forêts du Chaco autrefois délaissées ont décuplé de valeur et le prix de certains ter-

rains a passé de 2.200 francs à 22.000 la lieue, en une seule année.

La plus-value des terres en Argentine s'expliquerait donc par des raisons dépourvues de tout artifice : elle est une conséquence logique et naturelle des faits. Les prix correspondent à une valeur, à un capital très rémunérateur. Les dangers d'une crise semblent éloignés, puisque les produits du sol sont demandés sur les grands marchés. La valorisation extraordinaire est simplement un indice de la vitalité merveilleuse du pays. Il reste néanmoins certain qu'une part de la plus-value revient à la spéculation. Mais celle-ci, loin d'être uniquement un mal, soutient et dirige la colonisation. La spéculation escompte le travail du colon et attribue aux terres une valeur non pas basée sur leur revenu immédiat, mais sur celui que le spéculateur estime qu'elles pourront produire dans l'avenir. Le spéculateur hardi ne se laisse pas décourager par les premières expériences malheureuses et le colon peut réaliser un bénéfice par la valorisation de sa propriété, même si son travail ne lui donne pas de profit. L'augmentation de son capital dissimule la médiocrité de son revenu, d'autant plus qu'il obtient aisément des banques hypothécaires des avances sur la valeur de ses terres qui lui permettent de monnayer annuellement cette richesse.

La spéculation porte surtout sur les terres neuves, à la périphérie de la zone déjà colonisée, où le sol est déjà généralement entre les mains des exploitants. Les spéculateurs ayant payé ces terres à haut prix cherchent à en organiser l'exploitation et c'est en partie grâce à leur influence que la colonisation étend sans cesse son domaine,

au lieu de concentrer son labour sur les régions anciennement occupées souvent plus rémunératrices. La spéculation agit enfin sur la colonisation en rendant plus difficile au colon l'achat des terres ; le propriétaire qui les lui concède entend se réserver le profit de la hausse du sol.

Les terres situées au sud de la province de Santa-Fé, voisines de la ville de Rosario, et celles de la partie nord de la province de Buenos-Aires, sont considérées comme étant les plus fertiles de la République ; elles sont subdivisées en petits lots et sont aux mains de petits propriétaires à qui elles rapportent beaucoup. Ces terres sont en augmentation de valeur continue, tandis que celles des provinces de Cordoba, San-Luis, Entre Rios etc., n'ont pas subi de plus-value importante dans ces dix dernières années. Les terrains du Chaco, qui autrefois avaient une valeur minime, se sont valorisés grâce à la culture du coton qui est rémunératrice.

L'histoire de la colonisation ne peut donc pas être séparée de celle du commerce des terres. Les caractères particuliers de ce commerce dans la région pampéenne, sa concentration à Buenos-Aires, l'établissement d'un marché des terres analogue à un véritable marché des titres, les procédés de vente par annuités qui permettent aux plus petits capitalistes de s'intéresser à la spéculation, les mutations répétées de parcelles que leurs acheteurs n'ont jamais visitées et ne connaissent que par leur plan, sont un des aspects les plus originaux de l'Argentine moderne. Ils s'expliquent d'ailleurs partiellement par un fait d'ordre géologique : l'uniformité de la plaine pampéenne où toute terre vaut à peu près la terre voisine.

## SECTION XI

## La propriété rurale : transactions et hypothèques.

En 1918, les ventes foncières ont porté sur 6.435.518 hectares pour une valeur de 349.360.782 pesos m/n.

Les chiffres de la décade 1907 à 1916 donnent une moyenne de 8.142.770 hectares pour 284.128.721 pesos m/n, ce qui démontre une augmentation de la valeur vénale de la terre. Mais ce serait une erreur de prendre ces chiffres comme preuve de la valorisation constante par rapport aux progrès agricoles.

Il existe en Argentine un marché des terres comme les autres pays possèdent des marchés de valeurs mobilières : dans les périodes de spéculation, on y offre des terres de toute nature sans égard à leurs conditions d'exploitation ; on les vend en gagnant quelque peu sur le prix d'achat et on achète dans l'espoir de gagner en les revendant. En combien de parties et dans quelle proportion la plus-value entre la première et la dernière opération se divise-t-elle ?

Il s'est effectué un énorme mouvement de valeurs foncières qui a commencé à s'accentuer à partir de 1901 :

Cycles de 5 ans	Hectares	Valeur en pesos m/n
1901-1905 . . . . .	45.690.564	643.183.117
1906-1910 . . . . .	47.884.030	1.222.316.912
1911-1915 . . . . .	37.897.902	1.518.743.423
1916-1918 . . . . .	18.432.666	918.338.620

Excluant de ces chiffres les ventes faites dans les territoires nationaux, puisque ces opérations n'ont pas le même caractère commercial dans la plupart des cas, il en résulte que pour une extension de 176.541.700 hectares, il y a eu des transferts de propriétés pour 113.677.162 hectares : le 64 0/0 de cette partie du pays a été soumis à la vente.

Si l'on compare les chiffres des ventes avec ceux des hypothèques pendant la période de 1901 à 1917, on obtient les proportions suivantes :

	Hectares	Valeur en pesos m/n
Ventes . . . . .	113.469.644	3 953.223.290
Hypothèques . . . . .	113.417.763	2.760.806.416
	<u>30.084 879</u>	<u>1.192.416.874</u>

Il en résulte que la proportion des hypothèques a été de 70 0/0 en chiffres ronds, c'est-à-dire que le crédit hypothécaire est intervenu dans la proportion de 70 0/0 dans les affaires d'achats et de ventes de terres rurales réalisées, pendant une période caractérisée par la nature de ces opérations.

Dans cet extraordinaire mouvement de valeurs foncières, des affaires furent reproductives et d'autres ne le furent pas (c'est-à-dire que certaines affaires furent effectives, les autres étant spéculatives), et ce phénomène est en relation intime avec la valeur vénale et locative de la terre, avec le prix des arrendamientos, hauts pour le colon et bas pour le propriétaire, avec les avantages d'un régime financier qui jugera ces faits ; mais actuellement les sta-

tistiques sont trop incomplètes pour donner ces éléments de jugement.

**LES HYPOTHÈQUES.** — La valeur des dettes hypothécaires était en 1905 de 1 milliard de pesos m/n et dans les dix années qui suivirent, la différence en sus entre les hypothèques et les amortissements est d'environ 200 millions et augmente jusqu'à toucher le chiffre extraordinaire de 3 milliards en 1915.

Si la progression avait continué dans le même rythme, le chiffre de 4 milliards aurait été atteint dans l'espace de 20 ans, mais la réaction a commencé dès 1915 et le phénomène a complètement changé d'aspect. Au lieu de constituer de nouvelles hypothèques, on procède aux amortissements de celles en vigueur. Non seulement le capital hypothécaire n'augmente plus, mais il diminue de 600 millions, prouvant le grand effort économique du pays.

Dans quelques cas il s'agit d'amortissements forcés : en 1915 on comptait à un moment donné 4.000 exécutions hypothécaires pour un montant de 220 millions de pesos m/n; dans d'autres cas, on rembourse des hypothèques en or pour les convertir en cédulas en profitant de la différence de change et en réduisant leur valeur. La Banque Hypothécaire Nationale augmente ses avances de 75 millions de 1915 à 1918, malgré la réduction générale des hypothèques; mais il s'agissait pratiquement de la substitution de cédulas argentines à des hypothèques de tout ordre, dont plusieurs étaient placées à l'étranger. Dans d'autres cas enfin, le remboursement de la dette

hypothécaire a été effectué au moyen des bénéfices de la production et de l'industrie. En fin de compte, la dette hypothécaire est réduite à 2.400.000.000 et en admettant à 18 milliards la valeur de la propriété foncière, les hypothèques représenteraient le 13,3 0/0 de la propriété foncière, au lieu de 15,5 0/0 en 1915.

Toutefois, il faut tenir compte du fait que seul le tiers du pays est en exploitation, ce qui grève cette partie d'un poids plus considérable.

Le problème du rachat des valeurs hypothécaires prend une grande importance si l'on considère le rapport des revenus effectifs avec les intérêts qu'absorbent les hypothèques. C'est ainsi qu'en 1915 les intérêts consommèrent le 55 0/0 du revenu de la propriété foncière. Cette proportion est descendue à 47 0/0 par suite de la réduction de la dette.

Si la dette hypothécaire restait stationnaire pendant quelques années, il serait possible d'assainir complètement la situation anormale créée de 1905 à 1914. En outre, l'augmentation de la production et le développement des industries rendraient non seulement possible, mais avantageux l'accroissement des capitaux hypothécaires, pourvu que leur application finale soit faite en vue de la production.

Les capitaux hypothécaires domiciliés à l'étranger sont approximativement de 1.020.000.000 de pesos m/n et représentent environ 83 millions d'intérêts annuels.

## CHAPITRE III

### VOIES DE COMMUNICATION ET CENTRES DE TRAFIC

#### SECTION I

#### Les routes.

La surface des plaines argentines est dans son ensemble, largement ouverte à la circulation et les routes andines, la route de Buenos-Aires au Pérou, ainsi que la grande route du Chili, ont existé depuis longtemps. L'aménagement des puits d'eau fut le travail principal, souvent le seul que supposait l'établissement d'une route, et le seul obstacle que rencontraient les caravanes sur les routes de la plaine, était la traversée des cours d'eaux. Les chemins directs de Buenos-Aires aux Sierras y étaient exposés alternativement à la sécheresse et aux inondations.

Aujourd'hui encore, les lignes de chemin de fer du sud qui la franchissent sont coupées périodiquement par les inondations. L'absence d'un réseau fluvial organisé, l'irrégularité des pluies, la difficulté de déterminer les pentes et le régime de l'écoulement des eaux sur une plaine qui parait à l'œil parfaitement horizontale, ont causé plus d'un mécompte aux voies ferrées établies à la hâte et sans

qu'un nivellement général de la Pampa eut été entrepris : telle ligne, dans la Pampa ou dans le Chaco a dû être en partie reconstruite et exhaussée après un cycle d'années pluvieuses.

Une seule route historique traverse les terres restées jusqu'au dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle le domaine des tribus indiennes : c'est la route du sel. On ne sait pas au juste à quelle époque elle commença à être pratiquée ; au XVII<sup>e</sup> siècle malgré la concurrence du sel de Cadix et du sel de Patagonie importé par mer, le sel de la Pampa fournissait la plus grosse part de l'approvisionnement de Buenos-Aires. La route du sel ne fut délaissée qu'après 1810 ; les voyages de Buenos-Aires aux Salines étaient des expéditions militaires où des centaines de chariots fortement escortés se rassemblaient vers Chivilcoy et atteignaient Atreuco après une marche de 15 à 20 jours. L'itinéraire de la piste du sel était exactement fixé.

Les deux grandes routes de la période coloniale sont le chemin du Chili et celui du Pérou ; ils se confondaient au départ de Buenos-Aires sur une distance de 500 kilomètres environ, c'était le « chemin du Commerce ». A Villa Maria (province de Cordoba), le chemin du Chili bifurquait au sud-est et après une traversée de 120 kilomètres atteignait à la Paz le Rio Tunujan, qu'il remontait jusqu'à Mendoza. De Villa Maria, la route du Pérou se dirigeait au nord-ouest.

L'influence du grand fleuve Parana est faiblement marquée sur le dessin du réseau routier primitif ; des itinéraires nombreux relient au XVI<sup>e</sup> siècle le Pérou au Paraguay à travers le Chaco, mais non une route proprement

dite et permanente. Au xviii<sup>e</sup> siècle, une route directe était pratiquée entre Santa-Fé et Tucuman; une autre entre Santa-Fé et Cordoba. Ces routes n'étaient pas consacrées uniquement au transport du bétail; la route fluviale à laquelle elles se raccordaient à Santa-Fé leur fournissait en provenance des provinces d'amont, un élément de trafic : le maté paraguayen gagnait par cette voie les régions andines; en échange les bateliers chargeaient à Santa-Fé les vins et les fruits secs des provinces andines à destination d'Asuncion.

Le raccord du réseau routier avec le fleuve ne devint un problème capital que du jour où le Parana commença à desservir le commerce d'importation et d'exportation de l'Argentine, et à assurer les communications des provinces intérieures avec l'Europe. Cette question de débouché sur le fleuve domine l'histoire de la formation du réseau des voies ferrées.

Avant la naissance de l'industrie sucrière, plus encore que de l'élevage et du commerce, Tucuman vécut de la grande route du Pérou, dont elle était l'étape principale, au point de contact de la plaine et de la montagne. La route fait vivre ses industries essentielles : tannerie et bourrellerie pour les muletiers, fabrication de chariots; la route et le peuple qui y circule offrent un débouché à ses blés et à ses farines; elle permet l'exportation de ses récoltes de tabac vers les provinces du littoral. Les propriétaires de chariots étaient de véritables entrepreneurs au compte desquels se faisaient les transports. En outre, une partie de la Bolivie venait se fournir aux boutiques de Tucuman, et les négociants de la ville recevaient en

consignation des minerais boliviens pour l'exportation. Ainsi la route accumula à Tucuman un premier noyau de capitaux qui se sont employés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à l'industrie sucrière.

Sur la plus grande partie du territoire argentin les transports ont été effectués, avant l'ère des chemins de fer, par des chariots. Actuellement, les chars et les convois de mules servent toujours à rassembler et à distribuer autour de chaque station de chemin de fer, les éléments de son trafic. La zone des cultures et de l'élevage perfectionné dans la Pampa, la zone du mouton en Patagonie, la zone des exploitations de bois dans le Chaco, sont toujours desservies par des chariots ; les transports à dos de mules sont pratiqués dans la zone andine.

Les chariots de la plaine argentine étaient de pesants véhicules portant de 1725 à 2070 kilogrammes, et tirés par trois paires de bœufs ; des roues énormes permettaient de franchir les fondrières et les convois comptaient de 15 à 50 chariots.

Les étapes dépassaient rarement 7 à 8 kilomètres. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Buenos-Aires employait au transport vers Mendoza et Tucuman plus d'un millier de chariots ; un convoi mettait alors de 40 à 50 jours de Buenos-Aires à Mendoza, 30 jours de Tucuman à Rosario, 3 mois de Buenos-Aires à Salta.

Avant la construction des voies ferrées, des efforts avaient déjà été réalisés pour accélérer les transports. La « Galera » ou diligence que remorquait un essaim de chevaux, servait au transport des voyageurs ; elle mettait

3 jours de Rosario à Cordoba, 10 jusqu'à Mendoza, et de Cordoba à Salta 14 jours.

Vers 1860, des services rapides de transport pour marchandises s'organisèrent; des chariots attelés de mules remplacèrent les chars à bœufs; le trajet Rosario-Cordoba était ainsi effectué en 6 jours.

La boue fut le grand ennemi des convois; la largeur de la route n'était pas limitée: lorsque les ornières s'approfondissaient, les chars se détournaient à droite et à gauche, et la piste finissait par couvrir une large zone de terrain.

Outre les 6 ou 8 bœufs de l'attelage, il fallait des bœufs de rechange et quelques chevaux de service; on comptait ordinairement un total de 12 bœufs par char, exceptionnellement le double. Ces conditions ne pouvant plus être remplies vu l'insuffisance des pâturages pour un nombre croissant d'attelages et le besoin d'intensifier le trafic, les premiers efforts furent faits pour l'établissement de voies ferrées.

Les charrois revenaient à 22 centavos par lieue de 5 kilomètres et par 100 kilogrammes.

La plaine argentine manque actuellement de routes, à cause du défaut de sol ferme; une bonne route coûte autant qu'un chemin de fer. Les transports sont faits par des carretas, chars énormes destinés au transport des fruits du pays et surtout des cuirs et de la laine.

L'arrivée des capitaux anglais, les audacieux tracés de chemins de fer qui devancèrent partout la mise en culture des pays traversés, transformèrent en moins de 30 ans la face économique de l'Argentine.

## SECTION II

## Les chemins de fer.

Le premier chemin de fer fut inauguré en 1859 entre Buenos-Aires et Moron, sur une distance de 20 kilomètres. En 1870 les voies ferrées argentines formaient deux réseaux indépendants : le premier dessinait un éventail rayonnant autour de Buenos-Aires, et l'autre au nord, le Central Argentino, partait de Rosario pour atteindre Cordoba.

L'isolement politique de Buenos-Aires entre 1852 et 1862, pendant la période où furent accordées les premières concessions, laissent dans le dessin du réseau une trace qui ne s'effaça que 15 à 20 ans plus tard. C'est en 1886 seulement que Rosario fut reliée par rail à Buenos-Aires. La ligne vers Mendoza et le Chili entreprise dès 1870, se greffa sur le chemin de fer de Rosario à Cordoba; elle atteignit Mendoza au pied des Andes, avant d'être raccordée à Buenos-Aires, et c'est en 1888 que le chemin de fer du Pacifique fut achevé entre Buenos-Aires et Villa Mercedes (sur la ligne de Buenos-Aires à Mendoza), établissant une communication directe entre la capitale et la province de Cuyo.

La ligne de Rosario à Cordoba est la branche principale autour de laquelle se développa le réseau argentin; dès sa première concession, en 1855, on envisagea la possibilité d'en faire l'amorce d'un transandin.

La période de 1875 à 1890 voit construire les lignes principales qui se substituent aux anciennes routes de province à province.

Depuis 1900, les chemins de fer ont été poussés jusqu'aux frontières et raccordés dans différentes directions au réseau des pays voisins. Le tunnel de la Cumbre sur le transandin a été achevé en 1910, et le trafic par voie ferrée avec le Chili est devenu permanent. La ligne de Salta a été prolongée en 1908 jusque sur le plateau bolivien ; dans la Mésopotamie, le chemin de fer du Nord-Est a atteint Posadas en 1911 et s'est relié avec le chemin de fer du Paraguay.

Ce réseau ne s'est pas seulement superposé aux anciennes routes, il a servi à l'ouverture et à la mise en valeur de terres neuves dont il a permis la colonisation. En Europe, les chemins de fer desservent les centres de production et de consommation ; en Argentine, ils doivent permettre la colonisation. A l'occupation de chacune des régions de la plaine pampéenne par l'éleveur ou l'agriculteur, correspond la construction dans cette région d'un réseau dont elle alimente le trafic et qui lui permet d'écouler sa production. Les mailles de ce réseau sont d'autant plus serrées que la région est productive ; elles restent plus larges dans les zones pastorales que dans les zones agricoles.

Les lignes rayonnent autour du port de Buenos-Aires, et en moins grand nombre autour des ports de Rosario et de Bahia-Blanca.

Tandis que la côte atlantique entre La Plata et Bahia-Blanca n'a pour ainsi dire pas de ports, le Parana offre au

contraire nombre de points favorables à l'embarquement des céréales. La Plata, San Nicolas, Villa Constitution sont desservis par des voies ferrées qui coupent perpendiculairement les lignes aboutissant à Rosario et à Buenos-Aires. Cette complexité se continue au nord de Rosario où les lignes aboutissant à Santé-Fé coupent partout les lignes dirigées sur Rosario.

Lorsque la partie la plus fertile de la plaine pampéenne, où des pluies régulières assurent les récoltes, eut été complètement colonisée et couverte de chemins de fer, le Gouvernement national poursuivit dans les territoires nationaux la politique de la colonisation par le rail. Ces travaux ont rempli la dernière partie de la formation du réseau argentin ; ce sont les lignes de pénétration du Chaco dont on tire le bois, et vers l'intérieur de la Patagonie qui donne de la laine.

Nous avons vu précédemment l'œuvre du rail dans la colonisation et nous dirons plus loin dans quelle mesure les ports et les chemins de fer dépendent l'un de l'autre.

La hausse des terres et le progrès de la colonisation provoquèrent, à chacune des crises de développement qui marquent l'histoire de l'Argentine un foisonnement de concessions de voies ferrées accordées par le Gouvernement de la Nation et par celui des différentes provinces, qui durent être rachetées par les Compagnies principales, chacune d'elles s'efforçant de rester maîtresse exclusive de la zone où elle s'est établie. Ce travail de concentration ne peut pas être réalisé d'une façon parfaitement méthodique, et les différents réseaux se pénètrent aujourd'hui contrairement aux intérêts des Compagnies.

Cependant la concurrence entre les diverses Compagnies a eu pour effet de répartir la plaine pampéenne en trois grandes zones :

la première au nord, est celle du Central Argentino et du Buenos-Aires y Rosario ; le Gouvernement argentin a officiellement sanctionné en 1908, la fusion des deux Compagnies, qui était réalisée en fait depuis plusieurs années ;

la deuxième zone au sud, est celle du Pacifique, dont l'amorce fut la ligne de Buenos-Aires à Villa Mercedes et qui a racheté en 1907 la ligne de Villa Mercedes à Mendoza et le transandin, prolongement naturel de son réseau ; en outre, le Pacifique a absorbé en 1904 la ligne de Bahía-Blanca au nord-ouest. Il possède ainsi un double débouché vers Buenos-Aires et vers Bahía-Blanca et enferme complètement entre ses branches la troisième zone ;

cette dernière qui comprend le centre et le sud de la plaine pampéenne, est le domaine des Compagnies du Sud et de l'Ouest ; en 1912, ces deux Compagnies ont demandé au Gouvernement argentin l'autorisation de fusionner. Bien qu'elles aient retiré leur proposition en 1914, en présence des conditions qui leur étaient imposées, elles restent étroitement unies et solidaires.

Le transport des céréales dans la vie des grands réseaux argentins durant les années 1913, 1914 et 1916, donne les proportions suivantes, en moyenne et par rapport au total des marchandises transportées :

Sud . . . . .	32,6 0/0
Ouest . . . . .	58,4 0/0
Pacifique . . . . .	35 0/0
Central . . . . .	39,3 0/0

La proportion du trafic total qui revient à chaque réseau varie d'une année à l'autre, selon le rendement de la récolte. Sur les 4 à 10 millions de tonnes de céréales transportées chaque année, la plus grosse part : le tiers environ, revient au Central Argentino ; un sixième environ au Sud. Le Central Argentino transporte la plus grande partie de la production du maïs et du lin. Les transports de blé sont à peu près également répartis entre les quatre réseaux et le réseau du Sud est le principal transporteur d'avoine.

L'évacuation des céréales pose un problème délicat d'organisation du trafic. La récolte de lin, de blé et d'avoine doit être enlevée dans les 4 à 6 mois qui suivent la moisson (décembre-janvier). La récolte du maïs qui est plus tardive, est aussi beaucoup plus lente et se prolonge pendant tout l'automne. L'évacuation du maïs se répartit donc sur une longue période et il arrive qu'une campagne d'exportation du maïs rejoigne celle de l'année suivante. De ce fait, le Central se trouve avantagé par rapport aux autres réseaux. La laine doit aussi, en raison de sa grande valeur, être concentrée rapidement vers les ports après la tonte, mais elle ne représente qu'un tonnage restreint d'une centaine de mille tonnes. La guerre et les difficultés de l'affrètement maritime ont réduit la gravité du problème de la rapidité des transports, mais il est certain qu'elle reviendra à l'ordre du jour.

L'exportation est loin de constituer la totalité du trafic des chemins de fer. Les transports de produits destinés à la consommation intérieure portent en premier lieu sur une partie notable de la récolte des céréales. Les trans-

ports de matériaux de construction : briques, chaux, pierres à bâtir, pavés, fournissent également un fret important aux lignes joignant Buenos-Aires à la Sierra de Cordoba et à la Sierra Tandil. Les transports de matières minérales, à l'exception des transports de sel, ont été grandement réduits par la guerre. Les bois chargés sur tous les chemins de fer du nord de l'Argentine sont, à l'exception du quebracho des rives du Parana, destinés aussi à la consommation intérieure : traverses de voies, piquets de clôture, bois de chauffage et charbon de bois, forment le fret principal sur la plupart des lignes. La guerre a ralenti la construction des chemins de fer, mais elle a privé l'Argentine de combustible minéral et augmenté les transports de bois de chauffage.

Les sucres de Tucuman et les vins de Mendoza forment pour plusieurs Compagnies un élément essentiel de leurs recettes, non par le tonnage, mais par le prix élevé du fret et la longueur du parcours.

Enfin, l'approvisionnement en viande du marché de Buenos-Aires et de la zone pampéenne, à population dense, détermine un courant important de transport de bétail à grande distance, les frigorifiques absorbant pour les marchés extérieurs le bétail sélectionné de la zone voisine des ports, et les abattoirs de Buenos-Aires doivent se contenter de bêtes moins fines élevées dans les provinces éloignées.

L'importance de ces courants de trafic interne se fait sentir sur l'organisation du réseau argentin ; elle a rendu essentiel, pour chaque réseau, non seulement d'avoir une issue sur un port d'exportation, mais d'être relié directe-

ment au centre principal de consommation intérieure : Buenos-Aires.

La diversité des types de voies est une des caractéristiques du réseau argentin. Il y a des chemins de fer à voies large, moyenne et étroite, et le manque d'unité de largeur de voies rend difficile la rapidité des communications par les transbordements.

La concentration des lignes à voie étroite et à voie moyenne parut aboutir en 1913, à une fusion complète de leurs intérêts. L'Argentine Railway C<sup>o</sup> se rendit maîtresse des chemins de fer de l'Entre Rios, de Corrientes et du Paraguay ; elle afferma l'exploitation du Central Cordoba et de son prolongement ; elle disposait en outre de gros intérêts dans les Compagnies françaises des provinces de Buenos-Aires et de Santa-Fé. L'unification entre ses mains de toutes les lignes à voie étroite eût été complète si elle avait pu absorber les chemins de fer de l'Etat. La ligne à voie large de Rosario à Puerto Belgrano (sur le Parana), en conflit d'intérêt avec les grands réseaux anglais à voie large, s'était rattachée au groupement des lignes à voie étroite constitué par l'Argentine Railway C<sup>o</sup>. Mais la fusion a échoué et après faillite, les Compagnies qu'elle avait momentanément groupées, ont repris leur indépendance.

La voie fluviale du Parana a été pour les voies ferrées tantôt une auxiliaire et tantôt une concurrente. Jusqu'à l'ouverture de la ligne de Buenos-Aires à Rosario, en 1886, la navigation du Parana a été le seul lien entre le réseau du nord de l'Argentine et celui de la province de Buenos-Aires.

En ce qui concerne le trafic d'exportation, les chemins de fer n'ont pas essayé d'entrer en concurrence avec le fleuve dans toute la section où il est ouvert à la navigation maritime. Leur seule préoccupation étant de se relier à lui. La voie ferrée et la voie fluviale se disputent au contraire le trafic intérieur et les transports de la zone amont où la navigation maritime ne remonte pas. Avant l'ère des chemins de fer, la voie fluviale qui absorbait tout le trafic des marchandises, n'en avait pas moins laissé subsister sur la rive gauche une route postale entre Santa-Fé, Corrientes et Asuncion. Le chemin de fer conserve aujourd'hui l'avantage sur le fleuve pour les transports rapides : voyageurs entre Rosario et Buenos-Aires, bétail sur pied du Chaco et du Paraguay à destination de Buenos-Aires ou des saladeros du bas Uruguay. Même pour certaines marchandises lourdes (bois de quebracho par exemple), la voie fluviale n'a pas réussi à établir un monopole et les transports par voie ferrée restent actifs.

Les Anglais sont propriétaires de la Compagnie du Sud, du Central Argentin, du Pacifique, du Nord-Est et de quelques autres lignes secondaires ; les 2/3 du réseau argentin leur appartiennent et leur propriété comprend les lignes du trafic le plus intense. Leurs capitaux dans ces entreprises dépassent 4 milliards de francs.

Les Français ont risqué de 4 à 500 millions dans la construction des chemins de fer à voie étroite de Buenos-Aires à Rosario et de Rosario à Puerto Belgrano.

L'Etat exploite le Central Norte. Plusieurs lignes sont en construction. Une partie dépend de Compagnies privées et l'autre est assurée par l'Etat. Le système financier

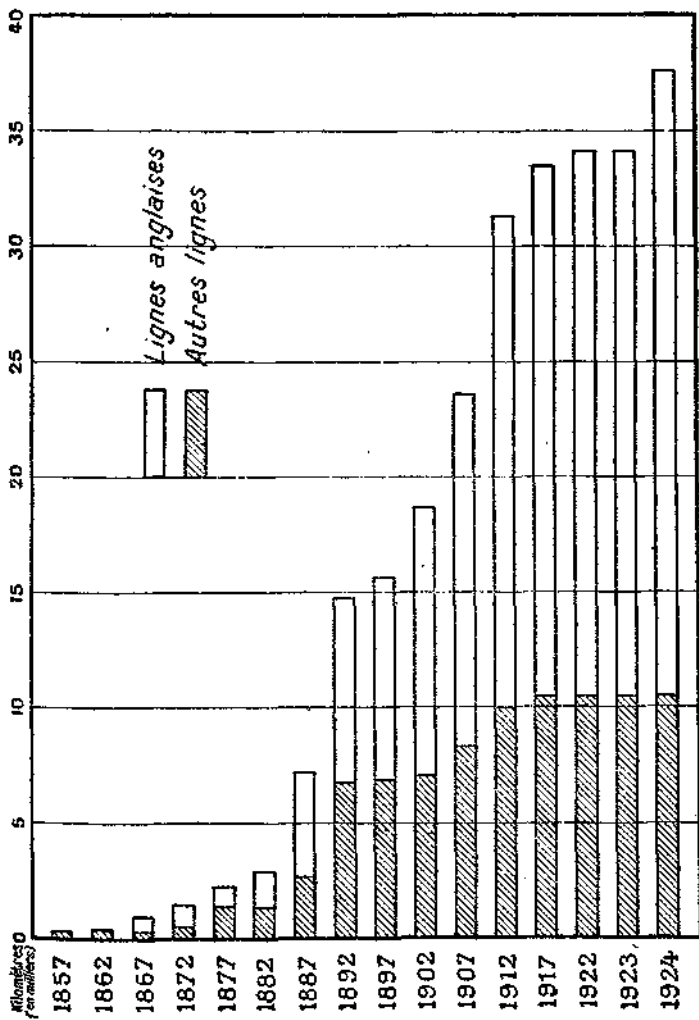
adopté pour ces constructions est habile : le Gouvernement central fait l'avance des frais nécessaires pour la pose des rails, et les dépenses ainsi faites sont récupérées par la vente des terrains qui s'étendent sur 50 kilomètres de chaque côté de la voie.

Ce sont les chemins de fer qui ont fait le progrès du pays, dont l'unique sortie est la mer, et toutes les lignes aboutissent à Rosario, Buenos-Aires et Bahia-Blanca. Plus que les Congrès, ils feront l'unité du pays et leur importance politique et sociale est considérable : ils unissent les régions reculées en favorisant les transmigrations, détruisent l'esprit régionaliste et ont formé l'unité du sentiment argentin. Les chemins de fer peuplent le désert, facilitent la colonisation et avec elle, la division des terres.

La politique de l'Etat en matière de chemins de fer s'est modifiée ; l'expérience ayant démontré que l'exploitation ne laisse pas d'être fructueuse, il n'accorde plus de garantie d'intérêts ou de primes ; son seul concours consiste à consentir aux concessionnaires l'exonération d'impôts et la cession gratuite des terres fiscales que la ligne occupe.

Le régime légal est le système des concessions ; les Gouvernements national ou provinciaux autorisent les particuliers à construire les chemins de fer ; l'Etat inspecte la construction et l'exploitation et fixe les tarifs.

Le réseau argentin appartient aux Compagnies privées, à l'Etat et aux provinces ; son extension est de 38.000 kilomètres environ. L'Etat construit dans les régions pauvres et éloignées, seules régions où les entreprises privées ne



s'aventurent pas. L'Etat possède un réseau d'environ 7.000 kilomètres.

A l'exclusion des années 1900-1901, où le réseau augmente de 400 kilomètres, pendant toute la période de 1895 à 1909, les Compagnies réalisent de véritables efforts en étendant les lignes de 1.000 kilomètres par année.

Le réseau argentin se rattache aux lignes des pays voisins, de sorte qu'il est permis de parler de chemins de fer internationaux. Ce sont les lignes qui unissent l'Argentine au Paraguay, au Chili et à la Bolivie. Au moyen de ces chemins de fer, ces pays cherchent une communication rapide avec l'Atlantique. Buenos-Aires est le point terminus, et la concentration des voyageurs des divers pays en fait une ville cosmopolite.

### SECTION III

#### Les voies fluviales.

Les facilités de transport résultant de la disposition des fleuves qui sillonnent l'Argentine, ont été un des principaux auxiliaires du développement de la richesse nationale. Les rivières suivent un cours régulier qui les rend éminemment propres à la navigation.

Le réseau principal est formé par tous les fleuves qui, directement ou indirectement se jettent dans le Rio de la Plata, immense golfe accessible aux navires du plus fort tonnage.

Le Parana est un des plus grands fleuves du monde ; il

ne peut être comparé qu'à l'Amazonè ou au Mississipi. Son parcours dépasse 4.800 kilomètres. Cette voie navigable offre dans sa partie haute 2.400 kilomètres à la navigation fluviale, et en descendant, 500 kilomètres environ sont accessibles à la grande navigation.

Le Parana, avec son affluent le Paraguay, et l'Uruguay, sont des artères fluviales de premier ordre qui mettent en communication directe avec la mer et sans transbordement, toutes les riches provinces du nord à une distance de plus de 1.000 kilomètres. Des travaux d'approfondissement du Parana, accomplis en 1904-1906, ont permis aux navires de 10.000 tonnes d'atteindre Rosario ; ceux de 6.000 tonnes arrivent jusqu'à Parana et Colastine. Des bateaux spéciaux faisant le service du fleuve peuvent remonter jusqu'à Corrientes et de là vers le Paraguay et le Brésil, ou vers l'Uruguay, soit à plus de 2.000 kilomètres.

Le système du Rio de la Plata est complété en certains points par les fleuves et rivières qui terminent leur cours dans les lacs et les étangs, et aussi par les fleuves qui se jettent directement dans l'Océan. L'étude d'un réseau de canaux est sur le tapis. S'il y a excès de fleuves navigables à l'est, il y a pénurie dans le centre et à l'ouest. La navigation des trois grands fleuves est en rapport avec le régime des eaux ; cette circonstance n'exerce pas d'influence sur la Plata, car on peut dire que le fleuve est une plaine inondée, la navigation se pratiquant au moyen des canaux.

Le trafic d'outre-mer arrive jusqu'à Rosario et Santa-Fé en période de crue ; la navigation à faible tirant d'eau

touche Corrientes et les bateaux de petite calaison vont jusqu'à la bouche de l'Iguazu.

En Uruguay la marine d'outre-mer arrive à Concepcion, la navigation à faible tirant d'eau parvient à Concordia, point terminus et pour le Paraguay, la navigation de petite calaison arrive à Asuncion et dans les crues, jusqu'à Matto Grosso au Brésil.

Le problème de l'utilisation de la voie fluviale du Parana et du Paraguay n'intéresse pas l'Argentine seule : il touche à l'histoire générale de la colonisation dans l'Amérique du Sud. Le nom même du Rio de la Plata conserve le souvenir des préoccupations des premiers navigateurs qui y abordèrent, et qui y cherchaient avant tout une route vers les régions minières des Andes. Pendant tout le xvi<sup>e</sup> siècle le Parana voit s'organiser sur ses rives les expéditions dans la Cordillère.

Mais la colonisation espagnole ne parvint pas à fonder des établissements durables dans le Chaco ; les Indiens qui en restaient les maîtres interdisaient le passage, et seule restait praticable la plus méridionale des routes vers le plateau, celle se trouvant au sud du Rio de la Plata, qui aboutit à l'estuaire.

D'ailleurs, le partage du Parana entre Espagnols et Portugais était un obstacle au plein rendement de la voie fluviale ; les Portugais tenaient les parties supérieures de son bassin que le Brésil a conservées.

Aujourd'hui, bien que la Parana soit ouvert à tous les pavillons, le développement de la voie fluviale n'est pas indépendant des conditions politiques. En créant une voie de communication directe avec le Paraguay supérieur

(chemin de fer de Saint-Paul à Corumba), le Brésil détourna du fleuve inférieur une part du trafic qui devrait normalement l'emprunter. De même, les ports du Brésil méridional et les réseaux qui y aboutissent cherchent à attirer vers l'Atlantique les produits des bassins de l'Uruguay et du Parana supérieur, qui, si les frontières avaient été autrement dessinées eussent suivi le fil du courant pour alimenter le commerce de Buenos-Aires.

Le commerce fluvial était limité, avant la révolution, aux échanges entre les Missions et le Paraguay, d'une part et de l'autre, Buenos-Aires et les provinces andines. Après la dispersion des Missions, le Paraguay fut le centre principal des expéditions sur le fleuve. Il expédiait du tabac, du maté et des bois.

Le développement de la navigation sur le Parana pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle fut entravé par les troubles et les guerres de la période de l'émancipation et de l'unification de l'Argentine. A maintes reprises, le blocus du fleuve fut organisé et la circulation s'arrêta. Corrientes devint l'entrepôt du fleuve supérieur et remplaça Asuncion dans le commerce fluvial. La flottille du Parana comprend des chalands à fond plat, qu'on n'emploie qu'à la descente, et de fortes embarcations à quille, des goëlettes, sloops et bricks. Le commerce, autrefois, portait principalement sur les peaux et le maté.

Vers l'aval le commerce se diversifiait un peu ; les îles envoyaient à Santa-Fé et à Buenos-Aires quelques charges de bois de chauffage et de charbon ; les vergers du delta fournissaient Buenos-Aires d'oranges et de pêches ; les peaux destinées à l'exportation étaient embarquées à Goya

et à Santa-Fé ; mais le fret principal était la chaux de la Bajada, que brûlaient les fours établis sur la barranca (falaise).

En 1822, avant la guerre avec le Brésil, 661 embarcations étaient entrées à Buenos-Aires pour le commerce de cabotage des rios, 1.035 à San-Fernando ou au Tigre, avant-port de Buenos-Aires. En 1883, on évaluait à 1.000 les embarcations desservant le Parana et les rios.

En 1841, Rosas interdit la navigation du fleuve. Un double blocus entrava alors le commerce de l'Argentine ; la flotte franco-britannique ferma le Rio de la Plata et bloqua le port de Buenos-Aires où était établi le gouvernement de Rosas ; les troupes de ce dernier interdisaient la remontée du Parana, isolant du monde les provinces de l'intérieur. Combien ce régime heurtait d'intérêts, on peut le mesurer à l'agitation que provoqua la décision prise par la France et l'Angleterre en 1845, de forcer le blocus du fleuve.

En 1852, à la chute de Rosas, la période moderne commence pour le Parana. Basques et Italiens qui avaient pénétré sur l'Uruguay, se répandent à cette époque sur le Parana ; des relations développées s'étaient établies entre le Parana et Montevideo qui, durant un temps, joua le rôle dévolu à Buenos-Aires ; de 1852 à 1860 la capitale actuelle de l'Argentine resta isolée et se tint en dehors de la vie économique du pays. D'autre part, le gouvernement d'Urquiza chercha à établir des relations maritimes directes entre les pays d'outre-mer et les ports du fleuve Gualegay et Rosario. Sous le régime des droits préférentiels de 1857 à 1859, qui dégrevèrent les marchandises

importées par le Oeuve, Rosario s'accrut brusquement. La période de 1852 à 1860 est aussi celle du développement de la navigation à vapeur, qui double la valeur de la voie fluviale. Dès 1860 Buenos-Aircs est relié par des services réguliers de vapeurs à Rosario, Santa-Fé, Corrientes, Asuncion.

A partir de 1860, l'entrée de Buenos-Aires dans la confédération rétablit le régime normal de libre concurrence entre Buenos-Aires et Rosario. La vie du fleuve reflète désormais le développement de la colonisation dans la plaine pampéenne. Le Parana devient une grande voie d'exportation des céréales.

Rien de plus varié que la flotte qui dessert aujourd'hui le Parana; elle comprend à la fois les « tramps » et les longs courriers européens qui chargent les céréales et les viandes, les grands vapeurs Ouviaux et légers, les chalands et les remorqueurs, les goëlettes et les gabares qui compensent par la médiocrité de leurs frais la lenteur de leurs voyages.

En ce qui concerne la navigation, le fleuve se divise actuellement en trois tronçons :

1. La navigation maritime remonte jusqu'à Santa-Fé; elle pénètre à Rosario et à Santa-Fé, jusqu'au cœur de la zone des céréales et jusqu'à la lisière de la zone des forêts. Le secteur amont entre Rosario et Santa-Fé offre moins de sécurité que le secteur aval, et le prix des frets au départ de Santa-Fé s'en ressent.

2. La deuxième section du fleuve s'étend de Santa-Fé à Corrientes et se continue sur le Paraguay; les transports de bois de quebracho et d'acide tanique forment

l'élément le plus important de son trafic. Les usines du Chaco ont pour la plupart une flottille de vapeurs et de chalands. Ce sont les exportateurs de bois et d'extrait de quebracho à destination de l'Europe qui réclament avec le plus d'insistance l'approfondissement du lit du Parana en amont de Santa-Fé. La batellerie à voile partage avec les services réguliers des vapeurs fluviaux, les transports des produits du Paraguay et de Corrientes : peaux, tabac, maté.

3. La troisième section s'étend de Corrientes à Posadas et en amont ; des vapeurs de 4 pieds 1/2 de calaison et de 150 tonnes de portée y sont en service ; mais doivent interrompre le trafic au moment des basses eaux. On peut dire que le Parana de Santa-Fé est une prolongation du littoral maritime jusqu'à Rosario.

Quant aux communications maritimes, les côtes argentines sont presque inaccessibles ; trop basses, sans abri, manquant d'îles et de mers intérieures, elles ne favorisent pas l'établissement de population au bord de la mer. C'est la raison pour laquelle l'Argentine, pays ayant une longue côte, n'a pas de cabotage.

Le trafic maritime des passagers utilise le port de Buenos-Aires, où arrivent les transatlantiques venant de Southampton, Boulogne-sur-Mer, Cadix et Barcelone, Gênes et Naples, des ports hollandais et allemands. Les bateaux marchands se répartissent entre Buenos-Aires, La Plata, Bahia-Blanca, Rosario, Santa-Fé et San-Nicolas.

## SECTION IV

## Les centres de trafic.

Par centres de trafic, il faut entendre les ports. L'Argentine a été comparée à une grande maison n'ayant qu'une porte de sortie : Buenos-Aires, sa façade est petite et sa profondeur immense, mais elle n'a pas d'issue. Il faut pourtant reconnaître que la porte principale est vaste et qu'actuellement, il existe de nombreux ports perfectionnés dont le développement a été extrêmement rapide. Les ports sont, en même temps que les organes de l'exportation et de l'importation, les centres commerciaux du pays. C'est là que s'agit toute la vie économique du pays.

Les dépenses pour la construction des ports sont un poste important du budget du Gouvernement argentin. La pauvreté d'abri rend leur établissement coûteux ; la création de baies artificielles était nécessaire et il faut en outre compter avec l'inconvénient des bancs de sable qui viennent combler la profondeur.

Les principaux ports d'outre-mer sont situés sur le Rio de la Plata : Buenos-Aires et la Plata ; sur le littoral maritime : Mar del Plata, Quequen, Bahia-Blanca ; sur le Parana enfin : Campana, San-Nicolas, Rosario, Santa-Fé.

Le port de Buenos-Aires n'existait pas en 1870 et tous les grands ports sont des œuvres récentes.

**BUENOS-AIRES.** — Cette ville est située sur la rive droite du Rio de la Plata, véritable bras de mer offrant devant

la capitale une étendue de 50 kilomètres. Sa fondation remonte à l'an 1535 ; détruite par le feu par les Indiens de la Pampa, elle fut fondée à nouveau en 1580. En 1852, elle ne comptait que 76.000 habitants ; ce nombre s'accrut rapidement ; les chiffres ci-après indiquent la progression :

1864 . . . . .	140.000	habitants	
1869 . . . . .	178.000	»	
1877 . . . . .	225.000	»	
1887 . . . . .	400.000	»	
1902 . . . . .	864.000	»	
1924 . . . . .	2.000.000	»	environ

Buenos-Aires est une ville moderne, en grande partie reconstruite dans le cours des trente dernières années. C'est le cerveau, le cœur et l'artère principale de la République Argentine. De Buenos-Aires rayonne tout le réseau des voies ferrées, et la grande majorité du commerce extérieur passe par elle. Tête et source de tout le commerce argentin, Buenos-Aires est le canal par lequel les  $\frac{4}{5}$  des importations entrent et les  $\frac{2}{3}$  des exportations sortent ; vaste métropole cosmopolite, elle agglomère presque le quart de la population totale de la République ; elle est la quatrième des grandes villes américaines. En ce qui concerne le mouvement des marchandises, un seul port dans le nouveau monde prend le pas sur Buenos-Aires, c'est New-York.

Buenos-Aires sert d'intermédiaire entre l'Argentine et les pays d'outre-mer, et joue ce rôle à trois points de vue :

C'est le centre principal du commerce d'exportation, et

les commerçants des villes de l'intérieur constituent la clientèle des importateurs de Buenos-Aires, étroitement liés à elle par un système de crédit à long terme ;

elle est en outre le centre de distribution des capitaux étrangers qui se sont employés à la mise en valeur du pays ;

enfin, de même qu'elle répartit les capitaux entre les provinces, elle leur distribue la main-d'œuvre immigrée. Son monopole est incontestable en tant que port d'immigrants.

La fortune de Buenos-Aires est donc faite de l'étroit contact entre la vie économique de l'Argentine, celle de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Son rôle s'est progressivement transformé en même temps qu'elle se développait. A mesure de l'accroissement de sa prospérité, elle est devenue le grand marché national. Les productions des provinces y affluent non seulement pour les besoins de sa propre consommation, mais encore pour être réparties sur tout le territoire argentin.

Buenos-Aires ne se borne pas à servir de lien entre le pays et l'extérieur ; les capitaux qui y sont accumulés sont employés au commerce des terres et à l'industrie, de sorte qu'elle contribue par ses ressources et son travail à la colonisation et à l'approvisionnement en articles manufacturés des régions agricoles et pastorales.

La vie économique de la capitale fédérale se manifeste par son commerce et son industrie ; elle concentre environ le 50 0/0 de tous les établissements du pays. Pour bien exprimer toute son importance en tant que grand centre d'affaires nous ajouterons encore que Buenos-Aires

est dotée de 1.000 kilomètres de tramways et d'un métropolitain, ouvert à l'exploitation en 1914.

La construction du port fut décidée par le Gouvernement en 1883. Jusqu'à cette époque tous les navires restaient ancrés à 19 kilomètres au large. Les nouveaux docks, bassins, entrepôts et magasins sont munis d'un outillage moderne et ont été construits de toutes pièces en emprise sur le fleuve.

Le port de Buenos-Aires est généralement dénommé « Puerto Madera », du nom de son concessionnaire ; sa construction a coûté 190 millions de francs. Il est formé de deux bassins ou avant-ports distants d'environ 3 kilomètres et communiquant entre eux par 4 autres bassins. L'ensemble du port présente un développement d'environ 10 kilomètres 1/2 de quais. L'outillage et les installations maritimes comportent des bassins de radoub, d'immenses entrepôts et de grands moulins avec magasins, des silos et des élévateurs facilitant le commerce des grains, sont nombreux.

Les sorties du port excèdent fortement les entrées. De 1912 à 1914, Buenos-Aires a reçu annuellement en moyenne des ports de l'intérieur, des bateaux jaugeant 1.750.000 tonnes, et portant 1.635.000 tonnes de marchandises ; elle a mis en route vers les mêmes ports des navires jaugeant un total de 3.275.000 tonnes dont 1.580.000 sur lest. Ce dernier chiffre représente à peu près le tonnage des navires maritimes expédiés à vide vers l'amont, après déchargement sur les quais de Buenos-Aires.

Le port est devenu trop étroit ; durant ces dernières années, en février et mars, les bateaux devaient attendre

un mois pour pouvoir se mettre à quai ; de plus, l'estuaire du fleuve s'ensablait très vite et les navires de fort tonnage ne pouvaient plus arriver. De nouveaux travaux ont coûté 175 millions de francs, qui seront payés en partie par les droits d'entrée (les droits du port suffisaient à payer l'intérêt et l'amortissement du capital qui fut employé à sa création), en partie par la vente de 2 millions de mètres carrés conquis sur le fleuve, et par la location des emplacements réservés sur les quais aux entreprises particulières. Lorsque les nouveaux docks de Buenos-Aires seront terminés, le port possèdera des aménagements pour les bateaux et une capacité d'entrepôts correspondant à son importance.

Outre le grand port de mer, il y a dans l'estuaire du Riochuelo un port de cabotage.

L'entrepôt des marchandises est situé à quelque distance du centre de la ville, précisément sur le Riochuelo ; c'est le Gran Mercado Central de Frutos, destiné à recevoir les produits de l'élevage et de l'agriculture. C'est un des plus grands docks du monde : il peut contenir 40.000 moutons et plus de 1.500 bœufs. C'est en outre une véritable bourse où s'effectuent d'importantes transactions sur les principales productions du pays.

Le magasin général de toute l'Argentine est une construction gigantesque de trois étages sur une énorme surface ; le rez-de-chaussée est consacré aux peaux brutes et la laine est emmagasinée dans les étages supérieurs. C'est surtout le marché des laines et des peaux. Les opérations portent chaque année sur 175.000 à 250.000 tonnes de laine, 5.500 tonnes de peaux de bœufs, 14.000 tonnes de

peaux de moutons et 50.000 tonnes de suif. La plus grande honnêteté préside aux transactions ; les affaires se traitent sur une grande échelle sans échange de signatures, et chaque samedi les comptes se règlent au comptant.

ROSARIO. — Avec une population de plus de 300.000 habitants, cette ville est la plus vivante de l'Argentine après la capitale. Elle est en voie de devenir un centre maritime de premier ordre ; c'est le centre exportateur du blé, un grand port d'outre-mer et la seconde ville de la République.

Rosario doit son essor à sa situation privilégiée. Placée au centre d'une immense contrée qui fournit plus de la moitié des céréales exportées par le pays tout entier, Rosario est le débouché obligé des récoltes de presque toute la province de Santa-Fé, de celle de Cordoba et d'une partie de l'Entre Rios. Elle est baignée par le Parana, large ici de 1.800 mètres et dont la profondeur permet l'entrée des grands navires de mer. Ils y apportent les produits de l'Europe pour tout le nord de l'Argentine, le Paraguay et même la Bolivie ; ils emportent à Buenos-Aires ou en Europe : le sucre de Tucuman, les bois et extrait de quebracho de Santa-Fé, les minerais de la Rioja, les cuirs, les peaux des provinces du nord, et surtout les céréales des trois grandes provinces mentionnées ci-dessus.

Avant la création de son port, Rosario bénéficiait à peine des avantages de sa situation ; des installations rudimentaires ne permettaient que des transactions restreintes, et la plupart des produits s'écoulaient par voie ferrée

jusqu'à Buenos-Aires. Le nouveau port a fait de Rosario non seulement l'issue naturelle des riches régions agricoles qui l'entourent, mais le lien nécessaire entre les provinces nordiques et le Paraguay.

Le port superbe, œuvre d'une société française, s'étend sur 4 kilomètres 1/2; des hangars, des entrepôts, des magasins s'échelonnent à 500 mètres des quais. Au-delà des quais d'importation et du bassin de cabotage qui divise en deux la longueur du port, au centre même des quais d'exportation, on voit d'imposants élévateurs; sur les larges terre-pleins, 40 kilomètres de voies ferrées sont ingénieusement disposées pour éviter l'encombrement durant les périodes d'exportation intensive, alors que 5 à 600 wagons arrivent journellement des différentes lignes aboutissant à Rosario.

Les travaux du port furent commencés en 1902; à cette époque, son tonnage s'élevait à 1 million de tonnes. Le contrat prévoyait pour 1932 un tonnage de 2 millions 1/2 de tonnes et ce tonnage prévu fut déjà dépassé la troisième année de l'exploitation.

*Mouvement du port de Rosario.*

Années	Tonnes
1879 . . . . .	260.000
1899 . . . . .	1.643.000
1911 . . . . .	3.500.000
1924 . . . . .	2.750.000

C'est là un des phénomènes de croissance les plus extraordinaires de l'histoire économique de l'Argentine.

La concession du port a été accordée pour une durée de 40 ans, ensuite le port deviendra propriété de l'Etat.

Six réseaux ferroviaires viennent y converger; Rosario sert d'issue au 43 0/0 du maïs exporté par la République, au 35 0/0 de la graine de lin et au 35 0/0 du blé. Ces exportations comprenaient en 1914 : deux millions de tonnes de maïs, 500.000 tonnes de graine de lin et 1.500.000 tonnes de blé, d'où il résulte que Rosario est le plus grand port d'exportation du pays. Jusqu'à présent, le bétail de la province destiné aux frigorifiques était expédié aux fabriques du sud, mais les maisons Swift et Armour viennent d'établir des succursales à Rosario, de sorte que ce port est destiné à prendre de l'importance aussi pour l'exportation des viandes.

Il ne peut y avoir de concurrence entre le port de Buenos-Aires et celui de Rosario. Distants d'environ 600 kilomètres, ils ont leurs zones d'influence bien distinctes. Les frets de Rosario et de Buenos-Aires pour l'Europe sont à peu près identiques, le voyage jusqu'à Rosario n'étant que d'une journée.

**BAHIA-BLANCA.** — Cette ville possède un joli port naturel sur l'Océan; c'est la sortie normale de la production d'une vaste région agricole et pastorale, et le principal trafic porte sur le grain.

Son développement date à peine de 1906, époque où commence la culture du blé dans la région avoisinante. C'est avec La Plata la ville dont la progression a été la plus rapide. La population s'est accrue fortement grâce au

développement des affaires; les chiffres ci-dessous donnent une idée de cette progression :

1869 . . . . .	1.472 habitants
1901 . . . . .	25.000 »
1913 . . . . .	70.000 »
1924 . . . . .	80.000 »

Le port Galvan, de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique, inauguré en 1902 possède de grands élévateurs et dans les entrepôts que la compagnie a fait construire à ses frais, arrivent toutes les laines de la région.

La puissante Compagnie Sansinéna qui exploite près de Bahia-Blanca un vaste établissement frigorifique, a construit également son propre port pour l'exportation de ses cuirs et de ses viandes.

Le petit môle construit par la Compagnie du Sud en 1883, est devenu le port d'Ingeniero-White.

C'est ainsi que Bahia-Blanca, ville jeune encore, possède trois ports particuliers, sans compter le port de cabotage et le port militaire, à 35 kilomètres de distance et où s'abrite toute la flotte argentine.

En 1891, 4 steamers touchaient à Bahia-Blanca, en 1902, on en comptait 91, 320 en 1908 et 173 en 1918. C'est le port d'exportation de l'avoine; cette céréale tend à prendre une importance indiquée par le tableau ci-après :

1904, exportation de Bahia-Blanca. . .	20.000 tonnes
1908,       "       "       " . . .	200.000 »
1913,       "       "       " . . .	442.000 »

En 1915, Bahia-Blanca était le plus grand exportateur de blé de la République :

Blé exporté par :

Bahia-Blanca . . . . .	921.000 tonnes
Buenos-Aires . . . . .	511.000 »
Rosario . . . . .	717.000 »

Le port a été spécialement construit dans le but d'un rapide chargement; il est équipé d'installations modernes mues par l'électricité, pour un travail rapide. Des dispositions spéciales permettent l'embarquement du bétail; un grand moulin est en action sur le quai; il est relié au port; 55 kilomètres de voies ferrées servent de voies de garage.

Des arrangements spéciaux ont aussi été pris pour l'approvisionnement du pétrole; de vastes réservoirs ont été construits à cet effet; ils ont une capacité de 40.000 tonnes. Près du port se trouve le marché Victoria pour la laine, les céréales et les produits de l'agriculture en général; il y a en outre des entrepôts pour les fourrages et les vins.

La ville est située à 8 kilomètres à l'intérieur et à 400 kilomètres de Buenos-Aires. Le développement graduel de l'hinterland, les voies nouvelles projetées et en cours de construction, une culture plus intensive et des méthodes constamment perfectionnées pour l'emmagasinage des céréales, tout cela conduit à l'accroissement du trafic des marchandises par Bahia-Blanca. C'est actuellement le quatrième port exportateur de l'Argentine, rivalisant avec Rosario pour l'exportation du blé.

**LA PLATA.** — C'est le troisième port d'exportation ; le port a été racheté à la province et transformé en établissement national. Il a une valeur considérable en tant que tête de ligne des chemins de fer desservant les parties les plus fertiles de la province de Buenos-Aires.

**MAR-DEL-PLATA.** — C'est la plage à la mode de Buenos-Aires ; le port est encore en cours de construction.

Le manque d'eau douce est le grand obstacle à la création de villes et de ports importants sur le littoral atlantique, au sud de Bahía-Blanca. Les bateaux anglais qui fréquentent ces parages n'ayant pas beaucoup de fret de retour, offrent des tarifs très bas. Parmi les ports qui sont en train de se développer, nous pouvons signaler :

Comodoro Rivadavia, dans le Chubut, au sud, qui sert de sortie au pétrole produit par la contrée ; Madryn, sur le même territoire ; Puerto Deseado plus au sud encore, et Rio Gallegos près du détroit de Magellan.

Les ports du Parana entre Santa-Fé et Buenos-Aires peuvent être classés en trois catégories :

1. Les ports bâtis sur les terres basses inondables, exposés aux crues qui menacent chaque année d'interrompre le trafic ; tel est Colastine, spécialisé dans l'exportation du quebracho ;

2. Les petits ports de la barranca de la rive droite ; ils embarquent des viandes : Campana, Zarate, ou des céréales : San Nicolas, Villa Constitucion ; sans que des aménagements aient dû être faits, les vapeurs viennent accoster devant la barranca et les sacs de céréales y sont jetés au moyen de plans inclinés, reliant des entrepôts cons-

truits sur la falaise à la barranca. On charge aussi directement des wagons sur les navires. Aucun de ces ports n'est outillé pour l'importation.

3. Les ports complètement outillés et faisant à la fois le commerce d'importation et d'exportation. Le principal est Rosario. Santa-Fé possède aussi un port en eau profonde, outillé pour le commerce extérieur comme Rosario. Mais les importations n'ont encore qu'une place réduite; toutefois il dispute à Colastine l'expédition du quebracho.

Contrairement à ce qui se passe à Buenos-Aires, le tonnage à la sortie de Rosario, San-Nicolas, etc., à destination des ports argentins est beaucoup plus faible que le tonnage à l'entrée. Le mouvement total des marchandises au port de Rosario est de 410.000 tonnes aux entrées et de 375.000 tonnes aux sorties pour la navigation intérieure; de 1.100.000 tonnes aux entrées et de 1.824.000 aux sorties pour la navigation à destination de l'extérieur.

Selon les statistiques le tonnage des exportations sur le Parana inférieur, en aval de Santa-Fé, s'élevait vers 1910 à 4.500.000 tonnes. Les importations, presque complètement concentrées à Rosario, représentaient  $\frac{1}{4}$  environ de ce chiffre. Pour le Parana moyen et supérieur le volume du trafic atteignait 800.000 tonnes, dont le quebracho formait les  $\frac{2}{5}$ .

Les statistiques argentines de la navigation sont obscures; elles confondent sous un même titre le mouvement fluvial entre Posadas et le territoire brésilien, ou entre Corrientes et le Paraguay, et les expéditions de la région pampéenne à destination de l'Europe. Il est difficile d'en tirer une notion du trafic réel et de distinguer

le tonnage effectivement embarqué ou débarqué dans chaque port, de celui qui ne fait que passer devant ses quais à bord des navires remontant ou descendant le fleuve. Elles attribuent à une vingtaine de ports un tonnage total — entrées et sorties comprises — de plus de 500.000 tonnes.

Du moins, elles permettent de distinguer des ports exclusivement consacrés au cabotage fluvial ceux qui ont des relations directes avec les ports d'outre-mer. Presque tous les navires à destination du Parana touchent à l'aller Buenos-Aires qui reste le principal port d'importation, et s'y délestent ; ils remontent ensuite à vide pour prendre à Rosario, San-Nicolas ou Santa-Fé, un chargement complet de bois ou de céréales.

La navigation du Parana reste une des sources principales de la prospérité de Buenos-Aires ; si le développement du commerce d'importation de Rosario et de Santa-Fé s'accomplit en partie aux dépens de la capitale, si les navires chargés de céréales sur le fleuve ne font pas même escale devant ses quais, du moins le cabotage du Parana est-il en grande partie à destination de Buenos-Aires. Au retour, plutôt que de remonter à vide, les bateaux emportent des cargaisons de produits européens fournis par les importateurs de Buenos-Aires. Par le Parana, la zone d'influence du commerce d'importation de Buenos-Aires s'étend au-delà des frontières argentines jusqu'au Paraguay et jusque sur une partie du territoire brésilien. Buenos-Aires est en outre le centre d'armement principal de la navigation fluviale à vapeur. Ses capitaux dominent le Parana. Enfin le Parana lui fournit

un fret d'exportation qui n'est pas négligeable ; c'est en effet à Buenos-Aires que sont transbordées les peaux, tabac, extrait et bois de quebracho à destination d'outremer, chargés sur des chalands dans toute la partie supérieure du fleuve inaccessible à la navigation maritime.

La croissance des ports de la Pampa est liée avant tout à leur fonction de ports d'importation et à leur rôle de marchés de capitaux. L'étroite dépendance, par exemple, où Bahia-Blanca se trouve placée à ce double point de vue à l'égard de Buenos-Aires paraît lui interdire tout espoir de jamais devenir l'égale de Rosario. La prospérité de Rosario s'est fondée pendant la période de l'isolement de Buenos-Aires, entre 1853 et 1860, qui a permis au commerce d'importation de s'y organiser et d'y accumuler un noyau de capitaux autonomes.

Buenos-Aires et Rosario seuls ont un marché aux grains indépendants, d'ailleurs diversement organisés. A Buenos-Aires les exportateurs ont noué des relations directes avec les producteurs et éliminé les intermédiaires ; à Rosario ils doivent au contraire accepter les services d'une corporation puissante de courtiers.

Les ports de la République possédant des installations spéciales pour l'embarquement des céréales sont Buenos-Aires, Rosario, Bahia-Blanca, La Plata, Las Palmas, Concepcion, Santa-Fé. Plusieurs autres ports du Rio de la Plata offrent des facilités pour l'exportation des céréales, mais dans une proportion moindre.

Les grands ports exportateurs de viandes et de produits agricoles sont Buenos-Aires, La Plata, Campana et San-Nicolas.

Les rapports entre l'administration des chemins de fer et l'administration des ports sont importants, puisque les voies ferrées ont pour fonction principale d'amener les produits aux ports d'exportation. Si les grands ports, tels Buenos-Aires et Rosario, qui sont desservis par plusieurs compagnies, conservent leur indépendance, les ports secondaires sont par contre sous la tutelle de l'unique chemin de fer qui leur amène des marchandises. On comprend dès lors comment certains ports sont devenus de simples dépendances des compagnies. Le port de Colastine appartient au chemin de fer de la province de Santa-Fé; celui de Bahia-Blanca se compose de plusieurs ports distincts construits par différentes compagnies de chemin de fer et administrés par elles; chacune opère le transbordement des marchandises qu'elle amène. Le port d'Ingeniero-White est propriété de la Compagnie du Sud, le Puerto-Galvan appartient au Pacifique, Belgrano est le port du chemin de fer qui le relie à Rosario. A Buenos-Aires, la Compagnie du Sud a le contrôle de la « Buenos-Aires Southern Docks Company » et elle exerce également la gérance des docks à la Plata.

Des 2.200 vapeurs entrés dans les ports de la Plata en 1923, 943 battaient pavillon anglais et représentaient presque la moitié du tonnage total. Des bateaux français, norvégiens, hollandais, allemands et nord-américains touchent ces ports au nombre de 120 à 170 annuellement; suivent l'Espagne, la Belgique et le Japon avec un nombre quelque peu inférieur. Font aussi escale régulièrement, quelque cinquante bateaux argentins, mais ce sont de petits vapeurs d'à peine 1.000 tonnes; l'Argentine n'a pas

encore développé sa marine marchande. Des transatlantiques européens engagés dans le trafic du Rio de la Plata, sont équipés pour le service des passagers et le fret aussi bien que n'importe quels vapeurs modernes ; beaucoup marchent au pétrole et jaugent de 15.000 à 20.000 tonnes.

*Mouvement d'ensemble des ports.*

Entrée de vapeurs et voiliers de toute provenance.

Années	Nombre de bateaux	tonnes
1880. . . . .	4.835	1.187.302
1900. . . . .	9.575	6.137.932
1914. . . . .	17.404	14.164.962
1915. . . . .	14.363	12.831.561
1916. . . . .	12.804	11.444.653
1917. . . . .	11.202	8.545.383
1918 .. . . .	10.868	8.907.731
1922. . . . .	11.799	13.061.605
1923. . . . .	12.992	15.136.200

SECTION V

Compagnies de navigation faisant actuellement le service d'outre-mer et des fleuves entre l'Argentine et l'extérieur.

*Sociétés françaises.*

« Compagnie des Chargeurs Réunis », maintient un service régulier avec le Rio de la Plata au moyen de 27 vapeurs, dont 15 possèdent des installations frigorifi-

ques pour le transport des viandes ; 11 vapeurs sont installés pour le service des passagers.

« Compagnie Sud-Atlantique », fait un service rapide de passagers entre la France et le Rio de la Plata avec ses deux paquebots de luxe « Lutetia » et « Masilia », et maintient un service mixte avec trois vapeurs dont deux ont des installations frigorifiques pour le transport des viandes.

« Société Générale de Transport Maritime à Vapeur », service rapide de passagers entre Gênes, Marseille et le Rio de la Plata, avec 6 paquebots ; en outre, elle a en service 6 vapeurs marchands sur la même ligne, dont 3 sont installés pour le transport des viandes.

« Messageries Maritimes », avec port d'attache à Bordeaux.

#### *Compagnies anglaises.*

« Houlder Line Ltd. », a à sa charge 8 vapeurs, dont deux munis de chambres frigorifiques font le service rapide des passagers et de la poste entre Londres et Buenos-Aires, avec escales ; trois navires marchands également pourvus d'installations frigorifiques apportent les fruits et produits des ports du sud de la République aux marchés d'Anvers, de Rotterdam, de Dunkerque, de Londres, de Liverpool et de Hull. Quant aux autres navires, ils chargent leurs cargaisons à Rosario ou à Buenos-Aires, à destination des ports sus-mentionnés.

« Furness Houlder Argentine Lines », travaille avec 6 vapeurs dont 5 font le service rapide des passagers et de la poste ; ils sont pourvus de frigorifiques et relie

Buenos-Aires à Montevideo, Londres et Liverpool. Les autres navires transportent des viandes, généralement à destination de Londres, Hull et Newcastle.

« British Argentine Steam Navigation Co Ltd », possède 3 vapeurs dont 2 rapides pour les passagers, la poste et les frigorifiques ; ils relient Buenos-Aires à Montevideo, Londres et Liverpool. Le troisième vapeur charge des viandes dans les ports de Campana, Zarate, Buenos-Aires, La Plata et Montevideo pour Londres, Newcastle ou Hull.

« British Empire Steam Navigation Co Ltd », exploite 4 vapeurs marchands. Elle fait le service entre les ports de Rosario, Buenos-Aires, La Plata ou Bahia-Blanca, pour Anvers, Rotterdam, Dunkerque, Londres, Liverpool ou Hull.

« Prince Line Ltd », avec 31 cargos qui font le parcours entre Rosario, Buenos-Aires et les ports anglais ou Boston ou New-York. Cette entreprise vient d'augmenter son service avec 3 bateaux modernes et rapides marchant au pétrole. Ils passent à New-York mensuellement.

« Houston », a à son service 16 vapeurs représentant un total de 70.212 tonnes. Ils font la ligne Glasgow et Liverpool à Buenos-Aires, Villa Constitucion et Rosario, et celle de Montréal et New-York à La Plata, Buenos-Aires et Rosario.

« Clan Line », possède 53 cargos d'un total de 289.091 tonnes et fait le trafic entre Calcutta, Buenos-Aires et Rosario et de ceux-ci aux ports des Etats-Unis, par Cuba.

« The Royal Mail Steam Packet Company » ; 5 vapeurs font escale aux ports de Southampton, Cherbourg, Coruña, Vigo, Madera, San Vincente, Pernambuco, Bahia, Rio de

Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Aires ; 4 vapeurs touchent les ports de Liverpool, Vigo, Lisbonne, Rio, Santos et Buenos-Aires ; 6 bateaux partent d'Angleterre à destination du Brésil et Buenos-Aires ; deux autres vapeurs suivent la même ligne.

« H. Y. M. Nelson Ltd » ; cette ligne possède six vapeurs qui font chaque quinzaine le service entre Londres et Rio de la Plata pour les passagers et les marchandises. Les ports d'escale au retour sont : Boulogne-sur-Mer, Vigo, Rio de Janeiro et Montevideo. Deux bateaux allant directement de Liverpool à Montevideo et Buenos-Aires font éventuellement escale à Vigo et la Coruña. Tous ces vapeurs ont des chambres frigorifiques pour le transport des viandes, du beurre, d'œufs, des fruits et autres produits congelés ou refroidis.

« Mac Iver Line », qui possède six bateaux faisant un service régulier entre Liverpool, Montevideo, Buenos-Aires et Rosario. Elle s'occupe spécialement du transport du bétail de race du Royaume-Uni en Argentine.

### *Lignes diverses.*

« Compañia Sud Atlantica », qui fait deux lignes : la ligne de la côte sud et celle du Brésil.

« Johnson Line », qui maintient un service régulier avec 12 cargos entre les ports de Finlande, Suède, Brésil, Montevideo et Buenos-Aires.

« Lamport et Holt Ltd », qui maintient un service régulier de 4 vapeurs de passagers entre Buenos-Aires et New-York, avec escale à Montevideo, Santos, Rio de

Janeiro, Trinité et Barbade. Les cargos au nombre de 10, font un service entre New-York, Boston et Buenos-Aires, employant 24 jours pour la traversée.

« Nippon Yusen Kaisha », compagnie qui fait le service bimensuel depuis Kobe à Buenos-Aires et au Brésil, avec escale à Yokohama, Moji, Hong-Kong, Saïgon, Singapour, Delagoa Bay, Durban et Cap Town.

« Rio Cape Line Ltd », qui possède 8 vapeurs marchands circulant de Santa-Fé, Rosario ou Buenos-Aires à Londres, Philadelphie ou New-York. Eventuellement ils chargent dans le Rio de la Plata à destination des ports du Brésil et de l'Afrique du Sud.

« Cia Nav. Sota y Aznar », qui effectue le transport entre Rosario et Buenos-Aires et les ports européens d'Anvers, de Rotterdam, Hambourg ou Bilbao avec 43 cargos.

« Navigazione Generale Italiana », de Gênes, qui exploite 21 vapeurs dont 11 de passagers.

« Società Italiana di Servizi Marittimi », de Rome, qui travaille avec 21 vapeurs dont 17 de passagers.

« Lloyd Triestino », de Trieste, avec 44 vapeurs dont 41 de passagers.

« Lloyd Real Holandès », qui exploite 4 bateaux de passagers faisant escale à Montevideo, Santos, Rio de Janeiro, Bahia, Pernambuco, Las Palmas, Lisbonne, Vigo, Cherbourg, Southampton et Amsterdam; elle possède en outre 13 cargos.

« Compañia Trasatlantica », n'exploite que deux vapeurs pour les passagers et la poste qui partent de Barcelone le 4 de chaque mois, touchent Malaga, Cadix, Ténérife, Rio

de Janeiro, Montevideo et arrivent au port de Buenos-Aires autour du 22. Le départ de ce port est fixé au 2 de chaque mois.

« Munson Steam Ship Line », travaillant avec 10 vapeurs qui sont la propriété du gouvernement des Etats-Unis ; 4 sont pour les passagers tout en étant pourvus de 6 cbambres frigorifiques spécialement pour le transport des fruits et légumes frais. Pour le parcours normal de New-York à Buenos-Aires, ces vapeurs mettent 17 jours et 18 pour le retour ; ils effectuent le voyage dans le temps le plus réduit.

« Lloyd Sabauda », qui possède 15 vapeurs dont 7 de passagers qui font la traversée entre Gênes et Buenos-Aires. Les autres, dont 2 de passagers, font la course entre Gênes et l'Australie, et Gênes-New-York.

« Hamburg Südamerikanische Dampfschiffahrts-Gesellschaft », avec une flotte de 19 vapeurs dont 3 font le service rapide des passagers et de la poste, un service de luxe par l'Espagne au Brésil et au Rio de la Plata, combiné avec un service spécial exclusivement pour les voyageurs de troisième classe, avec deux vapeurs complétés par trois vapeurs supplémentaires de troisième classe et de marchandises de Hambourg au Rio de la Plata.

« La Hamburg-Amerika Line », avec une flotte de 69 vapeurs ; 3 vapeurs font le trafic des passagers entre Hambourg par l'Espagne, le Brésil et le Rio de la Plata ; 11 vapeurs font le transport des marchandises en général et des produits frigorifiques. Le reste de la flotte dessert les lignes régulières dans toutes les parties du globe ;

Amérique du Nord, pays de l'Amérique latine, Afrique, Asie et Australie.

« Lloyd Real Belga », qui possède une flotte de 50 vapeurs ; ils desservent les lignes régulières d'Anvers à Montevideo, Buenos-Aires, Rosario, Diamante et Santa-Fé. Ils font un service à destination des ports principaux du Brésil et Bahia-Blanca comme point terminus. Cette entreprise a établi un service entre les principaux ports argentins, Santos et Paranagua.

« Osaka Shosen Kaisha », qui relie au moyen de 6 vapeurs l'Amérique du Sud au Japon.

« Compañia Argentina de Navegacion N. Mihanovich, Ltd », qui est la compagnie la plus importante de celles qui opèrent sur le littoral argentin.

« Linea Argentina de Navegacion à Vapor » (Société Anonyme d'Importation et d'Exportation de la Patagonie) ; deux bateaux de passagers partent de Buenos-Aires à destination de Punta Arenas et font escale à Puerto Madryn, Comodoro Rivadavia, Puerto Deseado, Santa Cruz et Rio Gallegos.

« La Norddeutscher Lloyd » de Brême, la « Hansa » de la même ville et la « Veloce » de Gênes viennent aussi toucher aux ports argentins.

## SECTION VI

### Aviation civile.

L'Argentine a une longueur de plus de 3.200 kilomètres et une largeur de près de 1.600 kilomètres ; d'autre

part, la grande partie du commerce est sous la dépendance de la capitale et l'on imagine dès lors aisément tous les innombrables profits que les riches provinces éloignées tireraient grâce à des moyens de communication plus rapides avec Buenos-Aires. Cela s'applique tout particulièrement à la vaste région sud de l'éleve du mouton, plus grande que le Royaume-Uni tout entier, et qui n'a pas encore de communication ferroviaire avec la capitale.

Sitôt après la guerre, le major anglais Shirley Kingsley partit en Argentine dans le but de démontrer au Gouvernement et au public les avantages pratiques de l'application de l'aviation à la solution partielle des difficultés de transport résultant d'une population éparse, dispersée sur une immense superficie.

Une mission commerciale américaine se trouvait déjà sur les lieux ainsi qu'une mission officielle italienne, composée de 15 officiers, 80 mécaniciens et 15 appareils.

Cette respectable lignée de concurrents s'augmenta encore par la suite d'une mission française officielle un peu moins nombreuse et d'une mission britannique représentant une compagnie intéressée à la liquidation de stocks de guerre.

Jusqu'en 1920, l'aviation en Argentine avait été limitée à quelques vols analogues à ceux effectués en Europe antérieurement à 1914 ; de sorte que ce mode de transport était considéré comme hasardeux et peu avantageux pratiquement.

Une série de vols furent alors effectués à grande distance dans toutes les parties du pays et jusque dans les Républiques voisines du Brésil, du Paragnay, et de l'Uru-

guay. A ces vols participèrent des hommes d'affaires, et des journaux du jour furent lancés dans toutes les parties du pays, arrivant ainsi fréquemment avant le jour normal de leur émission.

Ces vols impressionnèrent favorablement le public. Des passagers furent conduits en une ou deux heures dans des contrées où le voyage normal exigeait un ou deux jours. Et il semblait que le temps était mûr pour la formation d'une compagnie d'aviation à l'usage du public. M. Shirley Kingsley constitua alors une association « The River Plate Aviation Cy » et les vols à longue distance furent poursuivis au moyen de deux puissantes limousines aériennes à cinq places. Par la suite, douze petits modèles entrèrent également en action et à un moment donné, huit avions se trouvaient simultanément en activité.

Entre temps les autres missions poursuivaient leurs programmes avec des succès variables. Les missions française et italienne, nombreuses et coûteuses, à l'exception de quelques vols notoires, n'obtinrent que peu de succès et abandonnèrent leur entreprise, bien que la partie commerciale de la mission française ait formé une société qui fut dissoute peu de temps après. La compagnie américaine s'appliqua à des travaux d'école d'aviation et à la vente de petits appareils à l'usage de propriétaires privés, et elle poursuivit cette tâche avec un succès considérable. La compagnie britannique renonça à l'idée des opérations de transport et s'appliqua à la vente d'avions de guerre au Gouvernement argentin.

La compagnie anglaise acquit encore deux grands modèles du type limousine et entreprit un service pendant les

mois d'été entre Buenos Aires et Montevideo, capitale de l'Uruguay, à quelque 210 kilomètres sur la rive opposée du Rio de la Plata. Le voyage ordinaire prenait 9 heures, le transport par voie aérienne ne dure que 2 heures 1/2 et c'est une route idéale à exploiter par l'aviation commerciale. Ce service fut effectué durant deux années consécutives; il eut un plein succès. Mais pendant les trois années de son activité, la compagnie anglaise travailla à perte, et avant de poursuivre ses efforts pour ouvrir le pays à l'aviation civile, elle jugea utile d'obtenir l'appui du Gouvernement.

Buenos-Aires et Montevideo étant deux ports et les docks se trouvant à quelques minutes du quartier des affaires, la société décida d'utiliser des hydroavions. A fin 1921, elle se transforma en une compagnie argentine à responsabilité limitée : The Cia. Rio Platense, et augmenta son capital pour acquérir le nouveau type d'avion. Deux avions amphibies furent construits à cet effet en Angleterre et par suite de retard dans la livraison, n'entrèrent en service qu'en été 1923-1924. Le service actuel par steamer se fait de nuit, de sorte qu'un voyage d'affaires d'une ville à l'autre nécessite une absence de deux nuits et un jour. En utilisant le service aérien, l'homme d'affaires peut passer la matinée à Buenos-Aires, prendre l'air à midi, atteindre Montevideo à 13 h. 30 et après avoir réalisé ses opérations dans l'après-midi, rentrer par le bateau du soir. Alternativement, il peut faire la traversée au moyen du bateau de nuit, employer sa matinée à Buenos-Aires, rentrer à midi et utiliser son après-midi à Montevideo.

Après cinq ans d'activité, 16.000 passagers avaient été

transportés sans aucun accident. En compensation du transport du courrier postal et occasionnellement d'un pilote militaire, le Gouvernement fut amené à allouer un léger subside. Bien que tout à fait disproportionné, il indiquait le soutien moral des autorités pour cette tentative et la reconnaissait comme un travail d'importance nationale. Toutefois, ce subside ne fut pas voté par le Parlement, mais fourni par le Gouvernement. Comme il ne pouvait renouveler cette allocation en raison du refus du Congrès, la compagnie, après une réunion tenue en mars 1924, et après avoir averti les autorités de son intention, cessa le service ainsi que toutes ses activités.

La situation du transport aérien en Argentine est actuellement la suivante :

Le public a pu se faire une opinion de sa puissance ; le pays est mûr pour son adoption ; il offre un champ idéal pour son développement. Pratiquement tout le travail de pionnier a été fait par les Anglais. En résumé, pourvu que les autorités ne laissent pas s'écouler une trop longue période avant d'entreprendre une politique ferme d'encouragement aux transports aériens, il est probable que la prochaine entreprise commerciale marchera avec succès.

D'une manière générale, l'année 1924 marque un recul de l'aviation civile en Argentine.

Tout récemment une tentative heureuse vient de faire beaucoup de bruit : l'arrivée à Buenos-Aires le 10 février 1926 de l'aviateur espagnol Franco qui a établi la première relation par voie des airs entre l'Europe et l'Argentine. Le raid Palos-Buenos-Aires avec escales aux Canaries, aux îles du Cap Vert, à Pernambouque et à Rio de Janeiro a duré effectivement 65 heures.

## CHAPITRE IV

### LE COMMERCE DES CÉRÉALES ET LES RÈGLEMENTS DE COMPTES

#### SECTION I

##### Objets de ce commerce.

Les froments de la Plata sont exportés sous divers noms, suivant les provinces où ils sont récoltés. Les froments de la République Argentine sont très estimés, leur qualité étant bonne et régulière ; ils contiennent peu d'impuretés, sont bien soignés et renferment beaucoup de gluten. Les principales sortes sont les blés connus sous les dénominations de : Barletta, Rosario, Santa-Fé, Buenos-Aires, Saldomé, Entrerios, Candéal (blé macaroni), Diamante, etc.

Au début de la campagne, c'est-à-dire dès janvier, on traite presque toutes ces qualités sur poids naturel garanti et sur un « standard » ou étalon, qui doit représenter la qualité moyenne des embarquements d'un mois déterminé et qui sert de point de comparaison pour la marchandise livrée. A la fin de la saison, juin-juillet, les meilleures qualités sont épuisées et l'on traite très souvent sur échantillon cacheté.

*Orge* : la récolte se fait en janvier-février. La production encore relativement limitée, n'a donné lieu à un mouvement d'exportation qu'au cours des dernières années. Les qualités sont très diverses et non encore définies ; elles se vendent soit comme orges à brasser soit comme orges fourragères.

*Avoinés de la Plata* : elles sont connues sous le nom de Bahia-Blanca, Ensenada et Buenos-Aires et sont d'ordinaire pailleuses et rousses ; les contrats « faq », c'est-à-dire « qualité bonne moyenne », stipulent que la marchandise livrée ne pourra contenir plus de 15 0/0 d'avoines noires.

Depuis quelques années l'exportation de cette céréale a augmenté dans des proportions notables.

*Maïs* : il est traité en grandes quantités en Europe où il est très estimé ; le grain est moyen, habituellement jaune quoiqu'on traite aussi des variétés blanches et rouges et du « cinquantino » (grain très petit).

Il arrive que les maïs Danube et plus encore les maïs de Yougoslavie luttent avec succès sur les marchés de l'Allemagne méridionale au grand détriment du maïs La Plata, depuis qu'un service de chalands et bateaux à vapeur très intense est organisé sur le Danube.

## SECTION II

### Opérations internes.

Presque la totalité des affaires de céréales se concentre entre les mains de trois grandes maisons d'exportation ;

La maison Bunge et Born,  
 La maison Louis Dreyfus et Cie,  
 La maison Weil Frères.

Il existe en outre de petits commerçants dont le chiffre d'affaires est relativement réduit. Mais entre eux et le colon exploitant interviennent des personnages importants dans l'économie agricole du pays : les « acopiadores » qui achètent les céréales aux cultivateurs. Dans ces achats, interviennent également les « almaceneros », épiciers des villages et banquiers en même temps. Le colon qui n'a pas d'argent de réserve dépend presque toujours de ces derniers ; pendant toute l'année, l'almacenero lui avance à des prix extrêmement majorés des marchandises, et même de l'argent, et le temps de la récolte venu, il exige le blé du colon à des prix inférieurs au cours. Ces exigences sont si onéreuses — le taux de prêt arrive jusqu'à 40 à 50 0/0 — que les cultivateurs commencent à juste titre à organiser la vente au moyen du système des coopératives agricoles.

Le petit propriétaire qu'un peu de fortune rend indépendant, vend directement aux agents des maisons d'exportation.

Voici la manière dont s'opèrent ces ventes :

Le matin à l'ouverture des bureaux des grandes maisons (en raison de la différence d'heure avec l'Europe : Buenos-Aires retarde de 5 heures sur Londres), il arrive des câbogrammes de tous les principaux marchés : Chicago, Londres, Liverpool, Hull, Anvers, Rotterdam, Hambourg, Gênes, Naples, Livourne, Venise, Dunkerque, Le Havre, Barcelone, de la Scandinavie et du Brésil.

Ces câblogrammes donnent les cours des grains dans les différentes parties du monde, et aussitôt, les ordres d'achat et les prix offerts sont télégraphiés aux agents de Bahia-Blanca, de Rosario et de Santa-Fé. Immédiatement ces agents télégraphient aux multiples succursales éparpillées dans les provinces, les ordres qu'ils viennent de recevoir. Celles-ci qui sont en rapport avec toutes les stations de chemin de fer de leur ressort, y télégraphient à leur tour pour conclure les achats ordonnés par les grandes maisons centrales.

Le jour n'est pas écoulé qu'elles sont prévenues des achats effectués, et le soir même, des propositions de vente sont câblées à leurs représentants en Europe. Ces derniers font connaître leurs réponses le lendemain. Le prix reste valable jusqu'à l'avis d'un nouveau tarif, mais généralement il varie journellement. Les changements de température, l'annonce d'une forte gelée ou du beau temps, des rumeurs de guerre, des inondations ici ou là, suffisent à influencer les cours.

Les grandes firmes exportatrices sont en quelque sorte les vrais ministres de la fortune argentine. La vente des moissons dépend de leur activité et de leur intelligence des affaires. Elles ont des concurrents dans tout le monde : à Calcutta, Pétrograde, Bucarest, Melbourne, Londres, Chicago, et il suffit parfois d'un retard dans l'envoi des câblogrammes ou d'une erreur pour qu'il en résulte une mauvaise année pour maints colons.

Le commerce d'exportation des grains est particulièrement complexe, car il exige non seulement des connaissances techniques relatives au produit et à l'exportation,

mais en outre des renseignements nombreux et précis sur le change, le fret intérieur, les fluctuations dans le taux des frets maritimes, et la possibilité de se procurer le tonnage nécessaire, l'état des cultures et des récoltes de tous les grands pays exportateurs et importateurs, les besoins, les excédents exportables et les stocks.

Les demandes de blé viennent surtout de l'Europe, et de l'Angleterre spécialement. Suivent en général et par ordre d'importance : le Brésil, la Belgique, l'Italie, la France et l'Allemagne. Ces deux derniers pays n'interviennent que pour des quantités insignifiantes.

Bien que ces pays soient soumis au régime protectionniste (l'Angleterre exceptée), et maintiennent des droits sur les importations de céréales, l'exportation du blé argentin n'a pas cessé d'augmenter.

Il a déjà été question de la possibilité d'un trust des céréales. Pareil trust a donné lieu à des tentatives et beaucoup de firmes s'y seraient ruinées. Les Etats-Unis eux-mêmes ne se sont pas risqués à une opération de ce genre. Si l'on tentait sérieusement une telle entreprise, le producteur augmenterait aussitôt ses prix et les bénéfices du trust seraient nuls. Les céréales sont des marchandises trop abondantes et trop universellement répandues pour être trustées.

Sitôt après la récolte, le blé mis en sacs et vendu suivant les modalités que nous venons de voir, est dirigé vers les ports d'embarquement. Cette expédition hâtive des récoltes ne résulte pas seulement de ce que la plupart des colons doivent réaliser leur production en vue des prochains ensemencements ; elle s'explique aussi par

l'absence d'élevateurs à l'intérieur des provinces, qui leur permettraient de disposer de leurs céréales au moment le plus favorable. Il existe bien de vastes greniers à céréales dans les stations de chemin de fer ; mais ils ne servent que d'abris momentanés à l'afflux des récoltes qui sont écoulées aussi vite que possible vers les points d'exportation.

Beaucoup de colons se trouvent ainsi dans l'obligation de vendre rapidement leurs moissons pour payer leur dette à l'almacenero, faire leurs semailles et vivre en attendant la récolte prochaine. Les profiteurs de cette situation gênée sont en premier lieu les acheteurs de grains et ensuite les grands exportateurs.

La protection du producteur pourrait être organisée par la construction de petits élevateurs dans les gares des régions agricoles. Les cultivateurs y déposeraient leurs grains en attendant les cours propices. Au moyen de certificats de dépôt, ils pourraient obtenir des banques des avances correspondant à la valeur de leur récolte. C'est le système des warrants.

Ce problème important fut plusieurs fois abordé après la crise agricole de 1888 et il fut proposé de construire des élevateurs pour le compte de l'État. En 1896 de nouveau, l'utilité urgente de ces installations fut reconnue. L'opposition du grand commerce qui ne trouverait pas son compte dans le contrôle des prix qui s'impose forcément par ce système, est une des raisons du non aboutissement de ce projet. Toutefois il y a d'autres obstacles sérieux.

Le commerce des céréales en Argentine n'a pas le

même caractère qu'aux États-Unis, qui récoltent annuellement plus de 120 millions de tonnes de blé, de maïs et d'avoine; ces énormes quantités entrent actuellement dans une proportion restreinte dans les exportations, de sorte qu'elles restent presque entièrement sur le marché américain pendant toute l'année. Ces céréales doivent être emmagasinées, classées, transportées et retransportées. Ce stock très important représente une valeur colossale et il apparaît dès lors très naturel qu'une organisation commerciale complexe corresponde à un tel chiffre d'affaires. Le transfert des marchandises par l'endos de certificats de dépôt ou warrants, la garantie au preneur de la qualité et de la quantité de ces dépôts, la multiplication des opérations de vente, de transport, etc., exigent l'instrument économique et rapide qu'est l'élevateur.

Il en est tout autrement en Argentine où la production totale des céréales est d'environ 15 millions de tonnes dont les 3/4 environ sont exportés dans les premiers mois de l'année. Il semble donc que ce serait surcharger le trafic d'une main-d'œuvre inutile que de faire passer par l'élevateur ces tonnes de grains devant être embarquées à bref délai. Ces installations sont superflues pour les quelques millions de tonnes restant sur le marché et la production n'est pas encore suffisamment considérable pour légitimer leur emploi. Pour le moment, il suffit que les ports soient pourvus de grands silos pour emmagasiner le blé et faciliter les opérations du chargement des bateaux.

D'autre part, les blés argentins n'étaient pas jusqu'il y a peu de temps ce qu'on appelle des « blés classés ».

Lorsque la culture sera plus étendue, il est probable que les compagnies de chemins de fer se mettront à la tête de la réforme et créeront, ou du moins faciliteront la création, des élévateurs le long de leurs réseaux.

La plus grande partie des céréales exportées en Europe restent en sacs. Tous les élévateurs de Buenos-Aires, de Babia-Blanca et de Rosario se sont annexés des moulins à farine.

Pour en revenir à la question du mécanisme des ventes, nous dirons en résumé que cette opération dépend en premier lieu de la situation de l'agriculteur argentin. Suivant son importance, il vend directement sa production ou passe par l'intermédiaire de l'exportateur, qui réalise ses opérations au moyen d'un service d'acheteurs (*acopiadores*) ou de commissionnaires consignataires.

Les trois principales maisons d'exportation déjà signalées effectuent leurs achats à la Bourse des Céréales ; elles y achètent aux *acopiadores* la marchandise en sacs, mise sur wagon dans les stations d'origine des colonies et l'envoient dans les ports pour être chargée sur des cargos qui la transportent directement en Europe. A elles seules, elles exportent le 80 0/0 environ des céréales.

C'est ainsi que la plus grande partie des transactions en céréales sont traitées dans les Bourses de Céréales, par l'intermédiaire de courtiers autorisés. Il existe trois Bourses de céréales en Argentine et qui se trouvent dans les grands centres d'affaires : le marché à terme des céréales à Buenos-Aires, le marché des céréales de Rosario et la Bourse des Céréales de Santa-Fé.

Le marché des céréales comprend des opérations en

froment, avoine, maïs, lin et son. Le marché à terme des céréales est indépendant de la Bourse des Céréales de Buenos-Aires ; cette dernière a été créée pour les opérations de vente et d'achat des produits destinés à la consommation locale du pays ; elle a installé dans son local un musée agricole ainsi qu'un service de documentation et d'étude en vue du développement de l'agriculture.

La mission des Bourses de Céréales est identique à celle des bourses de valeurs qui existent partout. Elles ont pourtant une caractéristique importante : elles assurent le règlement des affaires effectuées sous forme de contrats à terme, grâce à l'obligation de verser immédiatement les différences passives à qui de droit. Ce mécanisme explique comment, du fait de la non astringence de liquider les contrats en nature, le mouvement spéculatif sur les céréales puisse facilement arriver à des chiffres étonnants ; si l'on s'en tient aux chiffres des bourses, la récolte argentine arrive ainsi à être vendue dix ou douze fois dans la même année.

Il existe un marché à terme à la Bourse des Céréales de Buenos-Aires et dans celle de Rosario. On y traite purement des céréales, à savoir du blé, du lin et du maïs. Le marché à terme est constitué par une société par actions de commerçants en céréales et a pour but d'effectuer des opérations à terme entre les membres, c'est-à-dire d'acheter et de vendre des céréales destinées à l'exportation en fixant le prix du marché à une date fixe. La société possède un local spécialement pour ces transactions, dit « roue du marché à terme », et seuls les membres y ont accès.

Dans cette « roue », les transactions se font à haute voix et des employés notent sur de grands tableaux les diverses opérations qui se succèdent à la vue de tout le monde. Il y a chaque jour deux « roues » : une le matin et l'autre dans l'après-midi. Le prix moyen qui est déterminant pour la liquidation des affaires à terme dépend des opérations qui ont été effectuées pendant la journée dans les deux « roues ». Les achats et les ventes se font sur des contrats spéciaux établis par la société et les parties doivent déposer à la caisse de la société un tant 0/0 par tonne de céréales traitée ; ces dépôts varient suivant la qualité ou la classe des grains formant l'objet des contrats et en cas de baisse de prix, il est nécessaire d'augmenter le dépôt de façon que le marché à terme ait toujours à sa disposition la différence entre le prix de vente ou d'achat et celui du marché, étant donné que la société est responsable de cette différence.

La société du marché à terme réalise de grands bénéfices sans encourir aucun risque, car elle a droit à une commission de tant 0/0 par tonne à la charge de l'acheteur et du vendeur ; comme il s'effectue chaque jour un mouvement de plusieurs milliers de tonnes de céréales, le bénéfice est énorme. Les actions émises au prix de 1.000 pesos lors de l'établissement du marché à terme, sont cotées aujourd'hui à environ 25.000 pesos.

Les opérations sur les laines, peaux, corne, crin et tous les autres sous-produits de l'élevage, sont effectuées sur le même modèle que la vente des céréales : selon sa condition, le producteur vend directement, ou passe par l'intermédiaire des grandes maisons d'exportation, de l'ache-

teur (acopiador) ou du commissionnaire consignataire. Mais il n'existe pas de bourse du type de celles des céréales pour ce genre de transactions. Toutefois par le fait que ces affaires sont concentrées et traitées par des courtiers, il se constitue un véritable marché ayant son caractère propre : le Mercado Central de Frutos del Pais.

Les marchandises y sont accumulées et examinées par les parties contractantes au moment même de la vente. Il est entendu qu'il ne saurait être question ici de vendre ce qu'on ne possède pas, comme c'est le cas pour les céréales. Les opérations y sont essentiellement effectives. L'organisation de ce marché appartient à une société anonyme et répond parfaitement aux besoins de ce genre de trafic, commercialement et techniquement parlant ; la capacité gigantesque de cette institution en fait le plus grand marché du monde.

Il est intéressant d'établir un parallèle avec la manière dont les affaires se passent aux Etats-Unis, puisqu'il n'est pas impossible que le développement de la population et de la production amènera l'Argentine à s'organiser pour le commerce des céréales dans des conditions analogues.

En Amérique du Nord, le grain destiné à l'exportation passe préalablement par de grands élévateurs de chemins de fer ou ceux des ports, où il est mélangé. D'ordinaire le grain est chargé directement de l'élévateur sur le navire ; les petits élévateurs des ports ont une capacité de 30.000 à 50.000 tonnes et les grands de 100.000 à 150.000 tonnes. Les Etats-Unis possèdent environ 250 élévateurs situés dans l'intérieur du pays et environ 300 autres construits dans les ports. Un grand nombre de ces élévateurs

sont exploités comme objet d'utilité publique ; les frais de transports, nettoyage et pesage, sont souvent aussi importants que le coût du grain payé au producteur.

Quand le grain est arrivé jusqu'aux élévateurs de province, il est dirigé vers les grands marchés intérieurs ou vers les grands marchés maritimes. Là, il est vendu aux « dealers » (négociants). Les grains expédiés directement des élévateurs de province aux marchés maritimes, sont généralement vendus par ceux-ci aux grandes maisons étrangères ou à d'autres commerçants exportateurs.

Pour le service de l'exportation, beaucoup de commerçants en céréales étrangers ont des succursales aux États-Unis. D'autres firmes étrangères traitent avec des maisons d'exportation américaines. En outre, des négociants étrangers sont liés avec des firmes américaines qui, moyennant commission, agissent en qualité d'agents de ces négociants.

Les succursales des maisons étrangères se concentrent surtout à New-York et beaucoup d'entre elles étendent leurs ramifications dans tous les principaux marchés d'importation et d'exportation, notamment à Londres, Liverpool, Anvers, Rotterdam, Hambourg, Buenos-Aires, Bombay.

Comme en Argentine, le commerce d'exportation se concentre néanmoins entre les mains de quelques puissantes maisons. En 1921, deux importantes firmes (succursales de maisons étrangères) exportèrent à elles seules le 25,6 0/0 du total des exportations ; 4 firmes s'attribuent le 36 0/0, 8 firmes le 50 0/0 et le 75 0/0 de toutes les

exportations de céréales des Etats-Unis est réalisé par 36 maisons.

Les succursales de maisons étrangères opèrent presque exclusivement suivant les ordres reçus de la maison-mère. Elles ne sont pratiquement que des agents acheteurs et expéditeurs, et elles ne s'occupent pas de la vente de la marchandise. C'est pourquoi les pertes et les bénéfices reviennent à la maison-mère ; la succursale prélève une commission pour couvrir ses frais.

Au moyen de ses succursales, la maison centrale reçoit des renseignements sur la situation de tous les centres principaux et documentée sur ce qui se passe dans le monde entier relativement à l'offre et à la demande, elle peut prendre des décisions en connaissance de cause, dans de meilleures conditions que ses concurrents moins bien documentés.

Dans les périodes où les changes sont soumis à des fluctuations brusques et considérables, les exportateurs américains transmettent leurs offres en dollars et les maisons anglaises en livres sterling ; parfois, les offres sont faites en florins des Pays-Bas. Le prix étant ainsi donné en monnaie étrangère, il faut réduire en monnaie nationale au cours qui semble prévaloir à l'époque du paiement.

Les maisons étrangères passent rarement leurs ordres d'achat directement en province. La plupart des achats effectués par les filiales des maisons étrangères sont faits en bourse de New-York, par l'intermédiaire des courtiers. Ces derniers sont en rapport constant avec les négociants établis sur les marchés intérieurs.

Quelques maisons étrangères importantes maintiennent

un courant régulier de grain vers certains ports. Cela les oblige à constituer des stocks en Amérique, afin de pouvoir répondre à des besoins pressants. Ces stocks sont généralement maintenus dans les ports de mer.

Les fonds employés dans le commerce d'exportation consistent dans une large mesure en argent emprunté. Les grandes maisons d'exportation se procurent les fonds de la manière suivante :

Sur un formulaire préétabli, elles avisent leur banque de l'expédition par un navire désigné d'une quantité déterminée de blé à destination d'un port européen ; sur la valeur de ces marchandises, elles requièrent une avance partielle ou parfois équivalente ; en compensation, la banque reçoit en dépôt des connaissements accompagnés de polices d'assurance jusqu'à concurrence de l'avance accordée plus une marge variant entre le 15 et le 20 0/0. Par la suite, les maisons d'exportation se déchargent sur la banque du soin de liquider les affaires ; à cet effet elles la mettent en possession des divers « delivery orders ». La banque les adresse à son tour à ses correspondants sur les places où les marchandises seront amenées, et où l'acheteur pourra en prendre livraison après avoir acheté le delivery order. Pour ces services, les maisons d'exportation paient des intérêts pour l'argent avancé, ainsi qu'une commission variant de 1 à 1 1/2 0/00 calculée sur les recouvrements effectués.

D'une manière générale le commerce intérieur et extérieur argentin, est actuellement mené conformément aux pratiques commerciales les plus modernes ; alors que les importations sont traitées presque entièrement contre trai-

tes, avec les facilités qu'offrent les comptes-courants lorsqu'il s'agit de maisons jouissant d'une bonne solvabilité, les exportations se font aujourd'hui de plus en plus par des crédits confirmés par les banques. Même s'il n'existe pas de demande expresse à ce sujet, on peut dire que tout le commerce d'exportation de l'Argentine passe maintenant par les banques d'une façon ou d'une autre, avant que le produit soit embarqué.

Les services des banques en Argentine sont aussi variés qu'efficaces ; on considère qu'elles opèrent avec une vue plus étendue et font preuve d'une plus grande élasticité dans les affaires que les banques anglaises. Les avances personnelles sur des produits destinés à être embarqués ainsi que l'ouverture de crédits en blanc, sans aucune garantie autre que la réputation commerciale de la firme désireuse d'acheter ou de vendre à crédit, sont des opérations bancaires plus fréquentes en Argentine qu'en Angleterre. Mais en fait, en raison de la concurrence internationale dont les banques argentines sont l'objet, il pourrait difficilement en être autrement.

Les renseignements commerciaux prennent une grande place dans l'activité des banques, vu les rapides changements survenant dans les firmes et la nature cosmopolite des affaires, à Buenos-Aires plus spécialement.

Des brokers et commissionnaires existent dans chaque branche d'activité ; l'ordre d'expédition et l'assurance de la marchandise sur terre, à flot ou sur rail, peuvent être effectués dans toute la République, à tous moments et à des conditions fixées par tarif. Des services de télégraphe et de téléphone, comprenant des lignes directes pour

Montevideo, Rosario, Cordoba et d'autres grands centres, sont disponibles jour et nuit ; enfin, le mécanisme des multiples affaires d'exportation est sous le contrôle de diverses institutions, dont quelques-unes sont subsidiaires à la Bourse de Commerce, tandis que d'autres tournent sur leur propre axe. Mais les unes et les autres sont directement intéressées à l'amélioration des conditions générales dans lesquelles se meut leur propre activité.

En un mot, la marche actuelle du commerce argentin est à la fois moderne et loyale, et il faut reconnaître que cette saine base de développement commercial est fermement maintenue, en dépit des hauts et des bas qui affectent infailliblement de temps à autre un pays neuf en mal de croissance.

### SECTION III

#### Opérations externes.

Pour suivre les modalités des opérations qui interviennent dans le commerce international des céréales entre l'Argentine et l'Europe, nous prendrons les conditions de la place d'Anvers qui passe actuellement pour le centre mondial de ce commerce.

En 1922, il s'est formé à Anvers l'Association du Commerce des Grains et Graines, qui a pour objet la réglementation du commerce des grains, la protection des intérêts professionnels de ses membres et la solidarisation des importateurs, négociants, agents et courtiers.

La plupart des commerçants en grains se sont groupés

dans cette association, mais leur corporation n'a pas le caractère qu'on rencontre dans les centres importants, tels Chicago, New-York, Londres, Liverpool, etc.

En 1911, il fut institué un marché à terme des céréales où se traitaient les froments, orges et maïs à terme dans un local approprié. La guerre a mis fin à cette activité.

A Anvers, la majorité des transactions en grains sont traitées en marchandises effectives que le vendeur livrera à une époque plus ou moins éloignée. La spéculation ne revêt pas le caractère effréné qu'elle revêt ailleurs. Mais les questions de change jouent actuellement un rôle plus important qu'autrefois dans les opérations en marchandises, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter les risques déjà nombreux du commerce des grains.

#### § 1. — Les contrats.

Autrefois les coutumes et les conventions particulières servaient exclusivement de règle aux affaires en céréales. Il s'ensuivait que les coutumes occasionnaient toutes sortes d'interprétations et d'autre part, les multiples conditions des contrats privés avaient pour effet de compliquer singulièrement le commerce.

Il existait pourtant un contrat uniforme : celui pour affaires à livrer et qui portait au verso les « Conditions pour les transactions en grains et graines disponibles et formant l'usage existant, lorsqu'il n'y a pas de stipulations contraires », et les « Conditions pour transactions en grains et graines à livrer ». Ce contrat avait eu, en 1878, l'approbation de la Chambre de Commerce.

Finalement, il fallait aboutir à l'unification des contrats, c'est-à-dire à des formules uniformes pour l'Amérique du Nord, la Baltique, le Danube, la Mer Noire et La Plata. Dans le but d'établir un code des affaires en céréales, la Chambre arbitrale d'Anvers révisa toutes les formules et fit concorder autant que possible l'expression de toutes les conditions semblables.

En 1909, elle mit sur pied une série de contrats nouveaux, appelés « contrats 1909 », mieux adaptés aux usages qui s'étaient introduits dans le commerce des grains.

C'est à partir de 1890 que les céréales de la République Argentine commencèrent à s'imposer sur les marchés européens, et aujourd'hui les froments de la Plata ont supplanté en grande partie les blés des États-Unis qui dominaient autrefois le marché d'Anvers.

Les contrats de la Chambre arbitrale et de conciliation pour grains et graines d'Anvers, comprennent actuellement pour les affaires avec l'Argentine :

N<sup>o</sup>

- 15, Contrat La Plata c. i. f. (1) continent pour froment, *Rye terms* (2).
- 15 A, Contrat La Plata c. i. f. continent pour grains et graines autres que le froment, *Rye terms*,
- 24, Contrat sur bonne arrivée, transbordé ou sur wagon, pour froment provenant de la République Argentine et de l'Uruguay,

(1) c. i. f. = cost, insurance, freight, c'est-à-dire que le prix comprend la valeur de la marchandise, plus les frais d'assurance et de transport.

(2) *Rye terms* = conditions du seigle.

25, Contrat sur bonne arrivée, avec réexpédition c. i. f. pour froment provenant de la République Argentine et de l'Uruguay.

1. *Contrats « cif. continent »* (15 et 15 A).

Ils concernent les affaires d'importation de l'étranger ; généralement, l'acheteur qui importe achète d'un exportateur qui chargera la marchandise à bord d'un navire dans un délai convenu. Il fournira en outre le connaissement et la police d'assurance ; le premier de ces documents contient l'engagement du capitaine du navire de transporter la marchandise à un port déterminé ; la police d'assurance représente l'obligation de l'assureur qui a assumé les risques du transport.

Mais si le vendeur répond de l'existence de ces engagements, il n'est pas responsable de leur exécution par le capitaine et les assureurs.

Comme l'indique la mention « c. i. f. », l'acheteur s'engage à payer un prix global qui comprend le coût de la marchandise, celui du fret et de l'assurance.

Le paiement s'opère par la tradition des documents du vendeur à l'acheteur et le connaissement et la police d'assurance mettront l'importateur en mesure d'exiger du capitaine et de la compagnie d'assurance l'exécution de leurs obligations.

2. *Contrats « sur bonne arrivée »* (24 et 25).

Les contrats « sur bonne arrivée » interviennent dans les ventes faites par l'importateur au consommateur.

Le vendeur à l'étranger s'oblige à charger une marchandise convenue et à en effectuer la livraison à l'acheteur si et lorsqu'elle sera arrivée au port de destination.

C'est de l'arrivée incertaine du navire que dépend l'exécution complète de la vente ; conséquemment si la marchandise périt en cours de route, la vente sera résiliée de plein droit, sans qu'aucune indemnité ou paiement intervienne entre les parties ; si la marchandise arrive à destination, le vendeur devra la livrer à l'acheteur, qui en effectuera ensuite le paiement, et l'acheteur aura l'obligation d'en prendre livraison quelque soit le retard de l'arrivée mais à condition que l'embarquement de la marchandise n'ait été effectué ni trop tôt ni trop tard. Si la qualité est inférieure, il n'y aura lieu qu'à une bonification.

### 3. Contrats « transbordé et sur wagon » (24).

Suivant ces contrats, le vendeur doit supporter tous les frais jusqu'au moment du transbordement de la marchandise dans le bateau de l'acheteur ou de la mise en wagon.

### 4. Contrats « avec réexpédition cif » (25).

Ils s'emploient lorsque le vendeur prend à sa charge tous les frais de transbordement et de réexpédition (fret et assurance compris) à destination de l'intérieur de la Belgique ou des pays voisins.

## § 2. — Modalités des ventes.

1. *Affaires en marchandises disponibles :*

**VENTE SUR ÉCHANTILLON.** — La plupart des marchandises et les grains en particulier, se vendent en disponible « sur échantillon ». Lors de la conclusion d'une affaire sur cette base, les acheteurs et vendeurs cachètent contradictoirement un échantillon des grains; le vendeur peut remettre à l'acheteur deux échantillons cachetés : l'acheteur en ouvrira un pour examiner s'il est conforme à la marchandise formant l'objet du contrat, et le second échantillon est conservé pour le cas d'un arbitrage éventuel.

Les froments Plata sont traités sur échantillons principalement lorsqu'à la fin de la campagne les meilleures qualités commencent à s'épuiser.

**VENTE SUR TENEUR OU SUR ANALYSE.** — Tout en vendant sur échantillon de la partie ou sur simple dénomination, on stipule quelquefois la teneur en certaines matières que doit présenter la marchandise, ou celle en impuretés qu'elle peut contenir, avec bonification dans un sens ou dans l'autre pour teneur plus faible ou plus forte. Pour les contrats d'Anvers la proportion de corps étrangers pouvant être contenus dans la marchandise s'exprime « 3,5, 10 0/0 », etc., ce qui signifie qu'elle est de 3, 5, 10 kilogrammes par 100 kilogrammes.

Les avoïnes Plata sont ainsi traitées sur analyse, mais cette analyse ne se réfère pas aux corps étrangers qu'elles

peuvent contenir, mais à une teneur en avoine d'autre couleur que celle traitée. Par exemple, si la marchandise contient des avoines noires, l'acheteur réclamera une bonification suivant la moins-value de la marchandise.

## 2. *Affaires à livrer.*

Les ventes à livrer dites aussi « affaires sur embarquement » et « affaires sur livraison » peuvent se présenter sous plusieurs formes :

1. Les ventes à livrer au débarquement de navires arrivés dans le port ;
2. Les ventes à livrer sur époques ou mois déterminés ;
3. Les ventes à livrer à l'heureuse arrivée d'un navire désigné ;
4. Les ventes à livrer de marchandises devant être embarquées ou expédiées à une époque ou dans un délai fixé, par navire à désigner ultérieurement à l'acheteur.

Dans le premier cas, le navire étant arrivé au port, les courtiers prélèvent des échantillons et concluent des ventes « livraison au débarquement », où les acheteurs sont tenus de recevoir la marchandise au fur et à mesure qu'elle est débarquée.

Lorsqu'il est question de ventes à livrer sur époques ou mois déterminés, on se trouve en présence d'affaires à terme dont nous parlerons plus loin.

Beaucoup d'affaires sont traitées en marchandises chargées ou à charger à bord d'un navire en route ou en partance au port d'embarquement. Les ventes à livrer à l'heureuse arrivée d'un navire désigné, sont condition-

nelles, car il est stipulé que dans le cas où la marchandise n'arriverait pas à destination, le marché serait résilié purement et simplement. — Quand le navire arrive à bon port, la marchandise est livrée à l'acheteur au fur et à mesure du débarquement.

Ventes à livrer par navire à désigner ; embarquement, expédition, départ, telle époque : les marchandises doivent être chargées à bord d'un navire à une époque ou dans un délai fixé. Lors de la vente le vendeur ne connaît pas toujours le nom du navire sur lequel la marchandise sera embarquée, mais il se réserve de le désigner plus tard. Dès qu'il l'a fait, l'affaire est transformée en « vente à livrer à l'heureuse arrivée d'un navire désigné ».

VENTE SUR ÉCHANTILLON CACHETÉ. — Dans ce cas, la marchandise livrée doit être absolument conforme à l'échantillon de vente. Toute moins-value de qualité est à honnifier par le vendeur à l'acheteur.

Si l'on traite sur « échantillon type cacheté », la livraison doit être équivalente à l'« about as per sample » (à peu près comme l'échantillon), des contrats anglais. Le vendeur jouit alors d'une certaine tolérance et la marchandise livrée peut présenter une certaine moins-value de qualité. Cette tolérance est d'environ 1 0/0 de la valeur, et toute moins-value de qualité dépassant 1 0/0 est à honnifier par le vendeur à l'acheteur.

VENTE SUR POIDS NATUREL (OU POIDS A L'HECTOLITRE). — Elles se font soit avec échantillon cacheté, soit « f. a. q. » (fair average quality of the season at time and place of ship-

ment, ou qualité bonne moyenne au lieu et au moment de l'embarquement). C'est ce qu'on appelle communément « fair average quality » ou f. a. q.

Dans ce cas la qualité de la marchandise livrée doit répondre, dans son ensemble, à la moyenne des embarquements qui ont été effectués au lieu et à l'époque de l'embarquement. Cette qualité moyenne est représentée par un type moyen ou standard (étalon) établi par les chambres arbitrales. Toute moins-value éventuelle de la marchandise est à bonifier par le vendeur à l'acheteur.

Le poids est celui exigé à l'embarquement et est sujet à la tolérance pour le coulage en cours de route. Mais en réalité, le poids naturel n'est constaté qu'au débarquement, et c'est sur ce dernier poids que sera basé éventuellement le calcul de la bonification due pour infériorité de poids naturel.

Les grains qui se vendent sur poids naturel sont en particulier les froments, orges et avoines du Danube et de la Plata.

Le poids naturel s'exprime habituellement par deux nombres pour les froments du Danube, plus rarement pour ceux de la Plata. Ainsi dans une vente de 78/79 kilogrammes, par hectolitre, le grain ne doit pas peser plus de 78 kilogrammes.

VENTES « RYE TERMS » (conditions du seigle). — Dans le commerce des grains et graines on fait suivre la clause du conditionnement sain et sec au débarquement de la mention suivante : une légère chaleur sèche, n'affectant pas la qualité du grain, ne donnant pas lieu à réclama-

tion. C'est ce qu'on appelle les Rye terms ou R. T. Il en résulte que l'importateur devra prendre réception, sans bonification, de toute marchandise légèrement échauffée quoique de bonne qualité. Ces conditions s'appliquent, sauf convention contraire, à toutes les affaires en grains de La Plata.

VENTE « TALE QUALE » (tel quel). — Dans ce cas, il est convenu que la marchandise sera « saine et sèche à l'embarquement, mais telle quelle quant au conditionnement à l'arrivée ». C'est ce que l'on appelle communément « tel quel, tale quale » ou T. Q.

QUALITÉ. — Sauf stipulation contraire, les ventes de marchandises s'entendent toujours : marchandise saine, loyale et marchande, à l'embarquement. Même les grains vendus « tale quale » n'échappent pas à cette obligation. Le conditionnement d'une marchandise, qu'il ne faut pas confondre avec la qualité, est l'état de conservation dans lequel elle se trouve. Une marchandise de bonne qualité peut se trouver en mauvais conditionnement, c'est-à-dire être plus ou moins avariée, et inversement.

Dans les trois cas de vente : échantillon conforme, échantillon type et f. a. q., l'acheteur n'a pas le droit de refuser la marchandise pour infériorité de qualité. Il doit l'accepter, quelle que soit la qualité livrée et n'a droit qu'à la bonification pour moins-value de qualité. Il faut cependant distinguer entre une infériorité de qualité et une différence de qualité. Ainsi, ayant vendu du maïs Plata, f. a. q., le vendeur peut livrer du maïs Plata de

qualité inférieure, mais l'acheteur ne sera pas tenu d'accepter du maïs Danube ou du maïs Odessa.

Sauf stipulation contraire, la bonification pour moins-value de qualité n'est pas réciproque. Si donc la qualité livrée est meilleure que celle de l'échantillon ou du f. a. q., le vendeur n'est pas en droit de réclamer une bonification de ce chef.

Dans le cas d'une vente « *tale quale* », l'acheteur doit prendre livraison des marchandises quel que soit leur conditionnement à l'arrivée, sans qu'il ait droit à bonification pour mauvais conditionnement. Il peut exiger du vendeur un certificat attestant que la marchandise était saine et bien conditionnée au moment de l'embarquement.

Pour une même marchandise, le prix *Rye terms* est plus élevé que le prix « *tale quale* », puisque dans le premier cas le vendeur assume la responsabilité de la dépréciation qu'elle pourrait subir en cours de route.

**PRIX.** — Lorsqu'on stipule le prix d'une marchandise il est indispensable d'ajouter de quelle manière se fera la livraison et par qui les frais qui en résultent seront supportés. Il importe donc de connaître la portée exacte des expressions employées à cet effet, qui sont les suivantes :

1. *Délivré* (sur quai, en magasin ou en grenier). — Le vendeur doit, à ses frais, effectuer le pesage ; l'acheteur prend réception des marchandises à la balance.

2. *Par transbordement ou transbordé*. — Le vendeur effectue à ses frais le pesage des marchandises et leur transbordement dans le bateau que l'acheteur a mis à sa disposition. D'ordinaire, ce bateau vient se mettre le long

du navire ou du magasin qui contient les marchandises vendues.

3. *Sur camion ou sur chariot.* — Le vendeur, à ses frais, pèse les marchandises et les fait charger sur les camions ou chariots que l'acheteur a mis à sa disposition au lieu où elles se trouvent déposées.

4. *Franco sur wagon ou franco à bord (f. o. b.).* — Le vendeur doit effectuer le pesage et la mise sur wagon ou à bord d'un navire désigné.

5. *Coût et Fret (c. f. : cost and freight).* — Le vendeur supporte les frais de pesage, de camionnage le cas échéant et de mise à bord, ainsi que le prix du transport par eau jusqu'à destination.

6. *Coût, fret et assurance (c. i. f.).* — Le vendeur supporte les frais de pesage, de camionnage s'il y a lieu, la mise à bord, le fret jusqu'à destination et la prime d'assurance maritime.

Dans les affaires à livrer, les prix sont stipulés généralement c. i. f. ; quelquefois c. f. ou f. o. b. En cas de vente f. o. b., comme par exemple dans les affaires d'exportation, le poids ou la quantité sont garantis à l'embarquement, tandis que pour les ventes c. f. ou c. i. f., le prix s'entend presque toujours sur poids débarqué. C'est ce qu'on appelle communément « plein poids au débarquement » ou full outturn (f. o.). Dans ce cas c'est le vendeur qui supporte la perte de route.

La plupart du temps, les prix s'entendent pour autant de kilogrammes nets, la tare étant déduite en facture. Pour les grains c'est en général pour 100 kilogrammes nets.

Lorsque le prix est stipulé sur poids embarqué, la facture de vente, basée sur ce poids, est définitive. Par contre dans les ventes sur poids débarqué, le vendeur établit sur la base du poids embarqué, une facture provisoire pour le montant de laquelle il tire ses traites documentaires sur l'acheteur ou sur son banquier.

Si la marchandise est vendue c. i. f. et que le fret est payable à destination, comme c'est le cas le plus souvent dans les affaires d'importation, le vendeur déduit en facture le montant du fret, celui-ci étant à payer pour son compte par l'acheteur.

Après l'arrivée des marchandises à destination, l'acheteur établit une facture définitive ou facture finale basée sur le poids constaté au débarquement et la différence entre cette facture et la facture provisoire est réglée entre acheteur et vendeur.

TRANSPORT. — Il est nécessaire de bien définir ce qu'on entend par dénomination La Plata-Uruguay. Les céréales vendues sous la dénomination « Bahia-Blanca » peuvent être chargées à Buenos-Aires (et celles vendues « Buenos-Aires peuvent être chargées dans un autre port argentin), à la seule condition que pour le contrat stipulé « Bahia-Blanca », la livraison soit au moins aussi bonne que si la marchandise avait été chargée dans le port ainsi appelé. A l'arbitrage pour la qualité, les échantillons de débarquement sont comparés au standard de Bahia-Blanca; on agit de la même façon pour les céréales traitées sous la dénomination Buenos-Aires, mais chargées dans un autre port.

**DOCUMENTS.** — Ce sont les pièces que le vendeur doit, en échange du paiement ou de l'acceptation de la traite, fournir ou soumettre à l'acheteur et qui établissent que la marchandise, pour la contre-valeur de laquelle il demande le paiement, a été dûment embarquée et est assurée pour la valeur stipulée au contrat.

Ordinairement, les documents se bornent au connaissement et à la police d'assurance. Le connaissement peut être remplacé par le « delivery order » (ordre de laisser suivre la marchandise); la police d'assurance peut être remplacée par la lettre d'assurance.

Pour les cargaisons entières, le contrat d'affrètement est constaté par la charte-partie.

En cas d'irrégularité dans les documents, la situation se présente comme suit : l'acheteur ne peut être obligé de payer la marchandise s'il n'a pas reçu la facture; mais si, après application, la facture devait ne pas porter le nom du navire ou la date des connaissements, cette omission ne justifierait pas le refus de l'acheteur de lever les documents.

Dans tous les cas, le paiement ou l'acceptation de la traite ne doit se faire que contre documents d'expédition parfaitement en règle.

**LE CONNAISSEMENT :** c'est un document par lequel le capitaine d'un navire désigné reconnaît avoir reçu du chargeur les marchandises spécifiées et s'engage à les transporter aux conditions convenues dans un lieu déterminé et à les y délivrer à une personne indiquée, moyennant paiement du fret stipulé. C'est le document le plus impor-

tant, parce qu'il constitue le véritable titre de propriété de la marchandise.

Pour la Plata, il est fait usage de la « Uniform River Plata cereales form » (Formule uniforme pour les céréales de la Plata), formule adoptée par la grande majorité des lignes faisant le service entre l'Europe et la Plata.

**DELIVERY-ORDER** : on appelle delivery-order un document émis le plus souvent par un banquier, rarement par un négociant, par lequel l'émetteur intéresse le porteur, pour une quantité déterminée, dans un lot de marchandises formant l'objet d'un seul connaissement, déposé chez lui.

L'usage de ce document permet de détailler à plusieurs acheteurs une partie de marchandises dont il n'existe qu'un connaissement. Exemple : une partie flottante de 500 tonnes de froment a été vendue à deux acheteurs différents, savoir, 300 tonnes à l'un et 200 tonnes à l'autre. Le vendeur dépose son connaissement de 500 tonnes chez un banquier du lieu de destination et fait émettre deux delivery-orders, l'un à 300 et l'autre à 200 tonnes. Ces documents sont épinglés aux traites en lieu et place des connaissements et donnent aux porteurs les mêmes droits que ceux-ci. Lors de l'arrivée du bateau à destination, c'est au banquier qui a émis les delivery-orders que les acheteurs devront s'adresser pour obtenir le laisser-suivre qui leur permettra d'enlever leurs marchandises.

**POLICE D'ASSURANCE** : les conditions de l'assurance sont décrites dans ce document.

**CHARTÉ-PARTIE :** c'est l'acte qui constate la location d'un navire, que le chargeur pourra devoir joindre aux documents, notamment si le navire a été affrété pour une cargaison entière et que les connaissements, ou bien font défaut, ou bien se réfèrent à la charte-partie, par exemple pour les conditions de débarquement, les jours de planche, le fret, etc.

Pour l'Argentine, il est fait usage de la charte-partie dite « de La Plata 1914 (River Plate charter-party 1914 Homeward) dont le mot de code est : Centracon. Suivant elle, le navire doit charger dans un ou deux ports de la rivière Parana, pas plus haut que San Lorenzo, et toujours à flot. La cargaison ne dépassera pas ce que le navire peut prendre sans devoir alléger à la barre Martin Garcia. Le reste de la cargaison sera prise à Buenos-Aires ou à La Plata au choix des affréteurs.

Aussitôt le chargement complet, le navire se rendra à San Vincente, La Palmas, Ténériffe, Madère ou Dakar, au choix du capitaine pour y recevoir des instructions. Quant au port de déchargement, ce sera un bon port de l'Angleterre ou du continent, entre Bordeaux et Hambourg, ceux-ci compris.

**LEVÉE DES DOCUMENTS :** si l'achat a été fait avec la condition de remboursement par acceptation de traite directe, l'acheteur a les documents à sa disposition par le fait même de l'acceptation de la traite du vendeur.

Mais si la traite a dû être acceptée par une maison de banque les connaissements resteront en possession du banquier jusqu'à ce qu'il ait reçu de l'importateur des

garanties suffisantes pour le déterminer à se dessaisir des documents.

L'importateur devra donc, sauf convention contraire avec son banquier, escompter la traite acceptée par ce dernier ou fournir une caution quelconque, à moins qu'il jouisse d'un crédit en blanc.

Actuellement, cependant, la grande majorité des transactions s'entendent avec la condition de paiement au comptant contre documents.

### 3. *Affaires à terme.*

Les affaires à terme se distinguent des affaires à livrer en ce qu'elles se liquident généralement par différence. Au lieu de prendre réception des marchandises ou de livrer les marchandises vendues, on paie ou on encaisse la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. Si les affaires à terme liquidées par différence sont du domaine de la spéculation pure, elles ont cependant leur utilité dans certains cas, notamment lorsqu'on est trop engagé en disponible ou en livrable et que l'état du marché ne permet pas de vendre ou d'acheter. On peut alors limiter sa perte ou dégager sa position en vendant à terme ce qu'on a acheté à livrer, et inversement :

Admettons par hypothèse qu'un négociant a acheté 3.000 tonnes de froment à livrer sur octobre. Par suite de bonnes nouvelles sur les récoltes, les prix baissent ; les acheteurs attendent pour effectuer leurs achats, et il devient impossible au négociant d'écouler sa marchandise. Pour éviter une perte sérieuse, il vend à terme sur

octobre 3.000 tonnes de froment. Si la baisse continue, il perdra sur ses marchandises à livrer, mais regagnera sa perte sur le terme puisqu'il pourra se couvrir à des prix inférieurs au prix d'achat. Si au contraire une hausse se produisait, l'opération à terme laisserait un déficit qui serait récupéré sur les marchandises à livrer.

Le marché à terme est donc utile à ceux qui sont obligés d'avoir de grandes quantités de marchandises en magasin. C'est tantôt un acte de spéculation, tantôt un acte de prévoyance, et tantôt un acte neutre.

Prévoit-on la hausse ? On achète du terme, pour se couvrir d'ici l'échéance ou à l'échéance, si toutefois l'on ne se fait pas reporter ; et l'on perçoit la différence entre les deux prix, à moins qu'on ne la paie. Prévoit-on une baisse ? On vend du terme, pour se couvrir d'ici à l'échéance ou à l'échéance tout à moins, si toutefois on liquide alors l'opération ; et l'on perçoit la différence entre les deux prix, à moins qu'on ne la paie.

Les marchés à terme sont devenus de grandes institutions d'assurance contre les fluctuations éventuelles des cours. Le fabricant de sucre couvre ses achats de betteraves par la vente de la quantité de sucre qu'il produira avec celles-ci. Les importateurs font reposer presque toujours leurs actes sur une vente correspondante de marchandise en route ou à embarquer. Les négociants, qui ont vendu des marchandises à livrer dans plusieurs mois, se couvrent par l'achat à terme d'une même quantité de la même marchandise. Mais il n'en suit pas nécessairement qu'on livrera effectivement : le plus souvent on se couvrira à l'échéance ; on ne s'assure qu'un prix.

Sont neutres, au point de vue de la position des parties, les arbitrages dans l'espèce et dans le temps. Nul besoin de faire ici la théorie des arbitrages de marchandises, ni d'insister sur les reports.

DOUBLURES OU FACULTÉS. — Il peut être convenu entre vendeur et acheteur que le premier pourra livrer ou que le second pourra exiger, au moment de l'exécution du contrat, la quantité double ou triple de celle prévue primitivement au contrat, aux mêmes prix et conditions que celui-ci. Cette opération porte le nom de « Doublure » quand l'option porte sur la quantité double et « Faculté » quand l'option porte sur la quantité triple, quadruple, etc.

AFFAIRES EN CONSIGNATION ET EN PARTICIPATION : un négociant, dans l'espoir de tirer un meilleur parti de ses marchandises, les expédie à un correspondant d'une autre place, qui reçoit l'ordre de les vendre pour son compte. Souvent même il achète des marchandises sur place dans le seul but de les envoyer en consignment. Il aura encore recours à ce procédé lorsqu'il désire qu'un négociant d'une autre place lui ouvre un crédit.

De même, des commerçants de pays différents peuvent s'associer momentanément pour la réalisation d'affaires en participation.

Le marché de Londres est le principal concurrent d'Anvers pour le commerce des céréales, et nous en dirons quelques mots en complément. Le marché londonien est unique au monde pour la diversité des qualités et les quantités énormes des céréales traitées en marchandise

effective. Par contre, il n'y a plus de marché à terme depuis quelques années et notamment depuis que l'exportation des froments des Etats-Unis a perdu beaucoup de son importance, ce qui a affaibli considérablement l'influence des marchés nord-américains. Le grand développement de l'agriculture en Argentine a contribué pour une large part à rendre le marché plus indépendant des Américains du Nord.

Londres entretient un mouvement d'affaires en céréales intense avec tous les pays et accumule des stocks exerçant souvent sur les prix une action déprimante. L'importance de Londres ne résulte pas seulement de son grand pouvoir d'absorption de marchandises effectives (Anvers l'emporte de loin sous ce rapport), mais il se traite à la bourse *The Baltic* un très grand nombre d'affaires c. i. f. par cargaisons destinées au continent.

Les affaires en céréales et farines se traitent à Londres dans deux bourses réservées exclusivement à ces articles. Ce sont des associations privées, sous forme de sociétés par actions : *The Baltic Mercantile and Shipping Limited* et la *Corn Exchange Company Limited*, dite *Mark Lane*. Il existe en outre une association professionnelle pour le commerce des grains, connue sous le nom de *London Corn Trade Association*.

Les contrats pour les froments La Plata furent modifiés en 1922. Les froments La Plata se traitent f. a. q. et sur poids naturel ; vers la fin de la campagne, ils se traitent aussi sur échantillon. Les maïs se vendent presque exclusivement f. a. q. (qualité bonne moyennue de la saison à l'époque et au lieu d'embarquement).

## SECTION IV

## Règlements de comptes.

Les modes de paiement sont variables suivant les pays de provenance de la marchandise et les échéances des factures. Les moyens de règlement expliqués ci-après s'appliquent non pas exclusivement au commerce des céréales, mais aussi au règlement de toutes les affaires en général.

**PAIEMENT AU COMPTANT :** lorsque le paiement doit se faire au comptant, on fait couramment usage du « chèque à vue ». Par contre, si la facture n'est échue qu'à 60 ou 90 jours, le vendeur crée habituellement une traite.

En ce qui concerne les céréales, on peut dire qu'actuellement presque toutes les affaires se font au comptant sans escompte. Le paiement s'effectue par transfert télégraphique. Lorsque les fluctuations des changes sont particulièrement fortes, les importateurs eux-mêmes revendent en dollars ou en livres sterling.

Lorsque le paiement a lieu au comptant le vendeur joint aux documents un chèque, qui a la valeur d'une quittance, et sur présentation (à vue) desquels l'acheteur acquitte le montant de la facture sur l'acquit du bénéficiaire du chèque.

Pour les paiements au comptant, il est beaucoup fait usage en Angleterre du chèque barré, qui présente des conditions de sécurité très appréciables. Effectivement,

un chèque barré (« crossed cheque », qui porte en travers les mots » et Co.), ne peut être encaissé que par une banque.

**PAIEMENT PAR TRAITE :** les documents constituent la garantie des effets et sont remis à l'acheteur au moment même de la présentation au paiement. On parle alors de « traite documentaire » ou éventuellement de « chèque documentaire ».

Les traites documentaires peuvent être tirées sur l'acheteur directement ou sur un banquier, d'ordre et pour compte de l'acheteur.

En règle générale, les documents qui accompagnent la traite ne sont délivrés contre acceptation que lorsque cette acceptation est donnée par une banque ; si l'effet est tiré sur l'acheteur, celui-ci ne reçoit les documents que contre paiement.

Les modes de remboursement les plus couramment employés sont : la traite directe sur l'acheteur, le remboursement de banque et le crédit confirmé.

**TRAITE DIRECTE SUR L'ACHETEUR :** la traite directe sur l'acheteur peut être « à vue » ou « à terme ».

Si la traite est à vue, les documents y sont attachés et naturellement, ils sont délivrés à l'acheteur au moment du paiement.

Pour les traites directes à terme, deux modalités se présentent : la traite à terme, documents contre paiement et la traite payable à l'arrivée des marchandises, documents contre paiement.

Dans le premier cas, la traite tirée à terme sur l'acheteur porte la mention : « documents à être délivrés contre paiement » ; c'est ce qu'on appelle généralement : documents « against payment » ou D. P. Après vérification des documents, le tiré accepte la traite et la retourne au porteur, avec les documents. Si, à un moment donné avant l'échéance de la traite, le tiré veut lever ses documents, il a la faculté d'escompter la traite, c'est-à-dire de la payer avant l'échéance sous bonification des intérêts pour les jours restant à courir.

Lorsqu'il s'agit de paiement par « traite payable à l'arrivée des marchandises, documents contre paiement », la vente est faite à la condition : paiement comptant contre documents à l'arrivée du bateau, et les traites tirées sur l'acheteur portent cette mention. Le porteur fait viser par le tiré la traite et les documents qui l'accompagnent, afin que celui-ci ne puisse soulever de contestations quant à la régularité des documents lorsqu'il s'agira de lever ceux-ci. Les traites restent déposées, documents attachés, chez le porteur, qui les présente à l'encaissement au moment de l'arrivée du bateau.

Si le vendeur veut faire accepter la traite avant de la mettre en circulation, il fait une première de change et l'envoie à l'acceptation après avoir muni l'effet de la mention « Nur zur Accept bestimmt », et barré le verso afin d'empêcher les endossements. Si la traite revient acceptée, on écrit la seconde de change et les deux exemplaires seront mis en circulation, en endossant la seconde de change. Si la première lettre de change reste en dépôt au lieu de l'acceptation, on négociera la seconde

en écrivant au bas : « la première à la disposition de la seconde ».

**PAIEMENT PAR REMBOURS DE BANQUE :** les exportateurs ont souvent subi des pertes par le fait que la distance leur rend impossible la surveillance du crédit de leurs clients. Si les traites acceptées par des particuliers sont parfois laissées en souffrance, les banques par contre jouissent d'un crédit si étendu que les effets de commerce munis de leur acceptation présentent une sécurité presque absolue. Dans le paiement par « rembours de banque », les traites sont acceptées par des banques.

Le vendeur tire sur un banquier qui lui a été indiqué préalablement par l'acheteur, une traite documentaire à terme. Le terme varie suivant les pays et les conditions de vente : 60 jours de vue, 90 jours de vue, 3 mois de date, etc. Cette traite négociée par le tireur à un banquier de son pays, est envoyée, soit directement, soit en passant par d'autres mains, à un banquier du lieu de paiement. Celui-ci la présente à l'acceptation au tiré, banquier de l'acheteur, lequel soumet à l'inspection de son client la traite et les documents qui l'accompagnent, et lui demande l'autorisation d'accepter. Après avoir obtenu cette autorisation, le banquier accepte pour compte de son client en lui portant en compte le montant de  $1/4$  à  $1/2$  0/0. D'ordinaire, le montant de la traite est débité au client en « compte acceptation » valeur à l'échéance, et le montant de la commission en « compte courant ordinaire », valeur au comptant.

**CRÉDIT CONFIRMÉ** : dans les pays d'outre-mer, il n'y a guère que les traites sur les banques des capitales européennes qui se négocient facilement et avantageusement. Les négociants qui veulent faire des achats dans les pays lointains doivent commencer par s'assurer le concours d'une banque de premier ordre sur laquelle les traites seront tirées. La banque s'engage formellement envers les futurs tireurs et endosseurs à accepter et, partant, à payer aux échéances les traites qui seront fournies sur elle.

Ce mode de remboursement est employé spécialement lorsque le vendeur désire obtenir le maximum de garanties au sujet de l'acceptation ou du paiement de ses dispositions. Avant l'expédition des marchandises, le vendeur exige que l'acheteur lui fasse confirmer par son banquier que celui-ci s'engage à accepter les traites tirées sur lui par le vendeur jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas un maximum fixé et accompagnées des documents complets et réguliers à telle ou telle quantité d'une marchandise déterminée.

Si l'affaire est conclue aux conditions « paiement comptant », le banquier confirme dans la même forme qu'il s'engage à payer les traites à vue du vendeur.

Dans le cas de rembourser de banque, il peut arriver que l'acceptation soit refusée pour certains motifs, tels que : irrégularités dans les documents, non conformité des documents avec les contrats de vente, manque de provision ou de « couverture » chez le tiré-banquier, manque d'instructions du vendeur, ou autres motifs ; tandis que dans le cas de crédit confirmé, dès que les documents

sont en règle, le tiré-banquier ne peut d'aucune façon se dispenser d'accepter. Le crédit confirmé présente donc beaucoup plus de sécurité pour le vendeur.

En échange de son acceptation, le banquier reçoit les documents qu'il délivre ensuite à son client, comme il l'entend ; s'il ne veut les remettre que contre paiement du montant des traites acceptées par lui et que son client ne puisse les dégager lors de l'arrivée des marchandises, le banquier prend lui-même livraison de ces dernières, et les tient à la disposition du négociant, contre espèces. Au besoin même, s'il juge que ses avances sont en péril, il fait vendre les marchandises pour le compte de leur propriétaire avec lequel il règle ensuite. Les maisons sérieuses exigent presque toutes des crédits confirmés.

**PAIEMENT PAR ENVOI D'ACCREDITIF** : l'accréditif est un écrit par lequel une banque stipule avoir reçu une certaine somme d'une personne déterminée et charge un de ses comptoirs établi sur une autre place, de payer à vue et à l'ordre du titulaire de l'accréditif, la somme indiquée.

**PAIEMENT PAR DÉLÉGATION** : au lieu de faire usage du chèque, des vendeurs américains attachent aux documents envoyés à leur banquier une lettre dans laquelle ils informent ce dernier que l'importateur désigné paiera le montant de la facture contre présentation de cette lettre et des documents.

Sur la place de Londres, les contrats La Plata prévoient quatre modes de paiement différents, selon qu'il s'agit de parcelles ou de cargaisons, de déchargement en Angleterre ou sur le continent.

1. Pour les parcelles à destination du continent, le paiement varie suivant les usages de la Chambre arbitrale ou les conditions particulières des exportateurs.

2. En ce qui concerne les cargaisons par voiliers, le paiement doit se faire dans les cinq jours après l'arrivée du navire au port d'ordres.

3. Pour les cargaisons par vapeurs, le paiement s'entend au comptant à Londres, à l'arrivée ou avant l'arrivée du bateau au port de débarquement.

4. Pour les parcelles à destination de l'Angleterre, on paie au comptant à Londres, à l'arrivée ou avant l'arrivée du vapeur.

---

## CHAPITRE V

### QUESTIONS FINANCIÈRES

#### SECTION I

##### **Monnaie et circulation monétaire.**

Le système monétaire de la République Argentine fut institué par la loi du 5 novembre 1881, qui adopta comme unité monétaire le peso (piastre) or de 1,6129 grammes au titre 0,900 et le peso d'argent de 25 grammes au titre 0,900. Conformément à cette loi, on a frappé des argentins et demi-argentins qui équivalent exactement à 25 fr., et 12 fr. 50 respectivement.

Bien que la loi adopte le peso or ou argent comme unité monétaire, elle n'est pas bimétalliste et prend l'étalon or comme base du système, puisqu'elle limite la frappe des monnaies d'argent à 4 pesos par habitant. Du moment où les mesures d'inconvertibilité furent prises, il n'y eut plus dans la République d'autres monnaies que celles de nickel, divisionnaires du peso.

Les monnaies étrangères ont cours légal dans le pays aux types suivants, correspondant à la valeur intrinsèque des diverses monnaies :

1 £	=	5,04	pesos or.
20 fr.	=	4	» »
20 M.	=	4,94	» »
1 aigle (10 \$)	=	10,364	» »

Les transactions avec l'étranger sont généralement faites en pesos or ou en monnaies étrangères.

L'unique monnaie en circulation dans le pays est le peso papier m/n (monnaie nationale, dit aussi peso de cours légal, sous forme de billets d'Etat qui ont cours légal illimité et sont employés exclusivement pour toutes les opérations dans la République.

L'Argentine a fait usage en tout temps, uniquement de la monnaie fiduciaire. L'ancienne Banque de la Province de Buenos-Aires, et la Banque Nationale furent autrefois les principales institutions d'émission, jusqu'à ce qu'en 1887 on implantât le système des Banques Nationales Garanties. Ce système conduisit rapidement à la crise de 1890 et avec elle, à l'inconvertibilité et à la dévalorisation de la monnaie fiduciaire émise. Pour régulariser cet état désastreux, la loi du 7 octobre 1890 créa la Caisse de conversion qui devait se charger de toutes les opérations relatives à l'émission, à la conversion et à l'amortissement de la monnaie papier.

Néanmoins les fluctuations de la valeur de la monnaie en circulation, c'est-à-dire sa variation par rapport à l'or, continuèrent jusqu'à la mise en vigueur des dispositions de la loi du 4 novembre 1899, appelée loi de conversion. Cette loi eut des effets excellents, tant sur le système monétaire que sur l'économie nationale. Elle établissait

que la Nation convertirait toute l'émission fiduciaire existante alors, soit 293.018.258 pesos de c/1, en monnaie nationale d'or au change d'un peso de cours légal pour 44 centavos ; elle prévoyait la formation par le Gouvernement d'une réserve métallique appelée « Fonds de Conversion » et devant être déposée à la Banque de la Nation.

La même loi autorisait la Caisse de Conversion, à émettre et à remettre à tout solliciteur des billets de cours légal pour de la monnaie d'or dans la proportion d'un peso papier pour 44 centavos or, et à remettre l'or ainsi reçu à ceux qui le demandaient en échange de monnaie papier, au même taux d'échange.

*Ces dispositions étaient destinées à donner à la monnaie fiduciaire la stabilité dont elle avait manqué pendant tant d'années. Conséquemment, l'or afflua dans la Caisse de Conversion en quantités qui excédèrent les prévisions les plus optimistes. La circulation monétaire augmentant corrélativement, les affaires prirent un essor inattendu et le développement économique du pays fit des progrès si considérables qu'ils attirèrent l'attention du monde entier.*

De grandes quantités d'or furent aussi déposées dans les Légations argentines de Londres, Paris, Rome, Washington, etc. en vertu de la loi du 9 août 1914, pour le compte de la Caisse de Conversion, et contre les émissions correspondantes de billets dans le pays. Cette facilité de dépôts dans les Légations fut concédée au commerce et à la banque en considération des difficultés créées par la guerre pour le transport de l'or ; les déposants étaient soumis au paiement d'une taxe de 1/2 0/0.

Les effets de cette loi furent suspendus provisoirement par décret du 13 mai 1916, mais un décret ultérieur du 19 janvier 1918 autorisa à nouveau les dépôts d'or dans les Légations argentines ; toutefois le taux de la taxe fut élevé à 3 0/0. Néanmoins la Légation de Washington seule put recevoir des dépôts en vertu de ce décret et jusqu'à concurrence d'une somme en or déterminée.

Le Fonds de Conversion créé par le Gouvernement est déposé à la Banque de la Nation et se monte actuellement à 30 millions de pesos or. En vertu des lois n° 9.479 et 10.251, la Banque a converti et mobilisé 20 millions de ce fonds et fut autorisée à procéder de même pour les 10 millions restants.

Au 31 décembre 1919 les dépôts d'or étaient les suivants :

dans la Caisse de Conversion . . . . .	pesos or :	310 031.942 88
dans les Légations argentines . . . . .	»	78.996.804 77
	»	<u>389.028.747 65</u>

Sur la base de cette couverture, la Caisse de Conversion avait émis au cours légal de 44 centavos :

	pesos m/n :	884.156.216 89
avec les émissions antérieures à la loi de conversion . . . . .		293.048.238 44
la circulation fiduciaire était de . . . . .		<u>1.477 474.475 33</u>
soit en monnaie d'or . . . . .		<u>517 256.769 15</u>

La couverture métallique de cette circulation fiduciaire est composée de la somme sus-mentionnée plus la partie du Fonds de Conversion non convertie par la Banque de

la Nation, ce qui représente une somme totale de 399.028.747,65, soit une proportion de 77,04 0/0.

Cette énorme réserve métallique a créé un état de conversion de fait qui permet de qualifier de complètement saine la monnaie argentine.

Les billets de cours légal sont pratiquement l'unique moyen de paiement en usage dans la République et leur valeur représentative est invariablement, depuis 1903, de 44 centavos or pour un peso papier.

Par la loi d'opportunité édictée le 9 août 1914, l'obligation de la Caisse de Conversion de remettre de l'or en échange de billets fut suspendue temporairement, et par la loi n° 9483 l'exportation de l'or fut prohibée. Ces dispositions n'ont eu aucune influence en ce qui concerne l'acceptation par le public du papier-monnaie pour la valeur légale.

Par décret du 10 mai 1925, le Pouvoir Exécutif a laissé sans effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 1925, la défense d'exporter de l'or monnayé ou en lingots, qui était en vigueur pour la durée de la guerre. Le Gouvernement a suivi en cela la politique monétaire adoptée tout dernièrement par l'Angleterre, la Hollande, l'Australie, l'Afrique du Sud et d'autres pays.

## SECTION II

### La grande crise de 1890.

La guerre de la Triplice (en 1865), avait donné lieu à une grande activité commerciale pour l'approvisi-

ment des troupes et avait été une grande source de bénéfices pour le commerce argentin. Un état économique de cette nature est généralement funeste lorsqu'il est provoqué par une surabondance d'argent. Celle-ci influe sur le marché des capitaux qui domine les autres, et l'activité impulsive ne tarde pas à prendre la tournure de spéculation sur les terres et toutes les autres marchandises. Ce fait se produisit précisément en Argentine où la folie de la spéculation aboutit à une crise générale qui retarda considérablement le pays dans son évolution.

La première période de la mise en valeur du pays, que l'on peut fixer entre 1881 et 1891, est caractérisée par l'exécution de grands travaux publics. Ils avaient pour but d'aider au développement de l'Argentine et afin d'obtenir les moyens nécessaires à leur construction, on escompta l'avenir en engageant le crédit national. Cette spéculation était d'autant plus séductrice que les circonstances prêtaient généreusement leur concours. A cette même époque en effet, le mouvement des affaires se trouvait particulièrement ralenti en Europe, de sorte que les marchés chargés d'or improductif n'hésitèrent pas à le placer en emprunts argentins émis pour la construction de travaux publics et de chemins de fer en particulier. Et si le fleuve d'or qui fut ainsi charrié vers l'Argentine fut fécond pour le progrès du pays, il fut aussi le promoteur des folles spéculations qui finirent par plonger le pays, en 1890, dans l'une des crises les plus intenses qu'on ait vues dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle.

On l'a appelée la « crise de croissance », car si les spéculations ont réellement atteint le maximum de l'ex-

travagance, une multitude d'œuvres d'utilité publique n'en furent pas moins entreprises. Ces institutions auraient sans doute pu rémunérer largement les capitaux qui y étaient placés si on ne les avait revêtues d'une munificence exagérée que la situation économique d'alors ne justifiait nullement.

Le déséquilibre se fit sentir en premier lieu dans les échanges commerciaux. Alors qu'en 1880 les importations représentaient le 80 0/0 de la valeur des exportations, elles arrivèrent à la proportion de 138 0/0 en 1886 et à 141 0/0 en 1890. Cette augmentation formidable était due principalement à l'introduction d'articles favorisant la production, tels que matériaux pour la construction des chemins de fer et de travaux publics, animaux reproducteurs, etc. Mais une partie considérable des importations était aussi constituée par des articles destinés à satisfaire un luxe effréné, fruit de folles spéculations.

La crise atteignit son paroxysme en 1890, alors que les moyens de crédit dont on avait abusé depuis un certain temps, se trouvèrent brusquement paralysés. Le Gouvernement et le pays tout entier étaient endettés et les sources de production étaient insuffisantes pour supporter l'opulente armature dont elles venaient d'être dotées. L'Argentine se voyant en fin de compte impuissante à faire face aux énormes engagements qu'elle avait contractés, s'abîma dans le chaos de la banqueroute et du discrédit avec un grand retentissement.

Les budgets argentins se soldaient depuis longtemps par des déficits constants se chiffrant à plus de 240 millions de pesos or (1,2 milliard de francs). Pour combler

ce déficit le Gouvernement avait été contraint d'avoir recours à des émissions de papier-monnaie. Par suite de l'inflation, la loi de Gresham déploya ses effets, et le Gouvernement fut acculé à décréter le cours forcé, qui n'a jamais été aboli depuis.

Par l'exagération des émissions, on arriva à la dépréciation des billets à cours forcé. La prime sur l'or atteignit successivement les proportions suivantes :

1887 . . . . .	38 0/0
1888 . . . . .	50 0/0
1889 . . . . .	97 0/0
1890 . . . . .	453 0/0
1894 . . . . .	277 0/0

La charge de la dette extérieure devint très lourde par suite de cette dépréciation, si bien que le Gouvernement dut suspendre le service de la dette publique.

Bien que le papier-monnaie fût un facteur efficace pour la production à bas prix, il constituait une dangereuse entrave pour le producteur en raison des fluctuations qu'il subissait au moment de la présentation des récoltes sur le marché national. L'or qu'elles produisaient valorisait brusquement la monnaie fiduciaire et comme la production suivit une augmentation générale durant les années 1895 à 1900 (dans cette dernière année l'exportation atteignit l'énorme chiffre de 154.600.000 pesos or), on faillit encourir un véritable désastre. Le papier-monnaie qui s'était maintenu avec une dépréciation de plus de 300 0/0, commença à se valoriser rapidement jusqu'à la proportion de 206 0/0. Pendant toute l'année, les agri-

culteurs avaient effectué leurs achats avec des billets dépréciés à 300 0/0 et le produit de leurs moissons leur fut payé en billets dépréciés seulement dans la proportion de 206 0/0. De ce fait, ils subissaient une perte considérable pour couvrir leurs dépenses.

Le Gouvernement prit alors des mesures pour la conversion et l'amortissement graduel du papier-monnaie. En 1899, la Loi de Conversion de Pellegrini, son créateur, fixa le type de change de la monnaie papier en monnaie d'or et créa le Fonds de Conversion qui permit de thésauriser plus de 230 millions de pesos or représentant la garantie effective de la monnaie fiduciaire actuellement en circulation.

Le grand krach de 1890, qui fut renforcé d'un mouvement réactionnaire déterminant la chute du Gouvernement national, ne pouvait naturellement pas anéantir les travaux de chemins de fer, de ports et autres réalisés pour le développement général du pays. Ces nouveaux facteurs auxiliaires contribuèrent puissamment à amener rapidement l'Argentine à un grand degré de prospérité. Ils donnèrent une grande extension aux cultures et les exportations de céréales et de viandes congelées prirent une grande importance, se signalant chaque année dans la balance commerciale par les soldes favorables qui reconstituèrent l'économie nationale.

Les éléments du Fonds de Conversion étaient composés des réserves métalliques des banques garanties, des sommes dont ces mêmes banques étaient débitrices pour la valeur des titres achetés comme garantie, des fonds publics émis pour garantir les émissions des banques, de

toutes les sommes qui en vertu des dispositions législatives, étaient destinées à la conversion et à l'amortissement des billets de banque, et d'une façon plus spéciale, de celles qui provenaient des économies faites sur le budget général.

A cet effet, le Gouvernement conclut en 1891 avec des banquiers anglais un contrat pour l'émission d'un emprunt de 75 millions de pesos or, en vertu duquel il devait être retiré pendant les trois années 1891, 1892 et 1893, 15 millions de pesos papier annuellement, soit 45 millions pour cette période de trois années. Mais cette tentative échoua : à fin 1892 il n'avait été incinéré que 4.837.287 pesos papier. Il y eut bien des incinérations plus nombreuses en 1893 et 1894, mais comme le Gouvernement avait en même temps procédé à de nouvelles émissions très importantes, la situation n'avait fait que s'aggraver.

Dans la suite, la proportion du stock d'or avec la circulation fiduciaire s'est progressivement élevée de 23 0/0 en 1903 à 67,925 0/0 en 1911 ; en 1919, la proportion était de 75,108 0/0. Cela tient à ce que depuis 1902 la Caisse de Conversion a sans cesse augmenté son stock de métal.

### SECTION III

#### Les tentatives de réforme du système monétaire argentin.

Jusqu'en 1899 le système monétaire argentin a vécu en pleine anarchie financière, allant de chute en chute et de

décret en décret. Les diverses périodes historiques de la monnaie argentine sont caractérisées par l'inconvertibilité, l'émission sans garantie, les fluctuations perpétuelles, les alternatives de hausse et de baisse, l'agio de l'or et une série de perturbations. Le grand déséquilibre culmine dans la catastrophe de 1890, où il y eut en même temps que la chute des banques officielles, la faillite de nombreuses entreprises et l'anéantissement de maintes fortunes.

La crise de 1890 eut une période de liquidation qui ne dura pas moins de dix années. Une réaction économique commença à s'effectuer en 1899 et il se produisit alors un vigoureux mouvement dans le but de stabiliser la monnaie dont l'origine est dans la promulgation de la Loi de Conversion. Cette loi statuait, comme la chose a déjà été expliquée plus haut, que la Caisse de Conversion remettrait 1 peso papier pour 44 centavos or et vice-versa.

Ce système, encore en vigueur actuellement, liquida définitivement la banqueroute de 1890, et la Caisse de Conversion fit le prodige de donner à la monnaie argentine une stabilité définitive.

Le fait qu'il existe en réalité deux monnaies donna matière, dès l'établissement de ce système, à des discussions sur l'état actuel qui avait été constitué provisoirement.

La monnaie habituelle est le peso papier et sert à toutes les opérations internes ; l'autre est le peso or et préside aux transactions internationales.

Plusieurs projets de réforme monétaire ont été présentés, mais aucun ne fut étudié à fond sans doute par crainte

d'un danger possible pour la vie économique du pays. Voici ces différentes tentatives :

La première tentative fut faite en 1905 et proposait de reformer l'unité monétaire ; le peso serait transformé en une monnaie équivalente au franc, c'est-à-dire égale au  $1/5$  de la valeur de l'unité en vigueur. Le Fonds de Conversion de 30 millions de pesos or serait converti en 150 millions d'argentins. Après une enquête qui fournit de nombreuses approbations de la part des banques et des grands financiers, le projet fut repoussé pour des raisons de tradition.

Le second projet de 1909 prévoyait que la monnaie nouvelle serait appelée « argentin » et aurait une valeur de 44 centavos or, aux titre et conditions essentielles de la livre sterling.

En 1910, un député proposa l'adoption de l'unité monétaire projetée en 1905.

En 1910, un nouveau projet laissait subsister l'unité de 44 centavos or, mais demandait la création d'un Département d'Emission à la Banque de la Nation ainsi que l'annexion à cette dernière de l'Hôtel des Monnaies. Ce nouveau type d'institution présentait de nombreux rapprochements avec la Banque d'Angleterre.

En 1916 il fut proposé le rétablissement des monnaies d'or et d'argent de la loi de novembre 1881.

L'année suivante, un autre projet demandait la substitution à l'unité monétaire en vigueur d'une autre équivalente à sa cinquième partie, c'est-à-dire au franc ; cette nouvelle unité prendrait la dénomination d' « argentino » et en outre, la Caisse de Conversion et l'Hôtel des Mon-

naies seraient dépendants de la Banque de la Nation.

En 1917 encore, on proposa la fondation de la Banque de la République qui aurait entre autres fonctions principalement celles de la circulation et de la frappe de la monnaie, du réescompte, des changes, de caisse de compensation et d'émission de billets des types actuellement en circulation. Elle assumerait à la fois la mission de l'Hôtel des Monnaies et de la Caisse de Conversion.

Enfin, le dernier projet de 1924 avait à sa base deux buts fondamentaux : le transfert de la Caisse de Conversion à la Banque de la Nation sous forme de Département d'émission de la dite banque et qui régulariserait la circulation, l'émission et la conversion des billets ; le second but était la création de la nouvelle unité nationale de 20 centavos or en substitution du peso m/n actuel.

Toutes ces tentatives de réforme monétaire n'ont obtenu jusqu'ici aucune fin pratique, car l'idée prévaut qu'étant parvenu à la stabilité, il est préférable de continuer avec le système en vigueur plutôt que de courir les aléas d'une réforme. La monnaie argentine est sûre et stable, et le peso a acquis une confiance universelle. Grâce à l'état satisfaisant des affaires du pays en général, l'Argentine est actuellement la seule puissance sud-américaine qui ne souffre pas de grandes difficultés de change. C'est là un signe révélateur de la stabilité et de la confiance toujours plus grande qu'inspire le système monétaire en vigueur.

Le problème monétaire argentin consiste en définitive dans la dualité de la monnaie et si une solution légale devait être prise, c'est l'unité du peso national de cours

légal qui devrait être acceptée ; cette unité est imposée de fait par la Loi de Conversion et c'est aussi le symbole de la nation pour toutes ses opérations internes. Une réforme quelle qu'elle soit exigerait de grandes dépenses pour mettre les livres de comptabilité, les titres, contrats, documents, etc., en concordance avec le nouveau type monétaire. En outre elle provoquerait certainement dans la population une profonde désorientation par les changements de prix et de valeurs.

Le peuple argentin est si habitué à la monnaie de papier que la majorité de la population n'a jamais vu de monnaie métallique du pays, d'or ou d'argent. L'on n'en trouve plus guère que dans les agences de change.

Telle frappe est, en effet, inutile. La population ne ressent aucunement la nécessité d'avoir à sa disposition des monnaies d'or ou d'argent comme instrument d'échange : le papier et le nickel lui suffisent. Si quelqu'un achetait chez un cambiste une monnaie d'or argentine et la présentait en paiement dans un magasin, le commerçant hésiterait certainement avant de l'accepter. Il est d'ailleurs à désirer que ces pratiques excellentes se généralisent.

Toutefois deux raisons peuvent être invoquées en faveur de la frappe de monnaies argentines :

Il y aurait d'abord la question de prestige du pays. Tous les grands Etats possèdent une monnaie d'or. L'Argentine en montrant au monde qu'elle possède de l'or, acquerrait du prestige. — Cet argument n'a pas grande valeur, la grandeur d'une nation ne résultant pas de l'or qui circule dans le pays.

La monnaie d'or échapperait aux fluctuations de la

valeur du papier-monnaie ; elle assurerait la stabilité de l'instrument d'échange. — C'est là encore une illusion. Le franc suisse et la livre sterling sont-ils en parité avec le dollar ? Le dollar est avantagé parce qu'il y a prohibition d'exportation de ce métal. L'unique utilité de la monnaie d'or existe seulement pour les paiements internationaux. Par cela la prohibition d'exporter l'or se répercute dans les changes. Or pour payer à l'extérieur, il existe suffisamment de dollars, et souverains, etc. L'Argentine a le système du gold exchange standard. Dans ce système l'or ne sert plus que pour payer les paiements internationaux. C'est le meilleur système pour ce pays.

Dans tous les pays qui ont de la monnaie papier plus ou moins convertible en or, il y a une dépréciation du change. Dans la République Argentine, cette dépréciation occasionne de graves inconvénients pour le commerce en général et pour le trésor public en particulier. Elle se trouve effectivement dans une situation spéciale : le trésor argentin doit faire chaque année de grands paiements à l'étranger par le fait de la dette publique contractée à l'extérieur et remboursable en monnaies étrangères. Pour se procurer des \$ ou des £, il faut déboursier des quantités considérables de pesos papier. C'est pour cette raison qu'on projette de réformer l'unité monétaire argentine.

L'Argentine possède plus d'or qu'il n'en faut ordinairement pour la garantie de la monnaie papier. Cet excédent d'or reste ainsi sans emploi et pourrait être utilisé profitablement pour le trésor public. Au lieu d'acheter avec des pesos dépréciés des monnaies d'or étrangères, l'excédent d'or pourrait servir à régler les créanciers étrangers.

Cette politique qui offre des avantages immédiats, a été adoptée par le Gouvernement argentin. Par un hasard inespéré, l'Argentine a pu constituer pendant la guerre européenne une magnifique encaisse métallique qui a mis le peso papier à couvert des terribles fluctuations qu'il a subies jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette encaisse peut-elle être réduite sans danger par les retraits opérés par le Gouvernement? La réponse pourrait être affirmative s'il existait un courant d'or vers l'Argentine qui vienne compenser les sorties. Mais tel n'est pas le cas.

Le bénéfice immédiat que l'Argentine obtient n'est rien en comparaison des difficultés que cette politique peut créer pour l'avenir. Pour réduire les charges du trésor quant au service de la dette extérieure, le Gouvernement peut influencer le change par l'assainissement des finances publiques. Le Pouvoir Exécutif s'est proposé de réaliser cet assainissement par l'équilibre du budget, la réorganisation du régime fiscal, la révision du régime douanier et d'autres mesures encore.

La suppression de la dualité monétaire actuelle n'est pas autre chose que l'aspiration d'arriver à ce que les billets en circulation soient garantis par la plus grande réserve métallique possible, et que la limite sans couverture soit garantie par des valeurs commerciales à courte échéance. Mais cette aspiration peut se réaliser d'une manière permanente sans qu'il soit besoin de procéder à un changement dans l'unité monétaire actuelle et sans qu'il en résulte des répercussions sur les transactions quotidiennes. Au degré de prospérité où l'Argentine est arrivée il semble possible que cette situation de dualité ne se

prolonge pas ; dans les efforts pour l'assainissement qui ont été faits comme dans ceux qu'il reste à faire pour la solution de cette question, le moyen le plus efficace est de favoriser le travail, de pousser la production de sorte que les exportations laissent des soldes qui viennent constamment augmenter la réserve d'or du pays. C'est sous ce régime que pourrait s'opérer, sans altérations sensibles et sans violentes secousses financières, la merveilleuse réalisation de la transformation du peso actuel de 0,44 en un peso or dont le billet serait représenté par une quantité égale de métal en réserve.

En résumé le peso argentin est, sous le régime actuel, une des monnaies les plus saines qu'on connaisse, attendu qu'elle est actuellement couverte par une réserve métallique dans la proportion de 80 0/0 environ et que c'est une des monnaies qui a le plus augmenté de puissance d'achat depuis la guerre.

#### SECTION IV

##### Institutions de commerce et de crédit.

###### § 1. — La bourse de commerce de Buenos-Aires.

La Bourse de Commerce de Buenos-Aires fut fondée le 20 novembre 1854, sous forme de société particulière.

Son règlement permet d'admettre comme membres de la Bourse les commerçants, les personnes intéressées et propriétaires qui le demandent. Les voyageurs peuvent

en outre être incorporés en qualité de membres, à condition qu'ils soient présentés par des membres de la Bourse, qu'ils aient pris part à des opérations pendant trois mois et déclarent leur intention de poursuivre leurs opérations.

D'après les statuts de la Bourse, les membres sont autorisés à traiter toutes les affaires licites pendant l'heure officielle (1 h. à 2 h. p. m.) entre eux, sans l'intermédiaire des courtiers, à l'exception des opérations sur titres publics et sur métaux.

Une Chambre syndicale est constituée pour l'administration et l'exercice de la discipline. Le règlement établit dans quelle forme les opérations doivent être faites par les courtiers et quelle commission leur revient dans chaque genre d'affaires; il règle aussi l'élaboration mensuelle des prix courants par une commission de courtiers et contient des dispositions disciplinaires pour les cas d'infraction aux règlements et aux lois.

Le règlement de 1886 se borne à compléter les dispositions du premier tout en introduisant quelques prescriptions nouvelles relatives à l'organisation interne de la Bourse. Il augmente le nombre de personnes ayant droit d'entrée à la Bourse de Commerce : les capitaines de bateaux et les journalistes, les marchands, diplomates et représentants du Gouvernement, qui ne peuvent qu'assister aux opérations, les transactions étant réservées exclusivement aux membres. Le règlement maintient la Chambre Syndicale qui fonctionne en qualité de Conseil administratif de la Bourse, et crée en outre la Chambre de Commerce composée de 50 membres pris dans tous les

milioux. Cette Chambre a pour mission de représenter les intérêts du commerce, d'établir la statistique commerciale d'étudier les questions économiques et de fonctionner comme commission arbitrale entre les membres de la Bourse.

D'autre part, une Commission de l'Intérieur fut instituée ; elle représente l'autorité immédiate sur les courtiers et fonctionne comme intermédiaire entre ceux-ci et la Chambre syndicale.

Concernant les affaires, le règlement établit entre autres, que le montant des émissions de titres cotés à la Bourse ne doit pas être inférieur à 500.000 pesos m/n ; le 40 0/0 doit en être versé quand il s'agit du capital d'une société anonyme ; la publication est prévue par les soins de l'institution.

La réforme de la législation commerciale argentine, en 1890, obligea la Bourse de Commerce à fonctionner sous forme de société par actions. A cette occasion son règlement fut totalement refondu. Mais bien que les statuts primitifs aient été révisés plusieurs fois, ils continuent d'être la base des dispositions qui régissent l'institution. Parmi les améliorations qui eurent lieu en 1893, 1904, 1908, 1909 et 1911, la plus importante est la suppression de la Chambre syndicale et le transfert de ses fonctions à la Chambre de Commerce (1904) ; après de longues discussions, la Bourse reçut l'autorisation de l'établissement d'un marché à terme pour les produits du pays (1908-1909) ; elle obtint aussi la faculté de pouvoir acquérir des biens réels pour la réalisation de ce but et d'émettre des obligations (1911). En outre, en 1904, la Bourse de

Commerce se donna un règlement spécial contenant les dispositions relatives à la constitution interne.

Actuellement, la Bourse de Commerce est régie par les statuts approuvés par le décret de l'Etat du 2 septembre 1911.

La Bourse de Commerce a pour but d'offrir un lieu de réunion à ses membres pour traiter toutes les affaires licites; elle représente les commerçants et les producteurs du pays et défend leurs intérêts; elle procure l'uniformité des usages commerciaux et provoque la formation des Chambres des corps de métiers. La Bourse peut acquérir des biens immobiliers et faire les contrats correspondants à leur administration et à leur édification (réforme de 1911 pour attribuer à la Bourse un bâtiment qui lui appartient en propre).

Toute la direction est entre les mains de la Chambre de la Bourse de Commerce, qui a la représentation officielle de l'institution.

Les deux premières Chambres corporatives entrées en fonction furent la Chambre de l'Intérieur et la Chambre corporative des Céréales; plus tard la Chambre corporative des meuniers fut également créée. Font partie de chaque Chambre les membres qui forment le groupement corporatif respectif. Chaque Chambre possède un règlement interne approuvé par la Chambre de la Bourse de Commerce. Les Chambres corporatives doivent surveiller les intérêts de leur corporation, en soumettant à la Chambre de la Bourse les affaires qui sont d'intérêt général ou corporatif. La Chambre de l'Intérieur exerce la représentation des intermédiaires de Bourse; la Chambre

corporative des Céréales celle des membres de l'association de cette branche.

La Bourse de Commerce a un capital fixe formé par le fonds de réserve qui existait au 31 décembre 1903, soit 61.162,92 pesos m/n. Parmi ses ressources figurent les cotisations d'entrée considérées comme actions nominatives de la société (elles sont actuellement de 100 pesos m/n) et les cotisations mensuelles (85 pesos m/n). Le fonds de réserve est formé avec le 10 0/0 de la souscription mensuelle des autres ressources, excepté les cotisations d'entrée. A fin 1910 le fonds de réserve était de 20.079,12 pesos m/n et au 31 décembre 1911, de 30.289,89 pesos m/n. Le capital de la Bourse de Commerce a été élevé au 31 décembre 1918 à 1.140.708,37 pesos m/n et le fonds de réserve à 6.756,41 pesos m/n.

Les conditions d'admission exigées pour les membres de la Bourse de Commerce sont les suivantes :

Le candidat doit avoir son domicile dans la capitale et y exercer ses affaires ; il doit être irréprochable au point de vue moral, faire une demande écrite à la Chambre et être présenté par deux membres responsables de sa bonne réputation. L'admission est refusée si deux membres votent négativement. Pour ses affaires, chaque membre peut amener à la Bourse deux employés. Le nombre des membres a progressé comme suit :

1906 . . . . .	4.067
1910 . . . . .	3.843
1911 . . . . .	3.901
1918 . . . . .	3.227

L'assemblée générale des membres a lieu ordinairement dans la première quinzaine de mars, pour la présentation du rapport et du bilan, et pour l'élection des membres aux places devenues vacantes.

Parmi les opérations qui peuvent être faites en Bourse, les transactions sur la monnaie métallique, sur titres et fonds publics ont la place la plus importante. Ces opérations ne peuvent se réaliser sans l'intervention de courtiers admis à la Bourse.

La liquidation de toute opération réalisée par les courtiers de Bourse doit être faite par le liquidateur officiel, élu et rétribué par eux. Les opérations se font au comptant et à terme ; mais les transactions sur titres non cotés en Bourse se font uniquement au comptant. Les affaires qui doivent se liquider dans le même jour se font de la même façon.

Toutes les transactions effectuées à la Bourse sont inscrites au tableau, transcrites dans le livre-journal des opérations et publiées dans le « Bulletin officiel de la bourse de commerce ».

### § 2. — La bourse des céréales de Buenos-Aires.

Le 5 mai 1854 un groupe de personnes liées par leurs activités commerciales et intéressées au développement de l'agriculture en Argentine, prirent l'initiative de constituer un organisme qui centraliserait les opérations agricoles jusque-là livrées à elles-mêmes.

C'est ainsi que fut fondée la société dénommée « chambre de commerce du 11 septembre », premier pas vers la

constitution d'un organisme commercial dont la nécessité commençait à se faire sentir. La Chambre de Commerce devait devenir un vaste mécanisme de contrôle et de centralisation ayant à sa charge la défense des intérêts des agriculteurs et des industriels du pays.

L'année suivante de nouveaux statuts furent substitués au règlement provisoire élaboré dans la réunion du 5 mai 1854 ; ils établissaient que le but de la Chambre était celui d'une institution complètement désintéressée. C'est sur ce principe fondamental que se développa son action depuis plus de 70 ans et elle constitue aujourd'hui une association de plus 2.000 membres qui en bénéficient directement et ont comme objet unique le développement et l'amélioration de l'agriculture nationale.

Les statuts de 1855 prévoyaient la création d'un Musée agricole, l'admission dans le sein de la société de personnes honorables exclusivement et la constitution d'un Tribunal arbitral chargé du règlement des différends entre les membres.

Les votations concernant l'admission ou le refus d'un candidat de même que l'expulsion d'un membre sont secrètes et s'effectuent suivant le procédé qui consiste à déposer des boules blanches ou des boules noires dans une urne.

Ainsi constituée définitivement, la commission de direction de l'association s'occupa en premier lieu de questions d'intérêt général. La Chambre de commerce soutint vivement la colonisation des grandes étendues de terre du pays, et y employa tous les moyens qui étaient à sa portée. Les conditions d'instabilité d'alors rendaient

hasardeuse toute opération financière qui n'était pas garantie par quelque chose de plus positif que la perspective brillante mais éloignée qu'offrait l'industrie agricole. Les emprunts destinés à la colonisation furent réalisés grâce à la Chambre de commerce du 11 septembre et si actuellement encore il y a dans la législation argentine des articles qui font honneur à l'Argentine par leur généreuse libéralité, c'est en grande partie à cette institution qu'ils sont dus.

La tâche d'ouvrir les marchés étrangers au placement de la production agricole du pays revint à la Chambre de commerce. Elle fut le centre orientateur des premières exportations, qui furent sa propre réalisation et dont elle consigna les premiers chiffres officiels. Les débuts de ce courant commercial furent très modestes : en 1873, année qui marque le début des exportations, l'Argentine vendit à l'étranger 5 tonnes de blé, 1.653 tonnes de maïs et 14 tonnes de lin.

Peu de temps après la Chambre de commerce du 11 septembre prit une nouvelle initiative. La plupart des agriculteurs faisaient usage de semences de très mauvaise qualité et, à cette époque, n'étaient pas en mesure de faire les dépenses nécessaires pour l'amélioration de leurs produits.

La Chambre de Commerce entreprit à son compte la tâche d'améliorer les semences et les acheta en Europe, après avoir fait les études nécessaires quant à leur adaptation au sol argentin. Ne pouvant réaliser cette opération par ses propres moyens, elle obtint du gouvernement de la province de Buenos-Aires un crédit de 50.000 pesos

m/n qui furent remis à un des membres, lequel vint en Europe pour cette affaire. Cette personne travailla sans rémunération aucune, et les semences furent distribuées aux agriculteurs par la Chambre de commerce qui opéra de même avec un entier désintéressement.

En 1870, la Chambre de commerce fut dotée de nouveaux statuts, et en 1886, la commission de direction fut augmentée. Dans la même année, le Musée agricole projeté dès le début de l'association, était fondé. Vu le nombre croissant des affaires auxquelles elle devait participer, la Chambre de commerce demanda et obtint la personnalité juridique par décret du 22 septembre 1898. L'année suivante, elle pouvait effectuer ses opérations dans son propre local.

Le 19 août 1907 la Chambre de commerce du 11 septembre modifia sa dénomination et adopta celle de « Bourse des céréales », qui correspondait mieux au but que l'association se propose. De 1854 à 1898 le nombre des membres s'élevait à 240 ; actuellement, la Bourse des Céréales compte plus de 2.000 sociétaires.

Depuis le 30 avril 1855, date à laquelle furent édictés les premiers statuts de la Bourse des Céréales, un Tribunal Arbitral est en fonction. Il a pour mission de juger les infractions commises par les membres. Le Tribunal arbitral est consulté dans les cas de non-accomplissement de contrat, pour la détermination de la qualité de la marchandise, en cas de défaut de paiement, ainsi que pour toute autre cause de divergence qui pourrait surgir entre les membres. Avant de décider sur un cas donné, le Tribunal essaie de régler les affaires amiablement entre les parties.

Comme preuve de la probité avec laquelle le Tribunal procède, on peut dire qu'il n'y a pas encore eu un seul cas où ses décisions aient donné lieu à l'intervention de la justice.

### § 3. — Les Banques.

Il n'y a pas en Argentine d'industries suffisamment développées pour que de grands capitaux doivent y être placés et conséquemment on ne trouve pas dans ce pays de banques s'occupant spécialement de crédit industriel. Les Banques en Argentine sont purement et simplement des banques d'escompte, dont les affaires sont alimentées par des dépôts de caractère provisoire. C'est pourquoi les banques dépendent étroitement de la situation du marché ; la perte d'une récolte ou simplement le bruit d'une faible production suffit parfois à influencer directement la marche des affaires de banque.

Envisagées à un point de vue général, les opérations de banque en Argentine se sont développées sur deux lignes parallèles. Les institutions de dépôts et de crédit se sont principalement intéressées aux finances officielles et au développement du commerce intérieur, tandis que le capital abondant des banques étrangères a été surtout employé à la formation des facilités exigées de plus en plus par le commerce d'outre-mer.

Dans le développement bancaire argentin, on retrouve un caractère nettement international : le commerce extérieur est en effet presque exclusivement aux mains des étrangers. D'autre part, il n'existe pas de banque d'émis-

sion réglant le crédit en même temps que la circulation ; les banques privées ne peuvent réescompter leur portefeuille à la Banque de la Nation que dans une certaine limite. Elles sont obligées, pour cette raison, de maintenir constamment une forte encaisse or.

A) *La banque de la Nation Argentine.*

La Banque de la Nation fut créée par la loi du 15 octobre 1891 et succéda comme banque d'État à la Banque Nationale qui, victime de la grave crise de 1890, fut déclarée en liquidation par la même loi.

D'après sa charte organique primitive, ce devait être une banque d'émission constituée avec un capital privé. Elle fut inauguré le 1<sup>er</sup> décembre 1891 avec un capital de 50 millions de pesos m/n constitué provisoirement par un emprunt sous forme de billets émis par l'intermédiaire de la Caisse de Conversion. Cet emprunt devait être remboursé grâce au produit des actions de la Banque offertes en souscription publique par la Caisse de Conversion.

L'insuccès de la souscription eut comme conséquence la non concordance du fonctionnement de la Banque avec les termes de la loi ; cette situation fut régularisée définitivement par la loi du 30 septembre 1904, qui réforma la charte organique de la Banque et légalisa son fonctionnement comme banque officielle de dépôt et d'escompte, avec un capital de 50 millions de pesos m/n fournis par le Gouvernement ; en outre, la faculté d'émettre des billets, dont la Banque n'avait d'ailleurs pas encore fait usage, lui fut retirée.

Le Gouvernement répond directement des dépôts et des opérations de la Banque de la Nation ; celle-ci a l'obligation de maintenir une encaisse représentant au moins le 25 0/0 de la valeur totale de ses dépôts. Elle ne peut faire aucun prêt aux pouvoirs publics ou aux municipalités ; une exception existe toutefois en faveur du Gouvernement national, mais son crédit est restreint au 20 0/0 du capital de la Banque.

La Banque de la Nation peut réescompter le portefeuille effets des autres banques et employer ses fonds jusqu'à concurrence de 20 0/0 en emprunts publics nationaux achetés sur marché ; toutefois elle ne peut prendre des emprunts publics pour son propre compte.

La moitié des bénéfices de la Banque de la Nation sont destinés à l'augmentation de son capital ; l'autre moitié est convertie en or et va au fonds de réserve. En 1907, une loi autorisa la Banque à augmenter son capital de 50 millions de pesos m/n. Le bilan de l'exercice 1919 indique la somme de 138.550.600 pesos m/n pour le capital et 19.207.671 pesos or pour le fonds de réserve. Le bilan établi au 31 décembre 1923 donne pour le compte Capital : 152.426.686,12 pesos m/n et pour le compte Fonds de Réserve : 25.313.149,02.

La direction de la Banque de la Nation est nommée pour une période de quatre ans par le Pouvoir Exécutif et le Sénat ; elle se compose du président et de six membres, et a une pleine autonomie administrative.

Depuis sa fondation, la Banque a continuellement développé ses opérations ; elle est aujourd'hui la plus importante institution bancaire de l'Argentine. Elle compte

plus de 210 succursales et agences distribuées dans tout le pays. La situation de la Banque de la Nation dans le monde bancaire argentin est prépondérante, et son action est un des facteurs les plus puissants du progrès économique de l'Argentine.

Bien qu'elle traite à elle seule le tiers de toutes les opérations de banque de la République et agisse en qualité de dépositaire des fonds du Gouvernement, bien qu'elle soit l'agent général de l'Administration nationale pour la plupart de ses affaires financières, la Banque de la Nation n'est pas une banque officielle au sens strict de ce mot. Elle fut fondée dans le but d'être un des principaux leviers pour asseoir les finances nationales. Son créateur, le D<sup>r</sup> Carlos Pellegrini, statua expressément que la Banque « est établie dans l'intérêt de l'industrie et du commerce ». Cette tradition a été maintenue et bien que par sa position prépondérante et ses liens avec le Gouvernement, la Banque de la Nation doive inévitablement exercer une certaine influence sur le marché, cette influence n'est jamais due à une pression officielle.

Le tableau ci-après donne divers chiffres établis au 31 janvier 1925, et correspondant aux 31 principales banques de Buenos-Aires comparées à la Banque de la Nation :

	Comptes de dépôts :	
	pesos or	pesos m/n
Toutes les banques . . . .	4.042.000	3.373.837 000
Banque de la Nation . . . .	2.360.000	1.488.182.000
	Escomptes et avances :	
Toutes les banques . . . .	7.492.000	2 945.082.000
Banque de la Nation . . . .	—	1.203.709.000

	Encaisse :	
	pesos or	pesos m/n
Toutes les banques . . . .	19.480.000	659.158.000
Banque de la Nation . . . .	10.230.000	248.380.000
	Capital :	
Toutes les banques . . . .	44.704.000	347.809.000
Banque de la Nation . . . .	—	183.017.000

### B) *Banques privées.*

Parmi les nombreuses Banques privées existant en Argentine, il y a dix maisons importantes dans lesquelles le capital est totalement argentin. Les autres sont d'origine étrangère ; les intérêts anglais, français, espagnols, allemands, italiens, américains et hollandais, y sont représentés.

A partir du jour où le Président Rivadavia conclut le premier emprunt de l'Argentine à l'extérieur, à Londres en 1825, une étroite connexion financière exista entre Buenos-Aires et la « City » ; toutefois le développement de ces affaires ne prit de l'importance qu'à partir de 1860, au moment où naquit l'idée de la fondation d'une banque qui s'occuperait spécialement des intérêts anglo-argentins.

Les capitaux anglais ont la prépondérance dans les affaires financières de l'Argentine, et voici le développement de la principale des banques anglaises dans ce pays.

La « London, Buenos-Aires and River Plate Bank » fut fondée en 1860 avec un capital de 200.000 £. Elle avait une succursale à Buenos-Aires et une agence à Montevi-

deo, et pendant cette même année son capital fut élevé à un million de £.

La nouvelle banque ne tarda pas à transformer sa raison sociale en « London and River Plate Bank Limited », et il y a quelques années, elle fusionna avec la « London and Brazilian Bank » qui s'était installée à Buenos-Aires en 1863. Depuis plus d'un demi-siècle cette banque connue sous le nom de « Banco de Londres », avait acquis la réputation d'excellent établissement bancaire.

Cette institution est actuellement connue sous le nom de « Bank of London and South America » ; puissante et entreprenante, ayant des relations mondiales et une série de succursales sur la côte sud de la République Argentine, ainsi que sur la côte ouest de l'Amérique du Sud, elle constitue un important facteur du mouvement commercial de l'Argentine.

La concurrence pour les affaires de banque est très vive en Argentine, et l'énumération des multiples intérêts étrangers qui y sont représentés suffit à en donner une idée. Pourtant les banques distribuent des dividendes très satisfaisants et les commodités qu'elles offrent au public sont identiques, sinon supérieures dans certaines directions, à celles qu'on obtient en Europe et aux États-Unis.

Les banques en Argentine s'occupent d'affaires de dépôts avec leurs diverses formes, d'avances, du financement du commerce d'importation et d'exportation au moyen de lettres de crédit, de l'encaissement d'effets, des opérations sur titres et de l'encaissement des coupons ; il faut aussi signaler une innovation toute moderne d'une

grande importance pour le commerce extérieur : la rédaction de rapports sur la situation et les conditions du marché considérées à un point de vue strictement impartial. Toutes ces diverses activités démontrent le haut degré atteint par le développement des banques.

Le change est un facteur essentiel des opérations de banque relatives au commerce extérieur ; l'Argentine importe des marchandises de quelque 60 pays différents et embarque ses produits à destination d'environ 40 nations étrangères. Les affaires de change anticipées pour couvrir les besoins des exportations saisonnières des céréales, des laines, des peaux, etc., qui étaient peu connues avant la guerre, sont devenues générales aujourd'hui et ne cessent d'augmenter de volume. Cependant, l'on cherche à réprimer autant que possible les affaires purement spéculatives. Les opérations de banque en Argentine sont effectives et établies sur une base saine.

Bien qu'il n'existe pas de contrôle officiel sur le taux des banques locales, les conditions du marché sont telles que les variations extrêmes sont immédiatement corrigées simplement par l'effet de la concurrence, soit par les banques elles-mêmes, soit par l'action régulière de la Banque de la Nation. Le taux normal des prêts est de 6 à 7 0/0 l'an, et les emprunteurs de bonne réputation sont traités avec une grande libéralité. En résumé, les opérations de banque peuvent être considérées comme très satisfaisantes et contribuent pour une large part à la prospérité de la République Argentine.

Voici un tableau qui donnera une indication générale sur le mouvement des affaires de banque en Argentine :

en milliers de pesos m/n :

au 31 juillet	Dépôts	Avances et escomptes	Encaisse
1920. . . . .	3.307.934	2.356.000	969.032
1921. . . . .	3.251.032	2.544.284	957.006
1922. . . . .	3.209.514	2.502.921	953.476
1923. . . . .	3.353.680	2.663.844	934.921
1924. . . . .	3.289.838	2.836.804	697.951

## § 4. — Les sociétés anonymes.

En 1917 on comptait en Argentine 840 sociétés anonymes, dont 581, soit le 69 0/0, sont nationales et 259, le 31 0/0, sont étrangères. Parmi ces dernières, les sociétés anglaises occupent la première place, avec le nombre de 150, soit le 58 0/0 de toutes les sociétés anonymes étrangères. Viennent ensuite les sociétés nord-américaines qui comptent 28 établissements, les sociétés belges au nombre de 25, les sociétés françaises au nombre de 19 et les sociétés allemandes au nombre de 12.

Les sociétés anonymes peuvent être classées en 3 grandes catégories :

Les sociétés anonymes qui s'occupent du commerce ;

Les sociétés anonymes qui exploitent des établissements industriels, et les Sociétés anonymes de chemins de fer.

Ces dernières sont mises à part pour la bonne raison qu'elles ne constituent pas réellement des entreprises commerciales, mais des services publics d'une nature spéciale.

Les capitaux répartis dans ces diverses catégories sont les suivants :

*Sociétés commerciales.*

Sociétés argentines. . . . .	718.422.394 pesos m/n
Sociétés étrangères. . . . .	439.914.351 » »

*Sociétés industrielles.*

Sociétés argentines. . . . .	303.350.035 pesos m/n
Sociétés étrangères. . . . .	220.863.057 » »

*Chemins de fer.*

Compagnies argentines . . . . .	22.565.000 pesos m/n
Compagnies étrangères . . . . .	2.923.570.753 » »

Les capitalistes anglais ont toujours eu le plus de confiance dans l'avenir de l'Argentine et ce sont eux qui ont contribué pour la plus grande partie au développement de l'économie argentine. Suivent par ordre d'importance les capitaux : français, belges, nord américains, chiliens, allemands, hollandais, etc.

Les capitaux anglais interviennent dans une très grande proportion, comme le démontrent les chiffres suivants :

En ce qui concerne la somme totale employée dans le com- merce : . . . . .	3.383.485.304 pesos m/n
le capital anglais figure pour.	3 118.495.326 » »
Dans la somme totale employée dans l'industrie . . . . .	220.863.057 pesos m/n
le capital anglais figure pour.	185.459.962 » »

Les sociétés qui utilisent le plus de capitaux, sont dans l'ordre d'importance et au prix d'émission des actions :

les chemins de fer . . . . .	4.377.694.212 pesos m/n
les banques . . . . .	682.921.559 » »
les entreprises de construc- tion . . . . .	520.427.136 » »

Suivent avec des chiffres moindres : les compagnies d'assurances, les tramways, les établissements agropéculaires (1), les compagnies d'électricité, les frigorifiques, l'industrie sucrière, les télégraphes et téléphones.

Les titres des sociétés anonymes argentines furent émis surtout en Angleterre, en France, en Belgique et en Allemagne.

#### SECTION V

#### La balance des paiements de l'année économique 1922-1923.

Afin de donner une idée des mouvements de capitaux qui interviennent entre l'Argentine et l'extérieur, nous donnons ci-après la balance des créances et des dettes de l'année économique 1922-1923.

Cette balance solde par un déficit de 240 millions de pesos or; cet énorme montant provient principalement du solde défavorable de la balance commerciale auquel viennent s'ajouter les intérêts des capitaux empruntés à l'étranger. L'Argentine, qui est une nation débitrice, ne peut aspirer à une balance de paiements active aussi longtemps que sa balance commerciale ne donnera pas des soldes favorables.

(1) Etablissements menant de front l'élevage et l'agriculture.

*Balance des paiements 1922-1923.*(Suivant la *Revista de Economia Argentina*)

— N° de février 1925. —

ACTIF	(en millions de pesos or)	PASSIF	
Exportations. . . . .	787	Importations. . . . .	846
Emprunts de sociétés . . . . .	8	Service de la Dette publique . . . . .	52
Nouveaux capitaux . . . . .	15	Service des cédulas hy- pothécaires . . . . .	6,9
Convention avec la France et l'Angle- terre. Intérêts. . . . .	1,7	Dividendes et intérêts des entreprises ferro- viaires . . . . .	69,5
Intérêts de titres argen- tins. . . . .	2	Intérêts d'autres capi- taux. . . . .	32,8
Ventes de titres argen- tins. . . . .	14	Remises d'étrangers ré- sidant dans le pays . . . . .	38
Dépenses de voyageurs étrangers . . . . .	6	Dépenses de voyageurs argentins à l'étranger. . . . .	12
Diminution du stock d'or. . . . .	1,85	Titres argentins rapa- triés. . . . .	16
Emprunts . . . . .	13,40	Convention avec la France et l'Angleterre. . . . .	0,8
Correspondants et Comptes étrangers . . . . .	9	Remboursement d'em- prunts . . . . .	0,8
Total de l'actif . . . . .	<u>837,65</u>	Diminution du capital hypothécaire . . . . .	1,9
		Total du passif. . . . .	<u>4.076,7</u>

Solde passif : 239.050.000 ou 240 millions de pesos or en chiffres ronds.

## EXPLICATIONS

*Actif.*

*Emprunts de sociétés établies dans le pays* : on n'a pas enregistré d'autres émissions que celles des entreprises pétrolifères représentées par le montant de leurs placements dans le pays ; on a aussi constaté une augmentation du capital de quelques banques étrangères.

*Nouveaux capitaux* : ils sont représentés surtout par des placements faits dans le pays par suite de la guerre et comprennent en outre les petits pécules apportés par les immigrants, les capitaux appliqués à la colonisation ou placés dans les industries de peu d'importance.

*Convention avec la France et l'Angleterre, intérêts* : selon les bilans de la Banque de la Nation, le solde au 30 septembre 1922 s'élevait à . . . 34.266.840 pesos or, et au 30 septembre 1923 à . . . 35.061.560 » » de sorte qu'en moyenne les intérêts à 5 0/0 ont été perçus sur une somme de 34.650.000 pesos or, soit en chiffres ronds 1.700.000 pesos or.

*Intérêts de titres étrangers* : le montant des titres étrangers réexportés n'ayant pu être établi exactement, il se peut qu'une partie des titres français, belges, et italiens souscrits dans le pays dans la période d'après guerre soient retournés en Europe. Si l'on tient en outre compte de la baisse des changes, il est convenable d'admettre une réduction des intérêts entrés dans le pays en paiement du service de ces titres.

*Correspondants et comptes étrangers* : c'est la compa-

raison des soldes de ces comptes en banque au 30 septembre 1922 avec ceux existant au 30 septembre 1923, qui mettent en évidence un changement important en faveur du pays.

### *Passif.*

*Service de la dette publique* : le montant global du service des intérêts et amortissements de la dette nationale, provinciale et municipale, à l'extérieur, est approximativement le même que l'année précédente. Mais les cours défavorables des changes pendant l'année 1922-1923 ont rendu ce service plus onéreux.

*Dividendes et intérêts des entreprises ferroviaires* : la sensible augmentation des recettes des compagnies pendant l'année montre toute l'importance de cet élément dans la balance des paiements ; les recettes sont effectivement supérieures dans la proportion de 40 0/0 et la situation des compagnies allant se consolidant, on peut prévoir un rendement encore supérieur par la suite.

*Intérêts d'autres capitaux* : les placements de capitaux dans le pays n'accusent qu'une progression peu sensible. Ces placements ont été effectués presque entièrement dans des entreprises n'offrant pas de rendements immédiats, par exemple, dans les industries pétrolifères. Ces capitaux n'ont augmenté que d'environ 15 millions et atteignent la somme totale de 512 millions. En comptant un intérêt moyen de 6 1/2 0/0, on obtient le chiffre des transferts d'intérêts présumés.

*Remises d'étrangers présidant dans le pays* : le cours

déprécié de la peseta, du franc français et du franc belge, ainsi que la dévalorisation presque complète du mark, ont été un puissant stimulant pour ces remises d'économies, qui ont été effectuées dans des proportions supérieures à celles des années précédentes. Cette progression croissante pourrait aussi s'expliquer par l'accroissement du courant immigratoire.

*Convention avec la France et l'Angleterre* : suivant les bilans de la Banque de la Nation, les soldes débiteurs pour ces deux pays ont été les suivants :

au 30 septembre 1922 . . .	34.266.840 pesos or.
au 30 septembre 1923 . . .	35.061.560 » »
	794.720 » »
ou 800.000 pesos or en chiffres ronds.	

## SECTION VI

### Les finances publiques.

#### § 1. — Le budget.

Pour la première fois depuis plusieurs années, on peut dire que la situation financière n'a pas empiré. L'Argentine souffre d'une dette flottante considérable et difficile à administrer qui rend très difficile l'équilibre de son budget. Cette instabilité des finances publiques nuit évidemment à son crédit à l'extérieur.

Dans la règle le projet de budget devrait être présenté

au Congrès avant la fin de l'année qui précède celle pour laquelle il doit être sanctionné. Ce résultat n'a pas été obtenu dans les années antérieures où les lois du budget ont rarement été votées avant le mois de septembre de l'année à laquelle ils s'appliquaient. Le budget de 1923 ne fut voté par le Congrès qu'en novembre de la même année, et à cette occasion pour la première fois le retard inévitable fut prévu à un point tel qu'il impliquait une provision prolongeant le budget en vigueur en 1924 pour une période ne devant pas dépasser 12 mois.

Le Gouvernement a demandé au Congrès de prolonger cette période jusqu'à fin 1924 et de sanctionner le budget révisé pour l'exercice 1925, qui avait déjà été soumis aux Chambres.

Voici les dépenses budgétées pour 1925 :

	pesos m/n
Service de la dette publique . . . . .	149.063.250
Département de la justice et de l'Instruction publique . . . . .	121.040.673
Ministère de l'Intérieur . . . . .	105.725.613
Armée . . . . .	63.937.225
Marine . . . . .	45.690.647
Ministère des travaux publics . . . . .	22.855.750
Ministère des Finances . . . . .	26.213.398
Ministère de l'Agriculture . . . . .	17.482.800
Ministère des Affaires étrangères . . . . .	7.161.859
Congrès National . . . . .	5.962.800
Pensions . . . . .	25.537.052
	<u>588.641.067</u>
Subsides . . . . .	21.465.602
Travaux publics, etc., auxquels il sera fait face par la négociation d'obligations . . . . .	76.863.182

*Prévision des revenus pour 1925 :*

## DOUANES :

Droits d'entrée . . . . .	200.250.000
Droits de sortie . . . . .	35.000.000

## IMPOTS INDIRECTS :

Tabac . . . . .	48.500.000
Vins, bières et alcools . . . . .	56.241.033
Huiles minérales . . . . .	3.700.000
Impôt sur l'assurance . . . . .	4.216.253
Allumettes . . . . .	3.120.000
Sucre . . . . .	1.643.217
Divers . . . . .	1.768.068

## IMPOTS DIRECTS :

Impôts sur le revenu . . . . .	60.000.000
Timbres . . . . .	38.000.000
Passagers Tax . . . . .	1.370.000
Divers . . . . .	300.000

## SERVICES PUBLICS :

Postes . . . . .	22.000.000
Télégraphes . . . . .	8.500.000
Droits de statistique . . . . .	11.450.000
Feux et bouées . . . . .	3.970.000
Droits consulaires . . . . .	3.000.000
Divers . . . . .	6.200.000

## ENTREPRISES PUBLIQUES :

Ports et docks . . . . .	39.730.000
Installations sanitaires . . . . .	16.897.893
Divers . . . . .	730.000
Territoires fiscaux . . . . .	850.000
Banques de l'Etat . . . . .	4.500.000
Dettes provinciales . . . . .	4.884.608
Divers . . . . .	11.800.000

Total . . . . .	<u>588.644.067</u>
-----------------	--------------------

Les exercices des années suivantes ont laissé des bonis : 1912, 1913, 1914, 1915, 1916. Par contre, il y eut des déficits dans les années : 1909, 1910, 1911, 1917, 1918 ; en 1923, le déficit s'éleva à 35.345.000 pesos m/n, contre 139.212.000 pesos m/n en 1922.

### § 2. — La dette publique.

Dans la situation où se trouve actuellement la République Argentine, il reste inévitable que ce pays nouveau devra émettre des emprunts à l'extérieur pendant plusieurs années encore. La dette de la nation se montant en chiffres ronds, en 1923, à 3 milliards de pesos m/n, soit dans la proportion de 300 pesos m/n par tête de population.

Cette dette publique se décompose de la manière suivante :

Emprunts nationaux . . . . .	2.200.000.000 pesos m/n
Emprunts provinciaux . . . . .	483.000.000 »
Emprunts municipaux . . . . .	171.000.000 »

Il faut encore ajouter à ces chiffres divers petits emprunts des provinces et de villes, non consolidés et évalués approximativement à 150 millions de pesos m/n. Les intérêts du service de la dette publique argentine représentent à eux seuls environ le 30 0/0 des revenus de l'Etat.

Cette dette provient principalement de travaux de constructions et la majorité de ces dépenses sont représentées par des œuvres de caractère productif. Lors de l'éla-

boration du budget de la nation, il est d'usage de réserver une certaine somme sous forme d'obligations, que le Gouvernement pourra émettre dans le but de faire face à des dépenses spéciales pour des travaux d'utilité publique.

Le tableau suivant donne le rapport entre l'emploi des emprunts, les sommes utilisées pour les travaux publics et l'amortissement de la dette publique :

*En milliers de pesos m/n.*

	1901-1905	1906-1910	1911-1915	1916-1920
Crédit autorisé : emprunts et dette flottante . . . . .	165.643	224.240	638.932	467.021
Amortissement de la dette consolidée . . . . .	248.136	136.387	108.594	171.646
Augmentation de la dette publique (1) . . . . .	—	87.853	530.344	295.375
Dépenses pour travaux publics . . . . .	151.969	291.603	382.773	108.593

(1) Dans la période de 1901 à 1905, la dette publique fut réduite de 82.493.400 pesos m/n.

Pendant la guerre européenne, la gestion des finances argentines fut plus facile qu'aujourd'hui. Actuellement, le Ministre des Finances s'efforce de réduire autant que possible la dette flottante de la République, qui s'élevait au 31 janvier 1925 à 714.283.838 pesos m/n, et qui a été diminuée depuis grâce au produit d'un emprunt à long terme contracté sur la place de New-York.

La dette consolidée de l'Argentine se présentait comme suit aux dates indiquées :

	Décembre 1922 pesos m/n	Décembre 1923 pesos m/n
Dette extérieure . . . . .	535.734.700	344.867.400
Dette intérieure . . . . .	759.451.300	776.567.300
Total . . . . .	<u>1.294.886.000</u>	<u>1.321.434.400</u>

Sur tous les points de la République Argentine, il y a des bureaux de poste et de télégraphe, des banques, des écoles, une assistance médicale, des institutions de police, de justice ainsi que les moyens de transport dans les régions desservies par les chemins de fer par l'Etat. Toutes ces diverses institutions sont des causes de dépenses pour l'Etat ; si l'on tient compte des grandes étendues à population peu dense qui sont mises au bénéfice de ces facilités, il serait illogique de s'attendre à ce que ces régions puissent y suffire par leurs propres ressources.

La politique actuelle qui régit les finances nationales argentines devra s'adapter à des conditions nouvelles. En effet, jusqu'ici cette politique s'est contentée de faire rentrer les impôts et taxes dans la forme la plus commode et la plus simple, puis de répartir ces revenus de la manière la moins compliquée. Les ressources actuelles sont insuffisantes pour pourvoir aux besoins de l'administration nationale, et il est devenu nécessaire d'adapter les ressources fiscales aux dépenses de la nation. Jusqu'ici, on s'est effectivement borné à ajuster les dépenses aux ressources, quelles que fussent ces dernières.

Depuis longtemps déjà, la gestion des finances publi-

ques n'a pas progressé proportionnellement au développement du pays. Qu'il s'agisse des finances nationales ou des finances provinciales, de sérieux progrès restent à réaliser dans ce domaine.

Il est vrai que certaines provinces constituent une heureuse exception à la règle générale, et pourraient servir de modèle à d'autres provinces dont l'administration laisse encore à désirer.

D'une manière générale, le Congrès national comme aussi beaucoup de Parlements provinciaux, n'arrivent pas à voter le budget à temps. Ce fait n'a pas pour raison une crise politique ; c'est souvent uniquement pour des questions de rivalités personnelles que le Congrès national n'arrive pas à accomplir sa mission essentielle, savoir : la gestion régulière des finances publiques et partant le vote normal du budget.

Les réformes financières proposées ne manquent pas, mais malheureusement, elles s'éternisent dans les dossiers. Le Pouvoir Exécutif a rarement été saisi de tant de projets, dont quelques-uns sont excellents. Mais ces projets attendent encore d'être discutés par le Congrès.

La gestion financière de certaines provinces prête aussi le flanc à de sérieuses critiques, soit pour cause d'inertie ou pour des causes plus graves encore. Plus d'une fois le Gouvernement national a dû intervenir et cet état de choses a déjà donné l'idée d'une réforme constitutionnelle.

Dans la vie économique de l'Argentine, les points cités ci-dessus constituent quelques ombres au tableau et forment un contraste étrange avec l'intense activité économi-

que du pays et sa prospérité. Ces défauts sont peut-être inhérents à la jeunesse de la République.

Toutes proportions gardées, l'Argentine est un des États les moins endettés actuellement et l'assainissement de sa situation dépend essentiellement d'une meilleure assiette des impôts.

Bien qu'importants, les problèmes financiers de la République ne sont pas complexes. Ils impliquent le progrès du pays. A noter que l'État n'est pas responsable des dettes des provinces qui sont autonomes ni de celles des municipalités, bien que leurs obligations aient été expressément garanties par le Gouvernement. Mais cette garantie n'est plus accordée de nos jours et ce fait exerce un frein salutaire sur les provinces et villes prodigues qui cherchent à placer des emprunts sur les marchés étrangers.

En définitive, on peut dire que les finances argentines sont saines. Les difficultés existent et les troubles récents provoqués par la baisse des cours sur les obligations des chemins de fer de l'État ont été ces derniers temps les questions les plus graves depuis la grande crise de 1890. Mais l'Argentine poursuivant rapidement son développement économique, c'est vers l'avenir que les regards doivent se porter. C'est en se plaçant à ce point de vue seulement qu'il est possible de bien comprendre la situation actuelle et d'avoir une opinion favorable sur l'état financier du pays.

## CHAPITRE VI

### LE COMMERCE ARGENTIN

#### SECTION I

#### La capacité économique de l'Argentine.

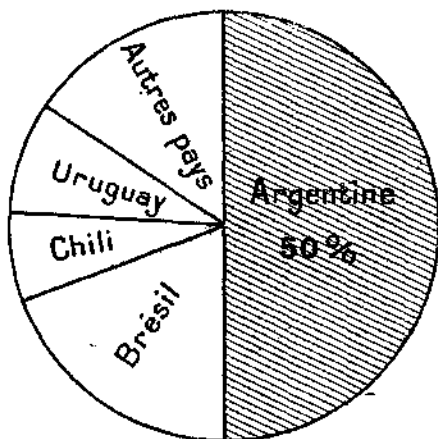
La capacité économique de l'Argentine est égale à celle du reste de l'Amérique du Sud. Dans une conférence que M. Alexandre Bunge, directeur général de la Statistique en Argentine, fit récemment à Parana, il développa le principe que la moitié de la capacité économique de toute l'Amérique du Sud (l'Argentine écartée bien entendu), se concentre dans le tiers du territoire argentin.

Ce fait paraîtra d'autant plus extraordinaire si l'on ajoute que les 9/10 de la capacité économique de tout le pays se concentre dans un tiers du territoire argentin seulement.

La capacité économique de l'Argentine est égale à celle des neufs autres pays du continent sud-américain ; il est vrai que le rythme du progrès économique est plus rapide au Brésil qu'en Argentine, et qu'il y eut même un moment où sa capacité économique fut double de celle de l'Argentine. Nous prendrons successivement les points de comparaison suivants pour démontrer cette proposition :

le commerce extérieur,  
 les voies ferrées,  
 le nombre des voyageurs transportés,  
 l'activité postale,  
 le téléphone,  
 l'éducation,  
 le nombre d'automobiles,  
 les journaux et périodiques,  
 la population et le territoire.

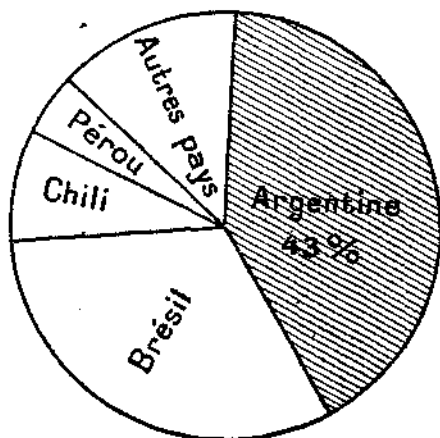
LE COMMERCE EXTÉRIEUR. — Le commerce extérieur des pays sud-américains se présente comme suit :



Le commerce d'importation et d'exportation des dix états sud-américains atteignit en 1923 : 3.169 millions de dollars, d'après une récente publication de l'union panaméricaine ; un peu plus de la moitié du total correspond à la République Argentine, la seconde moitié revenant

aux neufs autres pays. En 1924, le commerce extérieur argentin a augmenté de volume et arriva à 1.840 millions de dollars, soit 250 millions de plus que pour l'année prise en considération pour la comparaison ; 828.709.993 de dollars reviennent aux importations, 1.011.304.582 aux exportations, et il est probable qu'en 1925 ce commerce dépassera les 2.000 millions de pesos or.

## LES CHEMINS DE FER



Des 88.000 kilomètres de lignes qu'avaient en 1924 les dix pays de l'Amérique du Sud, 37.800 kilomètres, c'est-à-dire le 43 0/0 appartenaient à la République Argentine ; suivent dans l'ordre d'importance le Brésil avec 34 0/0, le Chili avec 9,7 0/0 et le Pérou 3,8 0/0.

Des 80 millions de tonnes que transportent chaque année les chemins de fer de l'Amérique du Sud, 48 mil-

lions, soit le 60 0/0 correspondent aux transports des chemins de fer argentins.

Sur les 232 millions de voyageurs transportés par les chemins de fer de l'Amérique du Sud en 1924, l'Argentine en comprend 130 millions ; c'est le 57 0/0.

LES TÉLÉPHONES. — Les communications téléphoniques étant étroitement liées à l'activité commerciale, constituent un intéressant indice économique.

Sur les 349.000 téléphones qui fonctionnent dans les dix pays sud-américains, 157.000 appartiennent à l'Argentine, soit le 45 0/0.

L'ACTIVITÉ POSTALE ET TÉLÉGRAPHIQUE. — Les lettres, cartes postales, etc., expédiées dans toute l'Amérique du Sud en 1924, étaient au nombre de 2.873 millions et l'Argentine y est comprise pour 1.727 millions, soit le 60 0/0.

Sur 36 millions de télégrammes expédiés en Amérique du Sud de la même année, 22 millions, dont le 61 0/0, l'ont été en Argentine.

LES JOURNAUX ET LES PÉRIODIQUES. — Si l'on additionne le tirage maximum du principal journal de chacun des neuf pays sud-américains, on n'obtient pas le tirage du journal argentin *La Nación*, qui se monte à 250.000 exemplaires quotidiens. Faisant le total des ventes journalières des quatre principaux journaux de Buenos-Aires, on constate que le tirage de tous les journaux existant dans les autres pays sud-américains est bien inférieur. Quant aux revues illustrées, on en compte dix dans la République

Argentine qui sont bien supérieures à celles qui existent dans tous les autres pays sud-américains.

C'est ici que se pose la question de savoir comment on peut expliquer que la capacité économique d'une population de 10 millions d'habitants puisse faire équilibre à la capacité économique d'une population de 54 millions d'âmes. En plus des raisons de climat qui exercent une grande influence dans l'ordre social, il y a le fait que la population caucasienne pure de l'Amérique du Sud ne dépasse pas 20 millions, dont la moitié se trouve en Argentine. En effet, des 10 millions d'habitants qui peuplent l'Argentine, 9.500.000 sont de sang européen pur; les autres 500.000 sont de sang indien ou nègre et il n'existe que quelques centaines d'Asiatiques.

## SECTION II

### Le commerce extérieur Argentin.

#### § 1. — Notice historique.

L'ère économique s'est ouverte sous le gouvernement des Espagnols, et dont l'unique but était de s'enrichir tout de suite par le moyen des mines. L'agriculture était négligée et il était interdit aux colonies de l'Amérique du Sud de commercer entre elles; Buenos-Aires, dont l'accès était défendu aux étrangers, sous peine de mort, ne recevait rien directement, même de l'Espagne. De Séville et de Cadix les marchandises allaient sur la côte du Paci-

fique jusqu'aux ports du Pérou, puis revenaient par voie de terre à Buenos-Aires, après avoir franchi les Andes et l'immense Pampa. Bref, c'était le régime du fameux système de l'exclusif avec ses multiples restrictions.

En 1810, la libération provoqua un grand réveil, mais la tyrannie de Rosas pendant les 20 années de luttes entre unitaires et fédéraux constitua une période d'insécurité, de désordres, d'instabilité de la propriété, de défiance des capitaux argentins et étrangers.

En 1884, l'Argentine importait encore des farines d'Europe et du blé du Chili ; l'établissement des chemins de fer et l'immigration provoquèrent alors un développement extraordinaire de l'agriculture, et quelques années plus tard, la République Argentine imposait ses céréales sur les marchés européens. Cela suffit à donner l'idée d'un essor économique sans précédent.

## § 2. — Les quatre périodes de l'histoire du commerce Argentin.

Les balances du commerce extérieur peuvent se classer en 4 phases :

1. La première période pourrait être appelée période de « préparation économique » pour ses caractéristiques générales ; sous un autre point de vue, on pourrait l'appeler aussi période de « passivité économique ». La production de l'élevage s'organise, la production agricole commence et la construction des chemins de fer est accélérée. Cette période va de la moitié du siècle dernier jusqu'en 1890. A partir de 1864 (moment où les premiè-

res données statistiques apparaissent) les soldes du commerce extérieur des 27 années de la période furent presque tous négatifs ; effectivement on en compte pas moins de 22, donnant une moyenne de 18.353.000 pesos or, ce qui signifie une importation supérieure de 28 0/0 à l'exportation. Tous ces soldes défavorables se couvraient par l'introduction de capitaux destinés surtout à la construction des chemins de fer. La moyenne des 5 soldes favorables, compris entre 1875 et 1880, est de 6.884.000 pesos or.

2. On peut qualifier la deuxième phase de période d'activité économique ; elle commence en 1891 et elle prend fin en 1914. Après plusieurs années d'efforts considérables, on finit par atteindre un maximum dans la production, dans les exportations et le trafic ferroviaire ; ce maximum n'a pas pu être obtenu à nouveau dans les 10 années que nous venons de traverser.

Les soldes du commerce extérieur ont été actifs pendant 22 ans sur les 24 exercices. La moyenne de ces soldes favorables est de 47.168.000 pesos or et représente le 23 0/0 des importations respectives. Les deux soldes négatifs sont de 2.133.000 pesos or en 1893, et de 62.700.000 pesos or en 1911. L'année d'après, une profonde crise commença, dont le développement changea d'allure par suite de la guerre européenne. Tous ces soldes favorables furent inférieurs au déficit annuel des balances économiques ; ces déficits se couvraient en partie par les excédents du commerce extérieur et en partie par l'introduction de capitaux, tout en accumulant les excédents entrés sous forme d'or dans la Caisse de Conversion.

3. La troisième phase peut s'appeler la période de l'in-

*dépendance économique.* Elle s'étend de 1915 à 1920 et se caractérise par de grands soldes favorables dans l'échange commercial ; ces excédents de la balance commerciale furent considérables au point d'opérer un revirement dans les balances économiques, jusqu'alors défavorables. Cet afflux de richesses permit de faire rentrer au pays des titres et valeurs nationales (les circonstances y eurent leur grande part d'influence), de libérer des dettes à l'étranger, tant hypothécaires que commerciales, et de domicilier des valeurs étrangères dans le pays. Tout cela s'effectua sans que parallèlement et en sens contraire, l'importation de capitaux étrangers continuât, importation déjà très réduite à la fin de la période précédente et qui a complètement disparu dans celle-ci.

Les six soldes favorables de l'échange commercial de cette époque représentent une moyenne annuelle de 240 millions de pesos or, et au total l'importante somme de 1.439.000.000 pesos or.

4. Vient finalement la quatrième phase, soit l'époque du « déséquilibre économique », qui commence en 1921 et continue jusqu'à 1924.

Les capitaux étrangers placés dans le pays jusqu'en 1914 sous forme d'emprunts de chemins de fer, de cédules et autres créances hypothécaires, etc., se montaient à environ 8 milliards de pesos m/n. Tandis qu'une bonne partie de ces capitaux représente une portion intégrale du patrimoine national, l'autre partie est un passif ; ensemble ces emprunts forment ce qu'on pourrait appeler le « passif économique national », dont les valeurs représentatives domiciliées à l'étranger sont des créances pour les-

quelles des intérêts doivent être payés chaque année. Ce passif représente approximativement le 25 0/0 de la valeur du patrimoine national et les intérêts, une somme à peu près égale à celle des ressources fiscales du Gouvernement national ; cette somme annuelle équivaut à 6 0/0 des revenus nationaux, c'est-à-dire à tout ce qui provient du travail et du capital. Dans les années dites d'indépendance économique (1915-1920), malgré la cessation presque subite de l'introduction des capitaux étrangers, on a non seulement pu couvrir les intérêts annuels que cette dette exige, mais celle-ci fut encore réduite de plus de 2 milliards de pesos m/n. Ainsi le passif économique consolidé a été ramené à environ 5 milliards 1/2 de pesos m/n.

Actuellement, l'Argentine qui contracte à l'étranger de nouvelles dettes commerciales et hypothécaires et qui commence à y domicilier des cédulas hypothécaires et d'autres titres, pourrait, dans une certaine mesure, restreindre un peu l'achat d'articles de luxe pour consacrer à une œuvre de production les capitaux obtenus par l'emprunt.

§ 3. — Quantités, prix et valeurs des importations et des exportations de 1910 à 1924.

*Explications sur les procédés suivis pour la fixation des valeurs des statistiques argentines.*

VALEUR DES IMPORTATIONS. — Pour fixer les valeurs des importations, un procédé uniforme a été suivi : la multiplication des quantités par les droits du tarif d'évaluation

en vigueur. Les évaluations effectuées lors de l'élaboration de ces tarifs se rapprochent des prix d'achat réels à l'étranger augmentés de la valeur des frets. Si ces tarifs d'évaluation se modifiaient d'année en année, ce qui ne se produit pas nécessairement, les valeurs des statistiques des importations se rapprocheraient beaucoup des valeurs réelles. Mais les tarifs se sont maintenus longtemps avec de légères modifications pour un nombre d'articles réduit. D'autre part, la classification du tarif d'évaluation énumère 3.699 articles, et la classification de la statistique, 1.375 articles, cette dernière étant une synthèse des articles du tarif d'évaluation ; il en résulte dans la pratique une cause d'erreur qui vient s'ajouter à celles causées par le procédé d'élaboration du tarif douanier.

En conséquence, à mesure que les années s'écoulent, les différences entre les prix réels et les prix du tarif deviennent plus grandes et en particulier, elles ont augmenté considérablement dans les dernières années. Le tarif douanier en vigueur date de 1906, et les prix, outre les oscillations antérieures à la guerre, ont haussé dans une très grande proportion depuis le commencement des hostilités.

Le tarif d'évaluation de 1906 a été maintenu, à peu d'exceptions près, sans modification jusqu'au 7 juillet 1920, où les droits furent augmentés de 20 0/0 ; en outre, une nouvelle loi du 5 décembre 1923 a constitué une seconde majoration de 60 0/0.

VALEURS DES EXPORTATIONS. — Depuis 1864 (moment où débute la statistique du commerce extérieur argentin),

jusqu'en 1891, on a utilisé les tarifs officiels de prix pour déterminer les valeurs des exportations. A partir de 1892, ces tarifs ont été modifiés pour les articles cotés systématiquement sur la place, non grevés de droits d'exportation. Depuis 1906, ces droits furent supprimés et cette modification est étendue à tous les articles cotés, les prix des tarifs officiels étant conservés pour les autres articles. Ce procédé, à quelques exceptions près, fut appliqué jusqu'en 1916, et les sources employées pour la fixation des prix de place étaient le Bulletin de la Bourse de Commerce auquel on ajouta depuis 1913, le Bulletin de la Bourse des Céréales.

La méthode nouvelle est appliquée depuis 1917. Les prix pris en considération sont ceux de la place de Buenos-Aires. Les frets maritimes, qui ne rentrent pas dans le pays puisque les bateaux transportant les produits argentins sont tous étrangers, ne sont pas payés par l'Argentine ; il n'en résulte ni créance ni dette pour le pays avec l'extérieur, et ces frets ne doivent pas figurer comme valeurs du « commerce extérieur » argentin. D'autre part, suivant l'usage international, les frets doivent être imputés par chaque pays, dans les importations, en qualité de partie du prix.

Ce sont donc les prix établis dans les ports d'embarquement qui entrent en jeu (fret terrestre et commission y compris). Ces frais font partie du prix de production et sont couverts par les acheteurs. Les prix sont déterminés par les cotations officielles de la Bourse de Commerce, de la Bourse des Céréales et de la Société Industrielle Argentine. Pour les produits non cotés, on fait des recherches

systématiques aux sources d'exportation et en nombre suffisant pour obtenir une moyenne sérieuse.

La rectification rétrospective des valeurs du commerce extérieur a été effectuée à compter de l'année 1910, afin de permettre la comparaison d'année en année.

*Valeurs des importations en Argentine de 1910 à 1925.*

Années	Valeurs « nominales » pesos or	Valeurs « réelles » pesos or	Différences	
			absolues pesos or	relatives 0/0
1910. . . .	351.770.856	379.352.515	+ 27.581.859	+ 7,8
1911. . . .	366.810.686	405.019.992	+ 38.209.306	+ 10,4
1912. . . .	334.853.469	446.863.002	+ 62.009.533	+ 16,4
1913. . . .	421.352.542	496.227.094	+ 74.814.552	+ 17,7
1914. . . .	271.817.900	322.529.964	+ 50.712.064	+ 18,6
1915. . . .	226.892.733	305.488.006	+ 78.595.273	+ 34,6
1916. . . .	217.409.322	366.130.571	+ 148.721.259	+ 68,4
1917. . . .	184.467.048	380.321.178	+ 195.854.130	+ 106,4
1918. . . .	165.826.232	500.602.752	+ 334.776.520	+ 201,8
1919. . . .	229.709.812	655.772.294	+ 426.062.482	+ 185,4
1920. . . .	300.975.119	934.967.899	+ 633.992.580	+ 210,6
1921. . . .	280.782.765	749.533.697	+ 468.750.932	+ 166,9
1922. . . .	310.939.377	689.645.471	+ 378.709.094	+ 121,7
1923. . . .	383.273.090	868.439.098	+ 485.157.008	+ 126,6
1924. . . .	380.148.098	828.709.993	+ 448.561.895	+ 118
1925 (1 <sup>er</sup> sem.).	208.749.690	436.373.857	+ 229.624.167	+ 110

En résumé, les valeurs « réelles » sont obtenues par l'application aux marchandises importées et exportées, des prix effectifs dans les ports argentins (variables), en quoi ils se différencient des valeurs « nominales » (expression de quantité), qui résultent de l'application des prix du tarif d'évaluation.

En 1910, les prix effectifs diffèrent peu de ceux du tarif douanier, les valeurs totales ne s'écartant dans l'ensemble que de 7,8 0/0. Dans les années suivantes, les différences absolues et relatives augmentent atteignant en 1918 la somme de 334.776.520 pesos or et 201,8 0/0 respectivement. En 1919, la différence absolue augmente : 426.062.482 pesos or, et la différence relative diminue : 185,4 0/0.

En 1920, 1921 et 1922, les différences entre les valeurs effectives et celles du tarif d'évaluation de 1906, sans l'augmentation de 20 0/0 introduite en 1920, furent :

pesos or	en 0/0
633.992.580 . . . . .	210,6
468.730.932 . . . . .	166,9
378.706.094 . . . . .	121,7
etc.	etc.

Pour connaître les différences des années ultérieures par rapport à 1910, il faut considérer les prix de cette année comme base de la série des nombres index, ce qui donnera pour chaque année une différence de 7,8 0/0.

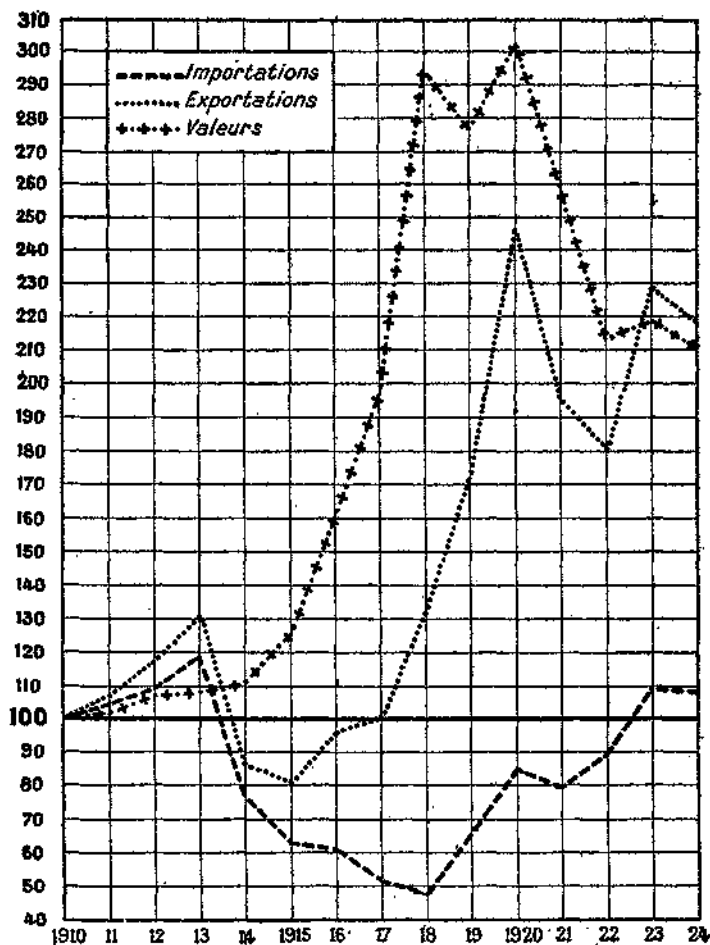
*Nombres index des importations.*

Années	Quantités	Prix	Valeurs réelles
1910 . . . . .	100	100	100
1911 . . . . .	104,3	102,6	106,7
1912 . . . . .	109,4	108,3	117,7
1913 . . . . .	119,8	109,9	130,8
1914 . . . . .	77,3	110,8	85,1
1915 . . . . .	64,5	126,8	80,6
1916 . . . . .	61,8	160,6	96,6
1917 . . . . .	52,4	198,3	100,2
1918 . . . . .	47,1	294,0	301,9
1919 . . . . .	65,3	277,6	172,8
1920 . . . . .	85,6	302,8	246,5
1921 . . . . .	79,8	259,1	197,6
1922 . . . . .	88,4	213,9	181,8
1923 . . . . .	109,0	218,8	228,9
1924 . . . . .	108,1	209,0	218,4
1925 (1 <sup>er</sup> semestre).	118,7	—	231,1

Les chiffres de la colonne « quantités », sont obtenus avec les chiffres des valeurs assignées dans le tarif d'évaluation de 1906. Leurs augmentations ou diminutions, par rapport à la base, expriment les variations de la quantité totale importée, en fonction des prix de base constants, fixés dans le tarif d'évaluation.

Si l'on examine les chiffres contenus dans la colonne

« prix », on constate une hausse lente durant les quatre années qui suivent 1910, et qui atteint 10,8 0/0 en 1914.



*Quantités, prix et valeurs des exportations  
de 1910 à 1925.*

VALEURS DES EXPORTATIONS DEPUIS 1910 A 1925

Années	Valeurs « nominales » pesos or	Valeurs « réelles » pesos or	Différences	
			absolues pesos or	relatives o/o
1910. . . .	372.626.655	389.071.360	+ 16.445.805	+ 4,4
1911. . . .	324.697.538	342.317.258	+ 17.619.720	+ 5,4
1912. . . .	480.391.256	501.667.369	+ 21.276.113	+ 4,4
1913. . . .	483.504.547	519.156.011	+ 35.651.464	+ 7,4
1914. . . .	349.254.141	403.131.317	+ 53.877.376	+ 15,4
1915. . . .	558.280.643	582.179.279	+ 23.898.636	+ 4,3
1916. . . .	543.345.839	572.999.522	+ 29.653.683	+ 5,5
1917 (1). . .	—	550.170.049	—	—
1918 (1). . .	—	804.466.488	—	—
1919 (1). . .	—	1.030.965.258	—	—
1920 (1). . .	—	1.044.085.370	—	—
1921 (1). . .	—	671.129.420	—	—
1922 (1). . .	—	676.608.289	—	—
1923 (1). . .	—	771.361.262	—	—
1924 (1). . .	—	1.011.394.582	—	—
1925 (1 <sup>er</sup> sem.).	—	497.684.484	—	—

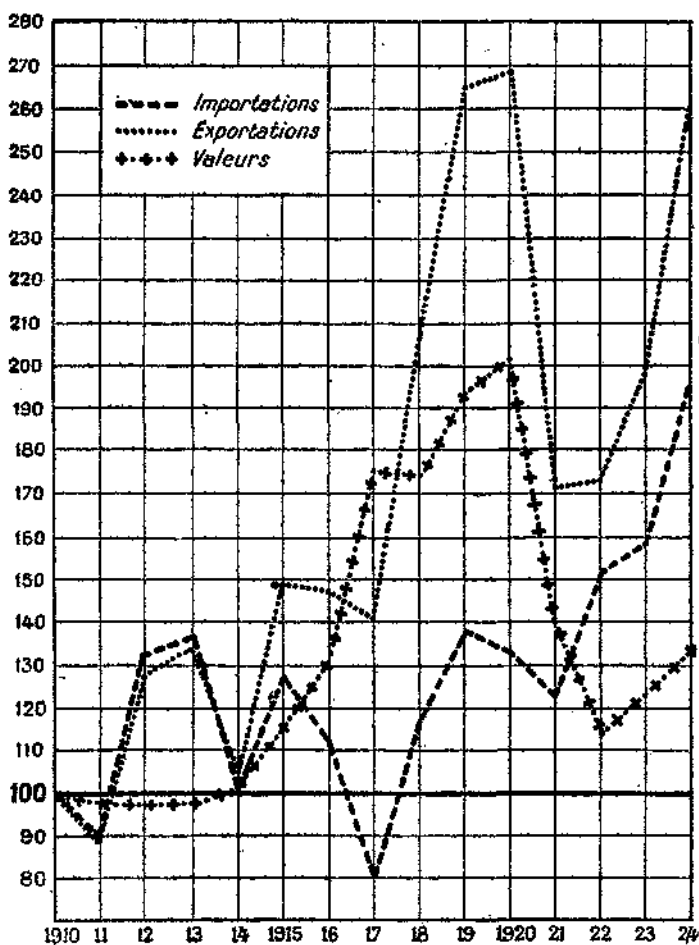
(1) Pour les années antérieures à 1917 les valeurs de la statistique des exportations sont les valeurs réelles.

*Nombres index des exportations.*

Années	Quantités	Prix	Valeurs « réelles »
1910 . . . . .	100	100	100
1911 . . . . .	89,2	98,6	88
1912 . . . . .	131,8	97,8	128,9
1913 . . . . .	136,1	98,0	133,4
1914 . . . . .	102,2	101,3	103,6
1915 . . . . .	128,5	116,4	149,6
1916 . . . . .	112,0	131,4	147,3
1917 . . . . .	80,3	176,1	141,4
1918 . . . . .	117,4	175,5	206,0
1919 . . . . .	137,1	193,3	265,0
1920 . . . . .	133,2	201,5	268,3
1921 . . . . .	123,3	139,8	172,5
1922 . . . . .	151,7	114,5	173,4
1923 . . . . .	159,0	124,7	198,2
1924 (1) . . . . .	195,0	133,0	260,0

(1) Chiffres approximatifs.

En 1915, il y a une hausse de 16 points ; en 1916 et 1917, la hausse progresse respectivement de 60,6 0/0 et 99,3 0/0, pour atteindre en 1918, 95,7 points au-dessus de 1917 et 194 0/0 sur les prix de 1910. En 1919, il y a une diminution de 16,4 points par rapport à l'année 1918, puis la hausse s'élève de nouveau de 25,2 points en 1920 par comparaison à 1919.

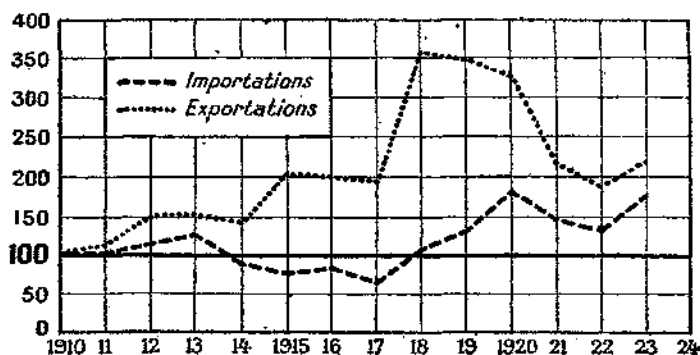


En 1921, il se produit une baisse sensible des prix : 43,7 points par rapport à 1920 ; la diminution se poursuit en 1922 où la différence en moins est de 45,2 points. En 1923, les prix furent 4,9 points plus hauts qu'en 1922 et représentaient une hausse de 118,8 0/0 par rapport à ceux de 1910.

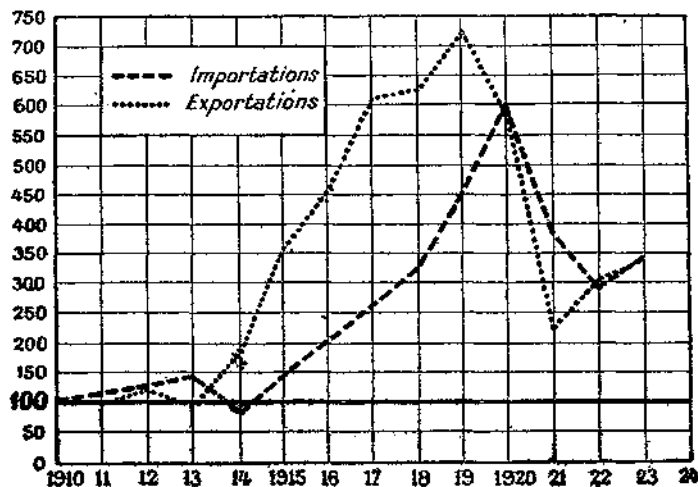
Nous donnons ci-après, sous forme de graphiques, le commerce argentin avec les principaux pays en relations avec l'Argentine, depuis 1910 à 1924. A noter que les quantités embarquées « à ordres », n'ont pas été prises en considération.

### ANGLETERRE

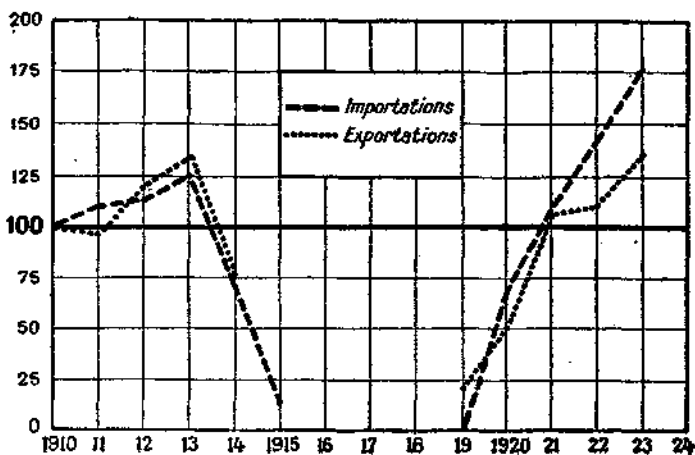
(Nombres index)

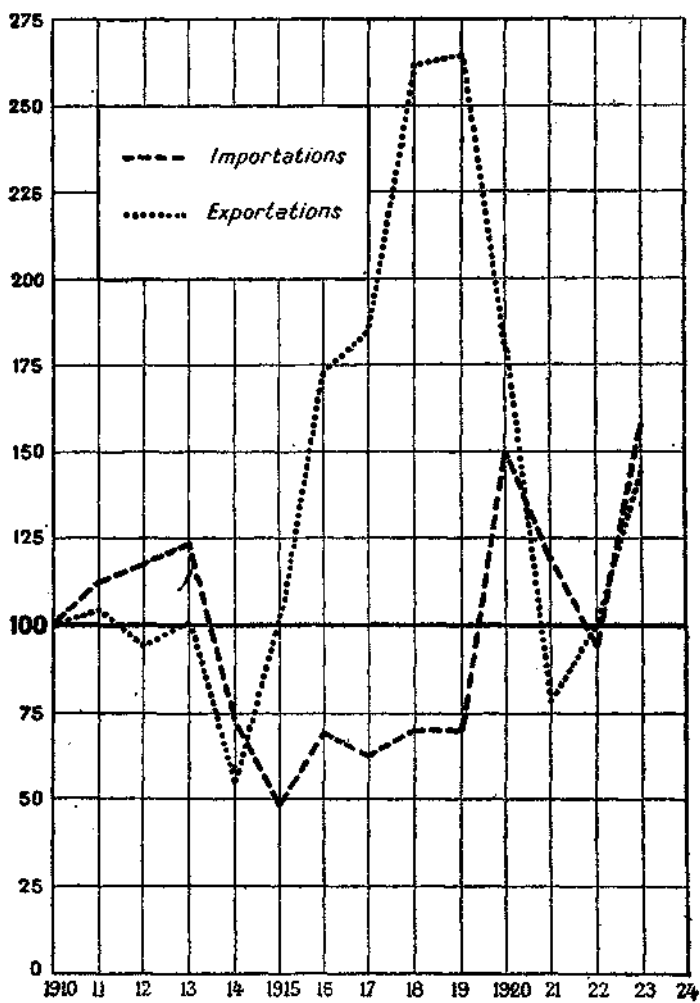


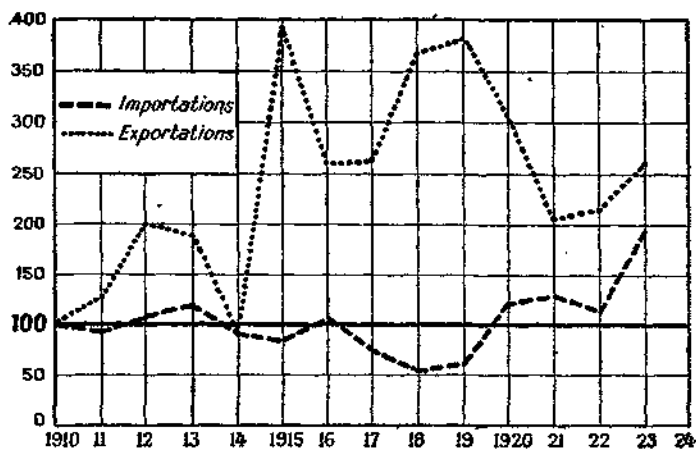
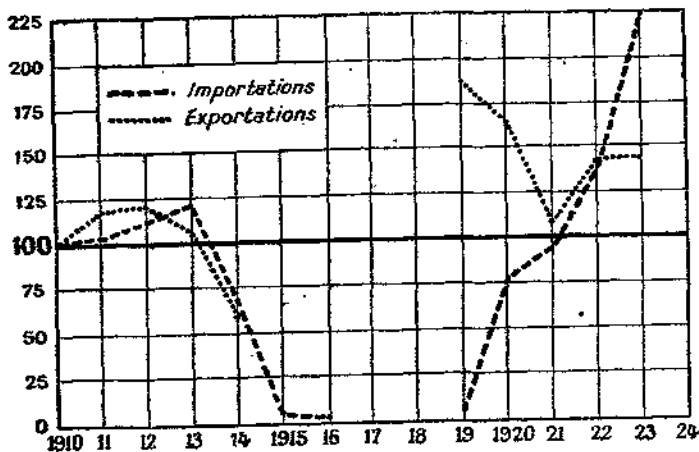
## ÉTATS-UNIS (Nombres index)

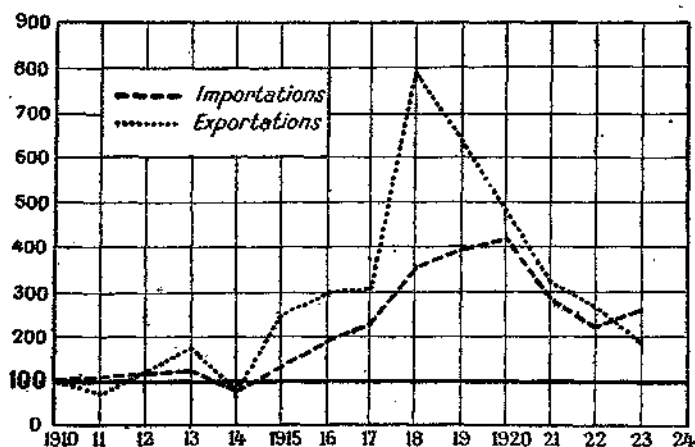


## ALLEMAGNE (Nombres index)



FRANCE (*Nombres index*)

ITALIE (*Nombres index*)BELGIQUE (*Nombres index*)

ESPAGNE (*Nombres index*)

§ 1. — Notice sommaire sur le commerce extérieur  
de 1910 à 1924.

DEGRÉ DE DÉPENDANCE ENTRE LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS. — Les exportations de l'Argentine ont suivi leur développement avec une certaine indépendance par rapport aux importations. C'est probablement dû au fait que dans le commerce extérieur avec les quatre principaux clients : l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et l'Allemagne, les réductions des importations ont relativement peu d'importance.

Ces quatre pays achètent le 76 0/0 de toutes les exportations de l'Argentine, et la moyenne de leurs achats pour les années 1918 à 1922 fut de 644.400.000 pesos or. Cette somme représente le 6,4 0/0 de ce que ces nations importent en provenance du monde entier.

A son tour, l'Argentine a acheté aux quatre puissances mentionnées pour une valeur de 460 millions de pesos or pour la même période ; cette somme ne représente que le 4,6 0/0 de ce que ces pays ont importé de l'extérieur.

L'étude des statistiques permet d'établir trois périodes dans lesquelles les exportations de l'Argentine ne se réduisirent que par exception, alors que les importations diminuèrent brusquement.

Le premier cas se produisit de 1874 à 1882 ; tandis que la moyenne des achats effectués dans les neuf années de cette période ne représentait que le 67. 0/0 des importations de l'année 1873, la moyenne des ventes à l'extérieur durant ces neuf années équivalant au 106 0/0 des exportations de l'année 1873.

La deuxième période est comprise entre les années 1890 et 1903 et le phénomène y est plus notable encore. En effet, la moyenne des importations dans les 14 années qui suivent 1889, représente le 64 0/0 de la valeur des importations de 1889. Par contre les exportations progressent de telle façon que leur moyenne durant cette période donne la proportion de 150 0/0 par rapport aux marchandises sorties en 1889.

C'est dans la période s'étendant de 1913 à 1919 que se produisit le troisième cas. Alors que la moyenne des importations durant ces 6 années ne représente que le 85 0/0 des marchandises entrées en Argentine en 1913, la proportion des exportations effectuées durant la même période et comparées avec celles de l'année 1913 est de 126 0/0.

SIGNIFICATION ÉCONOMIQUE DE LA DIMINUTION ET DE L'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS. — De 1913 à 1918, il se produisit une importante diminution des importations de l'Argentine, qui s'effectua sous une forme progressive. La réaction a commencé en 1919, après la guerre européenne et le courant des importations n'a cessé de s'enfler jusqu'en 1923. En 1924, cependant, la situation s'est de nouveau renversée.

En prenant en considération la grande diversité des articles qui sont introduits dans le pays, il est important de connaître ceux qui ont subi la réduction la plus forte, ainsi que ceux qui ont augmenté d'importance par la suite. Effectivement, la signification économique de ces faits est très différente suivant qu'il s'agit d'articles alimentaires, d'articles servant à l'habillement, d'articles de luxe ou au contraire d'articles destinés à favoriser la production.

On peut classer les marchandises introduites en Argentine en :

articles alimentaires et articles d'habillement,

articles de luxe,

articles destinés à la production de la force motrice, à la lumière, au chauffage (charbon, pétrole),

articles de transformation et de conservation, qui sont les marchandises destinées à être travaillées par les industries argentines,

articles de capitalisation, qui comprennent le matériel de chemin de fer, les matériaux de construction, le matériel servant aux installations industrielles, etc.

Dans la période envisagée, on constate tout d'abord une

importante réduction des articles de capitalisation ; tandis qu'ils figuraient dans les importations en 1913 pour une valeur de 109 millions de pesos or, ils ne comptaient plus en 1918 que pour 16 millions de pesos or. Cette réduction n'est pas autre chose qu'une des formes sous laquelle se réduisit l'introduction de capitaux étrangers pendant la période de guerre. Déjà en 1922, l'importation de cette catégorie de marchandises avait repris toute son importance et comptait pour 64 millions de pesos or, soit un peu plus de la moitié de la valeur de ces mêmes articles introduits en Argentine en 1913.

Les articles d'alimentation et d'habillement sont descendus de 166 millions de pesos or en 1913 à 86 millions de pesos or en 1918, ce qui représente une réduction de 48 0/0 ; en 1922, la valeur de l'importation de ces articles était remontée à 129 millions de pesos or.

Dans la même période, les articles de luxe importés en Argentine ont diminué d'un tiers à peu près, c'est-à-dire qu'ils ont passé de 31 millions de pesos or en 1913 à 12 millions de pesos or en 1918. En 1922, ils n'avaient pas repris beaucoup d'importance, et la valeur de leur importation n'était encore que de 17 millions de pesos or.

Les articles concernant la force motrice et le chauffage diminuent également d'un tiers dans la période en question, mais ils atteignent déjà 22 millions en 1922 :

Les articles dits de capitalisation se divisent en :

- articles de locomotion,
- articles pour l'électricité,
- articles pour l'agriculture,
- matériaux de construction,

machines en général,  
fer et autres métaux.

Tous ces articles ont subi une diminution dans la période de 1913 à 1918. L'importation du fer et des autres métaux, en particulier, est tombée en 1918 au 3 0/0 de la valeur atteinte en 1913.

§ 5. — Les relations commerciales de l'Argentine avec l'Angleterre durant les derniers cent ans.

La tranquillité relative du pays dans les années 1821 à 1826 et les excellentes mesures administratives prises par le gouvernement provisoire de Buenos-Aires, furent l'origine d'un accroissement notable du commerce extérieur argentin, ainsi que des relations politiques et financières de l'Argentine avec les autres nations, et plus particulièrement avec l'Angleterre.

Le premier jalon des relations étrangères de la République Argentine fut constitué par le premier emprunt extérieur de 1 million de livres sterling émis à Londres en 1824. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la valeur totale des importations du Rio de la Plata s'élevait à 2.607.000 pesos or et en 1882 elle atteignait 11 millions de pesos or dont la moitié à peu près venait de l'Angleterre.

La jeune République ouvrit précisément ses portes au commerce extérieur au moment où les produits britanniques prédominaient; les importations d'alors consistaient surtout en tissus de coton et de laine, en articles de ménage, en armes et outils de travail.

Il y a un siècle, les exportations de l'Argentine étaient

constituées principalement par les peaux brutes ; les exportations de laines n'ont pris de l'importance que depuis 1834.

Durant les 50 ans qui s'écoulent entre 1830 et 1880, le commerce extérieur argentin fut peu important ; le pays s'organisait au milieu de ses convulsions politiques et des crises économiques.

Les relations commerciales de l'Argentine avec l'Angleterre ont toujours eu une importance prépondérante et ce n'est que depuis quelques années que d'autres nations ont pu disputer cette position avec quelques succès. En 1880, le commerce d'importation et d'exportation de la République avec l'Angleterre atteignit une valeur totale de 18 millions de pesos or, selon les valeurs officielles de tarif ; ce commerce extérieur avait décuplé en 1910, où sa valeur était de 190 millions de pesos or. En 1923, le commerce avec l'Angleterre eut une valeur de 294 millions de pesos or, ce qui représente le quart de tout le commerce extérieur de l'Argentine.

Si l'on analyse les achats effectués en Angleterre par l'Argentine, on remarque que jusqu'en 1880 ce sont les tissus qui ont la prédominance ; de 1890 à 1900, les matériaux de chemin de fer sont suivis de près par les tissus, puis venait la houille, les machines et articles en fer ; de 1910 à 1914, l'importation du charbon prédomine d'une manière saillante, tandis que les achats de toiles et de machines se réduisaient sous l'effet de la concurrence de l'Allemagne et d'autres pays encore. En 1920 ce sont les toiles en général qui détenaient la place la plus importante dans le commerce d'importation avec l'Angleterre.

Par rapport au total des importations effectuées par l'Argentine et en se basant sur les valeurs de tarif, les importations de l'Angleterre ont été successivement les suivantes :

1900 . . . . .	34,1 0/0
1914 . . . . .	34,0 0/0
1923 . . . . .	22,7 0/0

Quant aux exportations de la République Argentine à destination de l'Angleterre elles étaient en 1880 de 5.341.000 pesos or, ce qui représentait le 9 0/0 de la valeur totale des exportations. En 1923, ces exportations s'étaient élevées à 189 millions de pesos or, c'est-à-dire que l'Angleterre a absorbé dans cette année-là le quart de tout ce qu'a vendu l'Argentine.

L'exportation des céréales sur une grande échelle n'a commencé qu'en 1890 et celle des viandes en 1900. En 1900, les viandes congelées exportées en Angleterre représentaient une valeur de 7 millions de pesos or et en 1910, 30 millions de pesos or; en 1920 l'Argentine a vendu des viandes à l'Angleterre pour 104 millions de pesos or et en 1923, pour une valeur de 97 millions de pesos or.

Le beurre qui est un produit neuf dans les exportations de l'Argentine à destination de l'Angleterre, produisait en 1920 la valeur de 11 millions de pesos or et celle de 20 millions de pesos or en 1923, ce qui représentait à peu près une valeur identique à celle du blé exporté en Angleterre, y compris les expéditions effectuées « à ordres ».

Il ne semble guère possible que le commerce de l'Argentine avec l'Angleterre puisse continuer à progresser dans les mêmes proportions en raison des facteurs nouveaux de l'économie nationale de l'Argentine et de la politique commerciale de l'Angleterre. Toutefois il est fort probable que le commerce d'importation et d'exportation de l'Angleterre continuera à occuper la première place en Argentine.

Grâce au développement des industries argentines, il faut s'attendre à ce que le charbon anglais soit remplacé par le pétrole que produit la République, et que les tissus qui constituent un des plus forts éléments de ces relations commerciales, n'entrent plus en ligne de compte au même degré dans un avenir plus ou moins rapproché en raison de la production propre de l'Argentine. Mais les relations subsisteront tout de même ; elles ne feront que changer de forme. L'Angleterre pourra toujours approvisionner l'Argentine de matières premières et de machines qui seront nécessaires à la création de ses manufactures nationales. L'importance de ce commerce ne sera donc pas altérée, il n'y aura qu'un changement dans les articles qui le constituent.

#### § 6. — Conséquences de la guerre sur le commerce argentin.

La guerre a désorganisé les transports maritimes et a placé l'Argentine dans une sorte d'isolement relatif. La réduction des arrivages de charbon anglais a accru la valeur pour le pays des mines de pétrole de Rivadavia,

dans la province de Chubut ; elle a poussé à entreprendre un inventaire hâtif des ressources naturelles de la République en combustibles. Les industries locales se sont efforcées de répondre aux exigences du marché argentin, où elles ne rencontraient plus la concurrence des marchandises européennes. Le brusque déséquilibre des prix a permis d'exporter certains produits jusque-là réservés au marché intérieur. En somme, la guerre n'a pas arrêté les courants établis des grandes exportations ; l'Argentine a continué à fournir à l'Europe ses céréales, ses viandes, ses cuirs et ses laines.

Les deux effets de la guerre paraissent avoir été, d'une part, l'arrêt du courant d'immigration et d'autre part, la réduction progressive de l'appui que l'Europe donnait à la colonisation sous forme d'avances de capitaux.

Le retrait des capitaux européens s'est fait sentir dès la déclaration de guerre, et s'est poursuivi depuis sans arrêt, les capitaux nord-américains ne réussirent pas à les remplacer entièrement. En même temps, la balance commerciale de l'Argentine devenue extraordinairement favorable, a déterminé la formation dans le pays d'une réserve de capitaux et le pays a conquis en peu de temps un certaine indépendance financière qui aurait exigé, dans des conditions normales, de longues années de travail et de prospérité.

De nouveaux pays concurrents ont profité de la guerre pour faire leur apparition sur le marché argentin. Les Etats-Unis et le Japon en particulier ont réussi à se créer des positions avantageuses en Argentine.

§ 7. — Le commerce extérieur  
pendant les cinq dernières années.

*Chiffres généraux du commerce extérieur  
de 1920 à 1925.*

Années	Importations pesos or	Exportations pesos or	Total pesos or	Soldes de la balance commerciale pesos or
1920. . . .	934.967.699	1.044.033.370	1.979.053.069	+109.117.671
1921. . . .	749.533.697	671.129.420	1.420.663.117	— 78.404.277
1922. . . .	639.645.471	676.093.239	1.365.653.760	— 13.637.182
1923. . . .	868.430.096	771.361.262	1.639.791.358	— 97.068.834
1924. . . .	823.709.993	1.011.394.532	1.840.104.575	+132.684.589
1925 (1 <sup>er</sup> sem.).	438.378.857	497.634.484	936.058.341	—

Ces chiffres sont analysés sommairement dans les lignes qui suivent.

*L'année 1921 comparée avec l'année 1920.*

*Importations* : la diminution de 185.434.002 pesos or de la valeur des importations s'est produite par une réduction de 61 0/0 de la quantité d'articles importés, et par la baisse considérable des prix en 1921 par rapport à ceux de 1920. Si l'on compare les nombres index des différentes valeurs des articles importés pendant les deux années avec les valeurs du tarif d'évaluation, on obtient

186,4 0/0 en 1920 et 122,4 0/0 en 1921, c'est-à-dire une baisse de 64 points dans une année.

*Exportations* : il y a eu diminution dans la valeur de tous les groupes de produits exportés en 1921, par rapport à 1920. Cette diminution provient de deux causes : la plus petite quantité de produits exportés, spécialement dans l'agriculture, et la baisse des prix des produits de l'élevage.

**PAYS DE PROVENANCE DES IMPORTATIONS** : les pays dont les exportations ont excédé, pendant les deux années 1921 et 1920, 10 millions de pesos or sont, dans l'ordre de leur position en 1921 : les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, le Brésil, l'Italie, la France, l'Espagne, le Mexique, la Belgique et le Japon.

L'Allemagne, l'Italie et la Belgique ont augmenté la valeur de leurs exportations en Argentine en 1921, et toutes les autres nations ont subi une diminution. Le 60 0/0 des importations argentines provenaient en 1921 de trois pays : les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, de sorte qu'on retourne à la situation d'avant-guerre, mais avec cette différencé que l'ordre en importance était alors le suivant : Angleterre, Allemagne, Etats-Unis.

La diminution de la valeur totale des importations en 1921 par rapport à 1920 a affecté les divers pays de provenance dans les proportions suivantes :

Les importations des Etats-Unis ont diminué de valeur par suite de la baisse des prix et de la réduction des quantités ; le total des importations de ce pays a été en 1921 le 26,8 0/0 contre le 33,2 0/0 en 1920 de toutes les

importations de la République Argentine. Les Etats-Unis conservent néanmoins la première place parmi les pays importateurs; ils ont conquis cette prépondérance depuis 1916.

En ce qui concerne l'Angleterre, la proportion de ses importations par rapport au total des importations de l'Argentine s'est maintenue au même niveau, soit au 23 0/0.

L'Allemagne importa en 1920 pour 44.620.000 pesos or et pour 71.470.000 pesos or en 1921, élevant ainsi de 4,8 0/0 à 9,5 0/0 la proportion de ses importations par rapport aux importations totales de la République.

Toujours dans le même rapport, les pays suivants ont obtenu les proportions ci-après :

	1920	1921
	—	—
Italie . . . .	4,4 0/0	5,8 0/0
Belgique . . .	4,7 0/0	2,6 0/0
Brésil. . . .	5,4 0/0	6 0/0

Les importations de la France, de l'Espagne, du Mexique et du Japon en 1921, ont légèrement diminué par rapport à celles de ces mêmes pays pour l'année 1920.

PAYS DE DESTINATION DES EXPORTATIONS. — Le 30 0/0 des exportations argentines a été effectué en Angleterre, qui détient ainsi la première place parmi les pays qui achètent des produits argentins. La valeur des exportations de la République Argentine en Angleterre en 1921 fut de 205 millions de pesos or. Les autres pays de destination

des produits argentins sont les suivants, conformément à leur ordre d'importance en 1921 :

les Etats-Unis, qui achètent pour 59 millions de pesos or				
l'Allemagne, » achète »	50	»	»	»
la Belgique, » » »	36	»	»	»
la France, » » »	31	»	»	»
le Brésil, » » »	28	»	»	»
les Pays-Bas, » achètent »	25	»	»	»
l'Italie, » achète »	22	»	»	»
etc.				

Les exportations de l'Argentine en 1921 sont inférieures pour la valeur de 373 millions de pesos or à celles de l'année 1920, et cette notable diminution s'est répartie sur la plupart des pays d'exportation, sauf en ce qui concerne l'Allemagne, le Brésil et le Canada.

Le 50 0/0 environ du total des exportations de l'Argentine est destiné à trois pays : l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne. Le cas se présente d'une façon identique pour les exportations et les importations, en ce sens que la situation actuelle se rapproche de celle d'avant-guerre avec cette différence que l'ordre d'importance des puissances a varié. Avant la guerre effectivement, les Etats-Unis occupaient le troisième rang en qualité de pays acheteur en Argentine et l'Allemagne détenait conséquemment le second rang.

Un fait particulier à observer, c'est la situation de la France ; en 1920 les exportations de l'Argentine dans ce pays se sont élevées à 70 millions de pesos or et en 1921, le total des exportations en France n'atteignit que le chiffre de 31 millions de pesos or. La proportion des

exportations considérée avec le total des exportations de l'Argentine qui était de 6,8 0/0 en 1920 est descendue à 4,7 0/0 en 1921.

Les diminutions d'exportation les plus importantes touchent les pays suivants :

	diminution en pesos or
les Etats-Unis. . . . .	94 millions
l'Angleterre . . . . .	74 millions
la France . . . . .	39 »
la Belgique . . . . .	45 »

Par contre, l'Allemagne qui avait acheté pour 23.700.000 pesos or en 1920, a atteint le chiffre de 50.600.000 pesos or en 1921 ; les exportations de l'Argentine dans ce pays ont ainsi augmenté de 113 0/0.

Les ventes effectuées au Brésil se montaient en 1920 à 22.400.000 pesos or ; elles ont augmenté de 27 0/0 en 1921, et atteint le montant de 28.500.000 pesos or. Enfin, les marchandises sorties à destination du Canada s'élevaient en 1920 à 450.000 pesos or et en 1921 à 950.000 pesos or.

*L'année 1922 comparée avec l'année 1921.*

*Les importations* : elles se sont réduites de 59.888.226 pesos or par comparaison à celles de l'année 1921. Toutefois, cette diminution des importations en 1922 ne provient pas d'une restriction de la quantité des marchandises entrées dans la République Argentine en 1922 ; au contraire, il y eut une progression dans ce sens de 10,7 0/0

par rapport à l'année antérieure. La diminution de la valeur totale des importations en 1922 a sa raison d'être dans la baisse des prix.

Les Index Numbers des articles importés en 1921 et en 1922, comparés avec les valeurs de tarif, donnent 222,4 0/0 en 1921 contre 184,8 0/0 en 1922 ; les valeurs du tarif d'évaluations étant prises comme base : 100, la baisse de prix en 1922 serait donc de 37,6 points. Cette baisse est due à une réduction de 17 0/0 de l'ensemble des prix, et affecte principalement les matières premières. Les articles manufacturés n'ont pas diminué sensiblement de valeur.

*Les exportations* : les sorties de marchandises de la République Argentine ont augmenté de 4.878.869 pesos or en 1922, par rapport à 1921, ce qui représente une progression de 0,7 0/0. Considérant les groupes de produits exportés, ceux qui sont compris dans la rubrique « Elevage » et dans celle « Divers » ont diminué de valeur, tandis qu'il y a eu progression dans la catégorie des produits agricoles et dans celle des produits forestiers.

Les exportations de l'Argentine en 1922 ont notablement augmenté de quantité sur celles de l'année 1921 ; la progression n'est pas moins de 2 millions de tonnes, soit une augmentation de 25,3 0/0. C'est ainsi qu'en dépit d'une progression de 240.000 tonnes dans l'exportation des produits de l'élevage on a enregistré pour cette catégorie de produits l'importante réduction de valeur de 21 millions de pesos or (8,2 0/0 de moins comparative-ment à l'année antérieure). En ce qui concerne les pro-

duits de l'agriculture, nonobstant la baisse de prix sur les céréales, la majoration considérable de la quantité : 1.600.000 tonnes, soit 24,4 0/0 en sus de la quantité exportée en 1921, a laissé une différence en plus de 26 millions de pesos or. Considérées dans l'ensemble, les quantités de marchandises exportées en 1922 sont supérieures à celles de l'année précédente dans la proportion de 25,7 0/0.

*L'année 1923 comparée à l'année 1922.*

*Importations* : elles ont augmenté de valeur pour une somme de 178.784. 624 pesos or par rapport aux importations de l'année 1922. Cette augmentation provient presque exclusivement de la plus grande quantité de marchandises étrangères introduite en Argentine en 1923. Les prix, en effet, se sont maintenus à peu près les mêmes qu'en 1922.

*Exportations* : leur valeur en 1923 a augmenté de 95.952.973 (14,1 0/0) pesos or comparativement aux exportations de l'année précédente. Cette amélioration est due à deux causes : d'abord la quantité plus importante de marchandises exportées, puis la hausse des prix en particulier pour les viandes et les laines. Les exportations en général de l'année 1923 comparées à celles de 1922, ont augmenté de 771.000 tonnes, soit de 7,6 0/0. La quantité des produits de l'élevage a progressé de 232.000 tonnes, soit de 19,5 0/0 ; leur valeur a également haussé de 36,5 0/0 par rapport aux chiffres de 1922. L'exportation des produits de l'agriculture fut supérieure de

288.000 tonnes à celle de 1922, mais n'a donné lieu qu'à une légère augmentation de valeur.

*L'année 1924 comparée à l'année 1923.*

*Les importations* : elles ont diminué en 1924 de 39.720.103 pesos or par rapport à l'année antérieure, et une minutieuse analyse met en évidence un changement radical de la politique commerciale de l'Argentine, et cela dans une direction tout à fait favorable à l'économie nationale.

On constate effectivement d'importantes diminutions en ce qui concerne l'importation des articles de consommation ; la production nationale a réussi ainsi à substituer ses produits aux marchandises étrangères. Par contre, il y a eu en 1924 un grand accroissement d'importation de pétrole, d'articles en fer et autres métaux, de machines et d'objets accessoires pour les industries et les chemins de fer du pays. En définitive, l'importation des articles de consommation et de luxe a diminué, tandis que les entrées d'articles destinés au travail et à l'industrie ont augmenté dans une proportion à peu près équivalente à la réduction de ces premiers articles.

*Les exportations* : elles subissent en 1924 une sérieuse majoration de 240.033.320 pesos or, soit dans la proportion de 31,1 0/0 par rapport à l'année 1923. La valeur totale des exportations de l'année 1924 constitue un des chiffres les plus hauts qui aient été atteints jusqu'à ce jour ; ce résultat n'est effectivement dépassé que dans les

années 1919 et 1920 où les exportations atteignirent respectivement 1.030 et 1.044 millions de pesos or.

La valeur des produits de l'élevage exportés en 1924 augmente de 82.487.000 pesos or, soit de 25,4 0/0 sur celle de 1923; les produits de l'agriculture subissent une majoration de 158.268.000, soit de 38,2 0/0. La quantité totale des exportations de 1924 se monte à 14.400.000 tonnes et est supérieure de 3.460.000 tonnes (31,6 0/0) à la quantité des marchandises sorties en 1923. Enfin, la quantité de viandes exportée en 1924 atteint 953.000 tonnes et est le chiffre le plus haut qui ait été réalisé jusqu'à présent dans la période d'une année.

Et c'est ainsi que la mauvaise période économique inaugurée en 1921 alors que la balance commerciale se soldait constamment par des soldes débiteurs, est close par l'excellent résultat de l'année 1924. La balance commerciale se solde effectivement par l'importante somme active de 182.684.589 pesos or et permet de considérer à nouveau la situation économique de l'Argentine sous un jour favorable.

*Le premier semestre de l'année 1925 comparé au premier semestre de l'année 1924.*

Le volume du mouvement commercial de l'Argentine dans le premier semestre de l'année 1925 a atteint le chiffre de 936.058.341 pesos or, ce qui représente une diminution de 46.081.796 pesos or par rapport à la même période en 1924, ou en proportion : 4,6 0/0.

*Les importations* : elles se sont élevées à 438.373.857

pesos or dans le premier semestre de 1925 contre 412.254.969 pesos or pour la même période en 1924. L'augmentation est de 6,3 0/0.

*Les exportations* : la valeur totale des exportations effectuées dans le premier semestre de 1925 est de 497.684.484 pesos or, contre 569.885.168 pesos or dans la même période en 1924. Il en résulte une différence en moins de 72.200.684 pesos or, ce qui représente une diminution de 17,2 0/0. Cette réduction provient des embarquements restreints des céréales et de lin, ainsi que d'une plus petite exportation de viandes et de laine. Toutefois, la quantité inférieure de ces produits exportés fut compensée en partie par leur plus grande valeur, par rapport à l'année précédente. La diminution de quantité dans ce semestre par comparaison au premier semestre de 1924, a été de 27,9 0/0, tandis que la différence de valeur n'a été que de 12,7 0/0.

La diminution des exportations dans le premier semestre de 1925 est sensible parce que la comparaison est basée sur la même période de l'année 1924, où les exportations ont justement atteint des chiffres particulièrement élevés. Si l'on étend la comparaison sur une période de 15 années, on constate que le résultat du premier semestre de 1925 ne fut dépassé que dans les années 1920 et 1924.

## SECTION III

## Le commerce intérieur argentin.

Les établissements du Rio de la Plata ne furent à l'origine qu'une étape sur la route du Pérou, et n'avaient pas de valeur propre. Les Hauts-Plateaux des Andes restèrent longtemps le centre économique de l'Amérique espagnole, et les provinces de l'intérieur qui leur vendaient des bœufs et des mules en dépendaient étroitement. La fin du xviii<sup>e</sup> siècle est marquée par de rapides progrès de la région pampéenne ; la vice-royauté de la Plata fut créée et la liberté du commerce entre Buenos-Aires et les ports espagnols fut établie. L'exportation se développa, l'influence de Buenos-Aires s'étendit vers l'intérieur. La création de la vice-royauté et la direction nouvelle prise par le commerce eurent pour résultat que Buenos-Aires devint le centre d'affaires nombreuses et importantes.

Ce mouvement commercial s'est interrompu pendant la première moitié du siècle dernier. Des liens étroits et variés attachaient les provinces du nord-ouest au versant du Pacifique, des convois de mules portaient aux ateliers métallurgiques du versant chilien les minerais de San Juan et de la Rioja ; de nombreux troupeaux étaient aussi dirigés sur le Chili, qui s'était transformé en un pays agricole.

Ce recul s'explique par des raisons historiques. Les guerres de la période révolutionnaire, les conflits entre le Gouvernement de Buenos-Aires et les puissances mari-

times avaient entravé l'essor commercial des rives de la Plata. De même l'isolement politique de la province de Buenos-Aires sous le gouvernement de Rosas avait été préjudiciable au développement économique de cette province.

Mais l'attraction exercée par Buenos-Aires après 1853 ne tient pas seulement à son rôle commercial et à sa position d'intermédiaire entre les provinces de l'intérieur et l'Europe. Elle est fondée surtout sur le développement économique de la région pampéenne, qui débute vers cette date et rompt l'équilibre entre les deux moitiés de l'Argentine. La puissance de consommation de la Pampa s'est accrue en même temps que sa richesse et sa population. Elle a absorbé la production des provinces qui l'entourent; elle leur a imposé sa clientèle en répartissant entre elles, suivant les services qu'elle en reçoit, une partie de l'or qui lui parvient d'outre-Atlantique.

Chaque région choisit alors les cultures qui conviennent le mieux à son climat pour tirer de ses relations avec Buenos-Aires tout le bénéfice possible.

Les deux satellites les plus brillants de la Pampa en même temps que les deux foyers industriels les plus importants du pays, sont les deux villes de Tucuman et de Mendoza.

La colonisation pastorale n'a pas été entièrement indépendante du marché intérieur. Vers 1865, les cuirs étaient expédiés vers les ports du Rio de la Plata, les animaux sur pied étaient acheminés, de tout le nord-ouest de la région pampéenne, vers le Chili. Les acheteurs de Buenos-Aires pénétrèrent tardivement dans le canton éloigné de San Cristobal où on les vit pour la première fois en 1911.

L'importance de la région pampéenne, en tant que marché consommateur, s'est accrue à mesure que la population y devenait plus dense. La part qu'elle absorbe dans les produits de l'élevage et de l'agriculture est très variable ; par exemple, l'élevage du cheval qui reste une des grandes industries de la Pampa, n'a jamais alimenté l'exportation.

Les centres consommateurs sont les ports, et il en résulte que les courants commerciaux destinés à leur ravitaillement se confondent avec ceux qui alimentent l'exportation.

En ce qui concerne les échanges entre les régions diverses de la Pampa, on peut dire qu'en tendant à se spécialiser, ces régions ont cessé de se suffire à elles-mêmes, et elles doivent faire appel aux provinces voisines. L'approvisionnement des moulins provoque des transports de blé dans différentes directions. Les moulins principaux sont établis à Buenos-Aires, où ils sont bien placés pour travailler à la fois pour le marché intérieur et pour l'exportation. Ils pratiquent des mélanges de blé dur (Santa Fé) et de blé tendre (centre et sud de Buenos-Aires).

Mais ces transports inter-régionaux de céréales sont peu de chose auprès des transports de bétail. L'extension des luzernières a développé dans certaines régions l'industrie de l'engraissement du bétail, tandis que d'autres continuent à faire de l'élevage proprement dit et alimentent les ports d'expédition. La zone d'engraissement la mieux spécialisée est la région de Villa Mercedes et la partie occidentale de la zone des luzernières, tandis que l'est de la

province de Buenos-Aires et Entre-Rios sont restés des régions de production.

Tandis que les achats de bœufs pour les frigorifiques se font, soit dans les estancias mêmes, soit à Buenos-Aires où les bœufs en bon point sont expédiés à des consignataires, les ventes de bœufs destinés à l'engraissement ont lieu à des foires qui se tiennent périodiquement dans les villes de l'intérieur.

Dans les quelques années qui précédèrent 1914, une brusque révolution renversa dans la province de Neuquen le sens de la circulation du bétail, et l'attraction de Buenos-Aires y remplaça celle du marché chilien. L'influence commerciale de Buenos-Aires se fit sentir d'abord sur le marché des laines ; le commerce d'importation suivit la route tracée par le commerce d'exportation. Les petits chars chiliens qui continuent à franchir la Cordillère n'amènent plus au Neuquen que les farines grossières du Chili, des haricots et du vin ; ils rentrent à vide au Chili.

Après les acheteurs de laine, les marchands de bœufs de Buenos-Aires se sont avancés jusque dans la Cordillère. Les centres où se faisaient les ventes de bétail sont en décadence. Les bœufs sont dirigés vers les centres d'engraissement de la Pampa, ou vers les marchés de Bahia-Blanca ou de Buenos-Aires.

Les provinces les plus éloignées se détachent une à une des marchés extérieurs, et la vie nationale tout entière, s'organise autour du grand foyer économique qu'est devenue la région pampéenne. Cette transformation est le fait essentiel de l'histoire moderne du commerce de l'Argentine.

## CHAPITRE VII

### LA POLITIQUE D'EXPORTATION

#### SECTION I

##### Les problèmes actuels.

Donner une esquisse de la situation économique actuelle de la République Argentine, et indiquer les grandes questions à l'ordre du jour, tels sont les buts du présent chapitre.

Ces dernières années, la situation économique de la République Argentine se présentait sous un jour plutôt défavorable pour certaines raisons que nous essayerons d'expliquer; l'excellent résultat de l'année 1924, ainsi que celui de 1925, dus à une importante exportation, ont empêché une crise pressentie déjà en 1917 et qui était sur le point d'éclater avec tous ses effets néfastes. Malgré ce retour à un état de chose satisfaisant, l'Argentine demeure en face de graves problèmes économiques que ses politiciens et ses financiers cherchent à résoudre.

Eloigné du théâtre des hostilités, il semble à première vue que le pays n'ait pas subi de graves perturbations et qu'au contraire il se soit prodigieusement enrichi grâce à

sa situation privilégiée de producteur de substances alimentaires de première nécessité. Cependant ces prévisions ne se sont réalisées que partiellement. La grande crise générale qui a succédé à la guerre, a eu des répercussions dans le monde entier et il n'est pas de pays qui n'ait dû prendre des mesures particulières pour essayer de revenir à une situation normale.

§ 4. — Les prix des importations et les prix des exportations.

Un des facteurs du récent déséquilibre économique de la République Argentine se trouve dans la question des prix d'achat et de vente pour les articles formant l'objet du commerce extérieur. Le phénomène consiste dans la grande différence existant entre le prix payé pour les matières premières et alimentaires destinées aux pays industriels et le prix de beaucoup supérieur des articles industriels importés, en un mot, de la prime que l'Argentine doit payer pour le travail technique exécuté à l'étranger.

L'augmentation des prix des articles exportés pendant la guerre a toujours été de 100 0/0 inférieure aux prix des articles manufacturés importés. Ce fait était déjà visible en 1910, mais il n'a pris de l'importance qu'à partir de 1914. Les Nombres Index des prix des exportations et des importations (constitués à partir de 1917 et basés sur l'année 1910), indiquent la hausse progressive des deux séries de nombres avec cette curieuse particularité : le coefficient des prix des importations est double par rap-

port à celui des prix des exportations. Par exemple, lorsque les prix des produits argentins s'élevaient de 16 0/0, ceux d'origine étrangère montaient de 27 0/0 (1915); quand les premiers augmentaient de 25 0/0, les seconds haussaient de 194 0/0 (1918); et ainsi successivement jusqu'au maximum de hausse atteint en 1918-1919 : les prix des produits argentins avaient doublé et ceux des importations avaient triplé.

Une fois ces deux extrêmes touchés, une détente se produisit et a conduit à la situation suivante en 1923 : les prix de l'ensemble des produits exportés sont très proches de ce qu'ils étaient en 1910, tandis que ceux des importations conservent une augmentation d'un peu plus de 100 0/0.

Tous les produits avaient haussé de 200 0/0 sur le marché mondial, mais à une seule exception : les produits de l'Argentine. Ceux-ci étaient débarqués sur les marchés étrangers avec une majoration ne dépassant pas 80 0/0, et les viandes par exemple, au prix d'avant-guerre. Ces produits furent bien entendu, vendus par les intermédiaires avec la même majoration de 200 0/0 qui frappait les articles en général. Qui bénéficia de cette différence? Ce ne sont certainement pas les producteurs argentins.

Ce phénomène est associé aux trois suivants, tous ayant une importance égale quant à leurs effets sur le déséquilibre économique :

1. Les exportations n'augmentent pas quantitativement depuis 1912 et 1913, mais à deux exceptions près, elles ont été légèrement inférieures. L'année 1924 est heureusement venue interrompre cette ligne.

2. Par contre, les importations d'articles manufacturés ont atteint à nouveau le maximum quantitatif atteint avant la guerre.

3. L'introduction des capitaux étrangers suspendue pendant la guerre, n'a pas repris l'importance d'autrefois, sauf en ce qui touche l'ouverture de crédits consentis par des Banques européennes aux exportateurs d'articles manufacturés en Argentine.

Les deux grandes marchandises d'exportation sont les céréales et les viandes. Voyons quelles furent leurs conditions de vente.

Le prix du blé couvre à peine son coût de production, et s'il ne se vend pas 20 pesos m/n la fanègue (137 litres environ) au lieu de 10 à 12, prix actuel, c'est uniquement parce que les acheteurs étrangers qui absorbent les deux tiers de la récolte argentine ont imposé pendant la guerre le système de « l'acheteur unique ». Le prix du pain dépend de celui du froment ; or le prix du pain a augmenté de 26 0/0 et l'ensemble des marchandises de consommation de 70 0/0 sur les prix d'avant-guerre.

En Roumanie, le blé destiné à l'exportation est vendu à haut prix, tandis que celui qui sert à la consommation nationale est soumis à une cotation meilleur marché. En Argentine c'est le contraire ; la chose paraît curieuse, mais elle existe en fait : on vend le blé destiné à l'exportation à bas prix, tandis que celui qui est employé à l'alimentation du pays est payé à un prix plus élevé.

L'exportation des viandes a augmenté progressivement, nonobstant la diminution croissante du nombre de

bateaux. Ce fait particulier s'explique par les raisons suivantes :

1. Rien n'est plus nécessaire que les aliments aux pays acheteurs de produits argentins ;

2. De ces aliments, la viande est celui qui exige le moins de place proportionnellement à son pouvoir nutritif spécifique ; par exemple, une cargaison de 100.000 tonnes de céréales pourrait être remplacée par 10 à 20.000 tonnes de viande qui auraient la même valeur nutritive.

3. Le pays est en état de répondre à la demande croissante des viandes.

L'Argentine n'a pas profité de sa situation de grand pourvoyeur de viandes ; comme pour le blé, elle a vendu bon marché la viande à destination de l'Europe, et cher celle de sa propre consommation. Les exportateurs achètent la viande à 44 centavos le kilogramme, alors que les consommateurs argentins paient 60 centavos ; les produits d'exportation sont vendus au coût de production, tandis que ceux de la consommation sont majorés de 50 0/0. Cette marge de 50 0/0 revient presque entièrement aux acheteurs de viande argentine, et le producteur se trouve ainsi frustré de son profit légitime. Ces acheteurs sont étrangers pour les deux tiers et n'ont aucun égard pour les intérêts nationaux ; ils sont plus puissants que les agriculteurs et imposent leurs prix. Il est certain qu'une politique commerciale moins égoïste leur rapporterait des bénéfices convenables tout en n'écrasant pas les producteurs.

En 1916 l'exportation des viandes avait augmenté de 32 0/0 sur celle de l'année précédente, et en 1918 elle fut

double de celle d'avant-guerre. Malgré cette importante progression, le bétail argentin ne se vend pas mieux. C'est ainsi que depuis novembre 1917 les prix n'ont pas varié sensiblement, et l'on a même enregistré une baisse de 5 à 8 0/0 dans les prix d'exportation du blé et de 5 à 6 0/0 dans ceux des viandes. Après 1920, le commerce extérieur argentin a souffert d'une crise due au manque d'une politique d'exportation appropriée aux circonstances et qui menaçait de prendre un caractère très grave par le fait de l'augmentation démesurée des importations.

Si les prix de la viande pour l'exportation haussait dans la même proportion que dans les pays acheteurs, ils seraient doubles de ceux d'avant-guerre et il resterait encore une marge pour le fret et l'assurance. Mais en 1920, le bétail se vendait à un prix inférieur à celui qui fut obtenu dans le premier semestre de 1914.

Pourquoi les prix n'ont-ils pas suivi la hausse normale et générale? Pendant la guerre les Alliés créèrent une ingénieuse combinaison : « l'acheteur unique ». C'était un régime d'achat établi par l'intervention des gouvernements des grands pays consommateurs. Cette organisation puissante a imposé des conditions que l'Argentine ne put éluder faute de concurrence, et qui a permis de maintenir à peu de chose près les prix de 1914 pendant la guerre. Pratiquement, vu la diminution du pouvoir d'achat de l'or, le maintien des prix signifiait une réduction pour le producteur. Depuis 1919 cependant, une hausse sensible s'est produite; elle s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui avec quelques variations. En 1914, la désorganisation des transports avait empêché l'exportation des produits

argentins ; les récoltes restèrent pour compte et d'immenses quantités de maïs furent utilisées pour le chauffage des locomotives et la production de l'électricité ; les entrepôts étaient remplis de marchandises qu'on ne pouvait écouler. Cette situation équivalait à un désastre pour le pays et sema la panique dans toute la population. Lorsque survint l'offre de l'« acheteur unique » on estima qu'il valait encore mieux vendre à bas prix que de ne rien vendre du tout.

Logiquement les prix de vente auraient dû être déterminés par la capacité d'achat des acquéreurs. Les États-Unis ont suivi cette politique en majorant leurs prix de 150 à 300 0/0, alors que le coût de la vie dans leur pays n'avait augmenté que de 60 0/0 environ.

L'Argentine n'a pas su défendre la production nationale par le moyen de l'initiative privée. L'organisation des ventes s'impose donc sous forme d'un vendeur unique ou d'un régime général des ventes adéquat aux circonstances.

Ici se pose la question de l'intervention de l'État. Tous les gouvernements interviennent dans cet ordre de choses ; en particulier, les circonstances relatées plus haut ne se seraient pas produites sans l'intervention des gouvernements des pays acheteurs qui ont assuré des prix raisonnables à leurs agriculteurs, fixé les prix de consommation plus hauts pour leurs propres producteurs que pour les producteurs étrangers, et imposé les frets. Ils se sont constitués les grands acheteurs et vendeurs. Si l'Argentine ne s'est pas constituée pendant la guerre en Etat-Providence, il semble cependant que seul le Gouvernement

puisse actuellement rendre possible la politique économique internationale que réclament les circonstances.

En résumé les conditions ont été les suivantes :

1. Le pays a vendu sa production au prix de revient ;
2. La capacité d'achat des pays acquéreurs admettait un prix de 19,62 pesos m/n par 100 kilos de blé, ce qui est le double du prix actuel ;
3. On n'a pas manqué d'entrepôts pour les viandes de même que pour les céréales, et ces entrepôts ne feront pas défaut non plus dans l'avenir ;
4. La demande des produits « agropécaires » argentins n'a jamais été aussi intense que pendant la guerre ;
5. Si les pays acheteurs se sont organisés pour obtenir les produits à bon compte, ils ne se proposaient pas de porter préjudice à l'Argentine, car ce faisant, ils se seraient privés de ce dont ils avaient besoin. Ils ne voulaient que faire des économies et s'il le fallait, ils étaient disposés à payer jusqu'à la limite normale ;
6. Pour obtenir des prix convenables, il aurait fallu une volonté collective, ainsi que l'action coordonnée du Gouvernement et des producteurs ;
7. Il est nécessaire de se libérer de la chaîne interminable des intermédiaires qui n'a pas sa pareille quant au nombre, à l'indifférence vis-à-vis des intérêts généraux du pays et à la rapacité.

Il résulte de ce que nous venons de dire ci-dessus que le déséquilibre économique a eu pour causes fondamentales les prix élevés des articles manufacturés venant de l'étranger et la quantité excessive des importations.

§ 2. — Régime différentiel des prix de consommation  
et des prix d'exportation.

Les pays qui exportent une grande partie de leur production, que celle-ci consiste soit en matières premières, en substances alimentaires ou en articles manufacturés, doivent pour progresser, chercher à obtenir les meilleurs prix possibles et à diminuer le coût de production. S'agissant d'articles manufacturés, le meilleur marché est toujours en question ; mais en matière de céréales et de bétail, la réduction du coût de production est chose moins facile. En effet il n'est pas possible d'obtenir deux récoltes là où il ne peut s'en produire qu'une et le rendement lui-même ne peut être augmenté à volonté. Le progrès est donc lent et en raison de ce fait on a obtenu le prix maximum qui était immédiatement possible ; en outre, il a entraîné la conséquence qu'ayant une fois obtenu un prix supérieur pour l'exportation, ce même prix s'est imposé également sur le marché national.

Néanmoins les intérêts collectifs ont quelquefois induit à obtenir des prix internes inférieurs aux prix d'exportation. Cette politique est à conseiller quand les exportations ont beaucoup d'importance dans l'économie nationale, qu'il est possible d'obtenir des prix élevés et que les circonstances à l'intérieur du pays exigent des prix inférieurs pour la consommation. Ce cas s'est produit en Roumanie pour le blé, et a lieu actuellement pour les viandes et les céréales de l'Argentine. Les prix internes doivent être en rapport avec le coût de la vie et les salaires en Argentine, et non pas avec ces mêmes facteurs brusque-

ment augmentés dans les pays acheteurs de produits argentins.

§ 3. — Service du passif économique national.

L'Argentine est un pays débiteur qui doit faire face à de lourdes charges provenant du service de la dette publique. A ce point de vue la situation actuelle est la suivante :

Le service annuel des intérêts pour les 5 à 6 milliards de pesos m/n (environ 2 milliards 6 de pesos or) du passif, représente quelque 140 à 160 millions de pesos or. Il y a en outre un passif économique d'à peu près 2 milliards de pesos m/n qu'on pourrait se dispenser de faire figurer dans un inventaire national : il s'agit du degré de dépendance des deux millions de résidents étrangers avec leurs pays d'origine. Ces étrangers envoient chaque année environ 50 millions de pesos or à leurs pays. Ainsi les sommes à payer annuellement à l'extérieur s'élèvent à 200 millions de pesos or et pratiquement le passif total est de 8 milliards de pesos m/n. Ce chiffre doit être couvert chaque année en plus de la valeur des importations, et il se décompose de la façon suivante :

Service de la dette publique . . . . .	40.000.000 pesos or
Service des emprunts hypothécaires et des cédulas hypothécaires . . . . .	15.000.000 »
Dividendes et intérêts de chemins de fer et autres capitaux étrangers . . . . .	90.000.000 »
Remises de résidents étrangers à leurs pays d'origine . . . . .	50.000.000 »
Total . . . . .	<u>195.000.000</u> pesos or

## § 4. — La question sociale.

Il peut sembler paradoxal que l'Argentine, pays neuf, qui a énormément besoin de main-d'œuvre étrangère doive déjà compter avec les grandes questions ouvrières et en particulier, qu'elle ait déjà été affligée du chômage.

L'apogée de l'activité du pays fut atteint en 1910, mais cette activité commença à décliner déjà en 1911. Le chômage fit son apparition en 1914, bien que d'une façon assez faible ; il eut sa plus grande intensité en 1916 où il affecta 400.000 ouvriers, ce qui représentait la proportion de 1 chômeur sur 6 ouvriers occupés. Il a sévi en Argentine durant 8 ans et a pris fin en 1920. Ce phénomène n'a donc pas eu la guerre pour origine ; la crise du travail commença dans les entreprises de construction dont la rapide diminution eut une crise financière comme conséquence. En 1910, on estimait à 250 millions de pesos m/n la valeur des constructions nouvelles dans la ville de Buenos-Aires, et en 1916 elle s'était réduite à 22 millions de pesos m/n. En 1920, il n'y avait pas encore des signes de changement dans ce domaine.

Durant les années de guerre, le mouvement d'émigration a éloigné de l'Argentine environ 200.000 étrangers, ouvriers pour la plupart, et sans que le chômage disparaisse. Malgré les grands efforts que firent les industries pour absorber l'excédent de population ouvrière, les résultats qu'elles obtinrent ne furent pas appréciables. Le pays ne réussit pas à assimiler au travail national les immenses soldes de l'immigration postérieure à 1905 ; aussi longtemps qu'il y eut des années d'abondance, la présence

de cet excédent de population fut tolérable, mais elle devint un poids mort dès que surgirent les premières difficultés économiques et financières. Ce fait se produisit bien que la superficie des cultures n'ait pas diminué et que l'activité industrielle n'ait pas été dans son ensemble inférieure à celle de 1914.

La question du travail est rendue complexe en Argentine par le fait de l'irrégularité du nombre des immigrants, qui empêche d'établir toute prévision. D'autre part, il y a disproportion entre le nombre des ouvriers ruraux stables, et celui que nécessitent d'une manière transitoire les grandes récoltes. La répartition du travail est difficile aussi parce qu'une foule d'immigrants débarquent en Argentine sans posséder la connaissance d'une profession déterminée.

Le problème du travail doit sans doute trouver une solution rapide dans un pays tel que l'Argentine, qui a encore en réserve d'immenses champs d'activité. Toute la question réside dans une meilleure organisation. Les travaux agricoles, comme les occupations industrielles, sont encore susceptibles de développement. Le rendement a besoin d'être augmenté ; il faudrait une meilleure répartition des travaux occasionnels que suscitent à un moment déterminé les récoltes ; la solution serait dans une meilleure coordination de l'offre et de la demande, en organisant rationnellement les courants annuels d'ouvriers des centres urbains au « campo » pendant les récoltes, et des champs dans les villes une fois les moissons terminées. Il est aussi à désirer que les jeunes ouvriers argentins puissent avoir des occasions nombreu-

ses de se perfectionner dans l'exercice d'une profession bien déterminée. Il est effectivement devenu nécessaire d'organiser systématiquement l'apprentissage en Argentine, de créer et de développer dans tout le pays l'enseignement professionnel.

Dates	Ouvriers actifs	Chômeurs	Total	Pourcentage du chômage
Août 1912 . .	2.123.000	116.000	2.239.000	5,1 0/0
» 1913 . .	2.152.000	156.000	2.308.000	6,7
» 1914 . .	2.010.000	321.000	2.331.000	15,7
» 1915 . .	1.933.000	339.000	2.322.000	14,8
» 1916 . .	1.948.415	445.000	2.383.000	17,7
» 1917 . .	1.838.000	456.000	2.344.000	19,4
Décembre 1917 .	2.039.000	305.000	2.344.000	13,0
Mars 1918 . .	2.095.000	235.000	2.350.000	10,3
Août 1918 . .	2.075.000	283.000	2.358.000	12,0
» 1919 . .	2.120.000	487.000	2.367.000	7,9
» 1920 . .	2.230.000	170.000	2.400.000	7,2

#### § 5. — Le coût de la vie.

De tout temps le coût de la vie a été plus élevé en Argentine qu'en Europe. Mais c'est surtout à partir de 1913 qu'a lieu le renchérissement général et progressif. Deux causes ont déterminé cette hausse : l'augmentation des salaires et la réduction du rendement du travail. Il existe en Argentine comme partout ailleurs un relâchement

moral de la classe ouvrière, une sorte de démoralisation.

Mais la cherté de la vie est aujourd'hui exceptionnelle en Argentine. Alors que dans les autres pays on notait un renchérissement de 200 0/0 environ, il n'avait été en Argentine que de 70 0/0. Il a pour cause l'augmentation de la consommation, la réduction des moyens de transport et la diminution de la production pendant la guerre. L'Argentine exporte les deux tiers de sa production et doit importer presque le tiers des articles manufacturés dont elle a besoin. Elle doit payer pour ces importations un prix double d'avant-guerre, et il est inévitable que la production nationale d'articles similaires renchérisse en raison de la tendance que les prix ont à se niveler.

Dans la capitale, les budgets ouvriers se présentaient comme suit en 1913 et en 1914 :

Dépenses pour l'alimentation . . . . .	42,2 0/0
Dépenses pour le loyer . . . . .	48,6 0/0
Dépenses diverses . . . . .	30,8 0/0
Economies . . . . .	8,4 0/0
	<hr/>
	100
	<hr/>

Actuellement, la marge qui existait en 1914 pour les économies n'existe plus. Les causes essentielles de l'augmentation des prix sont la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie, l'augmentation de valeur des marchandises et le renchérissement général. En conséquence de ce phénomène, le coût de production en Argentine s'est élevé de 50 0/0.

*Index numbers du coût de la vie.*

1914. . . . .	100	1919. . . . .	160
1915. . . . .	107	1920. . . . .	186
1916. . . . .	115	1921. . . . .	166
1917. . . . .	135	1922. . . . .	139
1918. . . . .	169	1923. . . . .	136

Cette statistique se rapporte aux dépenses des classes ouvrières et à la ville de Buenos-Aires.

En 1924, le budget d'une famille ouvrière se présentait comme suit :

Dépenses pour l'alimentation . . . . .	50 0/0
Dépenses pour le loyer . . . . .	20 0/0
Dépenses pour l'habillement, la lumière et autres frais . . . . .	<u>30 0/0</u>
	<u>100</u>

Par rapport à 1914, les dépenses pour l'alimentation ont augmenté dans la proportion de 2 0/0 seulement, celles pour le loyer de 49 0/0 et celles pour l'habillement, etc., de 86 0/0.

Quant aux salaires, une étude officielle démontre que pour la main-d'œuvre ouvrière, ils ont augmenté de 4 pesos m/n par jour pour les hommes et de 2,17 pesos m/n pour les femmes, à 6,50 pesos m/n et 4,03 pesos m/n respectivement en 1922. Depuis lors, ils sont restés pratiquement stationnaires. Le salaire minimum fixé par la loi pour les fonctionnaires de l'Etat, est de 160 pesos m/n mensuellement, ou de 6,40 pesos m/n par jour pour les personnes âgées de plus de 18 ans. Les salaires ruraux

sont inférieurs, mais le coût de la vie est aussi beaucoup plus bas à la campagne.

### § 6. — L'organisation du travail.

Le mouvement ouvrier en Argentine est relativement récent et d'origine étrangère. Il est probable que les premiers leaders qui quittèrent leurs propres pays d'Europe pour l'Argentine, avaient des tendances anarchistes-communistes extrêmes. Celles-ci ont influencé le développement de l'organisation ouvrière de l'Argentine jusqu'à présent.

En 1914, les extrémistes arrivèrent à dominer le mouvement et constituèrent un groupe séparé : la « Fédération Ouvrière Régionale Argentine » ; mais l'Union Syndicale Argentine », a une plus grande adhésion de groupements ouvriers répandus dans tout le pays. Les deux associations considéraient jusqu'ici les grèves et la résistance comme la politique la plus efficace. Néanmoins on constate une tendance nouvelle pour l'obtention de meilleures conditions de travail et de vie au moyen de la législation et des méthodes politiques.

L'organisation la plus forte semble être celle des cheminots, réalisée par deux syndicats : la « Fraternité » qui groupe le personnel des locomotives, et la « Ferroviaire » qui unit les autres ouvriers des chemins de fer. Les intérêts de ces deux groupements se trouvent associés depuis 1920 par la fédération dite « Confraternité Ferroviaire », qui tient son congrès tous les deux ans. La « Fraternité » est la plus importante organisation ouvrière en Argentine ;

elle est composée d'environ 14.000 membres et traite directement avec le Gouvernement et les employeurs. C'est le seul syndicat argentin qui ait négocié des contrats collectifs avec les patrons, contrats qui ont été renouvelés jusqu'au 31 décembre 1926.

Le syndicat des marins qui s'intitule la « Fédération Ouvrière Maritime » est presque aussi important ; toujours agitée et agressive, elle est responsable de nombreuses grèves et boycotts d'une tournure grave qui eurent lieu en 1916, 1917, 1918 ; une grève ne dura pas moins d'une année, en 1920, et de nouveaux troubles éclatèrent également en 1924.

Il existe en outre un grand nombre de syndicats en Argentine et principalement à Buenos-Aires ; quelques-uns sont affiliés à l'« Union Syndicale Argentine » et d'autres à la « Fédération Ouvrière Régionale », mais tous sont responsables de nombreuses grèves. — En résumant, on peut dire que le mouvement ouvrier en Argentine se trouve dans une situation transitoire entre l'anarchisme et la violence et l'usage rationnel de la puissance pour la conquête des avantages de classe et pour l'assistance mutuelle.

En ce qui concerne les grèves, il n'y en eut pas moins de 93 à Buenos-Aires en 1923, qui affectèrent 19.190 ouvriers ; mais de ces grèves il n'y en eut que 6 qui enveloppèrent des branches entières du commerce. Toutes furent de courte durée et s'arrangèrent directement avec les employeurs sans intervention extérieure. La grève la plus sérieuse fut celle des charretiers qui éclata en décembre et affectait 4.800 hommes. — Pendant l'année 1924,

les conflits entre le syndicat des marins et les armateurs furent constants. Les autres branches du transport et de l'industrie ont par contre vécu dans une harmonie relative. Une curieuse grève générale qui s'étendit dans les provinces, éclata en mai 1924, en protestation contre la sanction de la Loi de retraite de 1923, suivant laquelle une contribution de 5 0/0 devait être déduite des salaires. Simultanément, les patrons également hostiles à l'application de cette loi, fermèrent leurs usines pendant un jour.

## SECTION II

### La politique du commerce extérieur.

#### § 1. — La politique actuelle.

Le commerce argentin avec l'extérieur est d'un volume si considérable qu'il n'est surpassé que par celui de 10 ou 12 pays commerçants : la Suède, la Norvège et le Danemark réunis, l'Italie avec ses 36 millions d'habitants, l'Espagne et le Portugal réunis, l'ensemble formé par la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et la Turquie, aucun de ces pays ou de ces groupements de nations n'avaient avant la guerre un commerce extérieur comparable à celui de la République Argentine. En effet, ce commerce dépassait 6 milliards de francs annuellement.

Quelle est la politique qui dirige ce commerce ? Sans doute une politique simple, vaguement esquissée, telle

qu'elle fut formulée lorsque le commerce extérieur de l'Argentine importait pendant toute une année ce qu'aujourd'hui il importe en un jour. Elle consiste à commercer le plus possible avec l'étranger : vendre dans toute la mesure possible, aux prix que les acheteurs veulent bien offrir, et acheter autant de marchandises qu'il est possible d'absorber.

Des droits de douanes ont été établis en marge de cette politique; quoique élevés, ils n'ont pas été un obstacle à une énorme introduction d'articles manufacturés qui furent acquis à des prix tels que leur valeur est supérieure à ce que paie l'Espagne avec ses 20 millions d'habitants, et s'approche des dépenses de l'Italie qui a une population quadruple de celle de l'Argentine.

La politique économique internationale de l'Argentine le veut ainsi. Le pays sème à perdre haleine, il travaille péniblement à engraisser du bétail et à vendre tout ce qu'il peut sans se préoccuper des résultats. Et il achète des produits étrangers non en proportion de ses besoins, mais en rapport avec ses ressources immédiates et si bien que les achats à l'étranger ont été doublés dans l'espace de 10 ans.

Cette politique simple a subsisté pendant 50 ans sans perfectionnement et a conduit à une crise du commerce extérieur. Celle-ci se manifeste par une série de faits qui peuvent se synthétiser dans la formule suivante : le commerce extérieur s'adapte exclusivement aux intérêts des acheteurs et des fournisseurs étrangers. Si tous les pays civilisés ont une politique économique commerciale propre s'opposant à celle des autres pays, l'Argentine par

contre, suit une politique commerciale qui lui est imposée par les autres nations.

Comme nous l'avons montré plus haut, l'Argentine achète à des prix exorbitants beaucoup d'articles qui ne sont pas essentiels à la vie et au développement du pays. Par contre, ce qu'elle vend est nécessaire à l'alimentation de ses acheteurs.

Lorsque la vie coûtait 100 dans les Etats européens et 150 à 180 en Argentine, on s'expliquait que normalement le commerce argentin se développât avantageusement en ce qui concerne les achats et onéreusement pour les ventes. Mais aujourd'hui, où le coût de la vie est de 300 et plus dans certains des pays acheteurs et de 180 à 230 en Argentine, la situation se renverse à condition toutefois que les mesures défensives soient prises pour le maintien des prix normaux dans le pays.

On a prétendu que si la République Argentine avait fermé ses portes, la guerre se serait terminée en peu de mois; si l'on ne peut affirmer la chose d'une manière absolue, il est par contre possible de déclarer que si l'Argentine n'avait pas approvisionné ses traditionnels acheteurs de matières premières : viandes, céréales, graisses et autres produits encore, l'alimentation des armées et des populations surmenées des pays belligérants serait descendue rapidement à un degré si bas qu'il y aurait eu péril pour la masse.

La formidable force de l'Argentine ne lui a servi à rien, par le fait d'une politique vieillie et d'une production primaire, uniforme et traditionnelle. Si ce n'était pas une tâche facile que celle de créer des normes qui auraient

neutralisé les limitations imposées par l'« acheteur unique », ce n'était certes pas impossible non plus. Il aurait suffi d'étudier clairement les faits pour pouvoir inaugurer une politique plus conforme aux vrais intérêts du pays.

Il aurait fallu un bon service de renseignements, et en outre abandonner les préjugés qui malgré la position avantageuse du pays, empêchaient d'aspirer à des prix meilleurs uniquement en raison du défaut de demande raréfiée pendant la guerre par le manque de bateaux. Pareil propos étant émis, on y croyait et on a agi en conséquence. C'est ainsi que se sont formés les procédés commerciaux du pays, qui a besoin d'une réforme complète.

La difficulté de familiariser l'Argentine avec les réalités économiques peut être attribuée à l'étroitesse de l'enseignement supérieur en ce qui concerne l'interprétation des faits économiques. Si dans l'ordre économique international ce sont les gouvernements qui formulent les normes, il est évident que celles-ci étant étroitement liées à l'économie nationale, deviendront impraticables si le pays, et surtout la classe dirigeante ne les comprend pas.

A ce second inconvénient viennent s'ajouter le manque d'observation directe et le fait que les administrateurs du commerce argentin sont des étrangers pour les trois quarts.

La question est d'adapter le commerce extérieur strictement aux intérêts du pays. La nouvelle politique d'échange comporterait la surveillance des prix d'achat et de vente, elle s'occuperait de la production industrielle et tendrait ainsi à la conquête de l'indépendance économi-

que. Ce pourrait être le début d'une rémunération légitime des efforts de l'Argentine pour activer la production ce qui provoquerait l'amélioration des salaires et des conditions de vie, et rendrait possible la réalisation de progrès sérieux dans le domaine des grands facteurs du commerce et du développement du pays, savoir : les transports d'outre-mer, les routes, les écoles et l'instruction technique.

On a objecté que la hausse des prix pour les articles d'exportation se répercuterait sur la classe ouvrière et le pays tout entier, en provoquant automatiquement l'augmentation des prix de consommation à l'intérieur. Deux facteurs annulent cet argument. Une hausse de 30 0/0 sur la viande et sur le pain, nécessiterait une élévation de salaire de 15 0/0, ce qui représenterait l'emploi de 200 millions de pesos *m/n* en salaires. Par contre, l'augmentation de 50 0/0 sur les prix des produits de l'élevage et des céréales donnerait lieu à un supplément de recettes de 600 millions. La différence de 300 à 400 millions pourrait être transformée chaque année en bateaux, chemins de fer, machines, constructions et autres éléments de production.

**§ 2. — Nécessité d'obtenir des soldes favorables  
dans le commerce extérieur.**

L'Argentine n'a pas eu jusqu'ici une politique commerciale stable et il est devenu indispensable de fixer les grandes lignes de son évolution économique dans l'avenir, afin de coordonner l'action du Gouvernement et

celle de la production nationale. En tant que pays débiteur, le but primordial de l'Argentine devrait être d'améliorer sa balance commerciale afin d'affirmer de plus en plus son indépendance économique. Toutefois le problème ne présente pas seulement un aspect de politique économique. Il comprend un vaste plan d'appui à la production nationale appelée à satisfaire les besoins de la consommation locale ; celle-ci est actuellement alimentée par le volume des importations étrangères sans que ce courant commercial soit justifié par des raisons de caractère industriel, technique ou économique.

Il serait aussi nécessaire d'inaugurer une politique d'économies dans les dépenses publiques, et tout spécialement en ce qui concerne les immobilisations non proportionnées aux conditions matérielles du pays et avec les perspectives de son développement. En outre, cette politique devrait s'étendre au domaine des emplois publics, car le fonctionnarisme coûte très cher au pays sans fournir le rendement qu'on serait en droit d'en attendre.

### § 3. — Nécessité et possibilité de réduire les importations.

Ne pouvant pas couvrir les soldes passifs de la balance des paiements par l'exportation de titres, actions et autres valeurs, il faudrait que l'Argentine puisse arriver à supprimer progressivement ses soldes passifs par les trois moyens possibles ci-après :

1. Attirer les capitaux étrangers pour les employer à la production ;

2. Intensifier et augmenter la valeur des exportations ;
3. Réduire les importations.

Une nation créancière peut avoir plus d'importations que d'exportations sans que sa balance des paiements soit en déséquilibre. Mais un pays débiteur comme l'Argentine doit au contraire avoir moins d'importations que d'exportations pour équilibrer sa balance des paiements. Dans son cas, la non réduction des importations signifierait le déséquilibre permanent et en sa défaveur.

Il existe trois antécédents de réduction brusque des importations dans l'histoire commerciale de la République ; et ces importations furent maintenues à un niveau bas pendant une assez longue période. Il est intéressant d'observer que pour les trois cas en question, la réduction des importations n'a pas empêché la progression des exportations, celle-ci n'a pas été interrompue depuis la moitié du siècle dernier jusqu'à l'ouverture de la guerre en 1914.

La première réduction se produisit à partir de 1873. A ce moment, après plusieurs années de croissance progressive, les achats à l'extérieur atteignirent 73 millions de pesos or, contre un total d'exportations de 47 millions de pesos or, d'où il résultait un solde défavorable de 26 millions. Pendant trois ans les importations se réduisirent à 36 millions, diminuant brusquement de la moitié. Par contre les exportations montèrent à 48 millions, et donnèrent un solde favorable de 12 millions de pesos or. Dans les dix ans qui suivirent les importations revinrent au chiffre de 1873, mais durant cette même période les exportations augmentèrent et atteignirent 60 millions.

Le tableau donne les chiffres de la période en question :

Années	Importations pesos or	Exportations pesos or
1873 . . . .	73.434.000	47.398.300
1874 . . . .	57.826.500	44.544.500
1875 . . . .	57.624.500	52.009.400
1876 . . . .	36.070.000	48.090.700
1877 . . . .	40.443.400	44.769.900
1878 . . . .	43.759.100	37.523.800
1879 . . . .	46.363.600	49.357.600
1880 . . . .	45.535.900	58.380.800
1881 . . . .	55.705.900	57.938.300
1882 . . . .	80.435.800	60.208.000
Moyenne de 1876 à 1882 . .	47.017.070	50.921.400

La seconde réduction eut lieu après 1890 et se maintint jusqu'en 1903, soit pendant une période de 13 ans. En 1889, les importations arrivèrent, avec une progression constante, au chiffre de 164 millions de pesos or, tandis que les exportations n'atteignirent que 90 millions. Deux ans après, les achats à l'étranger s'étaient réduits à 67 millions, ce qui représente une diminution de 60 0/0. Par contre, les exportations montèrent à 103 millions, laissant un solde actif de 36 millions.

Ce n'est qu'en 1904 que le chiffre élevé des importations fut atteint de nouveau. La valeur des exportations n'a cessé d'augmenter durant cette période et atteignit en 1893 la somme de 221 millions, donnant lieu à un solde favorable de 90 millions. Les chiffres de cette période sont les suivants.

Années	Importations pesos or	Exportations pesos or
1889 . . . .	164.570.000	90.145.000
1890 . . . .	142.241.000	100.819.080
1891 . . . .	67.208.000	103.219.000
1892 . . . .	91.484.000	113.370.000
1893 . . . .	96.224.000	94.090.000
1894 . . . .	92.789.000	104.688.000
1895 . . . .	95.096.000	120.068.000
1896 . . . .	113.163.000	116.802.000
1897 . . . .	98.289.000	104.169.000
1898 . . . .	107.429.000	133.829.000
1899 . . . .	116.854.000	184.917.000
1900 . . . .	113.485.000	184.600.000
1901 . . . .	113.960.000	167.716.000
1902 . . . .	103.039.000	179.487.000
1903 . . . .	131.207.000	220.284.000
1904 . . . .	187.306.000	254.157.000
Moyenne de 1891 à 1903 .	103.017.000	137.842.000

La troisième réduction s'est produite à partir de 1913 et en raison de l'anomalie des prix, il faut tenir compte plutôt des quantités que des valeurs.

Pendant les cinq années qui suivent 1913, les importations qui, le charbon exclu, avaient atteint dans cette année 4.500.000 tonnes (8.500.000 tonnes avec le charbon), ont diminué progressivement et se sont réduites à 1.840.000 tonnes (2.660.000 tonnes avec le charbon). Les importations se sont ainsi réduites dans la proportion de 62 0/0, presque des deux tiers. La quantité des exportations a aussi diminué quelque peu par le manque de frets maritimes qui rendit impossible l'exportation d'articles de peu de valeur spécifique. Les soldes favorables occa-

sionnés par cette réduction des achats se sont élevés à 1.438.000.000 de pesos or pour les six années de cette troisième période de balances commerciales. Le tableau suivant donne les quantités en tonnes du commerce extérieur de 1909 à 1922 :

Années	Importations	Exportations
	Charbon non compris Tonnes	Tonnes
1909 . . . .	2.800.000	8.039.000
1910 . . . .	3.777.000	7.527.000
1911 . . . .	3.919.000	5.439.000
1912 . . . .	4.127.000	11.110.000
1913 . . . .	4.519.000	11.836.000
1914 . . . .	2.830.000	7.601.000
1915 . . . .	2.404.000	10.444.000
1916 . . . .	2.349.000	8.367.000
1917 . . . .	2.064.000	4.070.000
1918 . . . .	1.840.000	6.701.000
1919 . . . .	2.540.000	9.088.000
1920 . . . .	3.231.000	12.914.000
1921 . . . .	3.091.000	8.089.000
1922 . . . .	3.900.000	9.951.000

Dans les trois cas mentionnés la réduction se produisit au début d'une crise et il est évident qu'un des facteurs de la crise fut chaque fois l'accroissement démesuré des importations durant les années qui précédèrent la crise. De même qu'en 1873 et 1890, une nouvelle crise s'annonçait dans la période de 1920 à 1923.

Mais l'année 1924 a heureusement mis fin à la dernière période dite de « déséquilibre économique » par un solde favorable de 182.684.589 pesos or dans la balance com-

merciale ; elle a écarté la crise, et le résultat de 1925 est encore venu affermir cette meilleure situation.

La valeur moyenne des importations des 5 ans d'avant-guerre fut de 400 millions de pesos or, et celle des trois années de 1920 à 1922 est exactement le double soit : 800 millions de pesos or.

*Valeurs effectives du commerce extérieur  
de 1913 à 1914.*

Années	Importations, Exportations		Soldes de la balance commerciale
	en millions de pesos or :		
1913. . .	496	519	+ 23
1914. . .	322	403	+ 81
1915. . .	305	582	+ 277
1916. . .	366	573	+ 207
1917. . .	380	550	+ 170
1918. . .	504	801	+ 300
1919. . .	636	1.031	+ 375
1920. . .	935	1.044	+ 109
1921. . .	749	671	- 78
1922. . .	689	676	- 13
1923. . .	868	771	+ 97
1924. . .	828	1.011	+ 183

Nous résumerons ce qui précède en disant que l'Argentine devrait restreindre ses importations qui sont hors de proportion avec son chiffre de population. Comme l'évolution économique de ce pays démontre que pareille diminution n'influe pas sur la marche ascendante des exportations, les soldes favorables de la balance commerciale

seraient la base sur laquelle la richesse nationale pourrait se développer.

### SECTION III

#### L'heure industrielle.

Les grandes importations de l'Argentine faites à prix extrêmement onéreux ont en définitive la signification suivante ; soustraire des sommes importantes à l'ouvrier, au producteur et à l'industrie de l'Argentine pour les remettre aux techniciens, commerçants, intermédiaires et entreprises de transports des autres nations.

Aussi l'idée a-t-elle été émise que la meilleure des choses que pourrait faire la population argentine, serait de repousser tous les articles et produits étrangers susceptibles d'être fabriqués par elle-même. Cette thèse est vigoureusement soutenue par d'éminentes personnalités du pays. Nous démontrerons sur quelles considérations elle est étayée, cette question étant évidemment capitale puisqu'elle aurait pour effet d'acheminer l'économie argentine vers un nouveau stade : l'industrialisation.

Avant la guerre, l'Argentine ne pouvait exporter que des matières premières dans leur état originel de production, et avec le strict bénéfice indispensable. L'industrialisation à quelque degré que ce fût était improductive, et cela pour les causes suivantes :

1. Insuffisance technique par rapport aux autres États.
2. Main-d'œuvre inférieure.
3. Manque de culture supérieure créant les talents

organiseurs ; cette culture naît de la vie industrielle elle-même.

4. Coût de la vie plus élevé en Argentine que dans les autres pays ; en raison de la question des salaires, le prix de revient était de 80 0/0 trop élevé.

Quant à ce dernier point, la situation a changé ; la hausse extraordinaire du coût de la vie dans tous les pays a eu pour résultat de créer une situation favorable à l'Argentine. Par exemple, la vie en général a haussé de 180 0/0 en Angleterre vers 1920 et de 60 0/0 en Argentine à la même époque. Ce qui valait 100 en Angleterre avant la guerre valait alors 280 ; en Argentine ces 100 représentaient autrefois 183, plus la nouvelle augmentation de 60 0/0, soit 283 0/0. Il restait ainsi une petite différence de 3 0/0 en défaveur de l'Argentine. Mais le facteur change intervient et en 1919 par exemple, l'Argentine avait un avantage de 7 0/0.

Bien entendu, ce fait a plus d'importance en ce qui concerne le commerce avec la France. Ce qui coûtait 100 en 1914 coûtait en France en 1920 : 360 contre 283 en Argentine, ce qui représente une marge nominale de 21 0/0 en faveur de l'industrie argentine. En outre, le change donnait en 1919 une différence favorable de 20 0/0 ; de sorte que ce qui coûtait 360 en France revenait en Argentine à 288, en tenant compte de la différence de change. L'Argentine étant à ce moment-là à 283, cela donnait une légère différence de 2 0/0 en faveur de l'Argentine. En 1911, la différence défavorable était de 125 0/0.

Avec les Etats-Unis, il fallait avant la guerre 104 unités de monnaie pour acheter ce qu'on se procurait en Argen-

tiné avec 100 unités. En 1919, il fallait 160 unités en Argentine pour acheter ce qu'on obtient aux États-Unis avec 210, ce qui donnait une différence de 22 0/0 en faveur de l'Argentine. Comme il y avait en mai 1919 une différence de change favorable, l'écart était seulement de 18 0/0. Aujourd'hui ces différences de change n'existent dans ce sens qu'avec la France, le peso argentin étant légèrement au-dessous du pair en ce qui concerne les monnaies saines.

Si l'on ajoute la différence des prix entre les ports d'embarquement à l'étranger et les ports argentins dus à la valeur des frets maritimes et aux charges douanières, la différence favorable est de 10 à 14 0/0 contre la différence contraire de 50 à 70 0/0 d'avant-guerre. Cela signifierait pratiquement pour les industries argentines une sorte de barrière douanière.

Il resterait à savoir jusqu'où monteront dans le pays le prix des salaires et des articles de première nécessité. Ils hausseront dans la mesure de l'augmentation des prix en général.

Les industries appelées à prospérer dans l'Argentine sont celles qui mettront en œuvre les matières premières produites par le pays, celles qui ont des débouchés sur le marché national et peut-être encore quelques industries exigeant une capacité technique développée.

Le développement de l'industrie pendant la guerre peut être classé en 3 groupes :

1. Les industries qui ont progressé d'une manière exceptionnelle.
2. Celles qui sont restées plus ou moins stationnaires.

### 3. Les industries qui ont rétrogradé.

D'une manière générale, la progression actuelle est plus petite qu'avant la guerre, puisque de 1909 à 1913 elle était approximativement de 9 0/0 et qu'elle n'a été que de 3 0/0 de 1914 à 1918.

Les industries en recul sont celles de la construction, la métallurgie et d'autres encore. La cause de ce recul est accidentelle ; ces industries reprendront certainement sous peu le rythme de leur développement normal.

Les industries qui ont progressé, sont celles qui dérivent de la production du pays : industrie laitière, tannerie, lavage de la laine, tissage de la laine, chaussures, produits forestiers, etc., et d'autres plus complexes qui semblent n'avoir rien à craindre de la paix.

La nécessité de trouver un emploi plus rentable des capitaux créera la grande industrie et la science technique nécessaires à l'indépendance économique du pays. Nous avons en vue les chantiers de constructions navales, les grandes fabriques de lavage de la laine, de tissage de la laine et de coton, fabriques de sacs, industries du bois, exploitations pétrolifères et d'autres combustibles, etc. On peut envisager que dans un avenir prochain, ces industries auront pris plus d'importance.

L'économie argentine est passive. Certaine doctrine soutient que le pays doit rester un pays agricole et d'élevage, et que l'exploitation industrielle serait difficile et ruineuse. Conséquemment la politique économique devrait consister dans l'exportation de cargaisons de blé, de lin, de viande, de cuirs, de graisses et de laine, et avec le produit abondant de ces ventes, opérer l'achat à bas prix

à l'étranger de tous les articles manufacturés nécessaires. Cette théorie appelée théorie du « bénéfice absolu » ne fut pratiquée dans aucun des Etats qui sont arrivés à un haut degré de bien-être et de civilisation.

Il y a 50 ans, l'Argentine semblait vouloir concentrer son activité dans l'élevage, et 15 ans plus tard, elle paraissait vouloir se borner à la vie agricole et pastorale. La stabilité économique est possible dans un pays qui est arrivé à une haute civilisation et pour autant qu'elle ne nuise pas à son indépendance ; d'autre part, les pays qui sont arrivés à une organisation bien équilibrée de leur économie nationale doivent évidemment tendre à une stabilité relative. Et si pareilles nations doivent modifier leur politique commerciale dans des moments comme ceux que nous traversons, *a fortiori*, un pays en pleine évolution comme l'Argentine a-t-il besoin de renouveler périodiquement ses normes sous peine de rester figé dans cet état primaire et de tenir lieu d'instrument d'exploitation pour les pays plus avancés. C'est ainsi que la théorie du rendement absolu a conduit le Portugal à se couvrir de vignes, le Brésil à inonder les marchés de son café, le sud des Etats-Unis à produire du coton pour plusieurs millions d'habitants d'autres pays, et l'Argentine à exporter de la laine, du blé et du cuir pour 40 à 50 millions d'hommes.

Cette production uniforme et simple commence à devenir un danger ; comment l'Argentine achèterait-elle les articles étrangers dont elle a besoin si sa production venait à ne plus intéresser ses acheteurs ? Considérant comme nations de premier ordre celles qui trouvent tous

les éléments de prospérité dans leurs ressources naturelles et comme pays de second ordre ceux qui doivent compter avec le commerce pour se procurer les marchandises qu'ils ne peuvent produire, l'Argentine serait évidemment parmi ces derniers. Economiquement tributaire d'autres nations, aucun motif ne l'oblige à continuer dans les mêmes conditions. Le moment est arrivé d'orienter les forces économiques de l'Argentine vers le perfectionnement de la production, en multipliant les cultures en exploitant les mines et en créant des manufactures.

Les idées libre-échangistes et l'hostilité contre le développement de l'industrie existent en Argentine.

Les Etats qui pratiquent cette politique de producteur unique restent généralement arriérés. Les nations industrielles ont commencé à créer leurs industries par des tarifs douaniers prohibitifs et les ont soutenues contre la concurrence jusqu'à ce qu'elles fussent à même de prospérer par elles-mêmes. Il va de soi que l'Argentine avec sa production abondante mais uniforme, sa population dépensière et insouciante, avec ses sentiments cosmopolites, est une mine d'or pour les grands pays industriels.

Dans la production argentine les six principaux produits représentent le 80 0/0 de la valeur totale des exportations ; ce sont dans l'ordre d'importance : les viandes, le blé, la laine, le maïs, les cuirs et le lin. Cette prépondérance se maintient malgré les nouveaux produits incorporés à l'exportation depuis la guerre : le beurre, le fromage, la caséine et le vin.

Par contre, l'Argentine continue à recevoir environ 4.000 articles représentant plus d'un tiers de la consom-

mation d'articles manufacturés, et se trouve ainsi à la merci de la politique extérieure qui consiste à acheter des matières premières et à vendre des articles manufacturés. La politique de l'Argentine est une docile soumission à celle des autres pays. Il faut noter le fait important que l'Angleterre s'efforce de faire venir ses aliments des Dominions, qui pourraient ainsi remplacer la production argentine dans peu d'années.

La nouvelle politique qui serait inaugurée n'aurait pas un caractère agressif, et elle n'empêcherait pas le maintien des relations économiques traditionnelles. Elle répond à des besoins nouveaux dus en partie au changement de politique des pays dans l'orbite desquels l'Argentine se meut, et serait obtenue par une industrialisation plus développée.

Cette politique nécessiterait l'importation pendant plusieurs années des machines industrielles destinées à favoriser la production et qui seraient payées avec les exportations dont les clients de l'Argentine ne peuvent pas se passer.

Il ne se produira jamais des difficultés telles qu'elles puissent affecter pendant longtemps plus de deux ou trois des six produits principaux de l'Argentine (le fait se présenta en 1922). Tenant compte des grandes sommes à payer à l'extérieur chaque année pour le service de la dette, la diminution d'exportation pour un ou deux de ces produits pourrait provoquer des crises successives : donc, même si l'Argentine pouvait avoir la sûreté quant à la demande se rapportant à sa production, il est néanmoins important que ses exportations comprennent un plus grand

nombre de produits. Ainsi le risque serait diminué et le marché intérieur étant mieux fourni par la production nationale, les importations ne continueraient pas à augmenter.

Il n'est pas question d'exclusion ni d'éloignement, les échanges auront la vertu de modifier le commerce extérieur, mais pas de le supprimer. Les affaires sur titres ne disparaîtraient pas non plus. Au lieu d'être unilatérales, elles seraient réciproques. Jusqu'en 1914, elles consistaient en ce que des titres argentins étaient déposés à l'étranger, une quantité d'or équivalente entrant dans le pays tandis qu'il en sortait pour les intérêts et dividendes. Depuis 1915, des soldes favorables importants dans la balance commerciale ont permis de rapatrier des titres, de rembourser des emprunts, et même de souscrire pour plusieurs centaines de millions de pesos à des titres d'Etats européens.

Ces faits signifient que le commerce des titres entre l'extérieur et l'Argentine sera réciproque; mais ils disent plus : le pays est sur le point d'entrer dans la période d'émancipation définitive.

Les placements de capitaux argentins à l'étranger, et d'autre part la richesse du sol argentin constitueront la base la plus solide pour la nouvelle politique à inaugurer. Ce qui manque pour la mettre en pratique, c'est uniquement une question de confiance dans les effets heureux que pourra produire cette politique, et l'élaboration de règles nécessaires destinées à servir de base à une action décisive et utile.

Quels courants d'opinion rencontre-t-on en Argentine ?

Les *cosmopolites* qui méprisent les articles fabriqués dans le pays et ne font usage que des produits étrangers. Mais chose curieuse, le pays progresse suffisamment pour tromper les cosmopolites. Ainsi, le 95 0/0 du vin de Bordeaux consommé en Argentine vient de Mendoza. Les étiquettes étrangères sur les produits argentins commencent à disparaître et c'est là une récente conquête industrielle.

Les *internationaux*, qui divisent le monde en zones de production suivant les aptitudes spéciales des pays pour un produit donné. La question est de produire très bon marché et de faire les échanges nécessaires entre les différentes zones. Cette politique profite aux capitalistes en particulier.

Les *étrangers*, amis de la politique économique qui cherche à placer un État dans la position d'un astre autour duquel gravitent les autres, comme des satellites ; ils ont quelque importance en Argentine en raison de leur nombre considérable. On comprend qu'un Anglais consomme du jambon d'York, un Italien du salami de Milan, et qu'un commerçant anglais soutienne qu'il convient que l'Argentine n'exporte que les produits de son sol et ne développe pas ses industries.

Les *doctrinaires*, sont les défenseurs d'un système de libre-échange plus ou moins radical. Leurs règles plus pures et plus patriotiques s'opposent à l'excès de rénovation du cosmopolitisme et propagent le respect des traditions argentines. Par cela elles se rallient à la politique économique qui engage le pays dans une voie de progrès.

La nouvelle politique dont nous avons parlé plus haut a déjà fait des progrès. A fin juillet 1922, on a vu apparai-

tre des initiatives pour la formation d'une importante association de défense de la production nationale, dont les buts révèlent la tendance vers une politique défendant mieux les intérêts du pays dans l'organisation des ventes.

En outre, les journaux demandent une nouvelle politique douanière qui concorde avec les exigences du présent. Les lois douanières actuellement en vigueur sont un frein au progrès; sanctionnées en 1906 après une étude sommaire des besoins d'alors; elles n'ont été modifiées que partiellement et sur des initiatives isolées souvent d'accord avec des intérêts privés. Vu les industries qui ont pris pied par le fait de la guerre, elles ne sont plus à la hauteur des circonstances et sont encore moins aptes à favoriser les exigences de l'avenir.

Les industries trouveraient leur place dans le nord de la République Argentine où la main-d'œuvre serait excellente, mais insuffisante pour un grand développement industriel. D'autre part, la capacité de consommation de l'Argentine et des pays voisins seraient sans doute par la suite assez grande pour permettre un certain équilibre économique.

---

## CONCLUSION

La richesse de l'Argentine est basée sur les produits de la terre, de sorte qu'elle est assez peu influencée par les fluctuations de l'agio sur l'or, les changements de mode ou la concurrence. La mission économique de la République consiste à être le fournisseur d'aliments et de matières premières pour les grands pays industrialisés.

L'avenir de l'Argentine comme pays exportateur a encore de belles perspectives. Les pays concurrents producteurs de matières premières se trouvent dans des conditions moins favorables. Les Etats-Unis, producteurs de viandes, de lait, de fromage et de céréales, consomment proportionnellement plus que ce qu'ils produisent ; l'augmentation annuelle de la population des Etats-Unis est actuellement de 1.400.000 habitants. Ils importent du beurre et de la caséine et n'exportent que du lait en poudre. En outre, l'Amérique du Nord voit arriver le jour où elle cessera ses exportations de céréales et de viandes. Les Américains ont d'ailleurs cherché un autre moyen de conserver le contrôle de la viande exportée en Europe. Ayant vainement essayé de truster les frigorifiques de l'Argentine, ils ont commencé à accaparer les marchés de détail à Londres, s'imaginant faire ainsi la loi aux produits argentins.

Le Danemark et la Hollande sont arrivés au maximum de leur production en fait de produits laitiers. Les hivers longs et froids renchérissent dans ces pays la production du lait et du beurre. L'Australie et la Nouvelle-Zélande peuvent concurrencer l'Argentine pour les viandes, le lait, le beurre, les laines et les fruits ; mais ces pays doivent payer 70 0/0 de plus pour le fret maritime à cause de l'énorme distance qui les sépare des marchés européens.

L'Argentine poursuit son développement avec une allure extrêmement rapide. La mise en valeur du pays continue à exiger l'immigration et l'introduction des capitaux. A ce sujet, l'Europe appauvrie par la guerre, ne peut plus être le banquier exclusif de la République ; les Etats-Unis vont la remplacer dans ce rôle très lucratif et il existe déjà de nombreux liens financiers entre Buenos-Aires et New-York.

L'évolution ne s'effectuera pas sans quelques crises qui viendront l'enrayer. Ces crises sont généralement de courte durée et la prodigieuse vitalité du pays en a vite raison. Ce sont des crises de « croissance », comme on les a dénommées, et elles reviennent périodiquement. On peut même prévoir qu'elles se renouvelleront sous cette même forme aussi longtemps que l'économie nationale de l'Argentine sera incomplète.

Il manque effectivement à l'Argentine les industries et la question de faire prospérer celles-ci dans le plus bref délai est à l'ordre du jour. Il est bien compréhensible qu'un jeune pays aussi riche en ressources naturelles que l'Argentine, aspire à conquérir son indépendance écono-

mique, et tout naturellement la nouvelle politique commerciale dont nous avons parlé, est connexe à la question d'un patriotisme de bon aloi qui recherche pour le pays l'indépendance économique.

S'il nous est permis d'exprimer notre idée à ce sujet, nous croyons que la République Argentine n'est pas encore mûre pour implanter sur son sol une industrie très développée. Cette nouvelle tendance a peut-être son origine dans l'enrichissement du pays pendant la guerre. A noter que l'afflux d'or n'est pas dû à la production même, mais n'est qu'une conséquence de la pénurie des transports maritimes pendant la guerre ; en effet, le manque de frets maritimes a empêché le courant normal des importations de se produire, et la majeure partie de cette richesse a été constituée par la différence favorable entre les exportations et les importations.

Grâce aux difficultés d'alors pour acquérir certaines matières premières et des produits manufacturés depuis l'extérieur, on a vu se développer quelques cultures nouvelles et certaines industries, en général peu stables.

La faible proportion de la population par rapport à la surface du pays et le manque d'enseignement technique s'opposent à la mise en pratique immédiate de la nouvelle politique commerciale. En outre le marché intérieur ne suffirait sans doute pas pour absorber la production industrielle nationale, quoique par la suite de nouveaux débouchés seraient offerts par les pays voisins : le Brésil, l'Uruguay et le Chili. Il est probable même que dans ce domaine l'Argentine ne fera qu'accroître sa prépondérance sur toute l'Amérique du Sud. Mais pour cela, elle

aura à lutter avec la concurrence des grandes nations industrielles.

Ajoutons en outre que l'Argentine ne possède pas de flotte marchande appréciable pour les voyages à long cours ; une des causes qui assurent le bon marché des produits argentins sur les marchés européens réside dans ce fait que les bateaux qui relient l'Argentine à l'Europe ont un double fret rémunérateur. Dans leur voyage à Buenos-Aires ils importent des produits manufacturés, et au retour, ils sont chargés de produits argentins. Si la République Argentine devait fermer ses portes pour protéger ses industries, la question se poserait de savoir si ses exportations bénéficieraient encore de cet avantage.

L'Argentine semble donc se trouver dans une préparation à une vie industrielle plus active ; et c'est un signe révélateur de vitalité que ces idées précoces qui cherchent à diriger l'évolution économique du pays en complétant l'exploitation agricole par l'activité industrielle. Mais cette tendance vers l'industrialisation ne paraît pas encore indiquée, et l'Argentine semble encore avoir tout à profiter de sa situation de grand exportateur. En revanche, il y a la question de dépendance économique qui demande que le pays ne reste pas vassal des grandes nations.

La politique du présent qui nous semblerait la plus indiquée serait celle qui consiste à défendre la production nationale, et à ce sujet nous assistons actuellement à un rapide développement de l'action collective. Pendant longtemps, le pays était considéré comme réfractaire à l'association et à l'organisation corporative. La coopération est l'œuvre dans laquelle on peut placer les plus

grands espoirs pour l'amélioration et l'augmentation de la production, pour la faire arriver dans les conditions les plus favorables aux mains des consommateurs, ainsi que pour obtenir des prix meilleurs. Quatre ordres de coopératives peuvent donner des résultats immédiats en Argentine ; ce sont celles qui s'occuperaient de la fabrication et de la vente du pain, la coopérative des abattoirs, la coopérative de vente des viandes et les caisses rurales.

Si l'importance économique d'un pays peut être mesurée par ses progrès, la République Argentine est un des pays de grande puissance économique. Son développement dans les derniers 50 ans nous montre que son sol, sa race, ses idées, son organisation sociale, politique et économique, feront d'elle dans peu d'années une des grandes nations du monde.

Le champ d'activité et d'entreprise est, et sera encore pendant plusieurs années, presque illimité en Argentine. Si ce pays a toujours été propice à l'esprit d'entreprise et au placement de capitaux, il réalise aujourd'hui ces conditions encore plus que par le passé. Le Gouvernement argentin maintient une hospitalité traditionnelle, et les immigrants comme les capitaux qui viennent contribuer au progrès du pays sont les bienvenus en Argentine. Le respect envers l'étranger et envers les capitaux placés dans le pays sont une des caractéristiques du peuple argentin. L'Argentine a pour elle l'avenir.

SORTI DES PRESSES DE  
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD  
A LAVAL (MAYENNE)  
= FRANCE =